

## MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 2006 — 2624

[2006/202123]

**22 JUIN 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'appartenance**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, en particulier ses articles L4125-1. § 5, L4125-1, à 15, L4142-4, L4142-39, et L4145-17, § 2;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, l'urgence étant motivée comme suit :

« L'urgence est motivée par le calendrier et la nécessité de ne pas mettre en péril la bonne organisation du scrutin d'octobre 2006 en fournissant aux opérateurs électoraux toutes les instructions avant les vacances d'été.

Les projets d'arrêtés soumis à l'avis de la Section de Législation rencontrent les objectifs qui ont prévalu lors de la rédaction du décret, c'est-à-dire :

- coordonner l'ensemble assez disparate des arrêtés adoptés par le Fédéral en les regroupant par thématique au travers du fil conducteur du cheminement des opérations électorales et en y intégrant les modifications découlant du projet de décret modifiant le livre 1<sup>er</sup> de la 4<sup>e</sup> partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Cette coordination doit permettre une plus grande transparence et éviter un risque de confusion dans le chef des destinataires de ces différentes mesures;

- adapter les textes ainsi coordonnés à la réalité institutionnelle »;

Vu l'avis n° 11/2006 du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne du 4 mai 2006;

Vu l'avis n° 40.638/4 du Conseil d'Etat, donné le 13 juin 2006;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Présentation des candidatures*

**Article 1<sup>er</sup>.** Présentation, par des électeurs communaux, de candidat pour le renouvellement des conseils communaux.

Pour l'application de l'article L4142-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les présentations de candidats pour le renouvellement des conseils communaux, présentées par des électeurs communaux, ainsi que les relevés qui doivent y être annexés sont effectués au moyen du modèle 1 annexé au présent arrêté.

**Art. 2.** Présentation, par des conseillers communaux sortants, de candidats pour le renouvellement des conseils communaux.

Pour l'application de l'article L4142-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les présentations de candidats pour le renouvellement des conseils communaux, présentées par des conseillers communaux sortants, ainsi que les relevés qui doivent y être annexés sont effectués au moyen du modèle 2 annexé au présent arrêté.

**Art. 3.** Présentation, par des électeurs provinciaux, de candidats pour le renouvellement des conseils provinciaux.

Pour l'application de l'article L4142-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les présentations de candidats pour le renouvellement des conseils provinciaux, présentées par des électeurs provinciaux, ainsi que les relevés qui doivent y être annexés sont effectués au moyen du modèle 3 annexé au présent arrêté.

**Art. 4.** Présentation, par des conseillers provinciaux sortants, de candidats pour le renouvellement des conseils provinciaux.

Pour l'application de l'article L4142-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les présentations de candidats pour le renouvellement des conseils provinciaux, présentées par des conseillers provinciaux sortants, ainsi que les relevés qui doivent y être annexés sont effectués au moyen du modèle 4 annexé au présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Désignation des bureaux électoraux*

**Art. 5.** Désignation du secrétaire et des assesseurs du bureau de district.

Pour la notification de leur désignation, au secrétaire, ainsi qu'aux assesseurs et assesseurs suppléants, le président du bureau de district utilise le modèle 5 annexé au présent arrêté.

**Art. 6.** Désignation de droit du président du bureau de canton.

Pour la notification de sa désignation de droit, au président du bureau de canton, le président du bureau de district utilise le modèle 6 annexé au présent arrêté.

**Art. 7.** Désignation du président du bureau de canton.

Pour la notification de sa désignation, au président du bureau de canton, le président du bureau de district utilise le modèle 7 annexé au présent arrêté.

**Art. 8.** Désignation des assesseurs du bureau de canton.

Pour la notification de leur désignation, aux assesseurs et assesseurs suppléants, le président du bureau de canton utilise le modèle 8 annexé au présent arrêté.

**Art. 9.** Désignation du président du bureau communal.

Pour la notification de sa désignation, au président du bureau communal, le président du bureau de district utilise le modèle 9 annexé au présent arrêté.

**Art. 10.** Désignation des assesseurs du bureau communal.

Pour la notification de leur désignation, aux assesseurs et assesseurs suppléants, le président du bureau communal utilise le modèle 10 annexé au présent arrêté.

**Art. 11.** Désignation du président du bureau de vote.

Pour la notification de sa désignation, au président du bureau de vote, le président du bureau communal utilise le modèle 11 annexé au présent arrêté.

**Art. 12.** Désignation des assesseurs du bureau de vote.

Pour la notification de leur désignation, aux assesseurs et assesseurs suppléants, le président du bureau communal utilise le modèle 12 annexé au présent arrêté.

**Art. 13.** Désignation du secrétaire du bureau de vote.

Pour la notification de sa désignation au secrétaire du bureau, le président du bureau de vote utilise le modèle 13 annexé au présent arrêté.

**Art. 14.** Désignation du président du bureau de dépouillement communal.

Pour la notification de sa désignation, au président du bureau de dépouillement communal, le président du bureau communal utilise le modèle 14 annexé au présent arrêté.

**Art. 15.** Désignation des assesseurs du bureau de dépouillement communal.

Pour la notification de leur désignation, aux assesseurs et assesseurs suppléants, le président du bureau communal utilise le modèle 15 annexé au présent arrêté.

**Art. 16.** Désignation du secrétaire du bureau de dépouillement communal.

Pour la notification de sa désignation au secrétaire du bureau, le président du bureau de dépouillement communal utilise le modèle 16 annexé au présent arrêté.

**Art. 17.** Désignation du président du bureau de dépouillement provincial.

Pour la notification de sa désignation, au président du bureau de dépouillement provincial, le président du bureau de canton utilise le modèle 17 annexé au présent arrêté.

**Art. 18.** Désignation des assesseurs du bureau de dépouillement provincial.

Pour la notification de leur désignation, aux assesseurs et assesseurs suppléants, le président du bureau de canton utilise le modèle 18 annexé au présent arrêté.

**Art. 19.** Désignation du secrétaire du bureau de dépouillement provincial.

Pour la notification de sa désignation au secrétaire du bureau, le président du bureau de dépouillement provincial utilise le modèle 19 annexé au présent arrêté.

**Art. 20.** Convocation des présidents des bureaux de vote et de dépouillement.

Pour la convocation à la séance de formation visée aux articles L4125-10 et 14 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le président du bureau de canton utilise le modèle 20 annexé au présent arrêté.

**CHAPITRE III. — Dépouillement et recensement des votes****Art. 21.** Tableau de dépouillement.

Conformément à l'article L4142-39 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, en prévision du recensement des votes, le président du bureau de circonscription établit un tableau de dépouillement conforme au modèle 21 annexé au présent arrêté.

**Art. 22.** Tableau de recensement.

Conformément à l'article L4142-39 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, en prévision du recensement des votes, le président du bureau de circonscription établit un tableau de recensement conforme au modèle 22 annexé au présent arrêté.

**CHAPITRE IV. — Groupement de listes****Art. 23.** Tableau d'apparementement.

Le tableau visé à l'article L4145-17, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est conforme au modèle 23 annexé au présent arrêté.

**Art. 24.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.**Art. 25.** Le Ministre des Affaires intérieures est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

Province : Canton électoral :

Commune :

**Modèle 1 : Présentation de candidats par les électeurs**

Nous, soussignés, électeurs communaux dans la commune de ....., présentons les personnes mentionnées ci-dessous comme candidats pour l'élection communale fixée au 8 octobre 2006.

Le sigle ou logo ..... (1) doit surmonter la liste des candidats sur le bulletin de vote.

Ce sigle ou logo signifie .....

A. CANDIDATS.

Ordre de présentation des candidats N° d'ordre	Nom des candidats (2)	Prénoms	Date de naissance	Sexe (3)	Profession	N° du registre national	Résidence principale et adresse complète
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							

Remarque : le format des formulaires doit être adapté aux caractéristiques de chaque circonscription. Ainsi, le (ou les) tableau(x), doit (doivent) être adapté(s) au nombre de sièges à pourvoir dans une circonscription donnée. De même, les formulaires de déclaration de présentation de candidats doivent être utilisés en autant d'exemplaires que le Code de la démocratie locale requiert de signatures d'électeurs présentant.

Les formulaires pro-format pour chaque circonscription sont disponibles sur le site des élections 2006 à l'adresse suivante : <http://elections2006.wallonie.be>

Le sigle est formé des initiales soit de tous les mots, soit d'une partie des mots qui composent la dénomination de la liste de candidats. Il peut être un acronyme. Il peut comporter un logogramme.

Le sigle est composé au plus de douze lettres et/ou chiffres et au plus de treize signes.

Les présentations de candidats qui se réclament d'un sigle protégé et d'un numéro d'ordre commun doivent être accompagnées de l'attestation prescrite à l'article L4142-32 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en vue de pouvoir bénéficier de l'application de cet usage.

Le logo est la représentation graphique du nom de la liste. (2)

L'identité du candidat (e), marié (e) ou veuf (ve), peut être précédée ou suivie du nom de son conjoint ou de son conjoint décédé.

Le prénom de naissance du candidat peut être suivi du prénom usuel, pour autant que cette mention ne permette pas de confondre avec un autre candidat ou une personnalité connue au niveau de la circonscription.

Ainsi, le bureau de circonscription peut autoriser un candidat à faire usage sur l'affiche et le bulletin de vote d'un autre prénom, en appliquant les règles suivantes :

1° Le prénom sous lequel le candidat est effectivement connu n'est pas son premier prénom, mais un autre, repris sur son acte de naissance : dans ce cas, il mentionne le prénom complet sur son acte de présentation et indique son souhait de voir figurer en lieu et place sur le bulletin la mention choisie;

2° Le candidat est connu sous une abréviation de l'un de ses prénoms énumérés sur l'acte de naissance : par exemple, Danny pour Daniel; il procède comme au point 1°;

3° Le prénom qu'il souhaite voir figurer sur le bulletin de vote ne fait pas partie de l'énumération des prénoms repris sur son acte de naissance : le bureau de circonscription admettra cette mention sur la foi d'un acte de notoriété délivré par le juge de paix ou un notaire; le prénom de naissance du candidat sera mentionné sur le bulletin suivi de son prénom usuel.

Le nombre de candidats ne peut être supérieur à celui des membres à élire dans la commune.

Un candidat ne peut se présenter sur plus d'une liste dans la commune.

Pour pouvoir être élu conseiller communal, il faut :

Etre Belge ou ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne au plus tard le jour de la présentation des candidatures.

La manière dont la nationalité belge a été obtenue (naissance, naturalisation, mariage, option) ne joue aucun rôle.

Etre âgé de 18 ans accomplis au jour de l'élection.

Etre inscrit au registre de la population de la commune au plus tard au 1<sup>er</sup> août 2006.

Ne sont pas éligibles :

1° ceux qui sont privés du droit d'éligibilité par condamnation;

2° ceux qui sont exclus ou suspendus de l'électorat par application des articles L4121-2 et 3.

3° les ressortissants des autres Etats membres de l'Union européenne qui, par l'effet d'une décision individuelle en matière civile ou d'une décision pénale prononcée dans leur Etat d'origine, sont déchus du droit d'éligibilité en vertu du droit de cet Etat;

4° ceux qui, sans préjudice de l'application des dispositions prévues aux 1° et 2°, ont été condamnés, même avec sursis, du chef de l'une des infractions prévues aux articles 240, 241, 243 et 245 à 248 du code pénal, commises dans l'exercice de fonctions locales, cette inéligibilité cessant douze ans après la condamnation.

5° ceux qui ont été condamnés pour des infractions visées par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou sur la base de la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la Seconde Guerre mondiale, cette inéligibilité cessant dix-huit ans après la condamnation.

6° ceux qui sans préjudice de l'application des dispositions prévues aux 1° et 2° étaient administrateurs d'une association au moment des faits à la suite desquels elle a été condamnée, même avec sursis, pour l'une des infractions prévues par la loi du 30 juillet 1981 ou la loi du 23 mars 1995 et cette inéligibilité cessant dix-huit ans après la condamnation.

Il n'est pas fait application de l'alinéa précédent aux administrateurs qui apportent la preuve qu'ils ne connaissaient pas les faits qui ont fondé la condamnation en cause ou que lorsqu'ils en ont eu connaissance, ils ont aussitôt démissionné de toutes leurs fonctions au sein de ladite personne morale.

7° ceux qui ont été déchus de leur mandat en application des articles L1122-7, § 2 ou L1123-17, § 1<sup>er</sup>, cette inéligibilité cessant six ans après la notification de la décision du Gouvernement ou de son délégué constatant la déchéance.

8° Les fonctionnaires de police, conformément à l'article 127 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux. (3)

Dans cette colonne, indiquer H pour un homme, F pour une femme.

Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un.

Les deux premiers candidats ne peuvent être du même sexe.

#### B. ELECTEURS PRESENTANTS

##### Conditions :

Les électeurs qui font la présentation doivent chacun compléter et signer la déclaration annexée à ce formulaire. Chaque déclaration individuelle est numérotée et doit être jointe lors du dépôt de ce formulaire portant présentation de candidats auprès du bureau communal.

La présentation de candidats doit être faite par minimum :

100 électeurs communaux dans les communes de 20.001 habitants et plus;

50 électeurs communaux dans les communes de 10.001 à 20.000 habitants;

30 électeurs communaux dans les communes de 5.001 à 10.000 habitants;

20 électeurs communaux dans les communes de 2.001 à 5.000 habitants;

10 électeurs communaux dans les communes de 500 à 2.000 habitants;

5 électeurs communaux dans les communes de moins de 500 habitants.

Les électeurs qui font la présentation doivent figurer sur le registre des électeurs de la commune concernée.

Un électeur ne peut pas signer plus d'une présentation pour la même élection.

Pour être **électeur** quatre conditions sont à remplir :

Etre *Belge* au plus tard le jour de l'élection.

La manière dont la nationalité belge a été obtenue (naissance, naturalisation, mariage, option) ne joue aucun rôle

ou être *ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne* réunissant les autres conditions de l'électorat et ayant manifesté sa volonté d'exercer ce droit de vote en Belgique.

ou être *étranger* pour autant que :

1° cet étranger introduise auprès de la commune dans laquelle il a établi sa résidence principale, une demande écrite mentionnant :

sa nationalité;

l'adresse de sa résidence principale;

une déclaration par laquelle l'auteur de la demande s'engage à respecter la Constitution, les lois du peuple belge et la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales;

2° cet étranger fasse valoir, au moment de l'introduction de sa demande, cinq années ininterrompues de résidence principale en Belgique couvertes par un séjour légal.

2. Etre âgé de *18 ans* accomplis au plus tard le jour de l'élection;

3. Etre *inscrit au registre de la population* de la commune concernée au plus tard le 31 juillet 2006;

4. *Ne pas se trouver, au plus tard le jour de l'élection, dans un des cas d'exclusion ou de suspension* prévus aux articles L4121-2 et 3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Les personnes condamnées à une peine criminelle (perpétuité, travaux forcés, détention et réclusion) sont définitivement exclues de l'électorat.

Sont frappés de la suspension du droit de vote :

ceux qui sont en état d'interdiction judiciaire et ceux qui sont placés sous statut de minorité prolongée (art. 489-515 du Code civil);

ceux qui ont été condamnés à une peine d'emprisonnement de plus de quatre mois, pour autant que la peine ait été prononcée sans sursis et qu'elle ne soit plus susceptible d'appel;

ceux qui ont été mis à la disposition du gouvernement sous la forme d'un internement.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'apparement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Province : Canton électoral :

Commune :

### Annexes à la présentation de candidats par les électeurs

#### Annexe 1<sup>re</sup>. Déclaration de présentation de candidats par les électeurs

Je, soussigné,

NOM (en majuscule) : .....

Prénoms : .....

Sexe : .....

Profession : .....

Date de naissance : ...../...../.....

Résidence principale : .....

(rue), ..... (numéro), ..... (boîte), ..... (commune) ..... (code postal)

Numéro d'identification au registre national des personnes physiques : .....

inscrit au registre des électeurs de la commune de ..... (joindre un extrait du registre des électeurs) déclare par la présente appuyer la présentation de candidats sur la liste suivante : .....

..... (sigle) pour l'élection du conseil communal du 8 octobre 2006.

accepte / n'accepte pas une éventuelle désignation comme témoin de parti ou témoin suppléant (biffer la mention inutile).

Fait à ....., le ..... 2006.

Numéro d'ordre de la déclaration : .....

Signature,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'apparement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

## Annexe 2. Déclaration d'acceptation de candidatures

Nous soussignés, candidats présentés pour le conseil communal par les électeurs signataires de l'acte, en date du ..... 2006, déclarons accepter les candidatures qui nous sont offertes.

En vue de la détermination du numéro d'ordre commun et du sigle protégé à attribuer à notre liste, nous déclarons adhérer à la proposition d'affiliation de listes déposée par ..... ("numéro régional"). Il est joint à cette déclaration l'attestation visée à l'article L4142-32 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1) (2).

Pour la détermination du numéro d'ordre à attribuer à notre liste, nous demandons à obtenir le même numéro que celui attribué à la liste ....., déposée au chef lieu de province à ..... ("numéro provincial"). Il est joint à cette déclaration l'attestation visée à l'article L4142-32 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1) (2).

Nous déclarons autoriser :

1. ....
2. ....
3. ...., électeurs signataires de l'acte de présentation de nos candidatures, à effectuer le dépôt de cet acte.

Nous déclarons également désigner M. ...., électeur (ou candidat) comme témoin et M. ...., électeur (ou candidat) comme témoin suppléant, pour assister aux séances du bureau communal.

Nous nous engageons à respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales et à déclarer ces dépenses par écrit en vue de déposer cette déclaration, dans les trente jours qui suivent la date des élections, au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement judiciaire dans lequel se situe le bureau communal.

Nous nous engageons, lors de la remise du relevé de nos dépenses, à joindre une déclaration relative à l'origine des fonds et à enregistrer l'identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus.

Dans les trente jours suivant la date des élections, le candidat en tête de liste remettra le relevé des dépenses de propagande électorale de la liste ainsi que l'origine des fonds et y enregistrera l'identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus.

Nous nous engageons à respecter, au cours des élections et durant notre mandat, les principes démocratiques d'un Etat de droit ainsi que les droits et libertés inscrits dans la Constitution, dans la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966.

A ....., le ..... 2006.

Signature des candidats :

Nom et prénoms (3)	Signature	Nationalité (4)	Résidence principale (4)

Nous déclarons en outre ne pas exercer de fonction ou de mandat équivalent à celui de conseiller communal, échevin ou bourgmestre dans une collectivité locale de base d'un autre Etat membre de l'Union européenne, ne pas exercer dans un autre Etat membre de l'Union européenne des fonctions équivalentes à celles visées à l'article L1125-1, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup> du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ne pas être déchu ni suspendu du droit d'éligibilité dans notre Etat d'origine.

A ....., le ..... 2006.

Signature des candidats (4) :

(1) Biffer ce qui n'est pas d'application.

(2) Le nom et le prénom sont précédés de la mention : Madame (Mme) ou Monsieur (M.).

(3) Joindre un extrait du registre des électeurs démontrant que les candidats sont électeurs.

(4) A ne remplir ou signer que par les candidats non Belges de l'Union européenne.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'apparementement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD



Province : Canton électoral :

Commune :

### Modèle 2 : Présentation de candidats par des conseillers sortants

Nous, soussignés, conseillers communaux sortants de ....., présentons les personnes mentionnées ci-dessous comme candidats pour l'élection communale fixée au 8 octobre 2006.

Le sigle ou logo ..... doit surmonter la liste des candidats sur le bulletin de vote (1).

Ce sigle ou logo signifie : .....

Nous désignons les candidats ..... et .....

pour effectuer le dépôt de cet acte.

#### A. Candidats

Ordre de présentation des candidats N° d'ordre	Nom des candidats (2)	Prénoms	Date de naissance	Sexe (3)	Profession	N° du registre national	Résidence principale et adresse complète
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							

Remarque : le format des formulaires doit être adapté aux caractéristiques de chaque circonscription. Ainsi, le (ou les) tableau(x), doit (doivent) être adapté(s) au nombre de sièges à pourvoir dans une circonscription donnée. De même, les formulaires de déclaration de présentation de candidats doivent être utilisés en autant d'exemplaires que le Code de la démocratie locale requiert de signatures d'électeurs présentant.

Les formulaires pro-format pour chaque circonscription sont disponibles sur le site des élections 2006 à l'adresse suivante : <http://elections2006.wallonie.be>

Le sigle est formé des initiales soit de tous les mots, soit d'une partie des mots qui composent la dénomination de la liste de candidats. Il peut être un acronyme. Il peut comporter un logogramme.

Le sigle est composé au plus de douze lettres et/ou chiffres et au plus de treize signes.

Le logo est la représentation graphique du nom de la liste.

(2)

L'identité du candidat(e), marié(e) ou veuf(ve), peut être précédée ou suivie du nom de son conjoint ou de son conjoint décédé.

Le prénom de naissance du candidat peut être suivi du prénom usuel, pour autant que cette mention ne permette pas de confondre avec un autre candidat ou une personnalité connue au niveau de la circonscription.

Ainsi, le bureau de circonscription peut autoriser un candidat à faire usage sur l'affiche et le bulletin de vote d'un autre prénom, en appliquant les règles suivantes :

1° Le prénom sous lequel le candidat est effectivement connu n'est pas son premier prénom, mais un autre, repris sur son acte de naissance : dans ce cas, il mentionne le prénom complet sur son acte de présentation et indique son souhait de voir figurer en lieu et place sur le bulletin la mention choisie;

2° Le candidat est connu sous une abréviation de l'un de ses prénoms énumérés sur l'acte de naissance : par exemple, Danny pour Daniel; il procède comme au point 1°;

3° Le prénom qu'il souhaite voir figurer sur le bulletin de vote ne fait pas partie de l'énumération des prénoms repris sur son acte de naissance : le bureau de circonscription admettra cette mention sur la foi d'un acte de notoriété délivré par le juge de paix ou un notaire; le prénom de naissance du candidat sera mentionné sur le bulletin suivi de son prénom usuel.



Le nombre de candidats ne peut être supérieur à celui des membres à élire dans la commune.

Un candidat ne peut se présenter sur plus d'une liste dans la commune.

Pour pouvoir être élu conseiller communal, il faut :

Etre Belge ou ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne au plus tard le jour de la présentation des candidatures

La manière dont la nationalité belge a été obtenue (naissance, naturalisation, mariage, option) ne joue aucun rôle.

Etre âgé de 18 ans accomplis au jour de l'élection.

Etre inscrit au registre de la population de la commune au plus tard au 1<sup>er</sup> août 2006.

Ne sont pas éligibles :

1° ceux qui sont privés du droit d'éligibilité par condamnation;

2° ceux qui sont exclus ou suspendus de l'électorat par application des articles L4121-2 et 3.

3° les ressortissants des autres Etats membres de l'Union européenne qui, par l'effet d'une décision individuelle en matière civile ou d'une décision pénale prononcée dans leur Etat d'origine, sont déchus du droit d'éligibilité en vertu du droit de cet Etat;

4° ceux qui, sans préjudice de l'application des dispositions prévues aux 1° et 2°, ont été condamnés, même avec sursis, du chef de l'une des infractions prévues aux articles 240, 241, 243 et 245 à 248 du code pénal, commises dans l'exercice de fonctions locales, cette inéligibilité cessant douze ans après la condamnation.

5° ceux qui ont été condamnés pour des infractions visées par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou sur la base de la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la Seconde Guerre mondiale, cette inéligibilité cessant dix-huit ans après la condamnation.

6° ceux qui sans préjudice de l'application des dispositions prévues aux 1° et 2° étaient administrateurs d'une association au moment des faits à la suite desquels elle a été condamnée, même avec sursis, pour l'une des infractions prévues par la loi du 30 juillet 1981 ou la loi du 23 mars 1995 et cette inéligibilité cessant dix-huit ans après la condamnation.

Il n'est pas fait application de l'alinéa précédent aux administrateurs qui apportent la preuve qu'ils ne connaissaient pas les faits qui ont fondé la condamnation en cause ou que lorsqu'ils en ont eu connaissance, ils ont aussitôt démissionné de toutes leurs fonctions au sein de ladite personne morale.

7° ceux qui ont été déchus de leur mandat en application des articles L1122-7, § 2 ou L1123-17, § 1<sup>er</sup>, cette inéligibilité cessant six ans après la notification de la décision du Gouvernement ou de son délégué constatant la déchéance.

8° Les fonctionnaires de police, conformément à l'article 127 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

(3)

Dans cette colonne, indiquer H pour un homme, F pour une femme.

Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un.

Les deux premiers candidats ne peuvent être du même sexe.

B. Conseillers communaux sortants qui font la présentation.

Numéros	Noms et prénoms des conseillers provinciaux qui présentent	Date de naissance	Sexe	Profession	Résidence principale et adresse complète
1					
2					

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'apparementement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Province : Canton électoral :

Commune :

### Annexes à la présentation de candidats par des conseillers sortants

#### Annexe 1<sup>re</sup>. Déclaration de présentation de candidats par des conseillers communaux sortants

Je soussigné,

NOM (en majuscule) : .....

Prénoms : .....

Sexe : .....

Date de naissance : .....

Résidence principale : ..... (rue), ..... (numéro), ..... (boîte),

..... (commune), ..... (code postal)

Numéro d'identification au registre national des personnes physiques : .....

conseiller communal sortant, déclare par la présente appuyer la présentation de candidats sur la liste suivante :  
..... (sigle) pour l'élection du conseil communal du 8 octobre 2006.

Accepte / n'accepte pas une éventuelle désignation comme témoin de parti ou témoin suppléant (biffer la mention inutile).

Fait à ....., le ..... 2006.

Numéro d'ordre de la déclaration : .....

Signature,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'apparement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

## Annexe 2. Déclaration d'acceptation

Nous, soussignés, candidats présentés par les conseillers communaux sortants dont les noms sont repris dans l'acte de présentation de candidatures, déclarons accepter les candidatures qui nous sont offertes.

En vue de la détermination du numéro d'ordre commun et du sigle protégé à attribuer à notre liste, nous déclarons adhérer à la proposition d'affiliation de listes déposée par ..... ("numéro régional"). Il est joint à cette déclaration l'attestation visée à l'article L4142-32 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1) (2).

Pour la détermination du numéro d'ordre à attribuer à notre liste, nous demandons à obtenir le même numéro que celui attribué à la liste ....., déposée au chef lieu de province à ..... ("numéro provincial"). Il est joint à cette déclaration l'attestation visée à l'article L4142-32 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1) (2).

Nous déclarons également désigner M. ...., électeur (ou candidat) comme témoin et M. ...., électeur (ou candidat) comme témoin suppléant, pour assister aux séances du bureau communal.

Nous nous engageons à respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales et à déclarer ces dépenses par écrit en vue de déposer cette déclaration, dans les trente jours qui suivent la date des élections, au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement judiciaire dans lequel se situe le bureau communal.

Nous nous engageons, lors de la remise du relevé de nos dépenses, à joindre une déclaration relative à l'origine des fonds et à enregistrer l'identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus.

Dans les trente jours suivant la date des élections, le candidat en tête de liste remettra, le relevé des dépenses de propagande électorale de la liste ainsi que l'origine des fonds et y enregistrera l'identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus.

Nous nous engageons à respecter, au cours des élections et durant notre mandat, les principes démocratiques d'un Etat de droit ainsi que les droits et libertés inscrits dans la Constitution, dans la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966.

A ....., le ..... 2006.

Signature des candidats :

Nom et prénoms (3)	Signature	Nationalité (4)	Résidence principale (4)

Nous déclarons en outre ne pas exercer de fonction ou de mandat équivalent à celui de conseiller communal, échevin ou bourgmestre dans une collectivité locale de base d'un autre Etat membre de l'Union européenne, ne pas exercer dans un autre Etat membre de l'Union européenne des fonctions équivalentes à celles visées à l'article L1125-1, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 8<sup>o</sup> du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ne pas être déchu ni suspendu du droit d'éligibilité dans notre Etat d'origine.

A ....., le ..... 2006.

Signature des candidats (4) :

(1) Biffer ce qui n'est pas d'application.

(2) Le nom et le prénom sont précédés de la mention : Madame (Mme) ou Monsieur (M.).

(3) Joindre un extrait du registre des électeurs démontrant que les candidats sont électeurs.

(4) A ne remplir ou signer que par les candidats non Belges de l'Union européenne.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'apparement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

## Annexe 3. Récépissé

Le président du bureau communal reconnaît avoir reçu le ..... 2006, un acte de présentation de candidatures pour le Conseil communal, déposé par (1) .....

Ces candidats sont : (1)

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

Dans l'acte d'acceptation, ils se réservent le droit d'adhérer aux propositions d'affiliation de listes prévues à l'article L4142-26 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (2) ou d'adhérer à la proposition d'obtention du même numéro d'ordre que celui attribué à une liste, déposée au chef lieu de province, conformément à l'article L4142-31, § 1, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

A ....., le ..... 2006.

Le Président,

\_\_\_\_\_

(1) Le nom et le prénom sont précédés de la mention : Madame (Mme) ou Monsieur (M.).

(2) Biffer la mention qui ne convient pas.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'appareillement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Province : District électoral :

Canton Electoral : Commune :

### Modèle 3 : Présentation de candidats par des électeurs provinciaux

Nous, soussignés, électeurs provinciaux dans la province de ....., présentons comme candidats pour les élections provinciales fixées au 8 octobre 2006 dans le district électoral de ....., les personnes mentionnées ci-après.

Nous autorisons ces candidats à déclarer former groupe, au point de vue de la répartition des sièges, avec les candidats des listes présentées dans les autres districts électoraux (1).

Le sigle ou logo ..... doit surmonter la liste des candidats sur le bulletin de vote (2).

Ce sigle ou logo signifie : .....

Nous désignons M/Mme .....(nom et prénoms), résidant à .....

..... (indiquer l'adresse complète de résidence principale) pour attester, dans chaque district, qu'une liste de candidats est reconnue par nous et est autorisée à utiliser ce sigle. Nous désignons également, à titre de suppléant, M./Mme ....., résidant à ..... (3).

#### A. CANDIDATS.

Ordre de représentation des candidats N° d'ordre	Nom des candidats (2)	Prénoms	Date de naissance	Sexe (3)	Profession	N° du registre national	Résidence principale et adresse complète
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							

Remarque : le format des formulaires doit être adapté aux caractéristiques de chaque circonscription. Ainsi, le (ou les) tableau(x), doit (doivent) être adapté(s) au nombre de sièges à pourvoir dans une circonscription donnée. De même, les formulaires de déclaration de présentation de candidats doivent être utilisés en autant d'exemplaires que le Code de la démocratie locale requiert de signatures d'électeurs présentant.

Les formulaires pro-format pour chaque circonscription sont disponibles sur le site des élections 2006 à l'adresse suivante : <http://elections2006.wallonie.be>

(1) Mention à biffer dans le cas où les candidats n'usent pas du droit de former groupe avec d'autres listes.

(2) Le sigle est formé des initiales soit de tous les mots, soit d'une partie des mots qui composent la dénomination de la liste de candidats. Il peut être un acronyme. Il peut comporter un logogramme.

Le sigle est composé au plus de douze lettres et/ou chiffres et au plus de treize signes.

Le logo est la représentation graphique du nom de la liste.

(3) Mention à ne compléter que si la présentation de candidat est effectuée devant le président du bureau principal provincial

(4)

L'identité du candidat(e), marié(e) ou veuf(ve), peut être précédée ou suivie du nom de son conjoint ou de son conjoint décédé.

Le prénom de naissance du candidat peut être suivi du prénom usuel, pour autant que cette mention ne permette pas de confondre avec un autre candidat ou une personnalité connue au niveau de la circonscription.

Ainsi, le bureau de circonscription peut autoriser un candidat à faire usage sur l'affiche et le bulletin de vote d'un autre prénom, en appliquant les règles suivantes :

1° Le prénom sous lequel le candidat est effectivement connu n'est pas son premier prénom, mais un autre, repris sur son acte de naissance : dans ce cas, il mentionne le prénom complet sur son acte de présentation et indique son souhait de voir figurer en lieu et place sur le bulletin la mention choisie;

2° Le candidat est connu sous une abréviation de l'un de ses prénoms énumérés sur l'acte de naissance : par exemple, Danny pour Daniel; il procède comme au point 1°;

3° Le prénom qu'il souhaite voir figurer sur le bulletin de vote ne fait pas partie de l'énumération des prénoms repris sur son acte de naissance : le bureau de circonscription admettra cette mention sur la foi d'un acte de notoriété délivré par le juge de paix ou un notaire; le prénom de naissance du candidat sera mentionné sur le bulletin suivi de son prénom usuel.

Le nombre de candidats ne peut être supérieur à celui des membres à élire dans le district électoral.

Un candidat ne peut se présenter sur plus d'une liste dans la province.

Pour pouvoir être élu conseiller provincial, il faut :

Etre Belge au plus tard le jour de la présentation des candidatures.

La manière dont la nationalité belge a été obtenue (naissance, naturalisation, mariage, option) ne joue aucun rôle.

Etre âgé de 18 ans accomplis au jour de l'élection.

Etre inscrit au registre de la population d'une commune de la province au plus tard au 1<sup>er</sup> août 2006.

Ne sont pas éligibles :

1° ceux qui sont privés du droit d'éligibilité par condamnation;

2° ceux qui sont exclus ou suspendus de l'électorat par application des articles L4121-2 et 3

3° Ceux qui, sans préjudice de l'application des dispositions prévues aux 1° et 2°, ont été condamnés, même avec sursis, du chef de l'une des infractions prévues aux articles 240, 241, 243 et 245 à 248 du code pénal, commises dans l'exercice de fonctions locales, cette inéligibilité cessant douze ans après la condamnation.

4° Ceux qui ont été condamnés pour des infractions visées par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou sur la base de la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la Seconde Guerre mondiale, cette inéligibilité cessant dix-huit ans après la condamnation.

5° Ceux qui sans préjudice de l'application des dispositions prévues aux 1° et 2° étaient administrateurs d'une association au moment des faits à la suite desquels elle a été condamnée, même avec sursis, pour l'une des infractions prévues par la loi du 30 juillet 1981 ou la loi du 23 mars 1995 et cette inéligibilité cessant dix-huit ans après la condamnation.

Il n'est pas fait application de l'alinéa précédent aux administrateurs qui apportent la preuve qu'ils ne connaissaient pas les faits qui ont fondé la condamnation en cause ou que lorsqu'ils en ont eu connaissance, ils ont aussitôt démissionné de toutes leurs fonctions au sein de ladite personne morale.

6° Ceux qui ont été déchus de leur mandat en application des articles L2212-7, § 2, ou L2212-45, § 3, cette inéligibilité cessant six ans après la notification de la décision du Gouvernement ou de son délégué constatant la déchéance.

7° Les fonctionnaires de police, conformément à l'article 127 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

8° Les membres de la Chambre des représentants, du Sénat, du Parlement européen, d'un parlement régional ou communautaire;

9° Les Ministres et les secrétaires d'Etat fédéraux;

10° Les membres d'un gouvernement régional ou communautaire;

11° Les commissaires européens;

(5)

Dans cette colonne, indiquer H pour un homme, F pour une femme.

Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un.

Les deux premiers candidats ne peuvent être du même sexe.

B. Electeurs présents.

Conditions :

Les électeurs qui font la présentation doivent chacun compléter et signer la déclaration annexée à ce formulaire. Chaque déclaration individuelle est numérotée et doit être jointe lors du dépôt de ce formulaire portant présentation de candidats auprès du bureau de district.

- La présentation doit être signée par minimum 50 électeurs de la province.

Pour être électeur quatre conditions sont à remplir :

Etre Belge au plus tard le jour de l'élection;

Etre âgé de 18 ans accomplis au plus tard le jour de l'élection;

Etre inscrit au registre de population d'une commune du district;

*Ne pas se trouver, au plus tard le jour de l'élection, dans l'un des cas d'exclusion ou de suspension* prévus aux articles L4121-2 et 3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Les personnes condamnées à une peine criminelle (perpétuité, travaux forcés, détention et réclusion) sont définitivement exclues de l'électorat.

Sont frappés de la suspension du droit de vote :

ceux qui sont en état d'interdiction judiciaire et ceux qui sont placés sous statut de minorité prolongée (art. 489-515 du Code civil);

ceux qui ont été condamnés à une peine d'emprisonnement de plus de quatre mois, pour autant que la peine ait été prononcée sans sursis et qu'elle ne soit plus susceptible d'appel;

ceux qui ont été mis à la disposition du gouvernement sous la forme d'un internement.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'apparement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Province : District électoral :

Canton Electoral : Commune :

### Annexes à la présentation des candidats par des électeurs provinciaux

#### Annexe 1<sup>re</sup>. Déclaration de présentation de candidats par l'électeur

Je, soussigné,

NOM (en majuscule) : .....

Prénoms : .....

Sexe : .....

Profession : .....

Date de naissance : ...../...../.....

Résidence principale : ..... (rue), ..... (numéro), ..... (boîte), ..... (commune) ..... (code postal)

Numéro d'identification au registre national des personnes physiques : .....

inscrit au registre des électeurs de la commune de ..... déclare par la présente appuyer la présentation de candidats sur la liste suivante : .....

..... (sigle) pour l'élection du conseil provincial du 8 octobre 2006.

accepte / n'accepte pas une éventuelle désignation comme témoin de parti ou témoin suppléant (biffer la mention inutile).

Fait à ....., le ..... 2006.

Numéro d'ordre de la déclaration : .....

Signature,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'apparentement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

## Annexe 2. Déclaration d'acceptation de candidature

Nous soussignés, candidats présentés pour le conseil provincial par les électeurs signataires de l'acte, en date du ..... 2006, déclarons accepter les candidatures qui nous sont offertes.

En vue de la détermination du numéro d'ordre commun et du sigle protégé à attribuer à notre liste, nous déclarons adhérer à la proposition d'affiliation de listes déposée par ..... ("numéro régional"). Il est joint à cette déclaration l'attestation visée à l'article L4142-29 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1) (3).

Pour la détermination du numéro d'ordre à attribuer à notre liste, nous demandons à obtenir le même numéro que celui qui sera attribué à la liste ....., déposée au chef lieu de province à ..... ("numéro provincial"). Il est joint à cette déclaration l'attestation visée à l'article L4142-31 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1) (3).

Nous nous réservons le droit de déclarer former groupe, au point de vue de la répartition des sièges, avec les candidats de listes présentées dans d'autres districts électoraux de l'arrondissement (2).

Nous déclarons autoriser :

1. ....
2. ....
3. ...., électeurs signataires de l'acte de présentation de nos candidatures, à effectuer le dépôt de cet acte.

Nous déclarons également désigner M. ...., électeur (ou candidat) comme témoin et M. ...., électeur (ou candidat) comme témoin suppléant, pour assister aux séances du bureau de district, ainsi que pour assister aux opérations à accomplir par chaque bureau de canton après le vote, les témoins désignés ci-après (3).

Cantons	Témoins	Témoins suppléants

Nous nous engageons à respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales et à déclarer ces dépenses par écrit en vue de déposer cette déclaration, dans les trente jours qui suivent la date des élections, au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement judiciaire dans lequel se situe le bureau de district.

Nous nous engageons, lors de la remise du relevé de nos dépenses, à joindre une déclaration relative à l'origine des fonds et à enregistrer l'identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus.

Dans les trente jours suivant la date des élections, le candidat en tête de liste remettra le relevé des dépenses de propagande électorale de la liste ainsi que l'origine des fonds et y enregistrera l'identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus.

Nous nous engageons à respecter, au cours des élections et durant notre mandat, les principes démocratiques d'un Etat de droit ainsi que les droits et libertés inscrits dans la Constitution, dans la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966.

A ....., le ..... 2006.

Signature des candidats :

Nom et prénoms (4)	Signature	Nom et prénoms (4)	Signature

(1) Biffer ce qui n'est pas d'application.

(2) Mention à biffer dans le cas où les candidats n'usent pas du droit de former groupe avec d'autres listes.

(3) Le nom et le prénom sont précédés de la mention : Madame (Mme) ou Monsieur (M.).

(4) Joindre un extrait du registre des électeurs démontrant que les candidats sont électeurs.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'appareillement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD





Province : District électoral :

Canton Electoral : Commune :

#### Modèle 4 : Présentation de candidats par des conseillers sortants

Nous, soussignés, conseillers provinciaux sortants présentons comme candidats pour les élections provinciales fixées au 8 octobre 2006, dans le district électoral de ....., les personnes mentionnées ci-après.

Nous autorisons ces candidats à déclarer former groupe, au point de vue de la répartition des sièges, avec les candidats des listes présentées dans les autres districts électoraux (1).

Le sigle ou logo ..... (2) doit surmonter la liste des candidats sur le bulletin de vote.

Ce sigle ou logo signifie : .....

Nous désignons M./Mme ..... (nom et prénoms), résidant à .....

..... (indiquer l'adresse complète de résidence principale) pour attester, dans chaque district, qu'une liste de candidats est reconnue par nous et est autorisée à utiliser ce sigle. Nous désignons également, à titre de suppléant, M./Mme ....., résidant à ..... (3).

Nous désignons les candidats M. ....

et M. ....

pour déposer cet acte.

#### A. Candidats.

Ordre de présentation des candidats N° d'ordre	Nom des candidats (2)	Prénoms	Date de naissance	Sexe (3)	Profession	N° du registre national	Résidence principale et adresse complète
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							

Remarque : le format des formulaires doit être adapté aux caractéristiques de chaque circonscription. Ainsi, le (ou les) tableau(x), doit (doivent) être adapté(s) au nombre de sièges à pourvoir dans une circonscription donnée. De même, les formulaires de déclaration de présentation de candidats doivent être utilisés en autant d'exemplaires que le Code de la démocratie locale requiert de signatures d'électeurs présentant.

Les formulaires pro-format pour chaque circonscription sont disponibles sur le site des élections 2006 à l'adresse suivante : <http://elections2006.wallonie.be>

(1) Mention à biffer dans le cas où les candidats n'usent pas du droit de former groupe avec d'autres listes.

(2) Le sigle est formé des initiales soit de tous les mots, soit d'une partie des mots qui composent la dénomination de la liste de candidats. Il peut être un acronyme. Il peut comporter un logogramme.

Le sigle est composé au plus de douze lettres et/ou chiffres et au plus de treize signes.

Le logo est la représentation graphique du nom de la liste.

(3) Mention à ne compléter que si la présentation de candidat est effectuée devant le président du bureau principal provincial

(4)

L'identité du candidat(e), marié(e) ou veuf(ve), peut être précédée ou suivie du nom de son conjoint ou de son conjoint décédé.

Le prénom de naissance du candidat peut être suivi du prénom usuel, pour autant que cette mention ne permette pas de confondre avec un autre candidat ou une personnalité connue au niveau de la circonscription.

Ainsi, le bureau de circonscription peut autoriser un candidat à faire usage sur l'affiche et le bulletin de vote d'un autre prénom, en appliquant les règles suivantes :

1° Le prénom sous lequel le candidat est effectivement connu n'est pas son premier prénom, mais un autre, repris sur son acte de naissance : dans ce cas, il mentionne le prénom complet sur son acte de présentation et indique son souhait de voir figurer en lieu et place sur le bulletin la mention choisie;

2° Le candidat est connu sous une abréviation de l'un de ses prénoms énumérés sur l'acte de naissance : par exemple, Danny pour Daniel; il procède comme au point 1°;

3° Le prénom qu'il souhaite voir figurer sur le bulletin de vote ne fait pas partie de l'énumération des prénoms repris sur son acte de naissance : le bureau de circonscription admettra cette mention sur la foi d'un acte de notoriété délivré par le juge de paix ou un notaire; le prénom de naissance du candidat sera mentionné sur le bulletin suivi de son prénom usuel.

Le nombre de candidats ne peut être supérieur à celui des membres à élire dans le district électoral.

Un candidat ne peut se présenter sur plus d'une liste dans la province.

Pour pouvoir être élu conseiller provincial, il faut :

Etre Belge au plus tard le jour de la présentation des candidatures.

La manière dont la nationalité belge a été obtenue (naissance, naturalisation, mariage, option) ne joue aucun rôle.

Etre âgé de 18 ans accomplis au jour de l'élection.

Etre inscrit au registre de la population d'une commune de la province au plus tard le 1<sup>er</sup> août 2006.

Ne sont pas éligibles :

1° ceux qui sont privés du droit d'éligibilité par condamnation

2° ceux qui se trouvent dans un des cas d'exclusion ou de suspension de l'électorat par application des articles L4122-2 et 3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

3° Ceux qui, sans préjudice de l'application des dispositions prévues aux 1° et 2°, ont été condamnés, même avec sursis, du chef de l'une des infractions prévues aux articles 240, 241, 243 et 245 à 248 du code pénal, commises dans l'exercice de fonctions locales, cette inéligibilité cessant douze ans après la condamnation.

4° Ceux qui ont été condamnés pour des infractions visées par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou sur la base de la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la Seconde Guerre mondiale, cette inéligibilité cessant dix-huit ans après la condamnation.

5° Ceux qui sans préjudice de l'application des dispositions prévues aux 1° et 2° étaient administrateurs d'une association au moment des faits à la suite desquels elle a été condamnée, même avec sursis, pour l'une des infractions prévues par la loi du 30 juillet 1981 ou la loi du 23 mars 1995 et cette inéligibilité cessant dix-huit ans après la condamnation.

Il n'est pas fait application de l'alinéa précédent aux administrateurs qui apportent la preuve qu'ils ne connaissaient pas les faits qui ont fondé la condamnation en cause ou que lorsqu'ils en ont eu connaissance, ils ont aussitôt démissionné de toutes leurs fonctions au sein de ladite personne morale.

6° Ceux qui ont été déchus de leur mandat en application des articles L2212-7, § 2, ou L2212-45, § 3, cette inéligibilité cessant six ans après la notification de la décision du Gouvernement ou de son délégué constatant la déchéance.

7° Les fonctionnaires de police, conformément à l'article 127 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux.

8° Les membres de la Chambre des représentants, du Sénat, du Parlement européen, d'un parlement régional ou communautaire;

9° Les Ministres et les secrétaires d'Etat fédéraux;

10° Les membres d'un gouvernement régional ou communautaire;

11° Les commissaires européens;

(5)

Dans cette colonne, indiquer H pour un homme, F pour une femme.

Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un.

Les deux premiers candidats ne peuvent être du même sexe.

B. Conseillers provinciaux sortants qui présentent les candidats.

Numéros	Noms et prénoms des conseillers provinciaux qui présentent	Date de naissance	Sexe	Profession	Résidence principale et adresse complète
1					
2					
3					

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'apparementement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Province : District électoral :

Canton Electoral : Commune :

### Annexes à la présentation de candidats par des conseillers sortants

#### Annexe 1<sup>re</sup>. Déclaration de présentation de candidats par des conseillers provinciaux sortants

Je soussigné,

NOM (en majuscule) : .....

Prénoms : .....

Sexe : .....

Date de naissance : .....

Résidence principale : ..... (rue), ..... (numéro), ..... (boîte),  
..... (commune), ..... (code postal)

Numéro d'identification au registre national des personnes physiques : .....

conseiller provincial sortant, déclare par la présente appuyer la présentation de candidats sur la liste suivante :  
..... (sigle) pour l'élection du conseil provincial du 8 octobre 2006.

Accepte / n'accepte pas une éventuelle désignation comme témoin de parti ou témoin suppléant (biffer la mention inutile).

Fait à ....., le ..... 2006.

Numéro d'ordre de la déclaration : .....

Signature,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'apparement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

## Annexe 2. Déclaration d'acceptation

Nous, soussignés, candidats proposés par les conseillers provinciaux sortants dont les noms sont repris dans l'acte de présentation de candidatures, déclarons accepter les candidatures qui nous sont offertes.

En vue de la détermination du numéro d'ordre commun et du sigle protégé à attribuer à notre liste, nous déclarons adhérer à la proposition d'affiliation de listes déposée par ..... ("numéro régional"). Il est joint à cette déclaration l'attestation visée à l'article L4142-29 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (1).

Pour la détermination du numéro d'ordre attribué à notre liste, nous demandons à obtenir le même numéro que celui attribué à la liste ..... , déposée au chef lieu de province à ..... ("numéro provincial").

La demande, en double exemplaire, prévue à l'article L4142-31 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, est jointe à la présente déclaration(1).

Nous nous réservons le droit de déclarer former groupe, au point de vue de la répartition des sièges, avec les candidats de listes présentées dans d'autres districts électoraux de l'arrondissement (2).

Nous déclarons également désigner M. ...., électeur (ou candidat) comme témoin et M. ...., électeur (ou candidat) comme témoin suppléant, pour assister aux séances du bureau de district, ainsi que pour assister aux opérations à accomplir par chaque bureau de canton après le vote, les témoins désignés ci-après (3) :

Cantons	Témoins	Témoins suppléants

Nous nous engageons à respecter les dispositions légales relatives à la limitation et au contrôle des dépenses électorales et à déclarer ces dépenses par écrit en vue de déposer cette déclaration, dans les trente jours qui suivent la date des élections, au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement judiciaire dans lequel se situe le bureau principal.

Nous nous engageons, lors de la remise du relevé de nos dépenses, à joindre une déclaration relative à l'origine des fonds et à enregistrer l'identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus.

Dans les trente jours suivant la date des élections, le candidat en tête de liste remettra le relevé des dépenses de propagande électorale de la liste ainsi que l'origine des fonds et y enregistrera l'identité des personnes physiques qui ont fait des dons de 125 euros et plus.

Nous nous engageons à respecter, au cours des élections et durant notre mandat, les principes démocratiques d'un Etat de droit ainsi que les droits et libertés inscrits dans la Constitution, dans la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966.

A ....., le ..... 2006.

Signature des candidats :

Nom et prénoms(4)	Signature	Nationalité (5)	Résidence principale (5)

(1) Mention à biffer si elle n'est pas d'application.

(2) Mention à biffer dans le cas où les candidats n'usent pas du droit de former groupe avec d'autres listes.

(3) Le nom et le prénom sont précédés de la mention : Madame (Mme) ou Monsieur (M.).

(4) Joindre un extrait du registre des électeurs démontrant que les candidats sont électeurs

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'appareillement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

**Annexe 3. Récépissé**

Le président du bureau de district reconnaît avoir reçu le ..... 2006, un acte de présentation de candidatures pour le Conseil provincial, déposé par (1) .....

Ces candidats sont : (1)

.....  
 .....  
 .....  
 .....

Dans ledit acte, les candidats se réservent le droit de former groupe avec une des listes présentées dans d'autres districts électoraux de l'arrondissement (2).

Dans l'acte d'acceptation, ils se réservent le droit d'adhérer aux propositions d'affiliation de listes prévues à l'article L4142-26 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation (2) ou d'adhérer à la proposition d'obtention du même numéro d'ordre que celui attribué à une liste, déposée au chef lieu de province, conformément à l'article L4142-31, § 1<sup>er</sup>, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

A ....., le ..... 2006.

Le Président,

(1) Le nom et le prénom sont précédés de la mention : Madame (Mme) ou Monsieur (M.).

Biffer la mention qui ne convient pas.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'apparementement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Province : District électoral :

**Modèle 5 : Désignation du secrétaire et des assesseurs du Bureau de District**

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que je vous ai désigné(e) pour remplir les fonctions de secrétaire/d'assesseur/d'assesseur suppléant (biffer les mentions inutiles) du bureau de district qui siègera à :

.....

Vous êtes invité(e) à vous trouver le lundi 11 septembre 2006 (27<sup>e</sup> jour avant le scrutin) à 16 heures, au siège de ce bureau pour prendre part à la séance de l'arrêt provisoire des listes de candidats.

Vous aurez ensuite à assister à la séance de l'arrêt définitif des listes qui se tiendra le mercredi 13 septembre 2006 (25<sup>e</sup> jour avant le scrutin) à 16 heures et, ultérieurement, aux séances dont les jours et heures vous seront indiqués en temps utile.

Veuillez vous munir de votre numéro de compte pour le règlement de votre jeton de présence, après les élections.

Je vous prie de me renvoyer, dûment signé, le récépissé ci-joint ou de me faire connaître dans les quarante-huit heures vos motifs d'excuse.

A ....., le ..... 2006.

Le président,

## Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

## CHAPITRE V. — Désignation des bureaux électoraux

Section 1<sup>re</sup>. — Les bureaux électoraux

**Article L4125-1.** § 1<sup>er</sup>. Un bureau électoral se compose d'un président, d'un secrétaire qui n'a pas voix délibérative, d'assesseurs et d'assesseurs suppléants.

(...)

§ 3. On distingue les bureaux de circonscription, les bureaux de canton, les bureaux de vote et les bureaux de dépouillement.

Pour chaque catégorie de bureau, le nombre d'assesseurs et d'assesseurs suppléants est fixé comme suit :

1<sup>o</sup> le bureau de circonscription, le bureau de canton, le bureau de vote et le bureau de dépouillement provincial comptent quatre assesseurs et quatre assesseurs suppléants;

(...)

Les bureaux de circonscription arrêtent les listes de candidats et traitent les contestations s'y rapportant, établissent les bulletins de vote et les font imprimer.

Le jour des élections, ils sont chargés de procéder à la totalisation finale, à la répartition des sièges et à la désignation des élus pour leur circonscription.

(...)

§ 4. Aucun candidat ne peut faire partie d'un bureau électoral. Les candidats et listes de candidats peuvent désigner des témoins pour contrôler les opérations des bureaux selon les modalités visées à l'article L4134-1.

La fonction de greffier provincial, de receveur provincial, de secrétaire communal et de receveur communal est incompatible avec la charge de président, assesseur ou assesseur suppléant d'un bureau de circonscription.

Il en va de même de la détention d'un mandat politique et de la mission de témoin.

## Section 2. Les bureaux de circonscription

## Sous-section 1. Les bureaux de district

**Article L4125-2.** § 1<sup>er</sup>. En vue de l'élection provinciale, est constitué au chef-lieu de chaque district électoral un bureau de circonscription, appelé bureau de district.

§ 2. Le bureau de district est présidé par le président du tribunal de première instance ou par le magistrat qui le remplace dans le chef-lieu de district coïncidant avec le chef-lieu d'arrondissement judiciaire. Dans les autres cas, il est présidé par le juge de paix ou son suppléant.

Le président du bureau de district désigne les membres de son bureau parmi les électeurs du district et forme son bureau à la date prévue à l'article L4142-11, § 1<sup>er</sup>.

Le bureau de district siège au lieu désigné par son président, qui en fait publicité.

(...)

§ 6. Le bureau de district est chargé de l'accomplissement des opérations préliminaires de l'élection provinciale et de celles du recensement général des votes au niveau du district.

Le président du bureau de district exerce un contrôle sur l'ensemble des opérations dans le district électoral et prescrit, au besoin, les mesures d'urgence que les circonstances pourraient rendre nécessaires. Il désigne les présidents des bureaux communaux.

§ 7. Le bureau de district qui siège au chef-lieu d'arrondissement est désigné bureau central d'arrondissement et est chargé, en plus de ses missions de bureau de circonscription, des tâches complémentaires définies aux articles L4142-34 à 36 relatifs à la déclaration de groupement et à l'appareillement.

Le bureau de district qui siège au chef-lieu de province est désigné bureau principal provincial, et est chargé, en plus de ses missions de bureau de circonscription et/ou de ses missions de bureau central d'arrondissement, des tâches complémentaires définies aux articles L4142-26 à 28 relatifs à l'affiliation et au tirage au sort.

## Chapitre V. — Des frais électoraux

**Article L4135-1.** Les membres des bureaux électoraux reçoivent un jeton de présence dont le montant est déterminé par le Gouvernement. Le montant des indemnités ainsi que des avantages quelconques auxquels ils pourraient prétendre est également déterminé par le Gouvernement.

Les membres des bureaux électoraux peuvent prétendre au remboursement de leurs frais de déplacements.

## RECEPISSE

A renvoyer à Madame, Monsieur, .....

président du Bureau de District de .....

Adresse : .....

*N.B.* : La correspondance échangée, soit entre les présidents, soit avec le juge de paix ou avec les assesseurs titulaires, les assesseurs suppléants et les secrétaires des bureaux électoraux, est admise en franchise de port. La mention "Loi électorale" doit être inscrite en tête de l'adresse. Cette correspondance doit en outre porter l'indication de la qualité du destinataire et de l'expéditeur, ainsi que le contresing de ce dernier.

Je soussigné(e), ..... désigné(e) pour remplir les fonctions de secrétaire / d'assesseur / d'assesseur suppléant (biffer les mentions inutiles) du Bureau du District de ....., déclare avoir reçu la lettre de M. le président de ce bureau, en date du ....., m'informant de ma désignation.

A ....., le ..... 2006.

Signature,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'appareillement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Province : District électoral :

Canton Electoral :

### Modèle 6 : Désignation de droit du président du bureau de canton

Madame, Monsieur,

Aux termes de l'article L4125-7 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, vous êtes appelé(e) à présider le bureau de canton de .....

Vous aurez, en exécution de l'article L4125-7, § 1<sup>er</sup>, du Code, à désigner le plus tôt possible les assesseurs, les assesseurs suppléants et le secrétaire qui siégeront à votre bureau.

Il vous appartient également de procéder, au plus tard le 25 septembre 2006 et conformément à l'article L4125-8 du Code, à la désignation :

1° des présidents des bureaux de dépouillement chargés de dépouiller les bulletins de vote pour les élections provinciales.

3° des assesseurs de ces bureaux de dépouillement.

Sitôt les bureaux formés, la liste indiquant leur composition devra être établie par vos soins.

Une copie de ces liste sera immédiatement transmise par vos soins à moi-même et au bourgmestre de la commune en vue de son dépôt à l'inspection du public au secrétariat communal. En outre, vous aurez à délivrer des copies de ces listes, le prix d'un exemplaire ne pouvant pas dépasser 2,48 euros, à toute personne qui en aura fait la demande quinze jours au moins avant l'élection.

Vous voudrez bien vous adresser aux Présidents des bureaux communaux des communes de votre canton afin d'obtenir les relevés relatifs aux électeurs susceptibles d'être investis de la fonction de président de bureau de dépouillement ainsi que ceux susceptibles d'être désignés comme assesseur ou assesseur suppléant d'un bureau de dépouillement.

Conformément aux articles L4125-10 et 14 du Code, vous devrez dispenser, à un jour fixé par vous mais qui ne peut être postérieur au 2 octobre 2006, une formation aux présidents des bureaux de vote et de dépouillement.

Je vous prie de me renvoyer, dûment signer, le récépissé ci-joint.

Fait à ....., le ..... 2006.

Le président du bureau de district,

\_\_\_\_\_

### Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

**Article L4125-1.** § 1<sup>er</sup>. Un bureau électoral se compose d'un président, d'un secrétaire qui n'a pas voix délibérative, d'assesseurs et d'assesseurs suppléants.

(...)

§ 3. On distingue les bureaux de circonscription, les bureaux de canton, les bureaux de vote et les bureaux de dépouillement.

Pour chaque catégorie de bureau, le nombre d'assesseurs et d'assesseurs suppléants est fixé comme suit :

1° le bureau de circonscription, le bureau de canton, le bureau de vote et le bureau de dépouillement provincial comptent quatre assesseurs et quatre assesseurs suppléants;

(...)

**Article L4125-5.** § 1<sup>er</sup>. Le 15 septembre au plus tard, le président du bureau communal désigne les présidents des bureaux de vote et de dépouillement communal, ainsi que les assesseurs et assesseurs suppléants du dépouillement communal parmi les électeurs de la commune les moins âgés, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, dans l'ordre déterminé par l'article L4125-3, § 2.

§ 2. A la même date, il désigne les assesseurs des bureaux de vote parmi les électeurs de la commune les moins âgés, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, et remplissant les conditions prévues à l'article L4125-3, § 2, auxquels il faut ajouter les personnes titulaires d'une fonction de niveau C relevant de la Région wallonne ou équivalente dans les administrations et organismes prévus au 6° de ce même paragraphe ou qui exercent ailleurs une fonction équivalente.

§ 3. Les présidents, assesseurs et assesseurs suppléants des bureaux de vote et de dépouillement sont désignés parmi les électeurs figurant sur les relevés prévus à l'article L4122-7, § 1<sup>er</sup>, 1° et 2°.

§ 4. Une fois ces désignations opérées, le président du bureau communal transmet, sans délai, les relevés précités au président du bureau de canton après radiation du nom des électeurs désignés conformément aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2.

§ 5. Dans les quarante-huit heures, le président du bureau communal notifie les désignations aux intéressés par lettre recommandée et les invite à venir remplir leurs fonctions aux jours et aux endroits fixés.

A cette occasion, il informe les présidents des bureaux de vote du lieu de réunion du bureau de dépouillement, qui doit recevoir les bulletins de leur bureau. Le président du bureau communal informe également les présidents des bureaux de dépouillement de la sélection des bureaux de vote dont ils devront assurer le dépouillement.

Il remplace dans le plus bref délai ceux qui, dans les trois jours de la réception de l'avis de leur désignation, l'ont informé d'un motif légitime d'empêchement, selon les modalités prévues à l'article L4125-3, § 2, et au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article.



§ 6. Toute personne, qui se sera soustraite à la désignation prévue aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 sans motif valable ou qui aura par sa faute, son imprudence ou sa négligence compromis de quelque manière que ce soit la mission qui lui a été confiée, sera punie d'une amende de 50 à 200 euros.

§ 7. Il transmet aussitôt aux présidents des bureaux de vote et de dépouillement communaux, au président du bureau de district et de canton et au collège communal le tableau reprenant la composition du bureau communal, des bureaux de vote ainsi que des bureaux de dépouillement communal.

Ce tableau est établi conformément au modèle arrêté par le Gouvernement.

Le collège communal assure par voie d'affichage la consultation par le public du tableau qu'il a reçu.

Il en fait parvenir un exemplaire au Gouvernement ou à son délégué dans les plus brefs délais.

§ 8. Le président du bureau communal délivre des copies du tableau des membres des bureaux de la commune à toute personne qui en aura fait la demande quinze jours au moins avant l'élection; le prix d'un exemplaire de ce tableau est déterminé par arrêté du Gouvernement. Il ne peut excéder 2,48 euros.

**Article L4125-7.** § 1<sup>er</sup>. Le bureau de canton est établi au chef-lieu du canton et se compose d'un président, de quatre assesseurs, de quatre assesseurs suppléants choisis par son président parmi les électeurs de la commune chef-lieu du canton et d'un secrétaire nommé conformément aux dispositions de l'article L4125-15.

§ 2. Il est présidé :

1° par le président du tribunal de première instance ou son suppléant dans le chef-lieu du canton électoral coïncidant avec le chef-lieu d'arrondissement judiciaire;

2° par le juge de paix dans le chef-lieu du canton électoral coïncidant avec le chef-lieu d'un canton judiciaire;

3° par le juge de paix ou son suppléant du canton judiciaire dans lequel est situé le chef-lieu du canton électoral dans tous les autres cas.

Dans le cas où la présidence du bureau de canton ne peut être assurée par un magistrat, le président du bureau de district désigne le président de ce bureau parmi les électeurs du district en respectant l'ordre prévu à l'article L4125-3, § 2.

**Article L4125-8.** Le 25 septembre, le président du bureau de canton procède à la désignation, parmi les électeurs du district, des présidents et des assesseurs et assesseurs suppléants des bureaux de dépouillement provinciaux selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article L4125-5 pour le dépouillement communal.

**Art. L4125-10.** (...)

§ 2. Le président du bureau de canton convoque en même temps tous les présidents de bureau de vote de son ressort, à un jour prévu par lui, qui ne peut être postérieur au sixième jour avant l'élection, afin de leur dispenser une formation.

**Art. L4125-14.** (...)

§ 2. Le président du bureau de canton convoque en même temps tous les présidents de bureau de dépouillement de son ressort, à un jour prévu par lui, qui ne peut être postérieur au sixième jour avant l'élection, afin de leur dispenser une formation.

RECEPISSE

A renvoyer à Madame, Monsieur, .....

président du bureau de district de .....

Adresse : .....

*N.B.* : La correspondance échangée, soit entre les présidents, soit avec le juge de paix ou avec les assesseurs titulaires, les assesseurs suppléants et les secrétaires des bureaux électoraux, est admise en franchise de port. La mention "Loi électorale" doit être inscrite en tête de l'adresse. Cette correspondance doit en outre porter l'indication de la qualité du destinataire et de l'expéditeur, ainsi que le contreseing de ce dernier.

Je soussigné(e), ....., président du bureau de canton de ....., déclare avoir reçu la lettre de M. le président du bureau de district, en date du .....

A ....., le ..... 2006.

Le président du bureau de canton,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'appareusement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Province : District électoral :

Canton électoral :

### Modèle 7 : Désignation du président du bureau de canton

Madame, Monsieur,

Aux termes de l'article L4125-7, § 2, in fine du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, je vous ai désigné à la fonction de président du bureau de canton de ....., cette fonction ne pouvant être assurée par un magistrat.

Vous aurez, en exécution de l'article L4125-7 § 1<sup>er</sup> du Code, à désigner le plus tôt possible les assesseurs, les assesseurs suppléants et le secrétaire qui siégeront à votre bureau.

Il vous appartient également de procéder, au plus tard le 25 septembre 2006 et conformément à l'article L4125-8 du Code, à la désignation :

1° des présidents des bureaux de dépouillement chargés de dépouiller les bulletins de vote pour les élections provinciales.

2° des assesseurs de ces bureaux de dépouillement.

Sitôt les bureaux formés, la liste indiquant leur composition devra être établie par vos soins.

Une copie de cette liste sera immédiatement transmise par vos soins, à moi-même et au bourgmestre de la commune en vue de son dépôt à l'inspection du public au secrétariat communal. En outre, vous aurez à délivrer des copies de ces listes, le prix d'un exemplaire ne pouvant pas dépasser 2,48 euros, à toute personne qui en aura fait la demande quinze jours au moins avant l'élection.

Vous voudrez bien vous adresser aux Présidents des bureaux communaux des communes de votre Canton afin d'obtenir les relevés relatifs aux électeurs susceptibles d'être investis de la fonction de président de bureau de dépouillement ainsi que ceux susceptibles d'être désignés comme assesseur ou assesseur suppléant d'un bureau de dépouillement.

Conformément aux articles L4125-10 et 14 du Code, vous devrez dispenser, à un jour fixé par vous mais qui ne peut être postérieur au 2 octobre 2006, une formation aux présidents des bureaux de vote et de dépouillement.

Je vous prie de me renvoyer, dûment signé, le récépissé ci-joint.

Fait à ....., le ..... 2006.

Le président du bureau de district,

### Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

**Article L4125-1.** § 1<sup>er</sup>. Un bureau électoral se compose d'un président, d'un secrétaire qui n'a pas voix délibérative, d'assesseurs et d'assesseurs suppléants.

(...)

§ 3. On distingue les bureaux de circonscription, les bureaux de canton, les bureaux de vote et les bureaux de dépouillement.

Pour chaque catégorie de bureau, le nombre d'assesseurs et d'assesseurs suppléants est fixé comme suit :

1° le bureau de circonscription, le bureau de canton, le bureau de vote et le bureau de dépouillement provincial comptent quatre assesseurs et quatre assesseurs suppléants;

(...)

**Article L4125-5.** § 1<sup>er</sup>. Le 15 septembre au plus tard, le président du bureau communal désigne les présidents des bureaux de vote et de dépouillement communal, ainsi que les assesseurs et assesseurs suppléants du dépouillement communal parmi les électeurs de la commune les moins âgés, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, dans l'ordre déterminé par l'article L4125-3, § 2.

§ 2. A la même date, il désigne les assesseurs des bureaux de vote parmi les électeurs de la commune les moins âgés, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, et remplissant les conditions prévues à l'article L4125-3, § 2, auxquels il faut ajouter les personnes titulaires d'une fonction de niveau C relevant de la Région wallonne ou équivalente dans les administrations et organismes prévus au 6° de ce même paragraphe ou qui exercent ailleurs une fonction équivalente.

§ 3. Les présidents, assesseurs et assesseurs suppléants des bureaux de vote et de dépouillement sont désignés parmi les électeurs figurant sur les relevés prévus à l'article L4122-7, § 1<sup>er</sup>, 1° et 2°.

§ 4. Une fois ces désignations opérées, le président du bureau communal transmet, sans délai, les relevés précités au président du bureau de canton après radiation du nom des électeurs désignés conformément aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2.

§ 5. Dans les quarante-huit heures, le président du bureau communal notifie les désignations aux intéressés par lettre recommandée et les invite à venir remplir leurs fonctions aux jours et aux endroits fixés.

A cette occasion, il informe les présidents des bureaux de vote du lieu de réunion du bureau de dépouillement, qui doit recevoir les bulletins de leur bureau. Le président du bureau communal informe également les présidents des bureaux de dépouillement de la sélection des bureaux de vote dont ils devront assurer le dépouillement.

Il remplace dans le plus bref délai ceux qui, dans les trois jours de la réception de l'avis de leur désignation, l'ont informé d'un motif légitime d'empêchement, selon les modalités prévues à l'article L4125-3, § 2, et au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article.

§ 6. Toute personne, qui se sera soustraite à la désignation prévue aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 sans motif valable ou qui aura par sa faute, son imprudence ou sa négligence compromis de quelque manière que ce soit la mission qui lui a été confiée, sera punie d'une amende de 50 à 200 euros.

§ 7. Il transmet aussitôt aux présidents des bureaux de vote et de dépouillement communaux, au président du bureau de district et de canton et au collège communal le tableau reprenant la composition du bureau communal, des bureaux de vote ainsi que des bureaux de dépouillement communal.

Ce tableau est établi conformément au modèle arrêté par le Gouvernement.

Le collège communal assure par voie d'affichage la consultation par le public du tableau qu'il a reçu.

Il en fait parvenir un exemplaire au Gouvernement ou à son délégué dans les plus brefs délais.

§ 8. Le président du bureau communal délivre des copies du tableau des membres des bureaux de la commune à toute personne qui en aura fait la demande quinze jours au moins avant l'élection; le prix d'un exemplaire de ce tableau est déterminé par arrêté du Gouvernement. Il ne peut excéder 2,48 euros.

**Article L4125-7.** § 1<sup>er</sup>. Le bureau de canton est établi au chef-lieu du canton et se compose d'un président, de quatre assesseurs, de quatre assesseurs suppléants choisis par son président parmi les électeurs de la commune chef-lieu du canton et d'un secrétaire nommé conformément aux dispositions de l'article L4125-15.

§ 2. Il est présidé :

1° par le président du tribunal de première instance ou son suppléant dans le chef-lieu du canton électoral coïncidant avec le chef-lieu d'arrondissement judiciaire;

2° par le juge de paix dans le chef-lieu du canton électoral coïncidant avec le chef-lieu d'un canton judiciaire;

3° par le juge de paix ou son suppléant du canton judiciaire dans lequel est situé le chef-lieu du canton électoral dans tous les autres cas.

Dans le cas où la présidence du bureau de canton ne peut être assurée par un magistrat, le président du bureau de district désigne le président de ce bureau parmi les électeurs du district en respectant l'ordre prévu à l'article L4125-3, § 2.

**Article L4125-8.** Le 25 septembre, le président du bureau de canton procède à la désignation, parmi les électeurs du district, des présidents et des assesseurs et assesseurs suppléants des bureaux de dépouillement provinciaux selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article L4125-5 pour le dépouillement communal.

**Art. L4125-10.** (...)

§ 2. Le président du bureau de canton convoque en même temps tous les présidents de bureau de vote de son ressort, à un jour prévu par lui, qui ne peut être postérieur au sixième jour avant l'élection, afin de leur dispenser une formation.

**Art. L4125-14.** (...)

§ 2. Le président du bureau de canton convoque en même temps tous les présidents de bureau de dépouillement de son ressort, à un jour prévu par lui, qui ne peut être postérieur au sixième jour avant l'élection, afin de leur dispenser une formation.

RECEPISSE

A renvoyer à Madame, Monsieur, .....

président du bureau de district de .....

Adresse : .....

*N.B.* : La correspondance échangée, soit entre les présidents, soit avec le juge de paix ou avec les assesseurs titulaires, les assesseurs suppléants et les secrétaires des bureaux électoraux, est admise en franchise de port. La mention "Loi électorale" doit être inscrite en tête de l'adresse. Cette correspondance doit en outre porter l'indication de la qualité du destinataire et de l'expéditeur, ainsi que le contreseing de ce dernier.

Je soussigné(e), ....., président du bureau de canton de ....., déclare avoir reçu la lettre de M. le président du bureau de district, en date du ....., me notifiant ma désignation en qualité de président du bureau de canton.

A ....., le ..... 2006

Le président du bureau de canton,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'appareillement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Province : District électoral :

Canton électoral :

**Modèle 8 : Désignation du secrétaire et des assesseurs du Bureau de Canton**

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que je vous ai désigné(e) pour remplir les fonctions de secrétaire / d'assesseur / d'assesseur suppléant (biffer les mentions inutiles) du bureau de canton qui siègera à :

.....

Vous êtes prié d'assister, le dimanche 8 octobre 2006 à 14 heures précises, à la séance de recensement intermédiaire des votes pour les élections provinciales.

Veuillez vous munir de votre numéro de compte pour le règlement de votre jeton de présence, après les élections.

Je vous prie de me renvoyer, dûment signé, le récépissé ci-joint ou de me faire connaître dans les quarante-huit heures vos motifs d'excuse.

A ....., le ..... 2006.

Le président du bureau de canton,

Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

**Article L4125-1.** § 1<sup>er</sup>. Un bureau électoral se compose d'un président, d'un secrétaire qui n'a pas voix délibérative, d'assesseurs et d'assesseurs suppléants.

(...)

**Article L4125-7.** § 1<sup>er</sup>. Le bureau de canton est établi au chef-lieu du canton et se compose d'un président, de quatre assesseurs, de quatre assesseurs suppléants choisis par son président parmi les électeurs de la commune chef-lieu du canton et d'un secrétaire nommé conformément aux dispositions de l'article L4125-15.

§ 2. Il est présidé :

1<sup>o</sup> par le président du tribunal de première instance ou son suppléant dans le chef-lieu du canton électoral coïncidant avec le chef-lieu d'arrondissement judiciaire;

2<sup>o</sup> par le juge de paix dans le chef-lieu du canton électoral coïncidant avec le chef-lieu d'un canton judiciaire;

3<sup>o</sup> par le juge de paix ou son suppléant du canton judiciaire dans lequel est situé le chef-lieu du canton électoral dans tous les autres cas.

Dans le cas où la présidence du bureau de canton ne peut être assurée par un magistrat, le président du bureau de district désigne le président de ce bureau parmi les électeurs du district en respectant l'ordre prévu à l'article L4125-3, § 2.

**Article L4135-1.** Les membres des bureaux électoraux reçoivent un jeton de présence dont le montant est déterminé par le Gouvernement. Le montant des indemnités ainsi que des avantages quelconques auxquels ils pourraient prétendre est également déterminé par le Gouvernement. Les membres des bureaux électoraux peuvent prétendre au remboursement de leurs frais de déplacements.

**Article L4145-1.** Les présidents du bureau communal et du bureau de canton reçoivent les tableaux de dépouillement qui leur sont destinés en présence du bureau et des témoins. Ils en donnent récépissé aux présidents des bureaux de dépouillement.

**Article L4145-2.** § 1<sup>er</sup>. Chacun pour l'élection qui le concerne, le bureau communal et le bureau de canton transcrivent par bureau de dépouillement, sur le tableau de recensement prévu à l'article L4142-39 :

1<sup>o</sup> le nombre de bulletins déposés dans les urnes;

2<sup>o</sup> le nombre de votes valables;

3<sup>o</sup> pour chaque liste, le nombre total de votes en tête de liste;

4<sup>o</sup> pour chaque liste, le nombre total de votes nominatifs;

5<sup>o</sup> pour chaque candidat, le nombre de votes nominatifs obtenus.

§ 2. Le Gouvernement peut décider que l'encodage de ce tableau se fera au moyen d'un logiciel, conformément à l'article L4141-1, § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Chaque bureau concerné entreprend cette tâche sans attendre, dès qu'il reçoit le tableau du premier bureau de dépouillement.

**Article L4145-3.** § 1<sup>er</sup>. Le bureau communal totalise pour toute la commune, et le bureau de canton pour tout le canton, les rubriques reprises dans le tableau de recensement.

Il indique également le chiffre électoral de chaque liste, constitué par le total des bulletins valables favorables à une liste, tel que déterminé conformément à l'article L4144-8, § 2.

(...)

RECEPISSE

A renvoyer à Madame, Monsieur, .....

président du bureau de canton de .....

Adresse : .....

*N.B.* : La correspondance échangée, soit entre les présidents, soit avec le juge de paix ou avec les assesseurs titulaires, les assesseurs suppléants et les secrétaires des bureaux électoraux, est admise en franchise de port. La mention "Loi électorale" doit être inscrite en tête de l'adresse. Cette correspondance doit en outre porter l'indication de la qualité du destinataire et de l'expéditeur, ainsi que le contreséing de ce dernier.

Je soussigné(e), ..... désigné(e) pour remplir les fonctions de secrétaire / d'assesseur / d'assesseur suppléant (biffer les mentions inutiles) du bureau de canton de ....., déclare avoir reçu la lettre de M. le président de ce bureau, en date du ....., m'informant de ma désignation.

A ....., le ..... 2006.

Signature,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'apparement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

Province : District électoral :

Canton électoral : Commune :

### Modèle 9 : Désignation du président du bureau communal

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que, en exécution de l'article L4125-3 § 2 du Code de la démocratie locale, je vous ai désigné(e) pour présider le Bureau communal qui siègera à

Je vous prie de vous mettre immédiatement en rapport avec l'administration communale en vue des opérations préliminaires de l'élection.

Vous aurez, en exécution de l'article L4125-3 § 3 du Code de la démocratie locale, à désigner le plus tôt possible les assesseurs, les assesseurs suppléants et le secrétaire qui siègeront à votre bureau.

Vous devrez également, en exécution de l'article L4125-5, désigner, au plus tard le 15 septembre, les présidents, assesseurs, et assesseurs suppléants des bureaux de vote, ainsi que les présidents, assesseurs et assesseurs suppléant des bureaux chargés du dépouillement communal.

Vous ne perdrez pas de vue que, en vertu de l'article L4142-3 du Code, vous devrez recevoir, les 7 et 8 septembre 2006, les présentations de candidatures et procéder à l'examen de la recevabilité de celles-ci.

En vertu de l'article L4142-11 du Code, votre bureau qui remplit les fonctions de bureau de circonscription, doit tenir sa première réunion, le mardi 12 septembre 2006, à 16 heures, pour procéder à l'arrêt provisoire de la liste des candidats, ainsi que le jeudi 14 septembre à 16 heures pour procéder à l'arrêt définitif. Votre bureau devra donc nécessairement être constitué pour ces dates.

Sitôt les bureaux formés, la liste indiquant leur composition devra être établie par vos soins.

Une copie de ces liste sera immédiatement transmise par vos soins à moi-même et au bourgmestre de la commune en vue de son dépôt à l'inspection du public au secrétariat communal. En outre, vous aurez à délivrer des copies de ces listes, le prix d'un exemplaire ne pouvant pas dépasser 2,48 euros, à toute personne qui en aura fait la demande quinze jours au moins avant l'élection.

Vous voudrez bien vous adresser à l'administration communale afin d'obtenir les relevés relatifs aux électeurs susceptibles d'être investis de la fonction de président de bureau de vote ou de dépouillement ainsi que ceux susceptibles d'être désignés comme assesseur ou assesseur suppléant d'un bureau de vote ou de dépouillement, ainsi que les documents nécessaires au déroulement des opérations électorales.

Je vous prie de me renvoyer, dûment signer, le récépissé ci-joint ou de me faire connaître dans les quarante-huit heures vos motifs d'excuse.

Fait à ....., le .....2006.

Le Président du Bureau de District,

#### Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

**Article L4125-3.** § 1<sup>er</sup>. En vue de l'élection communale, est constitué dans chaque commune un bureau de circonscription, appelé bureau communal.

§ 2. Pour présider le bureau communal, le président du bureau de district désigne, dans l'ordre déterminé ci-après :

1° les juges ou juges suppléants du tribunal de première instance, du tribunal du travail et du tribunal de commerce, selon le rang d'ancienneté;

2° les juges de paix ou leurs suppléants selon le rang d'ancienneté;

3° les juges du tribunal de police ou leurs suppléants selon le rang d'ancienneté;

4° les avocats et les avocats stagiaires dans l'ordre de leur inscription au tableau ou sur la liste des stagiaires;

5° les notaires;

6° les titulaires de fonctions du niveau A ou B relevant de la Région wallonne, et les titulaires d'un grade équivalent relevant de l'Etat fédéral, de la Communauté française, de la Communauté germanophone, des provinces, des communes, des centres publics d'aide sociale, de tout organisme d'intérêt public visé ou non par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public ou des entreprises publiques autonomes visées par la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

7° le personnel enseignant;

8° les stagiaires du parquet;

9° au besoin les personnes désignées parmi les électeurs de la commune occupant ailleurs des fonctions équivalentes à celles définies au point 6°.

Hormis les juges, qui peuvent être désignés pour présider le bureau communal de leur siège indépendamment de la commune où ils sont électeurs, les personnes visées au présent paragraphe sont des électeurs de la commune où elles exercent leur charge de président de bureau communal.

Lorsque le président du bureau communal est tenu de se rendre dans une autre commune pour voter, il désigne un suppléant pour le remplacer, le jour du scrutin, le temps nécessaire à l'accomplissement de son devoir électoral.

Les autorités publiques occupant des personnes visées à l'alinéa précédent sous 6° et 7°, communiquent les nom, prénoms, adresse et profession de ces personnes aux administrations communales où elles ont leur résidence principale.

§ 3. Le président du bureau communal désigne les membres de son bureau parmi les électeurs de la commune où il assume cette charge et forme ce bureau à la date prévue à l'article L4142-11, § 2.

Lors de la constitution du bureau communal, les présidents et assesseurs prêtent le serment prévu à l'article L4125-2, § 3, selon les mêmes modalités.

Le bureau communal siège à l'hôtel de ville ou à la maison communale.

**Article L4125-5.** § 1<sup>er</sup>. Le 15 septembre au plus tard, le président du bureau communal désigne les présidents des bureaux de vote et de dépouillement communal, ainsi que les assesseurs et assesseurs suppléants du dépouillement communal parmi les électeurs de la commune les moins âgés, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, dans l'ordre déterminé par l'article L4125-3, § 2.

§ 2. A la même date, il désigne les assesseurs des bureaux de vote parmi les électeurs de la commune les moins âgés, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, et remplissant les conditions prévues à l'article L4125-3, § 2, auxquels il faut ajouter les personnes titulaires d'une fonction de niveau C relevant de la Région wallonne ou équivalente dans les administrations et organismes prévus au 6° de ce même paragraphe ou qui exercent ailleurs une fonction équivalente.

(...)

## RECEPISSE

A renvoyer à Madame, Monsieur,  
président du bureau de district de  
Adresse :

*N.B.* : La correspondance échangée, soit entre les présidents, soit avec le juge de paix ou avec les assesseurs titulaires, les assesseurs suppléants et les secrétaires des bureaux électoraux, est admise en franchise de port. La mention "Loi électorale" doit être inscrite en tête de l'adresse. Cette correspondance doit en outre porter l'indication de la qualité du destinataire et de l'expéditeur, ainsi que le contreséing de ce dernier.

Je soussigné(e),  
désigné(e) pour remplir les fonctions de Président du Bureau communal de  
déclare avoir reçu la lettre de M. le Président du Bureau de District, en date du ,  
m'informant de ma désignation.

A ....., le ..... 2006.

Signature,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'appareillement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Province : Canton électoral :

Commune :

**Modèle 10 : Désignation du secrétaire et des assesseurs du Bureau communal**

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que je vous ai désigné(e) pour remplir les fonctions de secrétaire / d'assesseur / d'assesseur suppléant (biffer les mentions inutiles) du bureau communal qui siègera à :

Vous êtes invité(e) à vous trouver le mardi 12 septembre 2006 (26ème jour avant le scrutin) à 16 heures, au siège de ce bureau pour prendre part à la séance de l'arrêt provisoire des listes de candidats.

Vous aurez ensuite à assister à la séance de l'arrêt définitif des listes qui se tiendra le jeudi 14 septembre 2006 (24<sup>e</sup> jour avant le scrutin) à 16 heures.

Vous êtes prié, en outre, d'assister, le dimanche 8 octobre 2006 à 14 heures précises, à la séance de dépouillement (en cas de bureau unique) et de recensement des votes.

Veillez vous munir de votre numéro de compte pour le règlement de votre jeton de présence, après les élections.

Je vous prie de me renvoyer, dûment signé, le récépissé ci-joint ou de me faire connaître dans les quarante-huit heures vos motifs d'excuse.

A ....., le ..... 2006.

Le président du bureau communal,

Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

CHAPITRE V. — Désignation des bureaux électoraux

Section 1<sup>re</sup>. — Les bureaux électoraux

**Article L4125-1.** § 1<sup>er</sup>. Un bureau électoral se compose d'un président, d'un secrétaire qui n'a pas voix délibérative, d'assesseurs et d'assesseurs suppléants.

(...)

§ 3. On distingue les bureaux de circonscription, les bureaux de canton, les bureaux de vote et les bureaux de dépouillement.

Pour chaque catégorie de bureau, le nombre d'assesseurs et d'assesseurs suppléants est fixé comme suit :

1<sup>o</sup> le bureau de circonscription, le bureau de canton, le bureau de vote et le bureau de dépouillement provincial comptent quatre assesseurs et quatre assesseurs suppléants;

(...)

Les bureaux de circonscription arrêtent les listes de candidats et traitent les contestations s'y rapportant, établissent les bulletins de vote et les font imprimer.

Le jour des élections, ils sont chargés de procéder à la totalisation finale, à la répartition des sièges et à la désignation des élus pour leur circonscription.

(...)

§ 4. Aucun candidat ne peut faire partie d'un bureau électoral. Les candidats et listes de candidats peuvent désigner des témoins pour contrôler les opérations des bureaux selon les modalités visées à l'article L4134-1.

La fonction de greffier provincial, de receveur provincial, de secrétaire communal et de receveur communal est incompatible avec la charge de président, assesseur ou assesseur suppléant d'un bureau de circonscription.

Il en va de même de la détention d'un mandat politique et de la mission de témoin.

(...)

Section 2. — Les bureaux de circonscription

Sous-section 2. — Les bureaux communaux

**Article L4125-3.** § 1<sup>er</sup>. En vue de l'élection communale, est constitué dans chaque commune un bureau de circonscription, appelé bureau communal.

(...)

§ 3. Le président du bureau communal désigne les membres de son bureau parmi les électeurs de la commune où il assume cette charge et forme ce bureau à la date prévue à l'article L4142-11, § 2.

Lors de la constitution du bureau communal, les présidents et assesseurs prêtent le serment prévu à l'article L4125-2, § 3, selon les mêmes modalités.

Le bureau communal siège à l'hôtel de ville ou à la maison communale.

#### CHAPITRE VI. — *Des frais électoraux*

**Article L4136-1.** Les membres des bureaux électoraux reçoivent un jeton de présence dont le montant est déterminé par le Gouvernement. Le montant des indemnités ainsi que des avantages quelconques auxquels ils pourraient prétendre est également déterminé par le Gouvernement. Les membres des bureaux électoraux peuvent prétendre au remboursement de leurs frais de déplacements.

#### RECEPISSE

A renvoyer à Madame, Monsieur,  
président du bureau communal de  
Adresse :

*N.B.* : La correspondance échangée, soit entre les présidents, soit avec le juge de paix ou avec les assesseurs titulaires, les assesseurs suppléants et les secrétaires des bureaux électoraux, est admise en franchise de port. La mention "Loi électorale" doit être inscrite en tête de l'adresse. Cette correspondance doit en outre porter l'indication de la qualité du destinataire et de l'expéditeur, ainsi que le contresing de ce dernier.

Je soussigné(e),  
désigné(e) pour remplir les fonctions de secrétaire / d'assesseur / d'assesseur suppléant (biffer les mentions inutiles) du bureau communal de  
déclare avoir reçu la lettre de M. le président de ce bureau, en date du ,  
m'informant de ma désignation.

A ....., le ..... 2006.

Signature,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'apparement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

Province : District électoral :  
Canton électoral : Commune :

#### Modèle 11. Désignation du président du bureau de vote

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que je vous ai désigné(e), conformément à l'article L4125-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, pour remplir les fonctions de président du ..... bureau de vote pour les élections communales qui auront lieu le dimanche 8 octobre 2006.

Par conséquent vous voudrez bien vous rendre ledit jour, à 7 h 30 m, au local où siègera votre bureau rue ..... n° ...  
Le bureau de vote doit être constitué pour 7 h 45 m, au plus tard.

Veillez vous munir de votre numéro de compte pour le règlement de votre jeton de présence après les élections.

Hormis le président, le bureau de vote se compose de quatre assesseurs, quatre assesseurs suppléants, et d'un secrétaire. Vous serez informé prochainement du nom des assesseurs qui feront partie du bureau que vous présidez.

Vous veillerez à désigner dans les moindres délais le secrétaire de votre bureau suivant les règles énoncées à l'article L4125-11 du Code.

Veillez trouver ci-joint deux exemplaires du registre de scrutin de votre bureau / vous recevrez tout prochainement du collège des bourgmestre et échevins deux exemplaires du registre de scrutin de votre bureau. Si tel n'est pas le cas, je vous convie à vous adresser en ce sens au collège des bourgmestre et échevins.

Les bulletins communaux de votre bureau seront dépouillés par le bureau de dépouillement communal n°..., lequel bureau siège à l'adresse suivante : .....

Les bulletins provinciaux de votre bureau seront dépouillés par le bureau de dépouillement provincial n°..., lequel bureau siège à l'adresse suivante : .....

Par ailleurs, je vous informe dès à présent de votre prochaine convocation à une séance de formation au cours de laquelle vous recevrez toutes les informations nécessaires à l'exercice de votre mission. Cette formation, bien que facultative, est vivement conseillée. Un courrier du président du bureau de canton vous informera ultérieurement des modalités pratiques de cette séance.

Je vous prie de me renvoyer, dûment signé, le récépissé ci-joint ou de me faire connaître dans les septante-deux heures vos motifs d'excuse.

A ....., le ..... 2006.

Le président du bureau communal,

#### Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

**Article L4125-5.** § 1<sup>er</sup>. Le 15 septembre au plus tard, le président du bureau communal désigne les présidents des bureaux de vote et de dépouillement communal, ainsi que les assesseurs et assesseurs suppléants du dépouillement communal parmi les électeurs de la commune les moins âgés, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, dans l'ordre déterminé par l'article L4125-3, § 2.

§ 2. A la même date, il désigne les assesseurs des bureaux de vote parmi les électeurs de la commune les moins âgés, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, et remplissant les conditions prévues à l'article L4125-3, § 2, auxquels il faut ajouter les personnes titulaires d'une fonction de niveau C relevant de la Région wallonne ou équivalente dans les administrations et organismes prévus au 6° de ce même paragraphe ou qui exercent ailleurs une fonction équivalente.

§ 3. Les présidents, assesseurs et assesseurs suppléants des bureaux de vote et de dépouillement sont désignés parmi les électeurs figurant sur les relevés prévus à l'article L4122-7, § 1<sup>er</sup>, 1° et 2°.

§ 4. Une fois ces désignations opérées, le président du bureau communal transmet, sans délai, les relevés précités au président du bureau de canton après radiation du nom des électeurs désignés conformément aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2.

§ 5. Dans les quarante-huit heures, le président du bureau communal notifie les désignations aux intéressés par lettre recommandée et les invite à venir remplir leurs fonctions aux jours et aux endroits fixés.

A cette occasion, il informe les présidents des bureaux de vote du lieu de réunion du bureau de dépouillement, qui doit recevoir les bulletins de leur bureau. Le président du bureau communal informe également les présidents des bureaux de dépouillement de la sélection des bureaux de vote dont ils devront assurer le dépouillement.

Il remplace dans le plus bref délai ceux qui, dans les trois jours de la réception de l'avis de leur désignation, l'ont informé d'un motif légitime d'empêchement, selon les modalités prévues à l'article L4125-3, § 2, et au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article.

§ 6. Toute personne, qui se sera soustraite à la désignation prévue aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 sans motif valable ou qui aura par sa faute, son imprudence ou sa négligence compromis de quelque manière que ce soit la mission qui lui a été confiée, sera punie d'une amende de 50 à 200 euros.

§ 7. Il transmet aussitôt aux présidents des bureaux de vote et de dépouillement communaux, au président du bureau de district et de canton et au collègue communal le tableau reprenant la composition du bureau communal, des bureaux de vote ainsi que des bureaux de dépouillement communal.

Ce tableau est établi conformément au modèle arrêté par le Gouvernement.

Le collègue communal assure par voie d'affichage la consultation par le public du tableau qu'il a reçu.

Il en fait parvenir un exemplaire au Gouvernement ou à son délégué dans les plus brefs délais.

§ 8. Le président du bureau communal délivre des copies du tableau des membres des bureaux de la commune à toute personne qui en aura fait la demande quinze jours au moins avant l'élection; le prix d'un exemplaire de ce tableau est déterminé par arrêté du Gouvernement. Il ne peut excéder 2,48 euros.

**Article L4125-10.** § 1<sup>er</sup>. Dès qu'ils sont désignés, le Gouvernement ou son délégué transmet aux présidents de bureau de vote les instructions nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches, ainsi que les formulaires et documents nécessaires à l'exécution de leur mission, dont la liste est fixée par le Gouvernement.

§ 2. Le président du bureau de canton convoque en même temps tous les présidents de bureau de vote de son ressort, à un jour prévu par lui, qui ne peut être postérieur au sixième jour avant l'élection, afin de leur dispenser une formation.

**Article L4125-16.** Sera punie d'une amende de 50 à 200 euros :

1° toute personne qui se sera soustraite à la désignation de président ou assesseur de bureau de vote et de dépouillement sans motif valable;

2° le président, l'assesseur ou l'assesseur suppléant qui n'aura pas fait connaître ses motifs d'empêchement dans le délai fixé;

3° le président, l'assesseur ou l'assesseur suppléant qui, après avoir accepté ces fonctions, s'abstiendra sans cause légitime de les remplir.

**Article L4125-17.** Toute personne qui aura par sa faute, son imprudence ou sa négligence compromis de quelque manière que ce soit la mission qui lui a été confiée, sera punie d'une amende de 50 à 200 euros.

**Article L4135-1.** Les membres des bureaux électoraux reçoivent un jeton de présence dont le montant est déterminé par le Gouvernement. Le montant des indemnités ainsi que des avantages quelconques auxquels ils pourraient prétendre est également déterminé par le Gouvernement.

Les membres des bureaux électoraux peuvent prétendre au remboursement de leurs frais de déplacements.

RECEPISSE

A renvoyer à Madame, Monsieur, .....

président du bureau communal de .....

Adresse : .....

*N.B.* : La correspondance échangée, soit entre les présidents, soit avec le juge de paix ou avec les assesseurs titulaires, les assesseurs suppléants et les secrétaires des bureaux électoraux, est admise en franchise de port. La mention "Loi électorale" doit être inscrite en tête de l'adresse. Cette correspondance doit en outre porter l'indication de la qualité du destinataire et de l'expéditeur, ainsi que le contreséing de ce dernier.

Je soussigné(e), ..... désigné(e) pour remplir les fonctions de président du bureau de vote n°..., siégeant à ....., déclare avoir reçu la lettre de M. le président du bureau communal, en date du ....., m'informant de ma désignation.

A ....., le ..... 2006.

Signature,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'appareillement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Province : District électoral :

Canton électoral : Commune :

### Modèle 12. Désignation des assesseurs du bureau de vote

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que je vous ai désigné(e), conformément à l'article L4125-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, pour remplir les fonctions d'assesseur / d'assesseur suppléant du ..... bureau de vote pour les élections communales qui auront lieu le dimanche 8 octobre 2006.

Par conséquent vous voudrez bien vous rendre ledit jour, à 7h30, au local où siégera votre bureau rue .....n° ....

Le bureau de vote doit être constitué pour 7h45 au plus tard.

Veuillez vous munir de votre numéro de compte pour le règlement de votre jeton de présence après les élections.

Je vous prie de me renvoyer, dûment signé, le récépissé ci-joint ou de me faire connaître dans les septante-deux heures vos motifs d'excuse.

A ....., le ..... 2006.

Le président du bureau communal,



## Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

**Article L4125-5.** § 1<sup>er</sup>. Le 15 septembre au plus tard, le président du bureau communal désigne les présidents des bureaux de vote et de dépouillement communal, ainsi que les assesseurs et assesseurs suppléants du dépouillement communal parmi les électeurs de la commune les moins âgés, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, dans l'ordre déterminé par l'article L4125-3, § 2.

§ 2. A la même date, il désigne les assesseurs des bureaux de vote parmi les électeurs de la commune les moins âgés, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, et remplissant les conditions prévues à l'article L4125-3, § 2, auxquels il faut ajouter les personnes titulaires d'une fonction de niveau C relevant de la Région wallonne ou équivalente dans les administrations et organismes prévus au 6<sup>o</sup> de ce même paragraphe ou qui exercent ailleurs une fonction équivalente.

§ 3. Les présidents, assesseurs et assesseurs suppléants des bureaux de vote et de dépouillement sont désignés parmi les électeurs figurant sur les relevés prévus à l'article L4122-7, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>.

§ 4. Une fois ces désignations opérées, le président du bureau communal transmet, sans délai, les relevés précités au président du bureau de canton après radiation du nom des électeurs désignés conformément aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2.

§ 5. Dans les quarante-huit heures, le président du bureau communal notifie les désignations aux intéressés par lettre recommandée et les invite à venir remplir leurs fonctions aux jours et aux endroits fixés.

A cette occasion, il informe les présidents des bureaux de vote du lieu de réunion du bureau de dépouillement, qui doit recevoir les bulletins de leur bureau. Le président du bureau communal informe également les présidents des bureaux de dépouillement de la sélection des bureaux de vote dont ils devront assurer le dépouillement.

Il remplace dans le plus bref délai ceux qui, dans les trois jours de la réception de l'avis de leur désignation, l'ont informé d'un motif légitime d'empêchement, selon les modalités prévues à l'article L4125-3, § 2, et au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article.

§ 6. Toute personne, qui se sera soustraite à la désignation prévue aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 sans motif valable ou qui aura par sa faute, son imprudence ou sa négligence compromis de quelque manière que ce soit la mission qui lui a été confiée, sera punie d'une amende de 50 à 200 euros.

(...)

**Article L4135-1.** Les membres des bureaux électoraux reçoivent un jeton de présence dont le montant est déterminé par le Gouvernement. Le montant des indemnités ainsi que des avantages quelconques auxquels ils pourraient prétendre est également déterminé par le Gouvernement. Les membres des bureaux électoraux peuvent prétendre au remboursement de leurs frais de déplacements.

RECEPISSE

A renvoyer à Madame, Monsieur, .....

président du bureau communal de .....

Adresse : .....

*N.B.* : La correspondance échangée, soit entre les présidents, soit avec le juge de paix ou avec les assesseurs titulaires, les assesseurs suppléants et les secrétaires des bureaux électoraux, est admise en franchise de port. La mention "Loi électorale" doit être inscrite en tête de l'adresse. Cette correspondance doit en outre porter l'indication de la qualité du destinataire et de l'expéditeur, ainsi que le contresigné de ce dernier.

Je soussigné(e), ..... désigné(e) pour remplir les fonctions d'assesseur/d'assesseur suppléant du bureau de vote n<sup>o</sup> ..., siégeant à ....., déclare avoir reçu la lettre de M. le président du bureau communal, en date du ....., m'informant de ma désignation.

A ....., le ..... 2006.

Signature,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'appareillement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Province : District électoral :

Canton électoral : Commune :

### Modèle 13. Désignation du secrétaire du bureau de vote

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que je vous ai désigné(e), conformément à l'article L4125-11 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, pour remplir les fonctions de secrétaire du ..... bureau de vote pour les élections communales qui auront lieu le dimanche 8 octobre 2006.

Par conséquent vous voudrez bien vous rendre ledit jour, à 7 h 30 m, au local où siégera le bureau rue ..... n<sup>o</sup> ....

Le bureau de vote doit être constitué pour 7 h 45 m, au plus tard.

Veuillez vous munir de votre numéro de compte pour le règlement de votre jeton de présence après les élections.

Je vous prie de me renvoyer, dûment signé, le récépissé ci-joint ou de me faire connaître dans les septante-deux heures vos motifs d'excuse.

A ....., le ..... 2006.

Le président du bureau de vote,

## Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

**Article L4125-1.** § 1<sup>er</sup>. Un bureau électoral se compose d'un président, d'un secrétaire qui n'a pas voix délibérative, d'assesseurs et d'assesseurs suppléants.

(...)

**Article L4125-11.** Le président du bureau de vote désigne son secrétaire parmi les électeurs de la commune, en respectant le prescrit de l'article L4125-5, § 1<sup>er</sup>.

**Article L4135-1.** Les membres des bureaux électoraux reçoivent un jeton de présence dont le montant est déterminé par le Gouvernement. Le montant des indemnités ainsi que des avantages quelconques auxquels ils pourraient prétendre est également déterminé par le Gouvernement. Les membres des bureaux électoraux peuvent prétendre au remboursement de leurs frais de déplacements.

RECEPISSE

A renvoyer à Madame, Monsieur, .....

président du bureau de vote n° .....

Adresse : .....

*N.B.* : La correspondance échangée, soit entre les présidents, soit avec le juge de paix ou avec les assesseurs titulaires, les assesseurs suppléants et les secrétaires des bureaux électoraux, est admise en franchise de port. La mention "Loi électorale" doit être inscrite en tête de l'adresse. Cette correspondance doit en outre porter l'indication de la qualité du destinataire et de l'expéditeur, ainsi que le contreseing de ce dernier.

Je soussigné(e), ..... désigné(e) pour remplir les fonctions de secrétaire du bureau de vote n°..., siégeant à ....., déclare avoir reçu la lettre de M. le président du bureau de vote, en date du ....., m'informant de ma désignation.

A ....., le ..... 2006.

Signature,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'appareillement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Province : Canton électoral :

Commune :

**Modèle 14. Désignation du Président du Bureau de dépouillement communal**

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que je vous ai désigné(e), conformément à l'article L4125-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, pour remplir les fonctions de président du bureau de dépouillement n° ..., qui est chargé de dépouiller les bulletins de vote pour les élections communales du dimanche 8 octobre 2006.

Par conséquent vous voudrez bien vous rendre ledit jour, à 14 heures, au local où siègera votre bureau rue ..... n° ....

Veillez vous munir de votre numéro de compte pour le règlement de votre jeton de présence après les élections.

Le bureau de dépouillement comprend, outre le président, ... assesseurs et un secrétaire qui est désigné par vous parmi les électeurs du district. Vous serez informé prochainement du nom des assesseurs qui feront partie du bureau que vous présidez.

Vous veillerez à désigner votre secrétaire parmi les électeurs de la commune, en respectant le prescrit de l'article L4125-5, § 1<sup>er</sup> du Code.

Le bureau de dépouillement doit être constitué au plus tard à 14 heures. En cas d'empêchement ou d'absence au moment des opérations de l'un des présidents ainsi désignés, le bureau se complète lui-même.

Votre bureau aura pour mission de dépouiller les votes des bureaux de votes suivants :

Bureau de vote n°	Adresse complète	Nom et prénom du président

Par ailleurs, je vous informe dès à présent de votre prochaine convocation à une séance de formation au cours de laquelle vous recevrez toutes les informations nécessaires à l'exercice de votre mission. Cette formation, bien que facultative, est vivement conseillée. Un courrier du président du bureau de canton vous informera ultérieurement des modalités pratiques de cette séance.

Je vous prie de me renvoyer, dûment signé, le récépissé ci-joint ou de me faire connaître dans les septante-deux heures vos motifs d'excuse.

A ....., le ..... 2006.

Le président du bureau communal,

Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

**Article L4125-5.** § 1<sup>er</sup>. Le 15 septembre au plus tard, le président du bureau communal désigne les présidents des bureaux de vote et de dépouillement communal, ainsi que les assesseurs et assesseurs suppléants du dépouillement communal parmi les électeurs de la commune les moins âgés, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, dans l'ordre déterminé par l'article L4125-3, § 2.

§ 2. A la même date, il désigne les assesseurs des bureaux de vote parmi les électeurs de la commune les moins âgés, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, et remplissant les conditions prévues à l'article L4125-3, § 2, auxquels il faut ajouter les personnes titulaires d'une fonction de niveau C relevant de la Région wallonne ou équivalente dans les administrations et organismes prévus au 6° de ce même paragraphe ou qui exercent ailleurs une fonction équivalente.

§ 3. Les présidents, assesseurs et assesseurs suppléants des bureaux de vote et de dépouillement sont désignés parmi les électeurs figurant sur les relevés prévus à l'article L4122-7, § 1<sup>er</sup>, 1° et 2°.

§ 4. Une fois ces désignations opérées, le président du bureau communal transmet, sans délai, les relevés précités au président du bureau de canton après radiation du nom des électeurs désignés conformément aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2.

§ 5. Dans les quarante-huit heures, le président du bureau communal notifie les désignations aux intéressés par lettre recommandée et les invite à venir remplir leurs fonctions aux jours et aux endroits fixés.

A cette occasion, il informe les présidents des bureaux de vote du lieu de réunion du bureau de dépouillement, qui doit recevoir les bulletins de leur bureau. Le président du bureau communal informe également les présidents des bureaux de dépouillement de la sélection des bureaux de vote dont ils devront assurer le dépouillement.

Il remplace dans le plus bref délai ceux qui, dans les trois jours de la réception de l'avis de leur désignation, l'ont informé d'un motif légitime d'empêchement, selon les modalités prévues à l'article L4125-3, § 2, et au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article.

§ 6. Toute personne, qui se sera soustraite à la désignation prévue aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 sans motif valable ou qui aura par sa faute, son imprudence ou sa négligence compromis de quelque manière que ce soit la mission qui lui a été confiée, sera punie d'une amende de 50 à 200 euros.

**Article L4125-10.** § 1<sup>er</sup>. Dès qu'ils sont désignés, le Gouvernement ou son délégué transmet aux présidents de bureau de vote les instructions nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches, ainsi que les formulaires et documents nécessaires à l'exécution de leur mission, dont la liste est fixée par le Gouvernement.

§ 2. Le président du bureau de canton convoque en même temps tous les présidents de bureau de vote de son ressort, à un jour prévu par lui, qui ne peut être postérieur au sixième jour avant l'élection, afin de leur dispenser une formation.

**Article L4125-16.** Sera punie d'une amende de 50 à 200 euros :

1° toute personne qui se sera soustraite à la désignation de président ou assesseur de bureau de vote et de dépouillement sans motif valable;

2° le président, l'assesseur ou l'assesseur suppléant qui n'aura pas fait connaître ses motifs d'empêchement dans le délai fixé;

3° le président, l'assesseur ou l'assesseur suppléant qui, après avoir accepté ces fonctions, s'abstiendra sans cause légitime de les remplir.

**Article L4125-17.** Toute personne qui aura par sa faute, son imprudence ou sa négligence compromis de quelque manière que ce soit la mission qui lui a été confiée, sera punie d'une amende de 50 à 200 euros.

**Article L4135-1.** Les membres des bureaux électoraux reçoivent un jeton de présence dont le montant est déterminé par le Gouvernement. Le montant des indemnités ainsi que des avantages quelconques auxquels ils pourraient prétendre est également déterminé par le Gouvernement. Les membres des bureaux électoraux peuvent prétendre au remboursement de leurs frais de déplacements.

RECEPISSE

A renvoyer à Madame, Monsieur, .....

président du bureau communal de .....

Adresse : .....

*N.B.* : La correspondance échangée, soit entre les présidents, soit avec le juge de paix ou avec les assesseurs titulaires, les assesseurs suppléants et les secrétaires des bureaux électoraux, est admise en franchise de port. La mention "Loi électorale" doit être inscrite en tête de l'adresse. Cette correspondance doit en outre porter l'indication de la qualité du destinataire et de l'expéditeur, ainsi que le contresing de ce dernier.

Je soussigné(e), ..... désigné(e) pour remplir les fonctions de Président du bureau de dépouillement communal n° ..., siégeant à ....., déclare avoir reçu la lettre de M. le président du bureau communal, en date du ....., m'informant de ma désignation.

A ....., le ..... 2006.

Signature,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'appareillement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Province : Canton électoral :

Commune :

#### Modèle 15. Désignation des assesseurs du bureau de dépouillement communal

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que je vous ai désigné(e), conformément à l'article L4125-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, pour remplir les fonctions d'assesseur/d'assesseur suppléant du ... bureau de dépouillement pour les élections communales qui auront lieu le dimanche 8 octobre 2006.

Par conséquent vous voudrez bien vous rendre ledit jour, à 14 heures, au local où siégera votre bureau, à l'adresse suivante :

N° de bureau : .....

Veillez vous munir de votre numéro de compte pour le règlement de votre jeton de présence après les élections.

Je vous prie de me renvoyer, dûment signé, le récépissé ci-joint ou de me faire connaître dans les septante-deux heures vos motifs d'excuse.

A ....., le ..... 2006.

Le président du bureau communal,

#### Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

**Article L4125-5.** § 1<sup>er</sup>. Le 15 septembre au plus tard, le président du bureau communal désigne les présidents des bureaux de vote et de dépouillement communal, ainsi que les assesseurs et assesseurs suppléants du dépouillement communal parmi les électeurs de la commune les moins âgés, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, dans l'ordre déterminé par l'article L4125-3, § 2.

§ 2. A la même date, il désigne les assesseurs des bureaux de vote parmi les électeurs de la commune les moins âgés, ayant le jour de l'élection au moins dix-huit ans, et remplissant les conditions prévues à l'article L4125-3, § 2, auxquels il faut ajouter les personnes titulaires d'une fonction de niveau C relevant de la Région wallonne ou équivalente dans les administrations et organismes prévus au 6° de ce même paragraphe ou qui exercent ailleurs une fonction équivalente.

§ 3. Les présidents, assesseurs et assesseurs suppléants des bureaux de vote et de dépouillement sont désignés parmi les électeurs figurant sur les relevés prévus à l'article L4122-7, § 1<sup>er</sup>, 1° et 2°.

§ 4. Une fois ces désignations opérées, le président du bureau communal transmet, sans délai, les relevés précités au président du bureau de canton après radiation du nom des électeurs désignés conformément aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2.

§ 5. Dans les quarante-huit heures, le président du bureau communal notifie les désignations aux intéressés par lettre recommandée et les invite à venir remplir leurs fonctions aux jours et aux endroits fixés.

A cette occasion, il informe les présidents des bureaux de vote du lieu de réunion du bureau de dépouillement, qui doit recevoir les bulletins de leur bureau. Le président du bureau communal informe également les présidents des bureaux de dépouillement de la sélection des bureaux de vote dont ils devront assurer le dépouillement.

Il remplace dans le plus bref délai ceux qui, dans les trois jours de la réception de l'avis de leur désignation, l'ont informé d'un motif légitime d'empêchement, selon les modalités prévues à l'article L4125-3, § 2, et au paragraphe 1<sup>er</sup> du présent article.

§ 6. Toute personne, qui se sera soustraite à la désignation prévue aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2 sans motif valable ou qui aura par sa faute, son imprudence ou sa négligence compromis de quelque manière que ce soit la mission qui lui a été confiée, sera punie d'une amende de 50 à 200 euros.

(...)

**Article L4135-1.** Les membres des bureaux électoraux reçoivent un jeton de présence dont le montant est déterminé par le Gouvernement. Le montant des indemnités ainsi que des avantages quelconques auxquels ils pourraient prétendre est également déterminé par le Gouvernement. Les membres des bureaux électoraux peuvent prétendre au remboursement de leurs frais de déplacements.

RECEPISSE

A renvoyer à Madame, Monsieur,  
président du bureau communal de

Adresse :

*N.B.* : La correspondance échangée, soit entre les présidents, soit avec le juge de paix ou avec les assesseurs titulaires, les assesseurs suppléants et les secrétaires des bureaux électoraux, est admise en franchise de port. La mention "Loi électorale" doit être inscrite en tête de l'adresse. Cette correspondance doit en outre porter l'indication de la qualité du destinataire et de l'expéditeur, ainsi que le contreseing de ce dernier.

Je soussigné(e),

désigné(e) pour remplir les fonctions d'assesseur/d'assesseur suppléant du bureau de dépouillement communal n° \_\_\_\_\_ siégeant à

déclare avoir reçu la lettre de M. le président du bureau communal, en date du ,  
m'informant de ma désignation.

A ....., le ..... 2006.

Signature,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'apparement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Province : Canton électoral :

Commune :

#### Modèle 16. Désignation du secrétaire du bureau de dépouillement communal

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que je vous ai désigné(e), conformément à l'article L4125-15 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, pour remplir les fonctions de secrétaire du ... bureau de dépouillement pour les élections communales qui auront lieu le dimanche 8 octobre 2006.

Par conséquent vous voudrez bien vous rendre ledit jour, à 14 heures, au local où siégera le bureau, à l'adresse suivante :

N° de bureau : .....

Veuillez vous munir de votre numéro de compte pour le règlement de votre jeton de présence après les élections.

Je vous prie de me renvoyer, dûment signé, le récépissé ci-joint ou de me faire connaître dans les septante-deux heures vos motifs d'excuse.

A ....., le ..... 2006.

Le président du bureau de dépouillement,

## Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

**Article L4125-1.** § 1<sup>er</sup>. Un bureau électoral se compose d'un président, d'un secrétaire qui n'a pas voix délibérative, d'assesseurs et d'assesseurs suppléants.

(...)

**Article L4125-15.** Le président du bureau de dépouillement communal désigne son secrétaire parmi les électeurs de la commune, en respectant le prescrit de l'article L4125-5, § 1<sup>er</sup>.

Le président du bureau de dépouillement provincial désigne son secrétaire parmi les électeurs du district, selon les mêmes modalités.

**Article L4135-1.** Les membres des bureaux électoraux reçoivent un jeton de présence dont le montant est déterminé par le Gouvernement. Le montant des indemnités ainsi que des avantages quelconques auxquels ils pourraient prétendre est également déterminé par le Gouvernement. Les membres des bureaux électoraux peuvent prétendre au remboursement de leurs frais de déplacements.

RECEPISSE

A renvoyer à Madame, Monsieur,

président du bureau de dépouillement communal n° .....

Adresse :

*N.B.* : La correspondance échangée, soit entre les présidents, soit avec le juge de paix ou avec les assesseurs titulaires, les assesseurs suppléants et les secrétaires des bureaux électoraux, est admise en franchise de port. La mention "Loi électorale" doit être inscrite en tête de l'adresse. Cette correspondance doit en outre porter l'indication de la qualité du destinataire et de l'expéditeur, ainsi que le contreseing de ce dernier.

Je soussigné(e),

désigné(e) pour remplir les fonctions de secrétaire du bureau de dépouillement communal n°..... siégeant à ..... déclare avoir reçu la lettre de M. le Président du bureau de dépouillement, en date du ....., m'informant de ma désignation.

A ....., le ..... 2006.

Signature,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'apparement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Province : District électoral :

Canton électoral : Commune :

### Modèle 17. Désignation du président du bureau de dépouillement provincial

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que je vous ai désigné(e), conformément à l'article L4125-8 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, pour remplir les fonctions de président du bureau de dépouillement n° ..., qui est chargé de dépouiller les bulletins de vote pour les élections provinciales du dimanche 8 octobre 2006.

Par conséquent vous voudrez bien vous rendre ledit jour, à 14 heures, au local où siégera votre bureau à l'adresse suivantes : .....

Veillez vous munir de votre numéro de compte pour le règlement de votre jeton de présence après les élections.

Le bureau de dépouillement comprend, outre le président, quatre assesseurs, quatre assesseurs suppléants et un secrétaire qui est désigné par vous parmi les électeurs du district. Vous serez informé prochainement du nom des assesseurs qui feront partie du bureau que vous présidez.

Vous veillerez à désigner votre secrétaire parmi les électeurs de la commune, en respectant le prescrit de l'article L4125-5, § 1<sup>er</sup> du Code.

Le bureau de dépouillement doit être constitué au plus tard à 14 heures. En cas d'empêchement ou d'absence au moment des opérations de l'un des présidents ainsi désignés, le bureau se complète lui-même.

Votre bureau aura pour mission de dépouiller les votes provinciaux des bureaux de votes suivants :

Bureau de vote n°	Adresse complète	Nom et Prénom du président

Par ailleurs, je vous informe dès à présent de votre prochaine convocation à une séance de formation au cours de laquelle vous recevrez toutes les informations nécessaires à l'exercice de votre mission. Cette formation, bien que facultative, est vivement conseillée. Un courrier, vous informant des modalités pratiques de cette séance, vous sera adressé ultérieurement.

Je vous prie de me renvoyer, dûment signé, le récépissé ci-joint ou de me faire connaître dans les septante-deux heures vos motifs d'excuse.

A ....., le ..... 2006.

Le président du bureau de canton,

## Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

**Article L4125-8.** Le 25 septembre, le président du bureau de canton procède à la désignation, parmi les électeurs du district, des présidents et des assesseurs et assesseurs suppléants des bureaux de dépouillement provinciaux selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article L4125-5 pour le dépouillement communal.

**Article L4125-14.** § 1<sup>er</sup>. Dès qu'ils sont désignés, le Gouvernement ou son délégué transmet aux présidents de bureau de dépouillement les instructions nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches, ainsi que les formulaires et documents nécessaires à l'exécution de leur mission, dont la liste est fixée par le Gouvernement.

§ 2. Le président du bureau de canton convoque en même temps tous les présidents de bureau de dépouillement de son ressort, à un jour prévu par lui, qui ne peut être postérieur au sixième jour avant l'élection, afin de leur dispenser une formation.

**Article L4125-16.** Sera punie d'une amende de 50 à 200 euros :

1<sup>o</sup> toute personne qui se soustraite à la désignation de président ou assesseur de bureau de vote et de dépouillement sans motif valable;

2<sup>o</sup> le président, l'assesseur ou l'assesseur suppléant qui n'aura pas fait connaître ses motifs d'empêchement dans le délai fixé;

3<sup>o</sup> le président, l'assesseur ou l'assesseur suppléant qui, après avoir accepté ces fonctions, s'abstiendra sans cause légitime de les remplir.

**Article L4125-17.** Toute personne qui aura par sa faute, son imprudence ou sa négligence compromis de quelque manière que ce soit la mission qui lui a été confiée, sera punie d'une amende de 50 à 200 euros.

**Article L4135-1.** Les membres des bureaux électoraux reçoivent un jeton de présence dont le montant est déterminé par le Gouvernement. Le montant des indemnités ainsi que des avantages quelconques auxquels ils pourraient prétendre est également déterminé par le Gouvernement. Les membres des bureaux électoraux peuvent prétendre au remboursement de leurs frais de déplacements.

## RECEPISSE

A renvoyer à Madame, Monsieur, .....

président du bureau de canton de .....

Adresse : .....

*N.B.* : La correspondance échangée, soit entre les présidents, soit avec le juge de paix ou avec les assesseurs titulaires, les assesseurs suppléants et les secrétaires des bureaux électoraux, est admise en franchise de port. La mention "Loi électorale" doit être inscrite en tête de l'adresse. Cette correspondance doit en outre porter l'indication de la qualité du destinataire et de l'expéditeur, ainsi que le contreséing de ce dernier.

Je soussigné(e), ..... désigné(e) pour remplir les fonctions de président du bureau de dépouillement provincial n° ..., siégeant à ....., déclare avoir reçu la lettre de M. le président du bureau de canton, en date du ....., m'informant de ma désignation.

A ....., le ..... 2006.

Signature,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'apparementement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-président,  
E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ph. COURARD

Province : District électoral :

Canton électoral : Commune :

**Modèle 18. Désignation des assesseurs du bureau de dépouillement provincial**

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que je vous ai désigné(e), conformément à l'article L4125-8 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, pour remplir les fonctions d'assesseur/d'assesseur suppléant du ... bureau de dépouillement pour les élections provinciales qui auront lieu le dimanche 8 octobre 2006.

Par conséquent vous voudrez bien vous rendre ledit jour, à 14 heures, au local où siégera votre bureau à l'adresse suivantes : .....

Veuillez vous munir de votre numéro de compte pour le règlement de votre jeton de présence après les élections.

Je vous prie de me renvoyer, dûment signé, le récépissé ci-joint ou de me faire connaître dans les septante-deux heures vos motifs d'excuse.

A ....., le ..... 2006.

Le président du bureau de canton,

## Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

**Article L4125-8.** Le 25 septembre, le président du bureau de canton procède à la désignation, parmi les électeurs du district, des présidents et des assesseurs et assesseurs suppléants des bureaux de dépouillement provinciaux selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article L4125-5 pour le dépouillement communal.

**Article L4125-16.** Sera punie d'une amende de 50 à 200 euros :

1° toute personne qui se sera soustraite à la désignation de président ou assesseur de bureau de vote et de dépouillement sans motif valable;

2° le président, l'assesseur ou l'assesseur suppléant qui n'aura pas fait connaître ses motifs d'empêchement dans le délai fixé;

3° le président, l'assesseur ou l'assesseur suppléant qui, après avoir accepté ces fonctions, s'abstiendra sans cause légitime de les remplir.

**Article L4125-17.** Toute personne qui aura par sa faute, son imprudence ou sa négligence compromis de quelque manière que ce soit la mission qui lui a été confiée, sera punie d'une amende de 50 à 200 euros.

**Article L4135-1.** Les membres des bureaux électoraux reçoivent un jeton de présence dont le montant est déterminé par le Gouvernement. Le montant des indemnités ainsi que des avantages quelconques auxquels ils pourraient prétendre est également déterminé par le Gouvernement.

Les membres des bureaux électoraux peuvent prétendre au remboursement de leurs frais de déplacements.

## RECEPISSE

A renvoyer à Madame, Monsieur, .....

président du bureau de canton de .....

Adresse : .....

*N.B.* : La correspondance échangée, soit entre les présidents, soit avec le juge de paix ou avec les assesseurs titulaires, les assesseurs suppléants et les secrétaires des bureaux électoraux, est admise en franchise de port. La mention "Loi électorale" doit être inscrite en tête de l'adresse. Cette correspondance doit en outre porter l'indication de la qualité du destinataire et de l'expéditeur, ainsi que le contreseing de ce dernier.

Je soussigné(e), ..... désigné(e) pour remplir les fonctions d'assesseur/d'assesseur suppléant du bureau de dépouillement provincial n° ..., siégeant à ....., déclare avoir reçu la lettre de M. le président du bureau de canton, en date du ....., m'informant de ma désignation.

A ....., le ..... 2006.

Signature,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'appareillement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Province : District électoral :

Canton électoral : Commune :

### Modèle 19. Désignation du secrétaire du bureau de dépouillement provincial

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous informer que je vous ai désigné(e), conformément à l'article L4125-15 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, pour remplir les fonctions de secrétaire du... bureau de dépouillement pour les élections provinciales qui auront lieu le dimanche 8 octobre 2006.

Par conséquent vous voudrez bien vous rendre ledit jour, à 14 heures, au local où siégera le bureau à l'adresse suivantes :  
.....

Veillez vous munir de votre numéro de compte pour le règlement de votre jeton de présence après les élections.

Je vous prie de me renvoyer, dûment signé, le récépissé ci-joint ou de me faire connaître dans les septante-deux heures vos motifs d'excuse.

A ....., le ..... 2006.

Le président du bureau de dépouillement,

#### Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

**Article L4125-1.** § 1<sup>er</sup>. Un bureau électoral se compose d'un président, d'un secrétaire qui n'a pas voix délibérative, d'assesseurs et d'assesseurs suppléants.

(...)

**Article L4125-15.** Le président du bureau de dépouillement communal désigne son secrétaire parmi les électeurs de la commune, en respectant le prescrit de l'article L4125-5, § 1<sup>er</sup>.

Le président du bureau de dépouillement provincial désigne son secrétaire parmi les électeurs du district, selon les mêmes modalités.

**Article L4135-1.** Les membres des bureaux électoraux reçoivent un jeton de présence dont le montant est déterminé par le Gouvernement. Le montant des indemnités ainsi que des avantages quelconques auxquels ils pourraient prétendre est également déterminé par le Gouvernement. Les membres des bureaux électoraux peuvent prétendre au remboursement de leurs frais de déplacements.

RECEPISSE

A renvoyer à Madame, Monsieur, .....

président du bureau de dépouillement provincial de .....

Adresse : .....

*N.B.* : La correspondance échangée, soit entre les présidents, soit avec le juge de paix ou avec les assesseurs titulaires, les assesseurs suppléants et les secrétaires des bureaux électoraux, est admise en franchise de port. La mention "Loi électorale" doit être inscrite en tête de l'adresse. Cette correspondance doit en outre porter l'indication de la qualité du destinataire et de l'expéditeur, ainsi que le contreséing de ce dernier.

Je soussigné(e), ..... désigné(e) pour remplir les fonctions de secrétaire du bureau de dépouillement provincial n° ..., siégeant à ....., déclare avoir reçu la lettre de M. le président du bureau de dépouillement, en date du ....., m'informant de ma désignation.

A ....., le ..... 2006.

Signature,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'appareillement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Province : District électoral :

Canton électoral : Commune :

### Modèle 20. Convocation des présidents des bureaux de vote et de dépouillement

Madame, Monsieur,

Suite à votre nomination en tant que président du bureau de vote/de dépouillement de ....., j'ai l'honneur de vous inviter le ..... 2006, à l'adresse suivante .....

A cette occasion, une formation nécessaire à l'accomplissement de votre tâche vous sera dispensée. Votre présence à cette formation, bien que n'étant pas obligatoire, est vivement conseillée dans l'intérêt même du bon déroulement des opérations électorales.

Je vous prie de me renvoyer, dûment signé, le récépissé ci-joint ou de me faire connaître dans les quarante-huit heures vos motifs d'excuse.

A ....., le ..... 2006.

Le président du bureau de canton,



## Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

**Article L4125-10.** § 1<sup>er</sup>. Dès qu'ils sont désignés, le Gouvernement ou son délégué transmet aux présidents de bureau de vote les instructions nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches, ainsi que les formulaires et documents nécessaires à l'exécution de leur mission, dont la liste est fixée par le Gouvernement.

§ 2. Le président du bureau de canton convoque en même temps tous les présidents de bureau de vote de son ressort, à un jour prévu par lui, qui ne peut être postérieur au sixième jour avant l'élection, afin de leur dispenser une formation.

**Article L4125-14.** § 1<sup>er</sup>. Dès qu'ils sont désignés, le Gouvernement ou son délégué transmet aux présidents de bureau de dépouillement les instructions nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches, ainsi que les formulaires et documents nécessaires à l'exécution de leur mission, dont la liste est fixée par le Gouvernement.

§ 2. Le président du bureau de canton convoque en même temps tous les présidents de bureau de dépouillement de son ressort, à un jour prévu par lui, qui ne peut être postérieur au sixième jour avant l'élection, afin de leur dispenser une formation.

RECEPISSE

A renvoyer à Madame, Monsieur, .....

président du bureau de district de .....

Adresse : .....

*N.B.* : La correspondance échangée, soit entre les présidents, soit avec le juge de paix ou avec les assesseurs titulaires, les assesseurs suppléants et les secrétaires des bureaux électoraux, est admise en franchise de port. La mention "Loi électorale" doit être inscrite en tête de l'adresse. Cette correspondance doit en outre porter l'indication de la qualité du destinataire et de l'expéditeur, ainsi que le contreseing de ce dernier.

Je soussigné(e), ..... président du bureau de vote/de dépouillement de ....., déclare avoir reçu la lettre de M. le président du bureau de district, en date du ....., m'informant de ma convocation.

A ....., le ..... 2006.

Signature,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'apparement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Province : Canton électoral :

Commune : Bureau de dépouillement n°

## Modèle 21. Résultat du dépouillement des bulletins reçus dans les bureaux n°s ....., ....., ....., .....

Décompte des bulletins				Total général	Bulletins trouvés dans les urnes	
	Liste N° _____	Liste N° _____	Liste N° _____		Bureau n° ____	
<b>Bulletins de liste (L)</b>					Bureau n° ____	
<b>Nominatifs (N)</b>					Bureau n° ____	
<b>Total (V = L + N)</b>					Bureau n° ____	
<b>Bulletins blancs et nuls (I) +</b>						
<b>Total =</b>					=	<b>Bulletins reçus (U)</b>

Décompte des suffrages par candidats (voix de préférence) (S)					
Liste N° _____		Liste N° _____		Liste N° _____	
M./Mme		M./Mme		M./Mme	
M./Mme		M./Mme		M./Mme	
M./Mme		M./Mme		M./Mme	
M./Mme		M./Mme		M./Mme	
M./Mme		M./Mme		M./Mme	
M./Mme		M./Mme		M./Mme	
M./Mme		M./Mme		M./Mme	
M./Mme		M./Mme		M./Mme	
M./Mme		M./Mme		M./Mme	
M./Mme		M./Mme		M./Mme	
M./Mme		M./Mme		M./Mme	
M./Mme		M./Mme		M./Mme	
M./Mme		M./Mme		M./Mme	
M./Mme		M./Mme		M./Mme	

Le bureau constate que le total général des bulletins de vote avec des votes de liste (L),  
ajouté au total général des bulletins de vote avec des votes nominatifs (N),  
donne un nombre (V) égal à celui des bulletins valables s'élevant à  
équivalant au nombre de bulletins trouvés dans les urnes et enveloppes (U),  
moins le nombre de bulletins blancs et nuls (I).

Copie sera adressée aux présidents de tous les collèges intéressés avec prière de faire afficher les listes dans toutes les communes de leur circonscription.

De tout quoi il a été dressé le présent procès-verbal en présence des témoins.

Fait à ....., le ..... 2006.

Le secrétaire,

Les assesseurs,

Les témoins,

Le président,

## Extraits du Code de la démocratie locale et de la décentralisation

**Article L4125-5. (...)**

§ 7. Il transmet aussitôt aux présidents des bureaux de vote et de dépouillement communaux, au président du bureau de district et de canton et au collège communal le tableau reprenant la composition du bureau communal, des bureaux de vote ainsi que des bureaux de dépouillement communal.

Ce tableau est établi conformément au modèle arrêté par le Gouvernement.

Le collège communal assure par voie d'affichage la consultation par le public du tableau qu'il a reçu.

Il en fait parvenir un exemplaire au Gouvernement ou à son délégué dans les plus brefs délais.

**Article L4144-3.** Le bureau de dépouillement procède au dépouillement dès qu'il est en possession de toutes les urnes qui lui sont destinées.

**Article L4144-4.** § 1<sup>er</sup>. Dans chaque local de dépouillement, le président, en présence des membres du bureau et des témoins, ouvre les urnes et en retire les bulletins.

§ 2. Avec l'aide des membres du bureau, il compte, sans les déplier, les bulletins qui y sont contenus.

Il écarte les bulletins de vote qui ne correspondent pas à l'élection dont il a la charge.

**Article L4144-5.** Le nombre des bulletins trouvés dans chaque urne qui correspond à l'élection dont le bureau à la charge est inscrit au procès-verbal.

Les enveloppes mentionnées à l'article L4143-28 ne sont pas ouvertes.

**Article L4144-7.** § 1<sup>er</sup>. Le président et les membres du bureau, après avoir mêlé tous les bulletins que le bureau est chargé de dépouiller, les dépliant et les classent d'après les catégories suivantes :

1° bulletins donnant les suffrages valables à la première liste ou à des candidats de cette liste;

2° de même pour la deuxième liste et pour les listes suivantes, s'il y a lieu;

3° les bulletins non valables au sens de l'article L4112-18, § 3;

4° les bulletins litigieux au sens de l'article L4112-18, § 5.

§ 2. Ce premier classement étant terminé, les bulletins de chacune des catégories formées pour les diverses listes sont répartis en deux sous-catégories :

1. les bulletins marqués en tête;

2. les bulletins marqués en faveur d'un ou de plusieurs candidats, même s'ils sont également marqués en case de tête.

**Article L4144-8. (...)**

§ 2. Le bureau arrête et fixe en conséquence :

1° le nombre total des bulletins valables;

2° le nombre total de bulletins non valables;

3° pour chaque liste, le nombre total de bulletins marqués en tête de liste;

4° pour chaque liste, le nombre total de bulletins contenant des suffrages en faveur d'un ou de plusieurs candidats de la liste;

5° pour chaque candidat, le nombre de suffrages obtenus.

Tous ces nombres sont inscrits au procès-verbal.

§ 3. Tous les bulletins ainsi classés sont placés par catégorie sous des enveloppes distinctes et fermées.

**Article L4144-9.** Le procès-verbal des opérations est dressé séance tenante et porte les signatures des membres du bureau et des témoins.

Les résultats du dépouillement sont mentionnés au procès-verbal, dans l'ordre et d'après les indications du tableau modèle prévu à l'article L4142-39.

Le bureau complète le tableau en indiquant la date de l'élection et la mention : "Résultat du dépouillement des bulletins reçus dans les bureaux n<sup>os</sup> ...", suivie de l'indication des numéros des bureaux de vote.

Le Gouvernement peut décider que l'encodage de ce tableau et sa transmission se feront de la manière visée à l'article L4141-1, §§ 1<sup>er</sup> et 2.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'apparement.

Namur, le 22 juin 2006.

Le Ministre-président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD







Province : District électoral :

Canton :

Commune

Bureau central d'arrondissement présidé par M./Mme

## Modèle 23. Tableaux d'apparement

Tableau 1. Résultats par district.

ARRONDISSEMENT .....					
District .....					
Sièges à pourvoir		.....		Diviseur électoral	.....
Listes		Groupes	Chiffres électoraux	Sièges déjà acquis (A)	Excédents de voix non représentées
1.					
2.					
3.					
4.					
5.					
<b>TOTAUX</b>					
<b>Sièges complémentaires (P - total A)</b>					
District .....					
Sièges à pourvoir		.....		Diviseur électoral	.....
Listes		Groupes	Chiffres électoraux	Sièges déjà acquis (A)	Excédents de voix non représentées
1.					
2.					
3.					
4.					
5.					
<b>TOTAUX</b>					
<b>Nombre de sièges complémentaires</b>					

Tableau 2. Compilation des résultats au niveau de l'arrondissement.

Groupes	Chiffre électoral d'arrondissement	Sièges acquis pour l'arrondissement	Excédents de voix par district		
			District X	District Y	District Z
Groupe A					
Groupe B					
Groupe C					
Groupe D					
Groupe E					

Tableau 3. Répartition des sièges complémentaires entre les groupes.

	Groupe A		Groupe B		Groupe C		Groupe D		Groupe E	
	Chiffre électoral (C)		Chiffre électoral (C)		Chiffre électoral (C)		Chiffre électoral (C)		Chiffre électoral (C)	
Diviseurs (Div)	Quotients (C / Div)	N° d'ordre des quotients	Quotients	N° d'ordre des quotients	Quotients	N° d'ordre des quotients	Quotients	N° d'ordre des quotients	Quotients	N° d'ordre des quotients
Sièges déjà acquis pour l'arrondissement (S)										
S + 1										
S + 2										
S + 3										
S + 4										
S + 5										
S + 6										
S + 7										
S + 8										
S + 9										
S + 10										
	_____ sièges complémentaires		_____ sièges complémentaires		_____ sièges complémentaires		_____ sièges complémentaires		_____ sièges complémentaires	

Tableau 4. Récapitulatif.

Groupes	District X				District Y			Total arrondissement
	Liste	Déjà acquis	A conférer	Attribués	Liste	A conférer	Attribués	
A	Liste ....				Liste ....			
B	Liste ....				Liste ....			
C	Liste ....				Liste ....			
D	Liste ....				Liste ....			
E	Liste ....				Liste ....			
	Total				Total			

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 relatif à la présentation des candidatures aux élections communales et provinciales, à la désignation des membres des bureaux électoraux et fixant les modèles des tableaux de dépouillement, de recensement, et d'appareillement.

Namur, le 22 juin 2006

Le Ministre-président,

E. DI RUPO

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD



## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 2624

[2006/202123]

**22. JUNI 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenauszählungen und der Listenverbindungstabellen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, insbesondere der Artikel L4125-1 § 5, L4125-1 bis 15, L4142-4, L4142-39, und L4145-17 § 2;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Nr. 2<sup>o</sup> wobei die Dringlichkeit wie folgt begründet wird:

«Die Begründung der Dringlichkeit liegt in dem Zeitplan und in der Notwendigkeit, die Organisation der Wahlen im Oktober 2006 nicht zu gefährden. In dieser Hinsicht ist es erforderlich, den am Wahlverfahren beteiligten Operatoren alle Anweisungen vor den Sommerferien zukommen zu lassen.

Die dem Gutachten der Gesetzgebungsabteilung unterbreiteten Erlassentwürfe genügen den bei der Verfassung des Dekrets geltenden Zielen, nämlich :

- das etwas uneinheitliche Korpus der von der föderalen Ebene verabschiedeten Erlasse koordinieren, indem sie thematisch nach dem Leitfaden der Reihenfolge der verschiedenen Wahlverrichtungen gruppiert werden, wobei die Abänderungen, die sich aus dem Entwurf des Dekrets zur Abänderung von Teil IV, Buch I des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung ergeben, eingearbeitet werden. Diese Koordinierung soll für größere Transparenz sorgen und die Gefahr einer Verwirrung seitens der durch die verschiedenen Maßnahmen betroffenen Personen vermeiden;

- die so koordinierten Texte an die institutionelle Wirklichkeit anpassen».

Aufgrund des am 4. Mai 2006 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region) Nr. 11/2006;

Aufgrund des am 13. Juni 2006 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 40.638/4;

Auf Vorschlag des Ministers der inneren Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Wahlvorschläge*

**Artikel 1** - Vorschlag von Kandidaten durch Gemeinderatswähler zur Erneuerung der Gemeinderäte.

Zur Anwendung des Artikels L4142-3 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung werden die von Gemeinderatswählern vorgelegten Vorschläge von Kandidaten zur Erneuerung der Gemeinderäte, sowie die Verzeichnisse, die diesen beizufügen sind, mittels des dem vorliegenden Erlass beigefügten Musters 1 durchgeführt.

**Art. 2** - Vorschlag von Kandidaten durch ausscheidende Gemeinderatsmitglieder zur Erneuerung der Gemeinderäte.

Zur Anwendung des Artikels L4142-3 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung werden die von ausscheidenden Gemeinderatsmitgliedern vorgelegten Vorschläge von Kandidaten zur Erneuerung der Gemeinderäte, sowie die Verzeichnisse, die diesen beizufügen sind, mittels des dem vorliegenden Erlass beigefügten Musters 2 durchgeführt.

**Art. 3** - Vorschlag von Kandidaten durch Provinzialwähler zur Erneuerung der Provinzialräte.

Zur Anwendung des Artikels L4142-3 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung werden die von Provinzialwählern vorgelegten Vorschläge von Kandidaten zur Erneuerung der Provinzialräte, sowie die Verzeichnisse, die diesen beizufügen sind, mittels des dem vorliegenden Erlass beigefügten Musters 3 durchgeführt.

**Art. 4** - Vorschlag von Kandidaten durch ausscheidende Provinzialratsmitglieder zur Erneuerung der Provinzialräte.

Zur Anwendung des Artikels L4142-3 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung werden die von ausscheidenden Provinzialratsmitgliedern vorgelegten Vorschläge von Kandidaten zur Erneuerung der Provinzialräte, sowie die Verzeichnisse, die diesen beizufügen sind, mittels des dem vorliegenden Erlass beigefügten Musters 4 durchgeführt.

KAPITEL 2 — *Benennung der Wahlvorstände*

**Art. 5** - Benennung des Sekretärs und der Beisitzer des Distriktvorstands.

Der Vorsitzende des Distriktvorstands benutzt das dem vorliegenden Erlass beigefügte Muster 5, um dem Sekretär, den Beisitzern und Ersatzbeisitzern ihre Benennung zuzustellen.

**Art. 6** - Benennung von Rechts wegen des Vorsitzenden des Kantonvorstands.

Der Vorsitzende des Distriktvorstands benutzt das dem vorliegenden Erlass beigefügte Muster 6, um dem Vorsitzenden des Kantonvorstands seine Benennung von Rechts wegen zuzustellen.

**Art. 7** - Benennung des Vorsitzenden des Kantonvorstands.

Der Vorsitzende des Distriktvorstands benutzt das dem vorliegenden Erlass beigefügte Muster 7, um dem Vorsitzenden des Kantonvorstands seine Benennung zuzustellen.

**Art. 8** - Benennung der Beisitzer des Kantonvorstands.

Der Vorsitzende des Kantonvorstands benutzt das dem vorliegenden Erlass beigefügte Muster 8, um den Beisitzern und Ersatzbeisitzern ihre Benennung zuzustellen.

**Art. 9** - Benennung des Vorsitzenden des Gemeindevorstands.

Der Vorsitzende des Distriktvorstands benutzt das dem vorliegenden Erlass beigefügte Muster 9, um dem Vorsitzenden des Gemeindevorstands seine Benennung zuzustellen.

**Art. 10** - Benennung der Beisitzer des Gemeindevorstands.

Der Vorsitzende des Gemeindevorstands benutzt das dem vorliegenden Erlass beigefügte Muster 10, um den Beisitzern und Ersatzbeisitzern ihre Benennung zuzustellen.

**Art. 11** - Benennung des Vorsitzenden des Wahlbürovorstands.

Der Vorsitzende des Gemeindevorstands benutzt das dem vorliegenden Erlass beigefügte Muster 11, um dem Vorsitzenden des Wahlbürovorstands seine Benennung zuzustellen.

**Art. 12** - Benennung der Beisitzer des Wahlbürovorstands.

Der Vorsitzende des Gemeindevorstands benutzt das dem vorliegenden Erlass beigefügte Muster 12, um den Beisitzern und Ersatzbeisitzern ihre Benennung zuzustellen.

**Art. 13** - Benennung des Sekretärs des Wahlbürovorstands.

Der Vorsitzende des Wahlbürovorstands benutzt das dem vorliegenden Erlass beigefügte Muster 13, um dem Sekretär des Wahlbürovorstands seine Benennung zuzustellen.

**Art. 14** - Benennung des Vorsitzenden des Zählbürovorstands der Gemeinde.

Der Vorsitzende des Gemeindevorstands benutzt das dem vorliegenden Erlass beigefügte Muster 14, um dem Vorsitzenden des Zählbürovorstands der Gemeinde seine Benennung zuzustellen.

**Art. 15** - Benennung der Beisitzer des Zählbürovorstands der Gemeinde.

Der Vorsitzende des Gemeindevorstands benutzt das dem vorliegenden Erlass beigefügte Muster 15, um den Beisitzern und Ersatzbeisitzern ihre Benennung zuzustellen.

**Art. 16** - Benennung des Sekretärs des Zählbürovorstands der Gemeinde.

Der Vorsitzende des Gemeindezählbürovorstands benutzt das dem vorliegenden Erlass beigefügte Muster 16, um dem Sekretär des Wahlbürovorstands seine Benennung zuzustellen.

**Art. 17** - Benennung des Vorsitzenden des Zählbürovorstands der Provinz.

Der Vorsitzende des Kantonvorstands benutzt das dem vorliegenden Erlass beigefügte Muster 17, um dem Vorsitzenden des Zählbürovorstands der Provinz seine Benennung zuzustellen.

**Art. 18** - Benennung der Beisitzer des Zählbürovorstands der Provinz.

Der Vorsitzende des Kantonvorstands benutzt das dem vorliegenden Erlass beigefügte Muster 18, um den Beisitzern und Ersatzbeisitzern ihre Benennung zuzustellen.

**Art. 19** - Benennung des Sekretärs des Zählbürovorstands der Provinz.

Der Vorsitzende des Provinzialzählbürovorstands benutzt das dem vorliegenden Erlass beigefügte Muster 19, um dem Sekretär des Wahlbürovorstands seine Benennung zuzustellen.

**Art. 20** - Einberufung der Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände.

Zur Vorladung zu der in den Artikeln L4125-10 und 14 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erwähnten Ausbildungstagung benutzt der Vorsitzende des Kantonvorstands das dem vorliegenden Erlass beigefügte Muster 20.

**KAPITEL 3 — Auszählung der Stimmen****Art. 21** - Zähltablelle.

Gemäß Artikel L4142-39 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erstellt der Vorsitzende des Kreisvorstands im Hinblick auf die Stimmenauszählung eine Zähltablelle, die dem vorliegenden Erlass beigefügten Muster 21 entspricht.

**Art. 22** - Tabelle mit den Ergebnissen der Stimmenauszählungen.

Gemäß Artikel L4142-39 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erstellt der Vorsitzende des Kreisvorstands im Hinblick auf die Stimmenauszählung eine Tabelle mit den Ergebnissen der Stimmenauszählungen, die dem dem vorliegenden Erlass beigefügten Muster 22 entspricht.

**KAPITEL 4 — Listengruppierung****Art. 23** - Listenverbindungstabelle.

Die in Artikel L4145-17 § 2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erwähnte Tabelle entspricht dem vorliegenden Erlass beigefügten Muster 23.

**Art. 24** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 25** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die inneren Angelegenheiten gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regierung,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Provinz: Wahlkanton:

Gemeinde:

### Muster 1: Von Wählern gemachter Wahlvorschlag

Wir Unterzeichnete, Gemeinderatswähler in der Gemeinde ....., schlagen die nachfolgend angegebenen Personen als Kandidaten für die am 8. Oktober 2006 festgelegten Gemeindewahlen vor:

Das Listenkürzel oder Logo ..... 1 muss auf dem Stimmzettel über der Kandidatenliste stehen.

Dieses Listenkürzel oder Logo bedeutet: .....

A. KANDIDATEN.

Vorschlagsreihenfolge der Kandidaten Laufende Nummer	Name der Kandidaten (2)	Vornamen	Geburtsdatum	Geschlecht (3)	Beruf	National-Register- Nummer	Hauptwohrtort und Vollständige Anschrift
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							

Anmerkung: Das Format der Formulare muss den Eigenschaften eines jeden Wahlkreises angepasst werden. So muss (müssen) die Tabelle(n) der Anzahl der in einem gegebenen Wahlkreis zuzuteilenden Sitze angepasst werden. So müssen ebenfalls die Formulare der Wahlvorschlagserklärungen in so vielen Exemplaren benutzt werden wie Unterschriften von vorschlagenden Wählern laut dem Kodex der lokalen Demokratie verlangt werden.

Proforma-Formulare für jeden Wahlkreis sind auf der Webseite der Wahlen 2006 an folgender Adresse verfügbar: <http://elections2006.wallonie.be>  
Das Kürzel besteht in den Initialbuchstaben entweder der gesamten Wörter oder eines Teils der Wörter, die die Bezeichnung der Kandidatenliste zusammenstellen. Es kann ein Akronym sein. Es kann ein Logogramm umfassen.

Das Kürzel besteht aus höchstens zwölf Buchstaben und / oder Zahlen und höchstens dreizehn Zeichen.

Den Wahlvorschlägen von Kandidaten, die sich auf ein geschütztes Listenkürzel und eine gemeinsame laufende Nummer berufen, muss die in Artikel L4142-32 des Kodex der lokalen Demokratie un der Dezentralisierung vorgeschriebene Bescheinigung beigefügt werden, damit sie das Listenkürzel und die gemeinsame laufende Nummer verwenden können.

Das Logo ist die graphische Darstellung des Namens der Liste.

(2)

Der Name des Ehepartners oder des verstorbenen Ehepartners kann vor oder nach der Identität der bzw. des verheirateten oder verwitweten Kandidatin bzw. Kandidaten stehen.

Der Geburtsvorname des Kandidaten kann vom gebräuchlichen Vornamen gefolgt werden, soweit er mit einem anderen Kandidaten oder einer auf Ebene des Kreises bekannten Person nicht verwechselt werden kann.

So kann der Kreisvorstand einem Kandidaten erlauben, auf dem Plakat und dem Stimmzettel einen anderen Vornamen zu benutzen, sofern die nachstehenden Regeln beachtet werden:

1° Der Vorname, unter dem der Kandidat tatsächlich bekannt ist, ist nicht sein erster Vorname sondern ein anderer, der auf seiner Geburtsurkunde erwähnt ist: in diesem Fall erwähnt er den vollständigen Vornamen auf seiner Vorschlagsurkunde und gibt seinen Wunsch an, den gewählten Vornamen auf dem Stimmzettel drucken zu lassen;

2° Der Kandidat ist unter der Abkürzung eines seiner auf der Geburtsurkunde erwähnten Vornamen bekannt: z.B., Danny für Daniel; es wird wie für Nr. 1° vorgegangen;

3° Der Vorname, den er auf dem Stimmzettel gedruckt sehen möchte, gehört nicht zu den auf der Geburtsurkunde aufgeführten Vornamen: der Kreisvorstand lässt diesen Vornamen zu auf der Grundlage einer vom Friedensrichter oder einem Notar ausgestellten Offenkundigkeitsurkunde, der Geburtsvorname des Kandidaten wird auf dem Stimmzettel vom gebräuchlichen Vornamen gefolgt.

Es dürfen nur so viele Kandidaten vorgeschlagen werden, wie Ratsmitglieder zu wählen sind.

Ein Kandidat darf nicht auf mehr als einer Liste in der Gemeinde vorgeschlagen werden.

Um zum Gemeinderatsmitglied gewählt werden zu können, muss man:

Spätestens am Tag des Wahlvorschlags Belgier oder Staatsangehöriger eines Mitgliedstaats der Europäischen Union sein.

Die Art und Weise, wie die belgische Staatsangehörigkeit erlangt wurde (Geburt, Einbürgerung, Eheschließung, Option), spielt keine Rolle.

Spätestens am Tag der Wahlen das 18. Lebensjahr vollendet haben;

Spätestens bis zum 1. August 2006 im Bevölkerungsregister der Gemeinde eingetragen sein;

Nicht wählbar sind:

1° wem durch Verurteilung das Wählbarkeitsrecht entzogen worden ist;

2° wer in Anwendung der Artikel L4121-2 und 3 vom Wahlrecht ausgeschlossen ist oder dessen Wahlrecht ausgesetzt wurde;

3° Staatsangehörige anderer Mitgliedstaaten der Europäischen Union, denen nach dem Recht ihres Herkunftsmitgliedstaates infolge einer dort verkündeten zivilrechtlichen Einzelfallentscheidung oder strafrechtlichen Entscheidung das Wählbarkeitsrecht aberkannt worden ist;

4° wer unbeschadet der Anwendung der in den Punkten 1° und 2° erwähnten Bestimmungen verurteilt wurde, wenn auch nur mit Aufschub, wegen eines der in den Artikeln 240, 241, 243 und 245 bis 248 des Strafgesetzbuches vorgesehenen Verstöße, der in der Ausübung eines lokalen Amtes begangen wurde, wobei diese Nichtwählbarkeit zwölf Jahre nach der Verurteilung endet.

5° wer wegen im Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen, erwähnter Straftaten oder auf der Grundlage des Gesetzes vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des Zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermords verurteilt worden ist, wobei diese Nichtwählbarkeit achtzehn Jahre nach der Verurteilung endet;

6° wer unbeschadet der Anwendung der in den Nummern 1° und 2° erwähnten Bestimmungen Verwalter einer Vereinigung zur Zeit der Taten war, aufgrund deren er wegen eines der im Gesetz vom 30. Juli 1981 oder im Gesetz vom 23. März 1995 vorgesehenen Verstöße verurteilt wurde, wobei diese Nichtwählbarkeit achtzehn Jahre nach der Verurteilung endet.

Der vorige Absatz wird nicht auf die Verwalter angewandt, die beweisen, dass sie die Tatsachen nicht kannten, auf denen die betroffene Verurteilung fußte, oder dass sie sofort ihre gesamten Ämter innerhalb der besagten juristischen Person niedergelegt haben, sobald sie Kenntnis davon gehabt haben.

7° wer seines Mandats in Anwendung der Artikel L1122-7 § 2 oder L1123-17 § 1 verlustig geworden ist, wobei diese Nichtwählbarkeit sechs Jahre nach der Zustellung des die Amtsaberkenung feststellenden Beschlusses der Regierung oder ihres Beauftragten endet.

8° die Polizeibeamten, gemäß Artikel 127 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes.

(3)

In dieser Spalte geben Sie bitte M für Mann und F für Frau an.

Auf jeder der Listen darf die Differenz zwischen der Anzahl der Kandidaten eines jeden Geschlechts nicht größer als eins sein.

Die ersten zwei Kandidaten dürfen nicht demselben Geschlecht angehören.

B. VORSCHLAGENDE WÄHLER.

**Bedingungen:**

Jeder Wähler, der einen Vorschlag macht, muss die diesem Formular beigefügte Erklärung ausfüllen und unterzeichnen. Jede individuelle Erklärung wird nummeriert und muss bei der Hinterlegung dieses Wahlvorschlagsformulars beim Wahlvorstands der Gemeinde beigefügt werden.

Wahlvorschläge müssen mindestens durch folgende Anzahl Gemeinderatswähler unterbreitet werden:

100 Gemeinderatswähler in Gemeinden mit 20.001 Einwohnern und mehr;

50 Gemeinderatswähler in Gemeinden mit 10.001 bis 20.000 Einwohnern;

30 Gemeinderatswähler in Gemeinden mit 5.001 bis 10.000 Einwohnern;

20 Gemeinderatswähler in Gemeinden mit 2.001 bis 5.000 Einwohnern;

10 Gemeinderatswähler in Gemeinden mit 500 bis 2.000 Einwohnern;

5 Gemeinderatswähler in Gemeinden mit weniger als 500 Einwohnern.

Vorschlagende Wähler müssen auf dem Wählerregister der betreffenden Gemeinde stehen.

Ein Wähler darf nicht mehr als einen Wahlvorschlag für ein und dieselbe Wahl unterzeichnen.

Um **Wähler** zu sein, müssen vier Bedingungen erfüllt werden:

Spätestens am Tag der Wahlen Belgier sein;

Die Art und Weise, wie die belgische Staatsangehörigkeit erlangt wurde (Geburt, Einbürgerung, Eheschließung, Option), spielt keine Rolle;

oder Staatsangehöriger eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union sein, der die anderen Wahlberechtigungsbedingungen erfüllt und seinen Wunsch geäußert hat, dieses Wahlrecht in Belgien auszuüben.

oder Ausländer sein, insofern:

1° dieser Ausländer bei der Gemeinde, in der er seinen Hauptwohnsitz genommen hat, einen schriftlichen Antrag einreicht, in dem Folgendes angegeben wird:

seine Staatsangehörigkeit;

die Anschrift seines Hauptwohnsitzes;

eine Erklärung, durch die der Antragsteller sich verpflichtet, die Verfassung, die Gesetze des belgischen Volkes und die Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten zu beachten;

(2°) dieser Ausländer zum Zeitpunkt der Einreichung seines Antrags geltend macht, dass er seit fünf Jahren ununterbrochen seinen Hauptwohnsitz in Belgien hat, der durch einen legalen Aufenthalt gedeckt wird.

Spätestens am Tag der Wahlen das 18. Lebensjahr vollendet haben;

Spätestens bis zum 31. Juli 2006 im Bevölkerungsregister der betroffenen Gemeinde eingetragen sein;

4. *Sich spätestens am Tag der Wahlen in keinem der in Artikeln L4121-2 und 3 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung vorgesehenen Ausschluss- oder Aussetzungsfälle befinden.*

Zu einer Kriminalstrafe (lebenslange Haft, Zwangsarbeit, Haft und Inhaftierung) Verurteilte sind endgültig vom Wahlrecht ausgeschlossen.

Es fällt unter die Aussetzung des Wahlrechts:

wer gerichtlich entmündigt ist und wer unter verlängerte Minderjährigkeit gestellt ist (Artikel 489 bis 515 des Zivilgesetzbuches);

wer zu einer Gefängnisstrafe von mehr als vier Monaten verurteilt wurde, vorausgesetzt, dass die Strafe ohne Aufschub verhängt worden ist und gegen diese Strafe keine Berufung mehr eingelegt werden kann;

wer der Regierung durch Internierung zur Verfügung gestellt wurde.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenausschüttungen und der Listenverbindungenstabelle beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Provinz: Wahlkanton:

Gemeinde:

### Anlagen zum von Wählern gemachten Wahlvorschlag

#### Anlage 1 - Von Wählern abgegebene Wahlvorschlagserklärung

Der/die Unterzeichnete,

NAME (in Großbuchstaben): .....

Vornamen: .....

Geschlecht: .....

Beruf: .....

Geburtsdatum: ...../...../.....

Hauptwohnsitz: .....

(Straße) ..... (Nummer) ..... (Briefkasten)

..... (Gemeinde) ..... (Postleitzahl)

Erkennungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen: .....

eingetragen im Wählerregister der Gemeinde ..... (bitte einen Auszug aus dem Wählerregister beifügen), bestätigt hiermit, den Wahlvorschlag folgender Liste: (Listenkürzel) .....

für die Wahl des Gemeinderats am 8. Oktober 2006 zu unterstützen.

Eine eventuelle Benennung als Parteizeuge oder als Ersatzzeuge nehme ich an / lehne ich ab (Unzutreffendes bitte streichen).

Zu ....., den ..... 2006

Laufende Nummer der Erklärung: .....

Unterschrift,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenaushaltungen und der Listenverbindungstabellen beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

## Anlage 2 - Erklärung zur Annahme von Kandidaturen

Wir Unterzeichnete, von den unterzeichnenden Wählern des Wahlvorschlags am ..... 2006 für den Gemeinderat vorgeschlagene Kandidaten, erklären hiermit, die uns angebotenen Kandidaturen anzunehmen.

Im Hinblick auf die Bestimmung der gemeinsamen laufenden Nummer und des geschützten Listenkürzels, die unserer Liste zuzuteilen sind, erklären wir, dass wir uns dem von ..... ("regionale Listennummer") hinterlegten Listenverbindungsvorschlag anschließen. Dieser Erklärung wird die in Artikel L4142-32 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erwähnte Bescheinigung beigefügt (1) (2).

Zur Bestimmung der laufenden Nummer, die unserer Liste zuzuteilen ist, beantragen wir, dieselbe Nummer zu erhalten, wie diejenige, die der im Hauptort der Provinz in ..... hinterlegten Liste ..... ("provinziale Listennummer") zugeteilt wird. Dieser Erklärung wird die in Artikel L4142-32 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erwähnte Bescheinigung beigefügt (1) (2).

Wir erklären:

1. ....
2. ....
3. ....

Wähler, die die Vorschlagsurkunde unserer Kandidaturen unterzeichnet haben, zu ermächtigen, diese Urkunde zu hinterlegen.

Wir erklären ebenfalls, dass wir Herrn/Frau ....., Wähler(in) (oder Kandidat(in)), als Zeugen/Zeugin und Herrn/Frau .....Wähler(in) (oder Kandidat(in)), als Ersatzzeugen/Ersatzzeugin benennen, um den Sitzungen des Gemeindevorstands beizuwohnen.

Wir verpflichten uns, die Gesetzesbestimmungen in Bezug auf die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben zu befolgen und diese Ausgaben schriftlich anzumelden, um diese Erklärung innerhalb von dreißig Tagen, die auf das Datum der Wahlen folgen, bei der Kanzlei des Gerichts erster Instanz des Gerichtsbezirks, in dem sich der Gemeindevorstand befindet, zu hinterlegen.

Wir verpflichten uns, bei der Hinterlegung der Aufstellung unserer Ausgaben eine Erklärung in Bezug auf die Herkunft der Geldmittel beizufügen und die Identität der natürlichen Personen zu registrieren, die 125 Euro und mehr gespendet haben.

Innerhalb von 30 Tagen nach dem Datum der Wahlen übergibt der Spitzenkandidat die Aufstellung der Ausgaben für die Wahlwerbung der Liste, sowie die Herkunft der Geldmittel und registriert die Identität der natürlichen Personen, die 125 Euro und mehr gespendet haben.

Wir verpflichten uns, während der Wahlen und während unseres Mandats die demokratischen Grundsätze eines Rechtsstaates sowie die in der Verfassung, in der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten vom 4. November 1950 und im Internationalen Pakt über bürgerliche und politische Rechte vom 19. Dezember 1966 eingetragenen Rechte und Freiheiten zu beachten.

Zu ....., den ..... 2006

Unterschrift der Kandidaten:

Name und Vornamen (3)	Unterschrift	Staatsangehörigkeit (4)	Hauptwohnsitz (4)

Außerdem erklären wir, dass wir in keiner lokalen Gebietskörperschaft der Grundstufe eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union das Amt oder Mandat auszuüben, das dem eines Gemeinderatsmitglieds, eines Schöffen oder eines Bürgermeisters entspricht, dass wir in keinem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union ein Amt ausüben, das den in Artikel L1125-1 Absatz 1 1° bis 8° des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erwähnten Ämtern entspricht und dass uns in unserem Herkunftsland das Wählbarkeitsrecht weder aberkannt, noch dieses Recht ausgesetzt wurde.

Zu ....., den ..... 2006

Unterschrift der Kandidaten (4):

(1) Unzutreffendes bitte streichen.

(2) Dem Namen und Vornamen werden der Vermerk Frau (Fr) oder Herr (Hr) vorangestellt.

(3) Bitte einen Auszug aus dem Wählerregister beifügen, um nachzuweisen, dass die Kandidaten Wähler sind.

(4) Nur von den nichtbelgischen Kandidaten der Europäischen Union auszufüllen und zu unterzeichnen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenausschüttungen und der Listenverbindungstabellen beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD



Provinz: Wahlkanton:

Gemeinde:

### Muster 2 - Von ausscheidenden Ratsmitgliedern gemachter Wahlvorschlag

Wir Unterzeichnete, ausscheidende Gemeinderatsmitglieder von ....., schlagen die nachfolgend angegebenen Personen als Kandidaten für die am 8. Oktober 2006 festgelegten Gemeindewahlen vor.

Das Listenkürzel oder Logo ..... muss auf dem Stimmzettel über der Kandidatenliste stehen (1). Dieses Listenkürzel oder Logo bedeutet: .....

Wir benennen die Kandidaten ..... und .....,

um diese Urkunde zu hinterlegen.

A. KANDIDATEN.

Vorschlagsreihenfolge der Kandidaten Laufende Nummer	Name der Kandidaten (2)	Vornamen	Geburtsdatum	Geschlecht (3)	Beruf	National-Register- Nummer	Hauptwohrtort und Vollständige Anschrift
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							

Anmerkung: Das Format der Formulare muss den Eigenschaften eines jeden Wahlkreises angepasst werden. So muss (müssen) die Tabelle(n) der Anzahl der in einem gegebenen Wahlkreis zuzuteilenden Sitze angepasst werden. So müssen ebenfalls die Formulare der Wahlvorschlagserklärungen in so vielen Exemplaren benutzt werden wie Unterschriften von vorschlagenden Wählern laut dem Kodex der lokalen Demokratie verlangt werden.

Proforma-Formulare für jeden Wahlkreis sind auf der Webseite der Wahlen 2006 an folgender Adresse verfügbar: <http://elections2006.wallonie.be>

Das Kürzel besteht in den Initialbuchstaben entweder der gesamten Wörter oder eines Teils der Wörter, die die Bezeichnung der Kandidatenliste zusammensetzen. Es kann ein Akronym sein. Es kann ein Logogramm umfassen.

Das Kürzel besteht aus höchstens zwölf Buchstaben und/oder Zahlen und höchstens dreizehn Zeichen.

Das Logo ist die graphische Darstellung des Namens der Liste.

(2)

Der Name des Ehepartners oder des verstorbenen Ehepartners kann vor oder nach der Identität der bzw. des verheirateten oder verwitweten Kandidatin bzw. Kandidaten stehen.

Der Geburtsvorname des Kandidaten kann vom gebräuchlichen Vornamen gefolgt werden, soweit er mit einem anderen Kandidaten oder einer auf Ebene des Kreises bekannten Person nicht verwechselt werden kann.

So kann der Kreisvorstand einem Kandidaten erlauben, auf dem Plakat und dem Stimmzettel einen anderen Vornamen zu benutzen, sofern die nachstehenden Regeln beachtet werden:

1° Der Vorname, unter dem der Kandidat tatsächlich bekannt ist, ist nicht sein erster Vorname sondern ein anderer, der auf seiner Geburtsurkunde erwähnt ist: in diesem Fall erwähnt er den vollständigen Vornamen auf seiner Vorschlagsurkunde und gibt seinen Wunsch an, den gewählten Vornamen auf dem Stimmzettel drucken zu lassen;

2° Der Kandidat ist unter der Abkürzung eines seiner auf der Geburtsurkunde erwähnten Vornamen bekannt: z.B., Danny für Daniel; es wird wie für Nr. 1° vorgegangen;

3° Der Vorname, den er auf dem Stimmzettel gedruckt sehen möchte, gehört nicht zu den auf der Geburtsurkunde aufgeführten Vornamen: der Kreisvorstand lässt diesen Vornamen zu auf der Grundlage einer vom Friedensrichter oder einem Notar ausgestellten Offenkundigkeitsurkunde, der Geburtsvorname des Kandidaten wird auf dem Stimmzettel vom gebräuchlichen Vornamen gefolgt.

Es dürfen nur so viele Kandidaten vorgeschlagen werden, wie Ratsmitglieder zu wählen sind.

Ein Kandidat darf nicht auf mehr als einer Liste in der Gemeinde vorgeschlagen werden.

Um zum Gemeinderatsmitglied gewählt werden zu können, muss man:

Spätestens am Tag des Wahlvorschlags Belgier oder Staatsangehöriger eines Mitgliedstaats der europäischen Union sein.

Die Art und Weise, wie die belgische Staatsangehörigkeit erlangt wurde (Geburt, Einbürgerung, Eheschließung, Option), spielt keine Rolle.

Spätestens am Tag der Wahlen das 18. Lebensjahr vollendet haben;

Spätestens bis zum 1. August 2006 im Bevölkerungsregister der Gemeinde eingetragen sein;

Nicht wählbar sind:

1° wem durch Verurteilung das Wählbarkeitsrecht entzogen worden ist,

2° wer in Anwendung der Artikel L4121-2 und 3 vom Wahlrecht ausgeschlossen ist oder dessen Wahlrecht ausgesetzt wurde;

3° Staatsangehörige anderer Mitgliedstaaten der Europäischen Union, denen nach dem Recht ihres Herkunftsmitgliedstaates infolge einer dort verkündeten zivilrechtlichen Einzelfallentscheidung oder strafrechtlichen Entscheidung das Wählbarkeitsrecht aberkannt worden ist;

4° wer unbeschadet der Anwendung der in den Punkten 1° und 2° erwähnten Bestimmungen verurteilt wurde, wenn auch nur mit Aufschub, wegen eines der in den Artikeln 240, 241, 243 und 245 bis 248 des Strafgesetzbuches vorgesehenen Verstöße, der in der Ausübung eines lokalen Amtes begangen wurde, wobei diese Nichtwählbarkeit zwölf Jahre nach der Verurteilung endet.

5° wer wegen im Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen, erwähnter Straftaten oder auf der Grundlage des Gesetzes vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des Zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermords verurteilt worden ist, wobei diese Nichtwählbarkeit achtzehn Jahre nach der Verurteilung endet;

6° wer unbeschadet der Anwendung der in den Nummern 1° und 2° erwähnten Bestimmungen Verwalter einer Vereinigung zur Zeit der Taten war, aufgrund deren er wegen eines der im Gesetz vom 30. Juli 1981 oder im Gesetz vom 23. März 1995 vorgesehenen Verstöße verurteilt wurde, wobei diese Nichtwählbarkeit achtzehn Jahre nach der Verurteilung endet.



Der vorige Absatz wird nicht auf die Verwalter angewandt, die beweisen, dass sie die Tatsachen nicht kannten, auf denen die betroffene Verurteilung fußte, oder dass sie sofort ihre gesamten Ämter innerhalb der besagten juristischen Person niedergelegt haben, sobald sie Kenntnis davon gehabt haben.

7° wer seines Mandats in Anwendung der Artikel L1122-7, § 2 oder L1123-17, § 1 verlustig geworden ist, wobei diese Nichtwählbarkeit sechs Jahre nach der Zustellung des die Amtsaberkenung feststellenden Beschlusses der Regierung oder ihres Beauftragten endet.

8° die Polizeibeamten, gemäß Artikel 127 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes.

(3)

In dieser Spalte geben Sie bitte M für Mann und F für Frau an.

Auf jeder der Listen darf die Differenz zwischen der Anzahl der Kandidaten eines jeden Geschlechts nicht größer als eins sein.

Die ersten zwei Kandidaten dürfen nicht demselben Geschlecht angehören.

B. VORSCHLAGENDE AUSSCHIEDENDE GEMEINDERATSMITGLIEDER.

Nummern	Namen und Vornamen der Vorschlagenden Gemeinderatsmitglieder	Geburts Datum	Geschlecht	Beruf	Hauptwohnsitz und Vollständige Anschrift
1					
2					

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenaushaltungen und der Listenverbindungstabellen beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Provinz: Wahlkanton:

Gemeinde:

**Anlagen zum von ausscheidenden Ratsmitgliedern gemachten Wahlvorschlag**  
**Anlage 1 - Von ausscheidenden Ratsmitgliedern gemachte Wahlvorschlagserklärung**

Der (die) Unterzeichnete,

NAME (in Großbuchstaben): .....

Vornamen: .....

Geschlecht: .....

Geburtsdatum: .....

Hauptwohnsitz: ..... (Straße), ..... (Nummer), ..... (Briefkasten)

..... (Gemeinde), ..... (Postleitzahl)

Erkennungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen: .....

ausscheidendes Gemeinderatsmitglied, erklärt hiermit, dass er (sie) den Wahlvorschlag auf folgender Liste unterstützt:  
..... (Listenkürzel) für die Wahl des Gemeinderats am 8. Oktober 2006.

Eine eventuelle Benennung als Parteizeuge oder als Ersatzzeuge nehme ich an/lehne ich ab (Unzutreffendes bitte streichen).

Zu ....., den ..... 2006,

Laufende Nummer der Erklärung: .....

Unterschrift,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenaushaltungen und der Listenverbindungstabellen beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

## Anlage 2 - Annahmeerklärung

Wir Unterzeichnete, von den ausscheidenden Gemeinderatsmitgliedern, deren Namen in der Wahlvorschlagsurkunde angeführt werden, vorgeschlagene Kandidaten erklären hiermit, die uns angebotenen Kandidaturen anzunehmen.

Im Hinblick auf die Bestimmung der gemeinsamen laufenden Nummer und des geschützten Listenkürzels, die unserer Liste zuzuteilen sind, erklären wir, dass wir uns dem von ..... ("regionale Listennummer") hinterlegten Listenverbindungs-vorschlag anschließen. Dieser Erklärung wird die in Artikel L4142-32 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erwähnte Bescheinigung beigefügt (1) (2).

Zur Bestimmung der laufenden Nummer, die unserer Liste zuzuteilen ist, beantragen wir, dieselbe Nummer zu erhalten, wie diejenige, die der im Hauptort der Provinz in ..... hinterlegten Liste ..... ("provinziale Listennummer") zugeteilt wird. Dieser Erklärung wird die in Artikel L4142-32 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erwähnte Bescheinigung beigefügt (1) (2).

Wir erklären ebenfalls, dass wir Herrn/Frau ....., Wähler(in) (oder Kandidat(in)), als Zeugen/Zeugin und Herrn/Frau ..... Wähler(in) (oder Kandidat(in)), als Ersatzzeugen/Ersatzzeugin benennen, um den Sitzungen des Gemeindevorstands beizuwohnen.

Wir verpflichten uns, die Gesetzesbestimmungen in Bezug auf die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben zu befolgen und diese Ausgaben schriftlich anzumelden, um diese Erklärung innerhalb von dreißig Tagen, die auf das Datum der Wahlen folgen, bei der Kanzlei des Gerichts erster Instanz des Gerichtsbezirks, in dem sich der Gemeindevorstand befindet, zu hinterlegen.

Wir verpflichten uns, bei der Hinterlegung der Aufstellung unserer Ausgaben eine Erklärung in Bezug auf die Herkunft der Geldmittel beizufügen und die Identität der natürlichen Personen zu registrieren, die 125 Euro und mehr gespendet haben.

Innerhalb von 30 Tagen nach dem Datum der Wahlen übergibt der Spitzenkandidat die Aufstellung der Ausgaben für die Wahlwerbung der Liste, sowie die Herkunft der Geldmittel und registriert die Identität der natürlichen Personen, die 125 Euro und mehr gespendet haben.

Wir verpflichten uns, während der Wahlen und während unseres Mandats die demokratischen Grundsätze eines Rechtsstaates sowie die in der Verfassung, in der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten vom 4. November 1950 und im Internationalen Pakt über bürgerliche und politische Rechte vom 19. Dezember 1966 eingetragenen Rechte und Freiheiten zu beachten.

Zu ....., den ..... 2006

Unterschrift der Kandidaten:

Name und Vornamen (3)	Unterschrift	Staatsangehörigkeit (4)	Hauptwohnsitz (4)

Außerdem erklären wir, dass wir in keiner lokalen Gebietskörperschaft der Grundstufe eines anderen Mitgliedstaats der Europäischen Union das Amt oder Mandat auszuüben, das dem eines Gemeinderatsmitglieds, eines Schöffen oder eines Bürgermeisters entspricht, dass wir in keinem anderen Mitgliedstaat der Europäischen Union ein Amt ausüben, das den in Artikel L1125-1, Absatz 1, 1<sup>o</sup> bis 8<sup>o</sup> des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erwähnten Ämtern entspricht und dass uns in unserem Herkunftsland das Wählbarkeitsrecht weder aberkannt, noch dieses Recht ausgesetzt wurde.

Zu ....., den ..... 2006

Unterschrift der Kandidaten (4):

(1) Unzutreffendes bitte streichen.

(2) Dem Namen und Vornamen werden der Vermerk Frau (Fr) oder Herr (Hr) vorangestellt.

(3) Bitte einen Auszug aus dem Wählerregister beifügen, um nachzuweisen, dass die Kandidaten Wähler sind.

(4) Nur von den nichtbelgischen Kandidaten der Europäischen Union auszufüllen und zu unterzeichnen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenauszählungen und der Listenverbindungstabellen beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Anlage 3 - Empfangsbescheinigung

Der Vorsitzende des Gemeindevorstands bescheinigt hiermit, am ..... 2006 eine Wahlvorschlagsurkunde für den Gemeinderat erhalten zu haben, die von (1) ..... hinterlegt wurde

Diese Kandidaten sind: (1)

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

In der Annahmeakte behalten sie sich das Recht vor, sich den in Artikel L4142-26 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (2) vorgesehenen Listenverbindungsvorschlägen anzuschließen oder sich dem Vorschlag zum Erhalt der gleichen laufenden Nummer wie diejenige, die der im Hauptort der Provinz hinterlegten Liste zugeteilt wird, gemäß Artikel L4142-31, § 1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung anzuschließen.

Zu ....., den ..... 2006

Der Vorsitzende,

\_\_\_\_\_

(1) Dem Namen und Vornamen werden der Vermerk Frau (Fr) oder Herr (Hr) vorangestellt.

(2) Unzutreffendes bitte streichen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenaushaltungen und der Listenverbindungstabellen beigelegt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Provinz: Wahldistrikt:

Wahlkanton: Gemeinde:

### Muster 3 - Von Provinzialratswählern gemachter Wahlvorschlag

Wir Unterzeichnete, Provinzialratswähler in der Provinz ....., schlagen die nachfolgend angegebenen Personen als Kandidaten für die am 8. Oktober 2006 festgelegten Provinzialwahlen im Wahldistrikt von ..... vor:

Wir ermächtigen diese Kandidaten, zu erklären, dass sie im Hinblick auf die Sitzverteilung mit Kandidaten von Listen, die in anderen Wahldistrikten vorgeschlagen werden, eine Gruppe bilden (1).

Das Listenkürzel oder Logo ..... muss auf dem Stimmzettel über der Kandidatenliste stehen (2). Dieses Listenkürzel oder Logo bedeutet: .....

Wir benennen Herrn/Frau ..... (Name und Vornamen), wohnhaft in ..... (die vollständige Anschrift des Hauptwohnorts angeben), um in jedem Distrikt zu bescheinigen, dass eine Kandidatenliste von uns anerkannt ist und ermächtigt wird, dieses Listenkürzel zu benutzen. Als Stellvertreter benennen wir ebenfalls Herrn/Frau ....., wohnhaft in ..... (3).

#### A. KANDIDATEN.

Vorschlagsreihenfolge der Kandidaten Laufende Nummer	Name der Kandidaten (2)	Vornamen	Geburtsdatum	Geschlecht (3)	Beruf	National-Register- Nummer	Hauptwohnort und Vollständige Anschrift
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							

Anmerkung: Das Format der Formulare muss den Eigenschaften eines jeden Wahlkreises angepasst werden. So muss (müssen) die Tabelle(n) der Anzahl der in einem gegebenen Wahlkreis zuzuteilenden Sitze angepasst werden. So müssen ebenfalls die Formulare der Wahlvorschlagsklärungen in so vielen Exemplaren benutzt werden wie Unterschriften von vorschlagenden Wählern laut dem Kodex der lokalen Demokratie verlangt werden.

Proforma-Formulare für jeden Wahlkreis sind auf der Webseite der Wahlen 2006 an folgender Adresse verfügbar: <http://elections2006.wallonie.be>

(1) Diesen Satz streichen, wenn von dem Recht, mit anderen Listen eine Gruppe zu bilden, kein Gebrauch gemacht wird.

(2) Das Kürzel besteht in den Initialbuchstaben entweder der gesamten Wörter oder eines Teils der Wörter, die die Bezeichnung der Kandidatenliste zusammensetzen. Es kann ein Akronym sein. Es kann ein Logogramm umfassen.

Das Kürzel besteht aus höchstens zwölf Buchstaben und/oder Zahlen und höchstens dreizehn Zeichen.

Das Logo ist die graphische Darstellung des Namens der Liste.

(3) Diese Angabe ist nur dann auszufüllen, wenn der Wahlvorschlag vor dem Vorsitzenden des Hauptbürovorstands der Provinz stattfindet

(4)

Der Name des Ehepartners oder des verstorbenen Ehepartners kann vor oder nach der Identität der bzw. des verheirateten oder verwitweten Kandidatin bzw. Kandidaten stehen.

Der Geburtsvorname des Kandidaten kann vom gebräuchlichen Vornamen gefolgt werden, soweit er mit einem anderen Kandidaten oder einer auf Ebene des Kreises bekannten Person nicht verwechselt werden kann.

So kann der Kreisvorstand einem Kandidaten erlauben, auf dem Plakat und dem Stimmzettel einen anderen Vornamen zu benutzen, sofern die nachstehenden Regeln beachtet werden:

1° Der Vorname, unter dem der Kandidat tatsächlich bekannt ist, ist nicht sein erster Vorname sondern ein anderer, der auf seiner Geburtsurkunde erwähnt ist: in diesem Fall erwähnt er den vollständigen Vornamen auf seiner Vorschlagsurkunde und gibt seinen Wunsch an, den gewählten Vornamen auf dem Stimmzettel drucken zu lassen;

2° Der Kandidat ist unter der Abkürzung eines seiner auf der Geburtsurkunde erwähnten Vornamen bekannt: z.B., Danny für Daniel; es wird wie für Nr. 1° vorgegangen;

3° Der Vorname, den er auf dem Stimmzettel gedruckt sehen möchte, gehört nicht zu den auf der Geburtsurkunde aufgeführten Vornamen: der Kreisvorstand lässt diesen Vornamen zu auf der Grundlage einer vom Friedensrichter oder einem Notar ausgestellten Offenkundigkeitsurkunde, der Geburtsvorname des Kandidaten wird auf dem Stimmzettel vom gebräuchlichen Vornamen gefolgt.

Es dürfen nur so viele Kandidaten vorgeschlagen werden, wie Sitze im Wahldistrikt zuzuteilen sind.

Ein Kandidat darf nicht auf mehr als einer Liste in der Provinz vorgeschlagen werden.

Um zum Provinzialratsmitglied gewählt werden zu können, muss man:

Spätestens am Tag der Wahlvorschläge Belgier sein;

Die Art und Weise, wie die belgische Staatsangehörigkeit erlangt wurde (Geburt, Einbürgerung, Eheschließung, Option), spielt keine Rolle.

Spätestens am Tag der Wahlen das 18. Lebensjahr vollendet haben;

Spätestens bis zum 1. August 2006 im Bevölkerungsregister einer Gemeinde der Provinz eingetragen sein;

Nicht wählbar sind:

1° wem durch Verurteilung das Wählbarkeitsrecht entzogen worden ist,

2° wer in Anwendung der Artikel L4121-2 und 3 vom Wahlrecht ausgeschlossen ist oder dessen Wahlrecht ausgesetzt wurde;

3° wer unbeschadet der Anwendung der in den Punkten 1° und 2° erwähnten Bestimmungen verurteilt wurde, wenn auch nur mit Aufschub, wegen eines der in den Artikeln 240, 241, 243 und 245 bis 248 des Strafgesetzbuches vorgesehenen Verstöße, der in der Ausübung eines lokalen Amtes begangen wurde, wobei diese Nichtwählbarkeit zwölf Jahre nach der Verurteilung endet.

4° wer wegen im Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen, erwähnter Straftaten oder auf der Grundlage des Gesetzes vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des Zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermords verurteilt worden ist, wobei diese Nichtwählbarkeit achtzehn Jahre nach der Verurteilung endet;

5° wer unbeschadet der Anwendung der in den Nummern 1° und 2° erwähnten Bestimmungen Verwalter einer Vereinigung zur Zeit der Taten war, aufgrund deren er wegen eines der im Gesetz vom 30. Juli 1981 oder im Gesetz vom 23. März 1995 vorgesehenen Verstöße verurteilt wurde, wobei diese Nichtwählbarkeit achtzehn Jahre nach der Verurteilung endet.

Der vorige Absatz wird nicht auf die Verwalter angewandt, die beweisen, dass sie die Tatsachen nicht kannten, auf denen die betroffene Verurteilung fußte, oder dass sie sofort ihre gesamten Ämter innerhalb der besagten juristischen Person niedergelegt haben, sobald sie Kenntnis davon gehabt haben.

6° wer seines Mandats in Anwendung der Artikel L2212-7, § 2 oder L2212-45, § 3 verlustig geworden ist, wobei diese Nichtwählbarkeit sechs Jahre nach der Zustellung des die Amtsaberkenung feststellenden Beschlusses der Regierung oder ihres Beauftragten endet.

7° die Polizeibeamten, gemäß Artikel 127 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes.

8° Die Mitglieder der Abgeordnetenkommission, des Senats, des Europäischen Parlaments, des Parlaments einer Region oder Gemeinschaft;

9° die Minister und Staatssekretäre der Föderalregierung;

10° die Mitglieder einer Regional- bzw. Gemeinschaftsregierung;

11° die Europäischen Kommissare.

(5)

In dieser Spalte geben Sie bitte M für Mann und F für Frau an.

Auf jeder der Listen darf die Differenz zwischen der Anzahl der Kandidaten eines jeden Geschlechts nicht größer als eins sein.

Die ersten zwei Kandidaten dürfen nicht demselben Geschlecht angehören.

**B. VORSCHLAGENDE WÄHLER.**

Bedingungen:

Jeder Wähler, der einen Vorschlag macht, muss die diesem Formular beigefügte Erklärung ausfüllen und unterzeichnen. Jede individuelle Erklärung wird nummeriert und muss bei der Hinterlegung dieses Wahlvorschlagsformulars beim Wahlvorstand des Distrikts beigefügt werden.

Wahlvorschläge müssen mindestens von 50 Provinzialratswählern unterzeichnet werden.

Um Wähler zu sein, sind vier Bedingungen zu erfüllen:

Spätestens am Wahltag Belgier sein;

Spätestens am Wahltag das achtzehnte Lebensjahr vollendet haben;

Im Bevölkerungsregister einer Gemeinde des Distrikts eingetragen sein;

Sich spätestens am Wahltag in keinem der in den Artikeln L4121-2 und 3 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung vorgesehenen Ausschluss- oder Aussetzungsfälle befinden.

Zu einer Kriminalstrafe (lebenslange Haft, Zwangsarbeit, Haft und Inhaftierung) Verurteilte sind endgültig vom Wahlrecht ausgeschlossen.

Es fallen unter die Aussetzung des Wahlrechts:

wer gerichtlich entmündigt ist und wer unter verlängerte Minderjährigkeit gestellt ist (Artikel 489 bis 515 des Zivilgesetzbuches);

wer zu einer Gefängnisstrafe von mehr als vier Monaten verurteilt wurde, vorausgesetzt, dass die Strafe ohne Aufschub verhängt worden ist und gegen diese Strafe keine Berufung mehr eingelegt werden kann;

wer der Regierung durch Internierung zur Verfügung gestellt wurde.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenaushaltungen und der Listenverbindungstabellen beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Provinz: Wahldistrikt:

Wahlkanton: Gemeinde:

### Anlagen zum von Provinzialratswählern gemachten Wahlvorschlag

#### Anlage 1 - Von einem Wähler abgegebene Wahlvorschlagserklärung

Der/die Unterzeichnete,

NAME (in Großbuchstaben): .....

Vornamen: .....

Geschlecht: .....

Beruf: .....

Geburtsdatum: ...../...../.....

Hauptwohnsitz: ..... (Straße) ..... (Nummer), ..... (Briefkasten),

..... (Gemeinde) ..... (Postleitzahl)

Erkennungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen: .....

eingetragen im Wählerregister der Gemeinde ....., bestätigt hiermit, den Wahlvorschlag folgender Liste:  
.....

..... (Listenkürzel) für die Wahl des Provinzialrats am 8. Oktober 2006 zu unterstützen.

Eine eventuelle Benennung als Parteizeuge oder als Ersatzzeuge nehme ich an/lehne ich ab (Unzutreffendes bitte streichen).

Zu ....., den ..... 2006

Laufende Nummer der Erklärung: .....

Unterschrift,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenausschüttungen und der Listenverbindungstabellen beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

**Anlage 2 - Erklärung zur Annahme von Kandidaturen**

Wir Unterzeichnete, von den unterzeichnenden Wählern am ..... 2006 für den Provinzialrat vorgeschlagene Kandidaten, erklären hiermit, die uns angebotenen Kandidaturen anzunehmen.

Im Hinblick auf die Bestimmung der gemeinsamen laufenden Nummer und des geschützten Listenkürzels, die unserer Liste zuzuteilen sind, erklären wir, dass wir uns dem von ..... ("regionale Listennummer") hinterlegten Listenverbindungs-vorschlag anschließen. Dieser Erklärung wird die in Artikel L4142-29 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erwähnte Bescheinigung beigefügt (1) (3).

Zur Bestimmung der laufenden Nummer, die unserer Liste zuzuteilen ist, beantragen wir, dieselbe Nummer zu erhalten, wie diejenige, die der im Hauptort der Provinz in ..... hinterlegten Liste ..... ("provinziale Listennummer") zugeteilt wird. Dieser Erklärung wird die in Artikel L4142-31 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung erwähnte Bescheinigung beigefügt (1) (3).

Wir behalten uns das Recht vor, zu erklären, dass wir im Hinblick auf die Sitzverteilung mit Kandidaten der in den anderen Wahldistrikten des Bezirks vorgeschlagenen Listen eine Gruppe bilden (2).

Wir erklären:

1. ....
2. ....
3. ....

Wähler, die die Vorschlagsurkunde unserer Kandidaturen unterzeichnet haben, zu ermächtigen, diese Urkunde zu hinterlegen.

Wir erklären ebenfalls, dass wir Herrn/Frau ....., Wähler(in) (oder Kandidat(in)) als Zeugen/Zeugin und Herrn/Frau ....., Wähler(in) (oder Kandidat(in)) als Ersatzzeugen/Ersatzzeugin zu benennen, um den Sitzungen des Distriktvorstands beizuwohnen, sowie an den von jedem Kantonvorstand nach der Wahl durchzuführenden Verrichtungen teilzunehmen. Folgende Zeugen werden benannt (3):

KANTONE	ZEUGEN	ERSATZZEUGEN

Wir verpflichten uns, die Gesetzesbestimmungen in Bezug auf die Einschränkung und Kontrolle der Wahlausgaben zu befolgen und diese Ausgaben schriftlich anzumelden, um diese Erklärung innerhalb von dreißig Tagen, die auf das Datum der Wahlen folgen, bei der Kanzlei des Gerichts erster Instanz des Gerichtsbezirks, in dem sich der Distriktvorstand befindet, zu hinterlegen.

Wir verpflichten uns, bei der Hinterlegung der Aufstellung unserer Ausgaben eine Erklärung in Bezug auf die Herkunft der Geldmittel beizufügen und die Identität der natürlichen Personen zu registrieren, die 125 Euro und mehr gespendet haben.

Innerhalb von 30 Tagen nach dem Datum der Wahlen übergibt der Spitzenkandidat die Aufstellung der Ausgaben für die Wahlwerbung der Liste, sowie die Herkunft der Geldmittel und registriert die Identität der natürlichen Personen, die 125 Euro und mehr gespendet haben.

Wir verpflichten uns, während der Wahlen und während unseres Mandats die demokratischen Grundsätze eines Rechtsstaates sowie die in der Verfassung, in der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten vom 4. November 1950 und im Internationalen Pakt über bürgerliche und politische Rechte vom 19. Dezember 1966 eingetragenen Rechte und Freiheiten zu beachten.

Zu ....., den ..... 2006

Unterschrift der Kandidaten:

Name und Vornamen (4)	Unterschrift	Name und Vornamen (4)	Unterschrift

(1) Unzutreffendes bitte streichen.

(2) Diesen Satz streichen, wenn von dem Recht, mit anderen Listen eine Gruppe zu bilden, kein Gebrauch gemacht wird.

(3) Dem Namen und Vornamen werden der Vermerk Frau (Fr) oder Herr (Hr) vorangestellt.

(4) Bitte einen Auszug aus dem Wählerregister beifügen, um nachzuweisen, dass die Kandidaten Wähler sind.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenaushaltungen und der Listenverbindungstabellen beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD





Provinz: Wahldistrikt:  
Wahlkanton: Gemeinde:

#### Muster 4 - Von ausscheidenden Ratsmitgliedern gemachter Wahlvorschlag

Wir Unterzeichnete, ausscheidende Provinzialratsmitglieder, schlagen die nachfolgend angegebenen Personen als Kandidaten für die am 8. Oktober 2006 festgelegten Provinzialwahlen im Wahldistrikt von ..... vor:

Wir ermächtigen diese Kandidaten, zu erklären, dass sie im Hinblick auf die Sitzverteilung mit Kandidaten von Listen, die in anderen Wahldistrikten vorgeschlagen werden, eine Gruppe bilden.

Das Listenkürzel oder Logo ..... (2) muss auf dem Stimmzettel über der Kandidatenliste stehen.

Dieses Listenkürzel oder Logo bedeutet: .....

Wir benennen Herrn/Frau ..... (Name und Vornamen), wohnhaft in ..... (die vollständige Anschrift des Hauptwohnorts angeben), um in jedem Distrikt zu bescheinigen, dass eine Kandidatenliste von uns anerkannt ist und ermächtigt wird, dieses Listenkürzel zu benutzen. Als Stellvertreter benennen wir ebenfalls Herrn/Frau ....., wohnhaft in .....

Wir benennen die Kandidaten, Herrn/Frau .....,

und Herrn/Frau .....

um diese Urkunde zu hinterlegen.

#### A. KANDIDATEN.

Vorschlagsreihenfolge der Kandidaten Laufende Nummer	Name der Kandidaten (2)	Vornamen	Geburtsdatum	Geschlecht (3)	Beruf	National-Register- Nummer	Hauptwohnort und Vollständige Anschrift
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							

Anmerkung: Das Format der Formulare muss den Eigenschaften eines jeden Wahlkreises angepasst werden. So muss (müssen) die Tabelle(n) der Anzahl der in einem gegebenen Wahlkreis zuzuteilenden Sitze angepasst werden. So müssen ebenfalls die Formulare der Wahlvorschlagserklärungen in so vielen Exemplaren benutzt werden wie Unterschriften von vorschlagenden Wählern laut dem Kodex der lokalen Demokratie verlangt werden.

Proforma-Formulare für jeden Wahlkreis sind auf der Webseite der Wahlen 2006 an folgender Adresse verfügbar: <http://elections2006.wallonie.be>

(1) Diesen Satz streichen, wenn von dem Recht, mit anderen Listen eine Gruppe zu bilden, kein Gebrauch gemacht wird.

(2) Das Kürzel besteht in den Initialbuchstaben entweder der gesamten Wörter oder eines Teils der Wörter, die die Bezeichnung der Kandidatenliste zusammenstellen. Es kann ein Akronym sein. Es kann ein Logogramm umfassen.

Das Kürzel besteht aus höchstens zwölf Buchstaben und/oder Zahlen und höchstens dreizehn Zeichen.

Das Logo ist die graphische Darstellung des Namens der Liste.

(3) Diese Angabe ist nur dann auszufüllen, wenn der Wahlvorschlag vor dem Vorsitzenden des Hauptbürovorstands der Provinz stattfindet (4)

Der Name des Ehepartners oder des verstorbenen Ehepartners kann vor oder nach der Identität der bzw. des verheirateten oder verwitweten Kandidatin bzw. Kandidaten stehen.

Der Geburtsvorname des Kandidaten kann vom gebräuchlichen Vornamen gefolgt werden, soweit er mit einem anderen Kandidaten oder einer auf Ebene des Kreises bekannten Person nicht verwechselt werden kann.

So kann der Kreisvorstand einem Kandidaten erlauben, auf dem Plakat und dem Stimmzettel einen anderen Vornamen zu benutzen, sofern die nachstehenden Regeln beachtet werden:

1° Der Vorname, unter dem der Kandidat tatsächlich bekannt ist, ist nicht sein erster Vorname sondern ein anderer, der auf seiner Geburtsurkunde erwähnt ist: in diesem Fall erwähnt er den vollständigen Vornamen auf seiner Vorschlagsurkunde und gibt seinen Wunsch an, den gewählten Vornamen auf dem Stimmzettel drucken zu lassen;

2° Der Kandidat ist unter der Abkürzung eines seiner auf der Geburtsurkunde erwähnten Vornamen bekannt: z.B., Danny für Daniel; es wird wie für Nr. 1° vorgegangen;

3° Der Vorname, den er auf dem Stimmzettel gedruckt sehen möchte, gehört nicht zu den auf der Geburtsurkunde aufgeführten Vornamen: der Kreisvorstand lässt diesen Vornamen zu auf der Grundlage einer vom Friedensrichter oder einem Notar ausgestellten Offenkundigkeitsurkunde, der Geburtsvorname des Kandidaten wird auf dem Stimmzettel vom gebräuchlichen Vornamen gefolgt.

Es dürfen nur so viele Kandidaten vorgeschlagen werden, wie Sitze im Wahldistrikt zuzuteilen sind.

Ein Kandidat darf nicht auf mehr als einer Liste in der Provinz vorgeschlagen werden.

Um zum Provinzialratsmitglied gewählt werden zu können, muss man:

Spätestens am Tag der Wahlvorschläge Belgier sein;

Die Art und Weise, wie die belgische Staatsangehörigkeit erlangt wurde (Geburt, Einbürgerung, Eheschließung, Option), spielt keine Rolle.

Spätestens am Tag der Wahlen das 18. Lebensjahr vollendet haben;

Spätestens bis zum 1. August 2006 im Bevölkerungsregister einer Gemeinde der Provinz eingetragen sein.

Nicht wählbar sind:

1° wem durch Verurteilung das Wählbarkeitsrecht entzogen worden ist,

2° wer sich in Anwendung der Artikel L4122-2 und 3 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung in einem der Fälle des Ausschlusses vom Wahlrecht bzw. der Aussetzung des Wahlrechts befindet.

3° wer unbeschadet der Anwendung der in den Punkten 1° und 2° erwähnten Bestimmungen verurteilt wurde, wenn auch nur mit Aufschub, wegen eines der in den Artikeln 240, 241, 243 und 245 bis 248 des Strafgesetzbuches vorgesehenen Verstöße, der in der Ausübung eines lokalen Amtes begangen wurde, wobei diese Nichtwählbarkeit zwölf Jahre nach der Verurteilung endet.

4° wer wegen im Gesetz vom 30. Juli 1981 zur Ahndung bestimmter Taten, denen Rassismus oder Xenophobie zugrunde liegen, erwähnter Straftaten oder auf der Grundlage des Gesetzes vom 23. März 1995 zur Ahndung der Leugnung, Verharmlosung, Rechtfertigung oder Billigung des während des Zweiten Weltkriegs vom deutschen nationalsozialistischen Regime verübten Völkermords verurteilt worden ist, wobei diese Nichtwählbarkeit achtzehn Jahre nach der Verurteilung endet;

5° wer unbeschadet der Anwendung der in den Nummern 1° und 2° erwähnten Bestimmungen Verwalter einer Vereinigung zur Zeit der Taten war, aufgrund deren er wegen eines der im Gesetz vom 30. Juli 1981 oder im Gesetz vom 23. März 1995 vorgesehenen Verstöße verurteilt wurde, wobei diese Nichtwählbarkeit achtzehn Jahre nach der Verurteilung endet.

Der vorige Absatz wird nicht auf die Verwalter angewandt, die beweisen, dass sie die Tatsachen nicht kannten, auf denen die betroffene Verurteilung fußte, oder dass sie sofort ihre gesamten Ämter innerhalb der besagten juristischen Person niedergelegt haben, sobald sie Kenntnis davon gehabt haben.

6° wer seines Mandats in Anwendung der Artikel L2212-7, § 2 oder L2212-45, § 3 verlustig geworden ist, wobei diese Nichtwählbarkeit sechs Jahre nach der Zustellung des die Amtsaberkenung feststellenden Beschlusses der Regierung oder ihres Beauftragten endet.

7° die Polizeibeamten, gemäß Artikel 127 des Gesetzes vom 7. Dezember 1998 zur Organisation eines auf zwei Ebenen strukturierten integrierten Polizeidienstes.

8° Die Mitglieder der Abgeordnetenkammer, des Senats, des Europäischen Parlaments, des Parlaments einer Region oder Gemeinschaft;

9° die Minister und Staatssekretäre der Föderalregierung;

10° die Mitglieder einer Regional- bzw. Gemeinschaftsregierung;

11° die Europäischen Kommissare.

(5)

In dieser Spalte geben Sie bitte M für Mann und F für Frau an.

Auf jeder der Listen darf die Differenz zwischen der Anzahl der Kandidaten eines jeden Geschlechts nicht größer als eins sein.

Die ersten zwei Kandidaten dürfen nicht demselben Geschlecht angehören.

#### B. Vorschlagende ausscheidende Provinzialratsmitglieder

Nummern	Namen und Vornamen der Vorschlagenden Gemeinderatsmitglieder	Geburts Datum	Geschlecht	Beruf	Hauptwohnsitz und Vollständige Anschrift
1					
2					
3					

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenaushaltungen und der Listenverbindungstabellen beigelegt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

Provinz: Wahldistrikt:  
Wahlkanton: Gemeinde.

#### Anlagen zum von ausscheidenden Ratsmitgliedern gemachten Wahlvorschlag

##### Anlage 1 - Von ausscheidenden Mitgliedern des Provinzialrats gemachte Wahlvorschlagserklärung

Der (die) Unterzeichnete,

NAME (in Großbuchstaben): .....

Vornamen: .....

Geschlecht: .....

Geburtsdatum: .....

Hauptwohnsitz: ..... (Straße), ..... (Nummer), ..... (Briefkasten)

..... (Gemeinde), ..... (Postleitzahl)

Erkennungsnummer im Nationalregister der natürlichen Personen: .....

ausscheidendes Provinzialratsmitglied, erklärt hiermit, dass er (sie) den Wahlvorschlag auf folgender Liste unterstützt: ..... (Listenkürzel) für die Wahl des Provinzialrats am 8. Oktober 2006.

Eine eventuelle Benennung als Parteizeuge oder als Ersatzzeuge nehme ich an / lehne ich ab (Unzutreffendes bitte streichen).

Zu....., den ..... 2006,

Laufende Nummer der Erklärung: .....

Unterschrift,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenaushaltungen und der Listenverbindungstabellen beigelegt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD



**Anlage 3 - Empfangsbescheinigung**

Der Vorsitzende des Distriktvorstands bescheinigt hiermit, am ..... 2006 eine Wahlvorschlagsurkunde für den Provinzialrat erhalten zu haben, die von (1) ..... hinterlegt wurde

Diese Kandidaten sind: (1)

.....  
 .....  
 .....

In besagter Urkunde behalten sich die Kandidaten das Recht vor, mit einer der in anderen Wahldistrikten des Bezirks vorgeschlagenen Listen eine Gruppe zu bilden (2).

In der Annahmeakte behalten sie sich das Recht vor, sich den in Artikel L4142-26 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (2) vorgesehenen Listenverbindungsvorschlägen anzuschließen oder sich dem Vorschlag zum Erhalt der gleichen laufenden Nummer wie diejenige, die der im Hauptort der Provinz hinterlegten Liste zugeteilt wird, gemäß Artikel L4142-31 § 1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung anzuschließen.

Zu ....., den ..... 2006

Der Vorsitzende,

(1) Dem Namen und Vornamen werden der Vermerk Frau (Fr) oder Herr (Hr) vorangestellt.

(2) Unzutreffendes bitte streichen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenaushaltungen und der Listenverbindungstabellen beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Provinz: Wahldistrikt:

**Muster 5 - Benennung des Sekretärs und der Beisitzer des Distriktvorstands**

Sehr geehrte Dame, sehr geehrter Herr,

Ich habe die Ehre, Sie davon in Kenntnis zu setzen, dass ich Sie zur Ausübung des Amtes eines Sekretärs / Beisitzers / Ersatzbeisitzers (Unzutreffendes bitte streichen) im Distriktvorstand mit Tagungsort in ..... benannt habe. Sie werden gebeten, am Montag den 11. September 2006 (siebenundzwanzigster Tag vor der Wahl) um 16 Uhr am Sitz dieses Vorstands vorstellig zu werden, um an der Sitzung zum vorläufigen Abschluss der Kandidatenlisten teilzunehmen.

Anschließend haben Sie der Sitzung zum endgültigen Abschluss der Listen, die am Mittwoch den 13. September 2006 (fünfundzwanzigster Tag vor der Wahl) um 16 Uhr abgehalten wird, und den weiteren Sitzungen, deren Daten und Uhrzeiten Ihnen noch mitgeteilt werden, beizuwohnen. Haben Sie bitte Ihre Kontonummer zur Hand, damit Ihnen nach den Wahlen Ihre Anwesenheitsvergütung ausgezahlt werden kann.

Ich möchte Sie bitten, mir die beigefügte, ordnungsgemäß unterzeichnete Empfangsbestätigung zurückzusenden oder mir innerhalb von achtundvierzig Stunden Ihre Entschuldigungsgründe zur Kenntnis zu bringen.

Zu ....., den ..... 2006

Der Vorsitzende,

## Auszug aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung

KAPITEL V — *Bestimmung der Wahlvorstände*

## Abschnitt 1 — Wahlvorstände

**Artikel L4125-1 - § 1.** Ein Wahlvorstand setzt sich aus einem Vorsitzenden, einem Sekretär ohne beschließende Stimme, aus Beisitzern und Ersatzbeisitzern zusammen.

(...)

§ 3. Man unterscheidet zwischen den Kreisvorständen, den Kantonsvorständen, den Wahlvorständen und den Zählvorständen.

Für jede Vorstandskategorie wird die Anzahl Beisitzer und Ersatzbeisitzer folgendermaßen festgelegt:

1° der Kreisvorstand, der Kantonsvorstand, der Wahlvorstand und der Provinzialzählvorstand zählen vier Beisitzer und vier Ersatzbeisitzer;

(...)

Die Kreisvorstände legen die Kandidatenliste fest und bearbeiten die diesbezüglichen Streitigkeiten, stellen die Stimmzettel auf und lassen diese drucken.

Am Wahltag sind sie damit beauftragt, die abschließende Totalisierung, die Sitzverteilung und die Bezeichnung der Gewählten für ihren Kreis vorzunehmen.

(...)

§ 4 - Kein Kandidat darf dem Wahlvorstand angehören. Die Kandidaten und Kandidatenlisten können Zeugen bezeichnen, um die Verrichtungen des Vorstands nach den in Artikel L4134-1 erwähnten Modalitäten zu kontrollieren.

Das Amt eines Provinzialgreffiers, eines Provinzialeinnehmers, eines Gemeindesekretärs und eines Gemeindeeinnehmers ist unvereinbar mit dem Amt des Vorsitzenden, eines Beisitzers oder Ersatzbeisitzers eines Kreisvorstandes.

Das Gleiche gilt ebenfalls für die Bekleidung eines politischen Mandats und die Aufgabe als Zeuge.

## Abschnitt 2 — Kreisvorstände

## Unterabschnitt 1 — Distriktvorstände

**Artikel L4125-2 - § 1 -** Am Hauptort jedes Wahldistrikts wird ein Distriktvorstand genannter Kreisvorstand für die Provinzialwahl gebildet.

§ 2 - Der Präsident des Gerichts erster Instanz oder der Magistrat, der ihn ersetzt, führt den Vorsitz des Distriktvorstandes, falls der Hauptort des Distrikts ebenfalls Hauptort des Gerichtsbezirks ist. In den anderen Fällen führt der Friedensrichter oder sein Stellvertreter den Vorsitz des Distriktvorstandes.

Der Vorsitzende des Distriktvorstandes bezeichnet die Mitglieder seines Vorstandes unter den Wählern des Distrikts und bildet seinen Vorstand am in Artikel L4142-11 § 1 vorgesehenen Datum.

Der Distriktvorstand tagt an einer durch seinen Vorsitzenden bestimmten Stelle, die dieser bekanntgibt.

(...)

§ 6 - Der Distriktvorstand ist ausschließlich mit den Verrichtungen vor der Wahl und mit der allgemeinen Stimmenauszählung auf Ebene des Distrikts beauftragt.

Der Vorsitzende des Distriktvorstands überwacht sämtliche Verrichtungen im Wahldistrikt und schreibt falls notwendig Dringlichkeitsmaßnahmen vor, die aufgrund der Umstände erforderlich sein könnten. Er bezeichnet die Vorsitzenden der Gemeindevorstände.

§ 7 - Der Distriktvorstand, der am Hauptort des Bezirks tagt, wird als Zentralwahlvorstand des Bezirks bezeichnet und zusätzlich zu seinen Aufgaben als Kreisvorstand mit den zusätzlichen Aufgaben, die in Artikel L4142-34 bis 36 über die Listengruppierungserklärung und die Listenverbindung festgelegt werden, beauftragt.

Der Distriktvorstand, der in der Provinzhauptstadt tagt, wird als Hauptwahlvorstand der Provinz bezeichnet und zusätzlich zu seinen Aufgaben als Kreisvorstand und/oder seinen Aufgaben als Zentralwahlvorstand des Bezirks, mit den zusätzlichen Aufgaben, die in Artikel L4142-26 bis 28 über die Listenverbindung und die Auslosung festgelegt werden, beauftragt.

KAPITEL V — *Wahlkosten*

**Artikel L4135-1 -** Die Mitglieder der Wahlvorstände erhalten Anwesenheitsgeld, dessen Betrag durch die Regierung festgelegt wird. Der Betrag der Entschädigungen sowie irgendwelcher Vorteile, auf die sie Anspruch erheben könnten, wird ebenfalls durch die Regierung festgelegt.

Die Mitglieder der Wahlvorstände dürfen Anspruch auf die Vergütung ihrer Fahrtkosten erheben.

## EMPFANGSBESTÄTIGUNG

An Herrn, Frau .....

Vorsitzende(n) des Distriktvorstands von ..... zurückzusenden.

Anschrift: .....

N.B.: Der Briefwechsel der Vorsitzenden untereinander und mit dem Friedensrichter, den Beisitzern, den Ersatzbeisitzern und den Sekretären der Wahlvorstände kann gebührenfrei erfolgen. Der Vermerk "WAHLGESETZ" ist über der Anschrift anzubringen. Diese Post muss ebenfalls die Eigenschaft des Empfängers und des Absenders außen angeben und von letzterem gegengezeichnet werden.

Der / die Unterzeichnete, ....., benannt, um das Amt des Sekretärs / Beisitzers / Ersatzbeisitzers (Unzutreffendes bitte streichen) des Wahlbürovorstands Nr. .... mit Sitz in ..... auszuüben, erklärt hiermit, das Schreiben des Vorsitzenden des Gemeindevorstands am ..... erhalten zu haben, in dem er/sie von seiner/ihrer Benennung in Kenntnis gesetzt wurde.

Zu ....., den ..... 2006

Unterschrift,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenauszählungen und der Listenverbindungstabellen beigelegt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Provinz: Wahldistrikt:

Wahlkanton:

### Muster 6 - Benennung von Rechts wegen des Vorsitzenden des Kantonvorstands

Sehr geehrte Dame, sehr geehrter Herr,

Laut Artikel L4125-7 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung werden Sie dazu berufen, den Vorsitz des Kantonvorstands von ..... zu übernehmen.

In Ausführung des Artikels L4125-7 § 1 des Kodex haben Sie so schnell wie möglich die Beisitzer, Ersatzbeisitzer und den Sekretär zu benennen, die in Ihrem Vorstand sitzen werden.

Gemäß Artikel L4125-8 des Kodex steht es Ihnen ebenfalls zu, spätestens zum 25. September 2006 folgende Personen zu benennen:

1° die Vorsitzenden der Zählbürovorstände, die mit der Auszählung der Stimmzettel für die Provinzialwahlen beauftragt sind;

3° die Beisitzer dieser Zählbürovorstände.

Sobald die Vorstände gebildet sind, muss die Liste mit ihrer Zusammensetzung sorgfältig von Ihnen aufgestellt werden.

Eine Abschrift dieser Listen wird sofort von Ihnen an mich selbst und an den Bürgermeister der Gemeinde gerichtet, damit sie beim Gemeindesekretariat von der Öffentlichkeit eingesehen werden kann. Außerdem haben Sie Abschriften dieser Listen jeder Person auszugeben, die dies mindestens fünfzehn Tage vor den Wahlen beantragt hat, wobei der Preis eines Exemplars 2,48 Euro nicht überschreiten darf.

Wenden Sie sich bitte an die Vorsitzenden der Gemeindevorstände der Gemeinden Ihres Kantons, um die Verzeichnisse bezüglich der Wähler zu erhalten, die in das Amt des Vorsitzenden eines Zählbürovorstands eingesetzt werden können, sowie derjenigen, die als Beisitzer oder Ersatzbeisitzer eines Zählbürovorstands benannt werden können.

In Übereinstimmung mit Art. L4125-10 und 14 des Kodex werden Sie den Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände an einem von Ihnen frei festgelegten Tag, der jedoch nicht nach dem 2. Oktober 2006 liegen darf, eine Ausbildung geben müssen.

Ich möchte Sie bitten, die beigefügte, ordnungsgemäß unterzeichnete Empfangsbescheinigung zurückzusenden.

Zu ....., den ..... 2006

Der Vorsitzende des Distriktvorstands,

Auszüge aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung

**Artikel L4125-1 - § 1** - Ein Wahlvorstand setzt sich aus einem Vorsitzenden, einem Sekretär ohne beschließende Stimme, aus Beisitzern und Ersatzbeisitzern zusammen.

(...)

§ 3. - Man unterscheidet zwischen den Kreisvorständen, den Kantonsvorständen, den Wahlvorständen und den Zählvorständen.

Für jede Vorstandskategorie wird die Anzahl Beisitzer und Ersatzbeisitzer folgendermaßen festgelegt:

1° der Kreisvorstand, der Kantonsvorstand, der Wahlvorstand und der Provinzialzählvorstand zählen vier Beisitzer und vier Ersatzbeisitzer;

(...)

**Artikel L4125-5 - § 1** - Spätestens am 1. September benennt der Vorsitzende des Gemeindevorstands die Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände sowie die Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Gemeindeauszählung unter den jüngsten Wählern der Gemeinde, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, in der in Artikel 4125-3 § 2 bestimmten Reihenfolge.

§ 2 - Am selben Datum bezeichnet er die Beisitzer der Wahlbürovorstände unter den jüngsten Wählern der Gemeinde, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, in die die in Artikel L4125-3 § 2 vorgesehenen Bedingungen erfüllen. Hinzukommen die Personen, die Inhaber eines Amtes der Stufe C, das der Wallonischen Region untersteht, oder eines entsprechenden Amtes in den im Punkt 6° desselben Paragraphen vorgesehenen Verwaltungen oder Einrichtungen sind oder anderswo ein entsprechendes Amt ausüben.

§ 3 - Die Vorsitzenden, Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Wahl- und Zählbürovorstände werden unter den Wählern bezeichnet, die in den in Artikel L4122-7 § 1 1° und 2° vorgesehenen Verzeichnissen aufgeführt sind.

§ 4 - Sofort nach diesen Bezeichnungen übermittelt der Vorsitzende des Gemeindevorstandes dem Vorsitzenden des Kantonsvorstandes die vorerwähnten Verzeichnisse nach der Streichung des Namens der gemäß §§ 1 und 2 bezeichneten Personen.

§ 5 - Innerhalb von achtundvierzig Stunden teilt der Vorsitzende des Gemeindevorstandes den Betroffenen die Bezeichnungen per Einschreibebrief mit und fordert sie auf, ihr Amt an den festgelegten Daten und Orten auszuüben.

Bei dieser Gelegenheit teilt er den Vorsitzenden der Wahlbürovorstände mit, an welchem Ort der Zählbürovorstand, der die Stimmzettel ihres Wahlbüros entgegennehmen muss, tagen wird. Der Vorsitzende des Gemeindevorstandes setzt ebenfalls die Vorsitzenden der Zählbürovorstände von der Auswahl der Wahlbürovorstände, deren Auszählung sie vornehmen müssen, in Kenntnis.

Nach den in Artikel L4125-3 § 2 und in § 1 des vorliegenden Artikels vorgesehenen Modalitäten ersetzt er in kürzester Frist diejenigen, die ihm binnen drei Tagen nach Erhalt der Mitteilung ihrer Bezeichnung einen triftigen Verhinderungsgrund mitgeteilt haben.

§ 6 - Wer sich der in §§ 1 und 2 vorgesehenen Benennung ohne triftigen Grund entzieht oder durch sein Verschulden, seine Unvorsichtigkeit oder seine Nachlässigkeit die ihm anvertraute Aufgabe in irgendeiner Weise gefährdet, wird mit einer Geldstrafe von fünfzig bis zweihundert Euro belegt.

§ 7 - Er übermittelt unmittelbar den Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände der Gemeinden, dem Vorsitzenden des Distrikt- und Kantonsvorstandes und dem Gemeindegremium, die Tabelle, die die Zusammensetzung des Gemeindevorstands, der Wahlvorstände sowie der Zählbürovorstände der Gemeinden enthält.

Diese Tabelle wird gemäß dem von der Regierung festgelegten Muster aufgestellt.

Das Gemeindegremium sorgt dafür, dass die Tabelle, die er erhalten hat, durch Anschlag von jedem eingesehen werden kann.

Er übermittelt unverzüglich der Regierung oder ihrem Beauftragten ein Exemplar davon.

§ 8 - Der Vorsitzende des Gemeindevorstands stellt jeder Person, die dies mindestens fünfzehn Tage vor der Wahl beantragt hat, Abschriften der Tabelle der Mitglieder der Wahl- und Zählbürovorstände der Gemeinde aus. Der Preis eines Exemplars dieser Tabelle wird durch Erlass der Regierung festgelegt. Er darf nicht mehr als 2,48 Euro betragen.

**Art. L4125-7 - § 1** - Der Kantonsvorstand ist im Hauptort des Kantons eingerichtet und besteht aus einem Vorsitzenden, vier Beisitzern, vier Ersatzbeisitzern, die vom Vorsitzenden unter den Wählern der Hauptgemeinde des Kantons gewählt werden, und einem gemäß den Bestimmungen des Artikels L4125-15 ernannten Sekretär.

§ 2 - Er steht unter dem Vorsitz folgender Personen:

der Präsident des Gerichtes erster Instanz oder sein Stellvertreter, falls der Hauptort des Wahlkantons auch Hauptort des Gerichtsbezirks ist,

der Friedensrichter, falls der Hauptort des Wahlkantons auch Hauptort eines Gerichtskantons ist,

3° in allen anderen Fällen den Friedensrichter des Gerichtskantons, in dem sich der Hauptort des Wahlkantons befindet, oder seinen Stellvertreter;

Wenn der Vorsitz des Kantonsvorstands nicht durch einen Magistraten gewährleistet werden kann, bezeichnet der Vorsitzende des Distriktvorstands den Vorsitzenden dieses Vorstands unter den Wählern des Distrikts unter Beachtung der in Artikel L4125-3, § 2 vorgesehenen Reihenfolge.

**Artikel L4125-8** - Am 25. September nimmt der Vorsitzende des Kantonsvorstands die Bezeichnung der Vorsitzenden und der Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Zählbürovorstände der Provinz nach denselben Modalitäten wie denjenigen, die in Artikel L4125-5 für die gemeindliche Auszählung vorgesehen sind, unter den Wählern des Distrikts vor.

**Art. L4125-10** - (...)

§ 2 - Der Vorsitzende des Kantonvorstandes lädt gleichzeitig alle Vorsitzenden der Wahlvorstände seines Zuständigkeitsgebiets an einem von ihm bestimmten Tag, der nicht später als der sechste Tag vor dem Wahl sein kann, vor, um ihnen eine Ausbildung zuteil werden zu lassen.

**Art. L4125-14** - (...)

§ 2 - Der Vorsitzende des Kantonsvorstandes lädt gleichzeitig alle Vorsitzenden der Zählvorstände seines Zuständigkeitsgebiets an einem von ihm bestimmten Tag, der nicht später als der sechste Tag vor dem Wahl sein kann, vor, um ihnen eine Ausbildung zuteil werden zu lassen.

#### EMPFANGSBESTÄTIGUNG

An Herrn, Frau .....

Vorsitzende(n) des Distriktvorstands von ..... zurückzusenden.

Anschrift: .....

*N.B.:* Der Briefwechsel der Vorsitzenden untereinander und mit dem Friedensrichter, den Beisitzern, den Ersatzbeisitzern und den Sekretären der Wahlvorstände kann gebührenfrei erfolgen. Der Vermerk "WAHLGESETZ" ist über der Anschrift anzubringen. Diese Post muss ebenfalls die Eigenschaft des Empfängers und des Absenders außen angeben und von letzterem gegengezeichnet werden.

Der / die Unterzeichnete, ....., Vorsitzende(r) des Kantonvorstands von ....., erklärt hiermit, am ..... das Schreiben des Vorsitzenden des Distriktvorstands erhalten zu haben.

Zu ....., den ..... 2006

Der Vorsitzende des Kantonvorstands,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenauszählungen und der Listenverbindungstabellen beigelegt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Provinz: Wahldistrikt:  
Wahlkanton:

### Muster 7 - Benennung des Vorsitzenden des Kantonvorstands

Sehr geehrte Dame, sehr geehrter Herr,

Laut Artikel L4125-7 § 2 in fine des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung habe ich Sie dazu benannt, das Amt des Vorsitzenden des Kantonvorstands von ..... zu übernehmen, wobei diese Funktion nur von einem Magistraten gewährleistet werden kann. In Ausführung des Artikels L4125-7 § 1 des Kodex haben Sie so schnell wie möglich die Beisitzer, Ersatzbeisitzer und den Sekretär zu benennen, die in Ihrem Vorstand sitzen werden.

Gemäß Artikel L4125-8 des Kodex steht es Ihnen ebenfalls zu, spätestens zum 25. September 2006 folgende Personen zu benennen:

1° die Vorsitzenden der Zählbürovorstände, die mit der Auszählung der Stimmzettel für die Provinzialwahlen beauftragt sind;

2° die Beisitzer dieser Zählbürovorstände.

Sobald die Vorstände gebildet sind, muss die Liste mit ihrer Zusammensetzung sorgfältig von Ihnen aufgestellt werden.

Eine Abschrift dieser Liste wird sofort von Ihnen an mich selbst und an den Bürgermeister der Gemeinde gerichtet, damit sie beim Gemeindesekretariat von der Öffentlichkeit eingesehen werden kann. Außerdem haben Sie Abschriften dieser Listen jeder Person auszugeben, die dies mindestens fünfzehn Tage vor den Wahlen beantragt hat, wobei der Preis eines Exemplars 2,48 Euro nicht überschreiten darf.

Wenden Sie sich bitte an die Vorsitzenden der Gemeindevorstände der Gemeinden Ihres Kantons, um die Verzeichnisse bezüglich der Wähler zu erhalten, die in das Amt des Vorsitzenden eines Zählbürovorstands eingesetzt werden können, sowie derjenigen, die als Beisitzer oder Ersatzbeisitzer eines Zählbürovorstands benannt werden können.

In Übereinstimmung mit Art. L4125-10 und 14 des Kodex werden Sie den Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände an einem von Ihnen frei festgelegten Tag, der jedoch nicht nach dem 2. Oktober 2006 liegen darf, eine Ausbildung geben müssen.

Ich möchte Sie bitten, die beigefügte, ordnungsgemäß unterzeichnete Empfangsbescheinigung zurückzusenden.

Zu ....., den ..... 2006,

Der Vorsitzende des Distriktvorstands,

### Auszüge aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung

**Artikel L4125-1 - § 1** - Ein Wahlvorstand setzt sich aus einem Vorsitzenden, einem Sekretär ohne beschließende Stimme, aus Beisitzern und Ersatzbeisitzern zusammen.

(...)

§ 3 - Man unterscheidet zwischen den Kreisvorständen, den Kantonsvorständen, den Wahlvorständen und den Zählvorständen.

Für jede Vorstandskategorie wird die Anzahl Beisitzer und Ersatzbeisitzer folgendermaßen festgelegt:

1° der Kreisvorstand, der Kantonsvorstand, der Wahlvorstand und der Provinzialzählvorstand zählen vier Beisitzer und vier Ersatzbeisitzer;

(...)

**Artikel L4125-5 - § 1** - Spätestens am 15. September benennt der Vorsitzende des Gemeindevorstands die Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände sowie die Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Gemeindeauszählung unter den jüngsten Wählern der Gemeinde, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, in der in Artikel L4125-3, § 2 bestimmten Reihenfolge.

§ 2 - Am selben Datum bezeichnet er die Beisitzer der Wahlbürovorstände unter den jüngsten Wählern der Gemeinde, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, in die die in Artikel L4125-3 § 2 vorgesehenen Bedingungen erfüllen. Hinzukommen die Personen, die Inhaber eines Amtes der Stufe C, das der Wallonischen Region untersteht, oder eines entsprechenden Amtes in den im Punkt 6° desselben Paragraphen vorgesehenen Verwaltungen oder Einrichtungen sind oder anderswo ein entsprechendes Amt ausüben.

§ 3 - Die Vorsitzenden, Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Wahl- und Zählbürovorstände werden unter den Wählern bezeichnet, die in den in Artikel L4122-7, § 1, 1° und 2° vorgesehenen Verzeichnissen aufgeführt sind.

§ 4 - Sofort nach diesen Bezeichnungen übermittelt der Vorsitzende des Gemeindevorstandes dem Vorsitzenden des Kantonsvorstandes die vorerwähnten Verzeichnisse nach der Streichung des Namens der gemäß §§ 1 und 2 bezeichneten Personen.

§ 5 - Innerhalb von achtundvierzig Stunden teilt der Vorsitzende des Gemeindevorstandes den Betreffenden die Bezeichnungen per Einschreibebrief mit und fordert sie auf, ihr Amt an den festgelegten Daten und Orten auszuüben.

Bei dieser Gelegenheit teilt er den Vorsitzenden der Wahlbürovorstände mit, an welchem Ort der Zählbürovorstand, der die Stimmzettel ihres Wahlbüros entgegennehmen muss, tagen wird. Der Vorsitzende des Gemeindevorstandes setzt ebenfalls die Vorsitzenden der Zählbürovorstände von der Auswahl der Wahlbürovorstände, deren Auszählung sie vornehmen müssen, in Kenntnis.

Nach den in Artikel L4125-3 § 2 und in § 1 des vorliegenden Artikels vorgesehenen Modalitäten ersetzt er in kürzester Frist diejenigen, die ihm binnen drei Tagen nach Erhalt der Mitteilung ihrer Bezeichnung einen triftigen Verhinderungsgrund mitgeteilt haben.

§ 6 - Wer sich der in §§ 1 und 2 vorgesehenen Benennung ohne triftigen Grund entzieht oder durch sein Verschulden, seine Unvorsichtigkeit oder seine Nachlässigkeit die ihm anvertraute Aufgabe in irgendeiner Weise gefährdet, wird mit einer Geldstrafe von fünfzig bis zweihundert Euro belegt.

§ 7 - Er übermittelt unmittelbar den Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände der Gemeinden, dem Vorsitzenden des Distrikt- und Kantonsvorstandes und dem Gemeindegremium, die Tabelle, die die Zusammensetzung des Gemeindevorstands, der Wahlvorstände sowie der Zählbürovorstände der Gemeinden enthält.

Diese Tabelle wird gemäß dem von der Regierung festgelegten Muster aufgestellt.

Das Gemeindegremium sorgt dafür, dass die Tabelle, die er erhalten hat, durch Anschlag von jedem eingesehen werden kann.

Er übermittelt unverzüglich der Regierung oder ihrem Beauftragten ein Exemplar davon.

§ 8 - Der Vorsitzende des Gemeindevorstands stellt jeder Person, die dies mindestens fünfzehn Tage vor der Wahl beantragt hat, Abschriften der Tabelle der Mitglieder der Wahl- und Zählbürovorstände der Gemeinde aus. Der Preis eines Exemplars dieser Tabelle wird durch Erlass der Regierung festgelegt. Er darf nicht mehr als 2,48 Euro betragen.

**Art. L4125-7 - § 1** - Der Kantonsvorstand ist im Hauptort des Kantons eingerichtet und besteht aus einem Vorsitzenden, vier Beisitzern, vier Ersatzbeisitzern, die vom Vorsitzenden unter den Wählern der Hauptgemeinde des Kantons gewählt werden, und einem gemäß den Bestimmungen des Artikels L4125-15 ernannten Sekretär.

§ 2 - Er steht unter dem Vorsitz folgender Personen:

1° der Präsident des Gerichtes erster Instanz oder sein Stellvertreter, falls der Hauptort des Wahlkantons auch Hauptort des Gerichtsbezirks ist,

2° der Friedensrichter, falls der Hauptort des Wahlkantons auch Hauptort eines Gerichtskantons ist,

3° in allen anderen Fällen den Friedensrichter des Gerichtskantons, in dem sich der Hauptort des Wahlkantons befindet, oder seinen Stellvertreter;

Wenn der Vorsitz des Kantonsvorstands nicht durch einen Magistraten gewährleistet werden kann, bezeichnet der Vorsitzende des Distriktvorstands den Vorsitzenden dieses Vorstands unter den Wählern des Distrikts unter Beachtung der in Artikel L4125-3 § 2 vorgesehenen Reihenfolge.



**Artikel L4125-8** - Am 25. September nimmt der Vorsitzende des Kantonsvorstands die Bezeichnung der Vorsitzenden und der Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Zählbürovorstände der Provinz nach denselben Modalitäten wie denjenigen, die in Artikel L4125-5 für die gemeindliche Auszählung vorgesehen sind, unter den Wählern des Distrikts vor.

**Art. L4125-10** - (...)

§ 2 - Der Vorsitzende des Kantonsvorstandes lädt gleichzeitig alle Vorsitzenden der Wahlvorstände seines Zuständigkeitsgebiets an einem von ihm bestimmten Tag, der nicht später als der sechste Tag vor der Wahl sein kann, vor, um ihnen eine Ausbildung zuteil werden zu lassen.

**Art. L4125-14** - (...)

§ 2 - Der Vorsitzende des Kantonsvorstandes lädt gleichzeitig alle Vorsitzenden der Zählvorstände seines Zuständigkeitsgebiets an einem von ihm bestimmten Tag, der nicht später als der sechste Tag vor der Wahl sein kann, vor, um ihnen eine Ausbildung zuteil werden zu lassen.

EMPFANGSBESTÄTIGUNG

An Herrn, Frau .....

Vorsitzende(n) des Distriktvorstands von ..... zurückzusenden.

Anschrift: .....

N.B.: Der Briefwechsel der Vorsitzenden untereinander und mit dem Friedensrichter, den Beisitzern, den Ersatzbeisitzern und den Sekretären der Wahlvorstände kann gebührenfrei erfolgen. Der Vermerk "WAHLGESETZ" ist über der Anschrift anzubringen. Diese Post muss ebenfalls die Eigenschaft des Empfängers und des Absenders außen angeben und von letzterem gegengezeichnet werden.

Der/die Unterzeichnete, ....., Vorsitzende(r) des Kantonsvorstands von ....., erklärt hiermit, am ..... das Schreiben des Vorsitzenden des Distriktvorstands vom ..... erhalten zu haben, durch welches mir meine Benennung als Vorsitzender des Kantonsvorstands zugestellt wird.

Zu ....., den ..... 2006

Der Vorsitzende des Kantonsvorstands,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmauszählungen und der Listenverbindungstabellen beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Provinz: Wahldistrikt:

Wahlkanton:

#### Muster 8 - Benennung des Sekretärs und der Beisitzer des Kantonsvorstands

Sehr geehrte Dame, sehr geehrter Herr,

Ich habe die Ehre, Sie davon in Kenntnis zu setzen, dass ich Sie zur Ausübung des Amtes eines Sekretärs / Beisitzers / Ersatzbeisitzers (Unzutreffendes bitte streichen) im Kantonvorstand mit Tagungsort in ..... benannt habe. Sie werden gebeten, am Sonntag dem 8. Oktober 2006 pünktlich um 14 Uhr der Sitzung für die Zwischenauszahlung der Stimmen für die Provinzialwahlen beizuwohnen.

Haben Sie bitte Ihre Kontonummer zur Hand, damit Ihnen nach den Wahlen Ihre Anwesenheitsvergütung ausgezahlt werden kann.

Ich möchte Sie bitten, mir die beigefügte, ordnungsgemäß unterzeichnete Empfangsbestätigung zurückzusenden oder mir innerhalb von achtundvierzig Stunden Ihre Entschuldigungsgründe zur Kenntnis zu bringen.

Zu ....., den ..... 2006

Der Vorsitzende des Kantonsvorstands,

#### Auszüge aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung

**Artikel L4125-1** - § 1 - Ein Wahlvorstand setzt sich aus einem Vorsitzenden, einem Sekretär ohne beschließende Stimme, aus Beisitzern und Ersatzbeisitzern zusammen.

(...)

**Art. L4125-7** - § 1 - Der Kantonvorstand ist im Hauptort des Kantons eingerichtet und besteht aus einem Vorsitzenden, vier Beisitzern, vier Ersatzbeisitzern, die vom Vorsitzenden unter den Wählern der Hauptgemeinde des Kantons gewählt werden, und einem gemäß den Bestimmungen des Artikels L4125-15 ernannten Sekretär.

§ 2 - Er steht unter dem Vorsitz folgender Personen:

1° der Präsident des Gerichtes erster Instanz oder sein Stellvertreter, falls der Hauptort des Wahlkantons auch Hauptort des Gerichtsbezirks ist,

2° der Friedensrichter, falls der Hauptort des Wahlkantons auch Hauptort eines Gerichtskantons ist,

3° in allen anderen Fällen den Friedensrichter des Gerichtskantons, in dem sich der Hauptort des Wahlkantons befindet, oder seinen Stellvertreter;

Wenn der Vorsitz des Kantonsvorstands nicht durch einen Magistraten gewährleistet werden kann, bezeichnet der Vorsitzende des Distriktvorstands den Vorsitzenden dieses Vorstands unter den Wählern des Distrikts unter Beachtung der in Artikel L4125-3 § 2 vorgesehenen Reihenfolge.

**Artikel L4135-1** - Die Mitglieder der Wahlvorstände erhalten Anwesenheitsgeld, dessen Betrag durch die Regierung festgelegt wird. Der Betrag der Entschädigungen sowie irgendwelcher Vorteile, auf die sie Anspruch erheben könnten, wird ebenfalls durch die Regierung festgelegt.

Die Mitglieder der Wahlvorstände dürfen Anspruch auf die Vergütung ihrer Fahrtkosten erheben.

**Artikel L4145-1** - Die Vorsitzenden des Gemeindevorstands oder des Kantonsvorstandes erhalten die für sie bestimmten Zähltabellen in Anwesenheit des Vorstandes und der Zeugen. Sie bescheinigen den Vorsitzenden der Zählbürovorstände ihren Empfang.

**Artikel L4145-2** - § 1 - Der Gemeindevorstand und der Kantonsvorstand übertragen jeder für die ihn betreffende Wahl und pro Zählbürovorstand in die in Artikel L4142-39 vorgesehene Zähltablette:

1° die Anzahl in den Urnen abgegebener Stimmzettel;

2° die Anzahl gültiger Stimmzettel;

3° Für jede Liste die Gesamtanzahl der Stimmen im Kopffeld;

4° Für jede Liste die Gesamtanzahl der Vorzugsstimmen;

5° Für jeden Kandidaten die Anzahl erzielter Vorzugsstimmen.

§ 2 - Die Regierung kann beschließen, dass die Eingabe der Daten gemäß Artikel L4141-1 § 1 mit Hilfe einer Software erfolgt.

§ 3 - Jeder betroffene Vorstand beginnt unverzüglich mit dieser Aufgabe, sobald er die Tabelle des ersten Zählbürovorstandes erhalten hat.

**Artikel L4145-3 - § 1** - Der Gemeindevorstand zählt für die gesamte Gemeinde und der Kantonsvorstand für den gesamten Kanton all diese in der Zähltablette angegebenen Rubriken zusammen.

Er gibt ebenfalls die Wahlziffer jeder Liste an, die aus der Gesamtanzahl der gültigen Stimmzettel zugunsten einer Liste, wie sie gemäß Artikel L4144-8 § 2 festgestellt wurde, besteht.

(...)

EMPFANGSBESTÄTIGUNG

An Herrn, Frau .....

Vorsitzende(n) des Kantonvorstands von ..... zurückzusenden.

Anschrift: .....

N.B.: Der Briefwechsel der Vorsitzenden untereinander und mit dem Friedensrichter, den Beisitzern, den Ersatzbeisitzern und den Sekretären der Wahlvorstände kann gebührenfrei erfolgen. Der Vermerk "WAHLGESETZ" ist über der Anschrift anzubringen. Diese Post muss ebenfalls die Eigenschaft des Empfängers und des Absenders außen angeben und von letzterem gegengezeichnet werden.

Der / die Unterzeichnete, ....., benannt, um das Amt des Sekretärs / Beisitzers / Ersatzbeisitzers (Unzutreffendes bitte streichen) des Kantonvorstands von ..... auszuüben, erklärt hiermit, das Schreiben des Vorsitzenden des Vorstands am ..... erhalten zu haben, in dem er/sie von seiner/ihrer Benennung in Kenntnis gesetzt wurde.

Zu ....., den ..... 2006

Unterschrift,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltablettens, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenaushaltungen und der Listenverbindungs-tablettens beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

Provinz: Wahldistrikt:

Wahlkanton: Gemeinde.

#### Muster 9 - Benennung des Vorsitzenden des Gemeindevorstands

Sehr geehrte Dame, sehr geehrter Herr,

Ich habe die Ehre, Sie davon in Kenntnis zu setzen, dass ich Sie in Ausführung des Artikels L4125-3 § 2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung dazu benannt habe, den Vorsitz des Gemeindevorstands mit Tagungsort in zu übernehmen.

Ich möchte Sie bitten, sich sofort mit der Gemeindeverwaltung im Hinblick auf die Verrichtungen vor der Wahl in Verbindung zu setzen.

In Ausführung des Artikels L4125-3 § 3 des Kodex haben Sie so schnell wie möglich die Beisitzer, Ersatzbeisitzer und den Sekretär zu benennen, die in Ihrem Vorstand sitzen werden.

In Ausführung des Artikels L4125-5 haben Sie ebenfalls spätestens bis zum 15. September die Vorsitzenden, Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Wahlbürovorstände, sowie die Vorsitzenden, Beisitzer und Ersatzbeisitzer der mit der Auszählung auf gemeindlicher Ebene beauftragten Zählbüros zu benennen.

Aufgrund des Artikels L4142-3 des Kodex werden Sie auch nicht außer acht lassen, dass Sie am 7. und 8. September 2006 die Wahlvorschläge entgegenzunehmen und die Überprüfung von deren Zulässigkeit vorzunehmen haben.

Aufgrund des Artikels L4142-11 des Kodex muss Ihr Vorstand, der die Aufgabe des Kreisvorstands erfüllt, seine erste Tagung am Dienstag den 12. September 2006 um 16 Uhr zwecks dem vorläufigen Abschluss der Kandidatenliste, sowie am Donnerstag den 14. September 2006 um 16 Uhr zwecks dem endgültigen Abschluss dieser Liste abhalten. Ihr Vorstand muss zwangsläufig zu diesen Daten gebildet sein.

Sobald die Vorstände gebildet sind, muss die Liste mit ihrer Zusammensetzung sorgfältig von Ihnen aufgestellt werden.

Eine Abschrift dieser Listen wird sofort von Ihnen an mich selbst und an den Bürgermeister der Gemeinde gerichtet, damit sie beim Gemeindevorstand von der Öffentlichkeit eingesehen werden kann. Außerdem haben Sie Abschriften dieser Listen jeder Person auszugeben, die dies mindestens fünfzehn Tage vor den Wahlen beantragt hat, wobei der Preis eines Exemplars 2,48 Euro nicht überschreiten darf.

Wenden Sie sich bitte an die Gemeindeverwaltung, um die Verzeichnisse bezüglich der Wähler, die in das Amt des Vorsitzenden eines Wahl- oder Zählbürovorstands eingesetzt werden können, sowie derjenigen, die als Beisitzer oder Ersatzbeisitzer eines Wahl- oder Zählbürovorstands benannt werden können, sowie die zum Ablauf der Wahlverfahren erforderlichen Unterlagen zu erhalten.

Ich möchte Sie bitten, mir die beigefügte, ordnungsgemäß unterzeichnete Empfangsbestätigung zurückzusenden oder mir innerhalb von achtundvierzig Stunden Ihre Entschuldigungsgründe zur Kenntnis zu bringen.

Zu ....., den ..... 2006,

Der Vorsitzende des Distriktvorstands,

#### Auszüge aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung

**Art. L4125-3 - § 1** - Für die Gemeindevahl wird in jeder Gemeinde ein Gemeindevorstand genannter Kreisvorstand gebildet.

§ 2 - Der Vorsitzende des Distriktvorstandes bezeichnet in der nachstehend festgelegten Reihenfolge folgende Personen, um den Vorsitz des Gemeindevorstands zu führen:

1° Richter oder stellvertretende Richter des Gerichtes erster Instanz, des Arbeits- und des Handelsgerichtes nach dem Dienstalter,

2° Friedensrichter oder ihre Stellvertreter nach dem Dienstalter;

3° Richter des Polizeigerichtes oder ihre Stellvertreter nach dem Dienstalter;

4° Rechtsanwälte und Rechtsanwaltspraktikanten in der Reihenfolge ihrer Eintragung im Anwaltsverzeichnis oder in der Praktikantenliste;

5° Notare;

6° der Wallonischen Region unterstellte Inhaber eines Amtes der Stufe A oder B und Inhaber eines gleichwertigen Dienstgrades, die dem Föderalstaat, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft, den Provinzen, den Gemeinden, den öffentlichen Sozialhilfzentren, den Einrichtungen öffentlichen Interesses, die im Gesetz vom 16. März 1954 über die Kontrolle bestimmter Einrichtungen

öffentlichen Interesses erwähnt sind oder auch nicht, oder den autonomen öffentlichen Unternehmen im Sinne des Gesetzes vom 21. März 1991 zur Umstrukturierung bestimmter öffentlicher Wirtschaftsunternehmen unterstehen;

7° Lehrpersonal;

8° Praktikanten der Staatsanwaltschaft;

9° wenn notwendig, die unter den Wählern der Gemeinde bezeichneten Personen, die anderswo Ämter ausüben, die den im Punkt 6° erwähnten Ämtern entsprechen.

Außer den Richtern, die bezeichnet werden können, um den Vorsitz des Gemeindevorstandes ihres Sitzes unabhängig von der Gemeinde, wo sie Wähler sind, zu führen, sind die im vorliegenden Paragraphen erwähnten Personen die Wähler der Gemeinde, wo sie das Amt eines Vorsitzenden des Gemeindevorstandes ausüben.

Muss der Vorsitzende des Gemeindevorstandes in einer anderen Gemeinde wählen, so bestimmt er einen Stellvertreter, um ihn am Wahltag während der für die Erfüllung seiner Pflicht als Wähler notwendigen Zeit zu vertreten.

Die öffentlichen Behörden, die im vorstehenden Absatz, Punkten 6° und 7° erwähnte Personen beschäftigen, teilen den Gemeindeverwaltungen, wo sie ihren Hauptwohnort haben, den Namen, die Vornamen, die Anschrift und den Beruf dieser Personen mit.

§ 3 - Der Vorsitzende des Gemeindevorstandes bezeichnet die Mitglieder seines Vorstandes unter den Wählern der Gemeinde, wo er dieses Amt ausübt, und bildet seinen Vorstand am in Artikel L4142-11, § 2 vorgesehenen Datum.

Bei der Bildung des Gemeindevorstandes leisten die Vorsitzenden und die Beisitzer den in Artikel L4125-2 § 3 vorgesehenen Eid nach denselben Modalitäten ab.

Der Gemeindevorstand tagt im Rat- oder Gemeindehaus.

(...)

**Artikel L4125-5 - § 1** - Spätestens am 15. September benennt der Vorsitzende des Gemeindevorstandes die Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände sowie die Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Gemeindeauszählung unter den jüngsten Wählern der Gemeinde, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, in der in Artikel L4125-3 § 2 bestimmten Reihenfolge.

§ 2 - Am selben Datum bezeichnet er die Beisitzer der Wahlbürovorstände unter den jüngsten Wählern der Gemeinde, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, und die in Artikel L4125-3 § 2 vorgesehenen Bedingungen erfüllen, zu denen die Personen, die Inhaber eines Amtes der Stufe C, das der Wallonischen Region untersteht, oder eines entsprechenden Amtes in den im Punkt 6° desselben Paragraphen vorgesehenen Verwaltungen oder Einrichtungen sind oder anderswo ein entsprechendes Amt ausüben, hinzukommen sind.

(...)

#### EMPFANGSBESTÄTIGUNG

An Herrn, Frau

Vorsitzende(n) des Distriktvorstands von zurückzusenden.

Adresse:

*N.B.:* Der Briefwechsel der Vorsitzenden untereinander und mit dem Friedensrichter, den Beisitzern, den Ersatzbeisitzern und den Sekretären der Wahlvorstände kann gebührenfrei erfolgen. Der Vermerk "WAHLGESETZ" ist über der Anschrift anzubringen. Diese Post muss ebenfalls die Eigenschaft des Empfängers und des Absenders außen angeben und von letzterem gegengezeichnet werden.

Der / die Unterzeichnete ,

benannt, um das Amt des Vorsitzenden des Gemeindevorstandes von auszuüben,

erklärt hiermit, am das Schreiben des Vorsitzenden des Distriktvorstands mit dieser Benennung erhalten zu haben.

Zu ....., den ..... 2006

Unterschrift,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenauszählungen und der Listenverbindungstabellen beigelegt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Provinz: Wahlkanton:

Gemeinde:

**Muster 10 - Benennung des Sekretärs und der Beisitzer des Gemeindevorstands**

Sehr geehrte Dame, sehr geehrter Herr,

Ich habe die Ehre, Sie davon in Kenntnis zu setzen, dass ich Sie zur Ausübung des Amtes eines Sekretärs / Beisitzers / Ersatzbeisitzers (Unzutreffendes bitte streichen) im Gemeindevorstand mit Tagungsort in  
benannt habe.

Sie werden gebeten, am Dienstag den 12. September 2006 (sechszwanzigster Tag vor der Wahl) um 16 Uhr am Sitz dieses Vorstands vorstellig zu werden, um an der Sitzung zum vorläufigen Abschluss der Kandidatenlisten teilzunehmen.

Anschließend haben Sie der Sitzung zum endgültigen Abschluss der Listen beizuwohnen, die am Donnerstag den 14. September 2006 (vierundzwanzigster Tag vor der Wahl) um 16 Uhr abgehalten wird.

Außerdem werden Sie gebeten, am Sonntag dem 8. Oktober 2006 pünktlich um 14 Uhr der Sitzung zur Auszählung der Stimmen beizuwohnen. Haben Sie bitte Ihre Kontonummer zur Hand, damit Ihnen nach den Wahlen Ihre Anwesenheitsvergütung ausgezahlt werden kann.

Ich möchte Sie bitten, mir die beigefügte, ordnungsgemäß unterzeichnete Empfangsbestätigung zurückzusenden oder mir innerhalb von achtundvierzig Stunden Ihre Entschuldigungsgründe zur Kenntnis zu bringen.

Zu ....., den ..... 2006

Der Vorsitzende des Gemeindevorstands,

Auszüge aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung

**KAPITEL V — Bestimmung der Wahlvorstände**

*Abschnitt 1 — Wahlvorstände*

**Art. L4125-1 - § 1** - Ein Wahlvorstand setzt sich aus einem Vorsitzenden, einem Sekretär ohne beschließende Stimme, aus Beisitzern und Ersatzbeisitzern zusammen.

(...)

§ 3 - Man unterscheidet zwischen den Kreisvorständen, den Kantonsvorständen, den Wahlvorständen und den Zählvorständen.

Für jede Vorstandskategorie wird die Anzahl Beisitzer und Ersatzbeisitzer folgendermaßen festgelegt:

1° der Kreisvorstand, der Kantonsvorstand, der Wahlvorstand und der Provinzialzählvorstand zählen vier Beisitzer und vier Ersatzbeisitzer;

(...)

Die Kreisvorstände legen die Kandidatenliste fest und bearbeiten die diesbezüglichen Streitigkeiten, stellen die Stimmzettel auf und lassen diese drucken.

Am Wahltag sind sie damit beauftragt, die abschließende Totalisierung, die Sitzverteilung und die Bezeichnung der Gewählten für ihren Kreis vorzunehmen.

(...)

§ 4 - Kein Kandidat darf dem Wahlvorstand angehören. Die Kandidaten und Kandidatenlisten können Zeugen bezeichnen, um die Verrichtungen des Vorstands nach den in Artikel L4135-1 erwähnten Modalitäten zu kontrollieren.

Das Amt eines Provinzialgreffiers, eines Provinzialeinnehmers, eines Gemeindevorstandesekretärs und eines Gemeindevorstandeseinnehmers ist unvereinbar mit dem Amt des Vorsitzenden eines Wahlvorstandes oder der Rolle vom Mitglied eines Wahlvorstandes.

Das Gleiche gilt ebenfalls für die Bekleidung eines politischen Mandats und die Aufgabe als Zeuge.

(...)

*Abschnitt 2 — Kreisvorstände*

Unterabschnitt 2 — Gemeindevorstände

**Art. L4125-3 - § 1** - Für die Gemeindevorstandswahl wird in jeder Gemeinde ein Gemeindevorstand genannter Kreisvorstand gebildet.

(...)

§ 3. Der Vorsitzende des Gemeindevorstandes bezeichnet die Mitglieder seines Vorstandes unter den Wählern der Gemeinde, wo er dieses Amt ausübt, und bildet seinen Vorstand am in Artikel L4142-11, § 2 vorgesehenen Datum.

Bei der Bildung des Gemeindevorstandes leisten die Vorsitzenden und die Beisitzer den in Artikel L4125-2, § 3 vorgesehenen Eid nach denselben Modalitäten ab.

Der Gemeindevorstand tagt im Rat- oder Gemeindehaus.

**KAPITEL VI — Wahlkosten**

**Artikel L4136-1** - Die Mitglieder der Wahlvorstände erhalten Anwesenheitsgeld, dessen Betrag durch die Regierung festgelegt wird. Der Betrag der Entschädigungen sowie irgendwelcher Vorteile, auf die sie Anspruch erheben könnten, wird ebenfalls durch die Regierung festgelegt.

Die Mitglieder der Wahlvorstände dürfen Anspruch auf die Vergütung ihrer Fahrtkosten erheben.

EMPFANGSBESTÄTIGUNG

An Herrn, Frau

Vorsitzende(n) des Gemeindevorstands von zurückzusenden

Adresse:

N.B.: Der Briefwechsel der Vorsitzenden untereinander und mit dem Friedensrichter, den Beisitzern, den Ersatzbeisitzern und den Sekretären der Wahlvorstände kann gebührenfrei erfolgen. Der Vermerk "WAHLGESETZ" ist über der Anschrift anzubringen. Diese Post muss ebenfalls die Eigenschaft des Empfängers und des Absenders außen angeben und von letzterem gegengezeichnet werden.

Der/die Unterzeichnete ,

der/die zum Sekretär / Beisitzer / Ersatzbeisitzer (Unzutreffendes bitte streichen) im Gemeindevorstand von benannt wurde, erklärt hiermit, am das Schreiben des Vorsitzenden dieses Vorstands erhalten zu haben, in dem er/sie von seiner/ihrer Benennung in Kenntnis gesetzt wurde.

Zu ....., den ..... 2006

Unterschrift,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenausschüttungen und der Listenverbindungen beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Provinz: Wahldistrikt:

Wahlkanton: Gemeinde:

#### Muster 11 - Benennung des Vorsitzenden des Wahlbürovorstands

Sehr geehrte Dame, sehr geehrter Herr,

Ich habe die Ehre, Sie davon in Kenntnis zu setzen, dass ich Sie gemäß Artikel L4125-5 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung zur Ausübung des Amtes des Vorsitzenden eines Wahlbürovorstands für die Gemeindevahlen benannt habe, die am Sonntag dem 8. Oktober 2006 stattfinden werden.

Demnach möchte ich Sie bitten, am besagten Tag um 7 Uhr 30 in dem Lokal vorstellig zu werden, in dem Ihr Vorstand sitzt, nl. Straße ....., Nr. ....

Der Wahlbürovorstand muss spätestens um 7 Uhr 45 gebildet sein.

Haben Sie bitte Ihre Kontonummer zur Hand, damit Ihnen nach den Wahlen Ihre Anwesenheitsvergütung ausgezahlt werden kann.

Abgesehen von dem Vorsitzenden setzt sich der Wahlbürovorstand aus vier Beisitzern, vier Ersatzbeisitzern und einem Sekretär zusammen. Demnächst werden Ihnen die Namen der Beisitzer mitgeteilt, die zu dem Vorstand gehören werden, dessen Vorsitz Sie übernehmen.

Nehmen Sie bitte sobald wie möglich die Benennung des Sekretärs Ihres Vorstands gemäß den in Artikel L4125-11 des Kodex angeführten Regeln vor.

Anbei befinden sich zwei Exemplare des Abstimmungsregisters Ihres Wahlbüros vor/Demnächst werden Sie vom Bürgermeister- und Schöffenkollegium zwei Exemplare des Abstimmungsregisters Ihres Wahlbüros erhalten. Sollte dies nicht der Fall sein, bitte ich Sie, sich diesbezüglich an das Bürgermeister- und Schöffenkollegium zu wenden.

Die kommunalen Stimmzettel Ihres Vorstands werden von dem Gemeindezählbürovorstand Nr. .... ausgezählt, dessen Sitz sich an folgender Anschrift befindet: .....

Die provinziellen Stimmzettel Ihres Vorstands werden von dem Provinzialzählbürovorstands Nr. .... ausgezählt, dessen Sitz sich an folgender Anschrift befindet: .....

Außerdem möchte ich Sie ab sofort davon in Kenntnis setzen, dass Sie demnächst zu einer Ausbildungssitzung vorgeladen werden, bei der Sie alle Informationen erhalten werden, die zur Ausübung Ihrer Aufgabe erforderlich sind. Diese Ausbildung ist fakultativ, wird aber stark empfohlen. Später werden Sie durch ein Schreiben vom Vorsitzenden des Kantonsvorstands über die praktischen Modalitäten dieser Sitzung informiert.

Ich möchte Sie bitten, mir die beigefügte, ordnungsgemäß unterzeichnete Empfangsbestätigung zurückzusenden oder mir innerhalb von zweiundsiebzig Stunden Ihre Entschuldigungsgründe zur Kenntnis zu bringen.

Zu ....., den ..... 2006

Der Vorsitzende des Gemeindevorstands,

#### Auszüge aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung

**Artikel L4125-5 - § 1** - Spätestens am 15. September benennt der Vorsitzende des Gemeindevorstands die Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände sowie die Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Gemeindevorstände unter den jüngsten Wählern der Gemeinde, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, in der in Artikel L4125-3 § 2 bestimmten Reihenfolge.

§ 2 - Am selben Datum bezeichnet er die Beisitzer der Wahlbürovorstände unter den jüngsten Wählern der Gemeinde, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, in die die in Artikel L4125-3 § 2 vorgesehenen Bedingungen erfüllen. Hinzukommen die Personen, die Inhaber eines Amtes der Stufe C, das der Wallonischen Region untersteht, oder eines entsprechenden Amtes in den im Punkt 6° desselben Paragraphen vorgesehenen Verwaltungen oder Einrichtungen sind oder anderswo ein entsprechendes Amt ausüben.

§ 3 - Die Vorsitzenden, Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Wahl- und Zählbürovorstände werden unter den Wählern bezeichnet, die in den in Artikel L4122-7 § 1 1° und 2° vorgesehenen Verzeichnissen aufgeführt sind.

§ 4 - Sofort nach diesen Bezeichnungen übermittelt der Vorsitzende des Gemeindevorstandes dem Vorsitzenden des Kantonsvorstandes die vorerwähnten Verzeichnisse nach der Streichung des Namens der gemäß §§ 1 und 2 bezeichneten Personen.

§ 5 - Innerhalb von achtundvierzig Stunden teilt der Vorsitzende des Gemeindevorstandes den Betroffenen die Bezeichnungen per Einschreibebrief mit und fordert sie auf, ihr Amt an den festgelegten Daten und Orten auszuüben.

Bei dieser Gelegenheit teilt er den Vorsitzenden der Wahlbürovorstände mit, an welchem Ort der Zählbürovorstand, der die Stimmzettel ihres Wahlbüros entgegennehmen muss, tagen wird. Der Vorsitzende des Gemeindevorstandes setzt ebenfalls die Vorsitzenden der Zählbürovorstände von der Auswahl der Wahlbürovorstände, deren Auszählung sie vornehmen müssen, in Kenntnis.

Nach den in Artikel L4125-3 § 2 und in § 1 des vorliegenden Artikels vorgesehenen Modalitäten ersetzt er in kürzester Frist diejenigen, die ihm binnen drei Tagen nach Erhalt der Mitteilung ihrer Bezeichnung einen triftigen Verhinderungsgrund mitgeteilt haben.

§ 6 - Wer sich der in §§ 1 und 2 vorgesehenen Benennung ohne triftigen Grund entzieht oder durch sein Verschulden, seine Unvorsichtigkeit oder seine Nachlässigkeit die ihm anvertraute Aufgabe in irgendeiner Weise gefährdet, wird mit einer Geldstrafe von fünfzig bis zweihundert Euro belegt.

§ 7 - Er übermittelt unmittelbar den Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände der Gemeinden, dem Vorsitzenden des Distrikt- und Kantonsvorstandes und dem Gemeindegremium, die Tabelle, die die Zusammensetzung des Gemeindevorstandes, der Wahlvorstände sowie der Zählbürovorstände der Gemeinden enthält.

Diese Tabelle wird gemäß dem von der Regierung festgelegten Muster aufgestellt.

Das Gemeindegremium sorgt dafür, dass die Tabelle, die er erhalten hat, durch Anschlag von jedem eingesehen werden kann.

Er übermittelt unverzüglich der Regierung oder ihrem Beauftragten ein Exemplar davon.

§ 8 - Der Vorsitzende des Gemeindevorstandes stellt jeder Person, die dies mindestens fünfzehn Tage vor der Wahl beantragt hat, Abschriften der Tabelle der Mitglieder der Wahl- und Zählbürovorstände der Gemeinde aus. Der Preis eines Exemplars dieser Tabelle wird durch Erlass der Regierung festgelegt. Er darf nicht mehr als 2,48 Euro betragen.

**Artikel L4125-10 - § 1** - Sofort nach der Bezeichnung der Vorsitzenden der Wahlvorstände übermittelt die Regierung oder ihr Bevollmächtigter ihnen die für die Ausführung ihrer Aufgabe notwendigen Anweisungen sowie die Formulare und Dokumente, die für die Ausführung ihrer Aufgabe notwendig sind, deren Liste durch die Regierung festgelegt wird.

§ 2 - Der Vorsitzende des Kantonvorstandes lädt gleichzeitig alle Vorsitzenden der Wahlvorstände seines Zuständigkeitsgebiets an einem von ihm bestimmten Tag, der nicht später als der sechste Tag vor der Wahl sein kann, vor, um ihnen eine Ausbildung zuteil werden zu lassen.

**Art. L4125-16** - Wird mit einer Geldstrafe von 50 bis 200 Euro belegt:

1° jede Person, die sich der Bezeichnung als Vorsitzender und als Beisitzer des Wahl- oder Zählbürovorstands ohne triftige Gründe entzieht;

2° der Vorsitzende, der Beisitzer oder der Ersatzbeisitzer, der seine Verhinderungsgründe nicht innerhalb der festgelegten Frist angibt;

3° der Vorsitzende, der Beisitzer oder der Ersatzbeisitzer, der, nachdem er dieses Amt angenommen hat, es ohne triftigen Grund unterläßt.

**Art. L4125-17** - Jede Person, die durch ihr Verschulden, ihre Unvorsichtigkeit oder ihre Nachlässigkeit die ihr anvertraute Aufgabe in irgendeiner Weise gefährdet, wird mit einer Geldstrafe von 50 bis 200 Euro belegt.

**Artikel L4135-1** - Die Mitglieder der Wahlvorstände erhalten Anwesenheitsgeld, dessen Betrag durch die Regierung festgelegt wird. Der Betrag der Entschädigungen sowie irgendwelcher Vorteile, auf die sie Anspruch erheben könnten, wird ebenfalls durch die Regierung festgelegt.

Die Mitglieder der Wahlvorstände dürfen Anspruch auf die Vergütung ihrer Fahrtkosten erheben.

#### EMPFANGSBESTÄTIGUNG

An Herrn, Frau .....

Vorsitzende(n) des Gemeindevorstandes von ..... zurückzusenden.

Adresse: .....

*N.B.:* Der Briefwechsel der Vorsitzenden untereinander und mit dem Friedensrichter, den Beisitzern, den Ersatzbeisitzern und den Sekretären der Wahlvorstände kann gebührenfrei erfolgen. Der Vermerk "WAHLGESETZ" ist über der Anschrift anzubringen. Diese Post muss ebenfalls die Eigenschaft des Empfängers und des Absenders außen angeben und von letzterem gegengezeichnet werden.

Der/die Unterzeichnete, ....., benannt, um das Amt des Vorsitzenden des Wahlbürovorstands Nr. .... mit Sitz in ..... auszuüben, erklärt hiermit, das Schreiben des Vorsitzenden des Gemeindevorstandes am ..... erhalten zu haben, in er/sie ich von seiner/ihrer Benennung in Kenntnis gesetzt wurde.

Zu ....., den ..... 2006

Unterschrift,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenauszählungen und der Listenverbindungstabellen beigelegt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Provinz: Wahldistrikt:  
Wahlkanton: Gemeinde:

### Muster 12 - Benennung der Beisitzer des Wahlbürovorstands

Sehr geehrte Dame, sehr geehrter Herr,

Ich habe die Ehre, Sie davon in Kenntnis zu setzen, dass ich Sie gemäß Artikel L4125-5 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung zur Ausübung des Amtes des Beisitzers / Ersatzbeisitzers eines Wahlbürovorstands für die Gemeindewahlen benannt habe, die am Sonntag dem 8. Oktober 2006 stattfinden werden.

Demnach möchte ich Sie bitten, sich am besagten Tag um 7 Uhr 30 in dem Lokal vorstellig zu werden, in dem Ihr Vorstand sitzt, nL. Straße  
..... Nr. ....

Der Wahlbürovorstand muss spätestens um 7 Uhr 45 gebildet sein.

Haben Sie bitte Ihre Kontonummer zur Hand, damit Ihnen nach den Wahlen Ihre Anwesenheitsvergütung ausgezahlt werden kann.

Ich möchte Sie bitten, mir die beigefügte, ordnungsgemäß unterzeichnete Empfangsbestätigung zurückzusenden oder mir innerhalb von zweiundsiebzig Stunden Ihre Entschuldigungsgründe zur Kenntnis zu bringen.

Zu ....., den ..... 2006

Der Vorsitzende des Gemeindevorstands,

---

### Auszüge aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung

**Artikel L4125-5 - § 1** - Spätestens am 15. September benennt der Vorsitzende des Gemeindevorstands die Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände sowie die Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Gemeindeauszählung unter den jüngsten Wählern der Gemeinde, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, in der in Artikel L4125-3 § 2 bestimmten Reihenfolge.

§ 2 - Am selben Datum bezeichnet er die Beisitzer der Wahlbürovorstände unter den jüngsten Wählern der Gemeinde, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, in die die in Artikel L4125-3 § 2 vorgesehenen Bedingungen erfüllen. Hinzukommen die Personen, die Inhaber eines Amtes der Stufe C, das der Wallonischen Region untersteht, oder eines entsprechenden Amtes in den im Punkt 6° desselben Paragraphen vorgesehenen Verwaltungen oder Einrichtungen sind oder anderswo ein entsprechendes Amt ausüben.

§ 3 - Die Vorsitzenden, Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Wahl- und Zählbürovorstände werden unter den Wählern bezeichnet, die in den in Artikel L4122-7 § 1 1° und 2° vorgesehenen Verzeichnissen aufgeführt sind.

§ 4 - Sofort nach diesen Bezeichnungen übermittelt der Vorsitzende des Gemeindevorstandes dem Vorsitzenden des Kantonsvorstandes die vorerwähnten Verzeichnisse nach der Streichung des Namens der gemäß §§ 1 und 2 bezeichneten Personen.

§ 5 - Innerhalb von achtundvierzig Stunden teilt der Vorsitzende des Gemeindevorstandes den Betreffenden die Bezeichnungen per Einschreibebrief mit und fordert sie auf, ihr Amt an den festgelegten Daten und Orten auszuüben.

Bei dieser Gelegenheit teilt er den Vorsitzenden der Wahlbürovorstände mit, an welchem Ort der Zählbürovorstand, der die Stimmzettel ihres Wahlbüros entgegennehmen muss, tagen wird. Der Vorsitzende des Gemeindevorstandes setzt ebenfalls die Vorsitzenden der Zählbürovorstände von der Auswahl der Wahlbürovorstände, deren Auszählung sie vornehmen müssen, in Kenntnis.

Nach den in Artikel L4125-3 § 2 und in § 1 des vorliegenden Artikels vorgesehenen Modalitäten ersetzt er in kürzester Frist diejenigen, die ihm binnen drei Tagen nach Erhalt der Mitteilung ihrer Bezeichnung einen triftigen Verhinderungsgrund mitgeteilt haben.

§ 6 - Wer sich der in §§ 1 und 2 vorgesehenen Benennung ohne triftigen Grund entzieht oder durch sein Verschulden, seine Unvorsichtigkeit oder seine Nachlässigkeit die ihm anvertraute Aufgabe in irgendeiner Weise gefährdet, wird mit einer Geldstrafe von fünfzig bis zweihundert Euro belegt.

(...)

**Artikel L4135-1** - Die Mitglieder der Wahlvorstände erhalten Anwesenheitsgeld, dessen Betrag durch die Regierung festgelegt wird. Der Betrag der Entschädigungen sowie irgendwelcher Vorteile, auf die sie Anspruch erheben könnten, wird ebenfalls durch die Regierung festgelegt.

Die Mitglieder der Wahlvorstände dürfen Anspruch auf die Vergütung ihrer Fahrtkosten erheben.

#### EMPFANGSBESTÄTIGUNG

An Herrn, Frau .....

Vorsitzende(n) des Gemeindevorstands von ..... zurückzusenden.

Anschrift: .....

N.B.: Der Briefwechsel der Vorsitzenden untereinander und mit dem Friedensrichter, den Beisitzern, den Ersatzbeisitzern und den Sekretären der Wahlvorstände kann gebührenfrei erfolgen. Der Vermerk "WAHLGESETZ" ist über der Anschrift anzubringen. Diese Post muss ebenfalls die Eigenschaft des Empfängers und des Absenders außen angeben und von letzterem gegengezeichnet werden.

Der/die Unterzeichnete, ....., benannt, um das Amt des Beisitzers / Ersatzbeisitzers des Wahlbürovorstands Nr. .... mit Sitz in ..... auszuüben, erklärt hiermit, das Schreiben des Vorsitzenden des Gemeindevorstands am ..... erhalten zu haben, in dem er/sie von seiner/ihrer Benennung in Kenntnis gesetzt wurde.

Zu ....., den ..... 2006

Unterschrift,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenauszählungen und der Listenverbindungstabellen beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

Provinz: Wahldistrikt:

Wahlkanton: Gemeinde.

### Muster 13 - Benennung des Sekretärs des Wahlbürovorstands

Sehr geehrte Dame, sehr geehrter Herr,

Ich habe die Ehre, Sie davon in Kenntnis zu setzen, dass ich Sie gemäß Artikel L4125-11 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung zur Ausübung des Amtes des Sekretärs des ..... Wahlbürovorstands für die Gemeindewahlen benannt habe, die am Sonntag dem 8. Oktober 2006 stattfinden werden.

Demnach möchte ich Sie bitten, am besagten Tag um 7 Uhr 30 in dem Lokal vorstellig zu werden, in dem der Vorstand sitzt, nl. Straße ..... Nr. ....

Der Wahlbürovorstand muss spätestens um 7Uhr45 gebildet sein.

Haben Sie bitte Ihre Kontonummer zur Hand, damit Ihnen nach den Wahlen Ihre Anwesenheitsvergütung ausgezahlt werden kann.

Ich möchte Sie bitten, mir die beigefügte, ordnungsgemäß unterzeichnete Empfangsbestätigung zurückzusenden oder mir innerhalb von zweiundsiebzig Stunden Ihre Entschuldigungsgründe zur Kenntnis zu bringen.

Zu ....., den ..... 2006

Der Vorsitzende des Wahlbürovorstands,

Auszüge aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung

**Artikel L4125-1 - § 1** - Ein Wahlvorstand setzt sich aus einem Vorsitzenden, einem Sekretär ohne beschließende Stimme, aus Beisitzern und Ersatzbeisitzern zusammen.

(...)

**Art. L4125-11** - Der Vorsitzende des Wahlvorstands bezeichnet unter den Wählern der Gemeinde seinen Sekretär unter Beachtung der Vorschriften von Artikel L4125-5 § 1.

**Artikel L4135-1** - Die Mitglieder der Wahlvorstände erhalten Anwesenheitsgeld, dessen Betrag durch die Regierung festgelegt wird. Der Betrag der Entschädigungen sowie irgendwelcher Vorteile, auf die sie Anspruch erheben könnten, wird ebenfalls durch die Regierung festgelegt.

Die Mitglieder der Wahlvorstände dürfen Anspruch auf die Vergütung ihrer Fahrtkosten erheben.

#### EMPFANGSBESTÄTIGUNG

An Herrn, Frau .....

Vorsitzende(n) des Wahlbürovorstands Nr. ....

zurückzusenden.

Anschrift: .....

*N.B.:* Der Briefwechsel der Vorsitzenden untereinander und mit dem Friedensrichter, den Beisitzern, den Ersatzbeisitzern und den Sekretären der Wahlvorstände kann gebührenfrei erfolgen. Der Vermerk "WAHLGESETZ" ist über der Anschrift anzubringen. Diese Post muss ebenfalls die Eigenschaft des Empfängers und des Absenders außen angeben und von letzterem gegengezeichnet werden.

Der/die Unterzeichnete, ....., benannt, um das Amt des Sekretärs des Wahlbürovorstands Nr. .... mit Sitz in ..... auszuüben, erklärt hiermit, das Schreiben des Vorsitzenden des Wahlbürovorstands am ..... erhalten zu haben, in dem er/sie von seiner/ihrer Benennung in Kenntnis gesetzt wurde.

Zu ....., den ..... 2006

Unterschrift,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenaushaltungen und der Listenverbindungstabellen beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD



Provinz: Wahlkanton:  
Gemeinde:

#### Muster 14 - Benennung des Vorsitzenden des Zählbürovorstands der Gemeinde

Sehr geehrte Dame, sehr geehrter Herr,

Ich habe die Ehre, Sie davon in Kenntnis zu setzen, dass ich Sie gemäß Artikel L4125-5 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung zur Ausübung des Amtes des Vorsitzenden des Zählbürovorstands Nr. .... benannt habe, der mit der Auszählung der Stimmzettel für die Gemeindewahlen am Sonntag dem 8. Oktober 2006 beauftragt ist.

Demnach möchte ich Sie bitten, am besagten Tag um 14 Uhr 00 in dem Lokal vorstellig zu werden, in dem Ihr Vorstand sitzt, nl. Straße ..... Nr. ....

Haben Sie bitte Ihre Kontonummer zur Hand, damit Ihnen nach den Wahlen Ihre Anwesenheitsvergütung ausgezahlt werden kann.

Der Zählbürovorstand setzt sich außer dem Vorsitzenden aus ..... Beisitzern und einem Sekretär zusammen, der von Ihnen unter den Wählern des Distrikts benannt wird. Demnächst werden Ihnen die Namen der Beisitzer mitgeteilt, die zu dem Vorstand gehören werden, dessen Vorsitz Sie übernehmen.

Benennen Sie bitte Ihren Sekretär unter den Wählern der Gemeinde unter Beachtung der Vorschriften von Artikel L4125-5 § 1 des Kodex.

Der Zählbürovorstand muss spätestens um 14 Uhr gebildet sein. Ist einer der derart benannten Vorsitzenden zum Zeitpunkt der Verrichtungen verhindert oder abwesend, so sorgt der Vorstand für die nötige Ergänzung.

Die Aufgabe Ihres Vorstands ist die Auszählung der Stimmen folgender Wahlbüros:

Wahlbüro-vorstand Nr.	Vollständige Anschrift	Name und Vorname des Vorsitzenden

Außerdem möchte ich Sie ab sofort davon in Kenntnis setzen, dass Sie demnächst zu einer Ausbildungssitzung vorgeladen werden, bei der Sie alle Informationen erhalten werden, die zur Ausübung Ihrer Aufgabe erforderlich sind. Diese Ausbildung ist fakultativ, wird aber stark empfohlen. Später werden Sie durch ein Schreiben vom Vorsitzenden des Kantonvorstands über die praktischen Modalitäten dieser Sitzung informiert.

Ich möchte Sie bitten, mir die beigefügte, ordnungsgemäß unterzeichnete Empfangsbestätigung zurückzusenden oder mir innerhalb von zweiundsiebzig Stunden Ihre Entschuldigungsgründe zur Kenntnis zu bringen.

Zu ....., den ..... 2006

Der Vorsitzende des Gemeindevorstands,

#### Auszüge aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung

**Artikel L4125-5 - § 1** - Spätestens am 15. September benennt der Vorsitzende des Gemeindevorstands die Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände sowie die Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Gemeindeauszählung unter den jüngsten Wählern der Gemeinde, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, in der in Artikel L4125-3 § 2 bestimmten Reihenfolge.

§ 2 - Am selben Datum bezeichnet er die Beisitzer der Wahlbürovorstände unter den jüngsten Wählern der Gemeinde, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, in die die in Artikel L4125-3 § 2 vorgesehenen Bedingungen erfüllen. Hinzukommen die Personen, die Inhaber eines Amtes der Stufe C, das der Wallonischen Region untersteht, oder eines entsprechenden Amtes in den im Punkt 6° desselben Paragraphen vorgesehenen Verwaltungen oder Einrichtungen sind oder anderswo ein entsprechendes Amt ausüben.

§ 3 - Die Vorsitzenden, Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Wahl- und Zählbürovorstände werden unter den Wählern bezeichnet, die in den in Artikel L4122-7 § 1 1° und 2° vorgesehenen Verzeichnissen aufgeführt sind.

§ 4 - Sofort nach diesen Bezeichnungen übermittelt der Vorsitzende des Gemeindevorstandes dem Vorsitzenden des Kantonsvorstandes die vorerwähnten Verzeichnisse nach der Streichung des Namens der gemäß §§ 1 und 2 bezeichneten Personen.

§ 5 - Innerhalb von achtundvierzig Stunden teilt der Vorsitzende des Gemeindevorstandes den Betreffenden die Bezeichnungen per Einschreibebrief mit und fordert sie auf, ihr Amt an den festgelegten Daten und Orten auszuüben.

Bei dieser Gelegenheit teilt er den Vorsitzenden der Wahlbürovorstände mit, an welchem Ort der Zählbürovorstand, der die Stimmzettel ihres Wahlbüros entgegennehmen muss, tagen wird. Der Vorsitzende des Gemeindevorstandes setzt ebenfalls die Vorsitzenden der Zählbürovorstände von der Auswahl der Wahlbürovorstände, deren Auszählung sie vornehmen müssen, in Kenntnis.

Nach den in Artikel L4125-3 § 2 und in § 1 des vorliegenden Artikels vorgesehenen Modalitäten ersetzt er in kürzester Frist diejenigen, die ihm binnen drei Tagen nach Erhalt der Mitteilung ihrer Bezeichnung einen triftigen Verhinderungsgrund mitgeteilt haben.

§ 6 - Wer sich der in §§ 1 und 2 vorgesehenen Benennung ohne triftigen Grund entzieht oder durch sein Verschulden, seine Unvorsichtigkeit oder seine Nachlässigkeit die ihm anvertraute Aufgabe in irgendeiner Weise gefährdet, wird mit einer Geldstrafe von fünfzig bis zweihundert Euro belegt.

**Artikel L4125-10 - § 1** - Sofort nach der Bezeichnung der Wahlvorstände übermittelt die Regierung oder ihr Bevollmächtigter ihnen die für die Ausführung ihrer Aufgabe notwendigen Anweisungen sowie die Formulare und Dokumente, die für die Ausführung ihrer Aufgabe notwendig sind, deren Liste durch die Regierung festgelegt wird.

§ 2 - Der Vorsitzende des Kantonvorstandes lädt gleichzeitig alle Vorsitzenden der Wahlvorstände seines Zuständigkeitsgebiets an einem von ihm bestimmten Tag, der nicht später als der sechste Tag vor der Wahl sein kann, vor, um ihnen eine Ausbildung zuteil werden zu lassen.

**Art. L4125-16** - Wird mit einer Geldstrafe von 50 bis 200 Euro belegt:

1° jede Person, die sich der Bezeichnung als Vorsitzender und als Beisitzer des Wahl- oder Zählbürovorstands ohne triftige Gründe entzieht;

2° der Vorsitzende, der Beisitzer oder der Ersatzbeisitzer, der seine Verhinderungsgründe nicht innerhalb der festgelegten Frist angibt;

3° der Vorsitzende, der Beisitzer oder der Ersatzbeisitzer, der, nachdem er dieses Amt angenommen hat, es ohne triftigen Grund unterläßt.

**Art. L4125-17** - Jede Person, die durch ihr Verschulden, ihre Unvorsichtigkeit oder ihre Nachlässigkeit die ihr anvertraute Aufgabe in irgendeiner Weise gefährdet, wird mit einer Geldstrafe von 50 bis 200 Euro belegt.

**Artikel L4135-1** - Die Mitglieder der Wahlvorstände erhalten Anwesenheitsgeld, dessen Betrag durch die Regierung festgelegt wird. Der Betrag der Entschädigungen sowie irgendwelcher Vorteile, auf die sie Anspruch erheben könnten, wird ebenfalls durch die Regierung festgelegt.

Die Mitglieder der Wahlvorstände dürfen Anspruch auf die Vergütung ihrer Fahrtkosten erheben.

#### EMPFANGSBESTÄTIGUNG

An Herrn, Frau .....

Vorsitzende(n) des Gemeindevorstands von ..... zurückzusenden

Anschrift: .....

*N.B.:* Der Briefwechsel der Vorsitzenden untereinander und mit dem Friedensrichter, den Beisitzern, den Ersatzbeisitzern und den Sekretären der Wahlvorstände kann gebührenfrei erfolgen. Der Vermerk "WAHLGESETZ" ist über der Anschrift anzubringen. Diese Post muss ebenfalls die Eigenschaft des Empfängers und des Absenders außen angeben und von letzterem gegengezeichnet werden.

Der/die Unterzeichnete, ....., benannt, um das Amt des Vorsitzenden des kommunalen Zählbürovorstands Nr. .... mit Sitz in ..... auszuüben, erklärt hiermit, das Schreiben des Vorsitzenden des Gemeindevorstands am ..... erhalten zu haben, in dem er/sie von seiner/ihrer Benennung in Kenntnis gesetzt wurde.

Zu ....., den ..... 2006

Unterschrift,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmauszählungen und der Listenverbindungen beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Provinz: Wahlkanton:

Gemeinde:

#### Muster 15 - Benennung der Beisitzer des Zählbürovorstands der Gemeinde

Sehr geehrte Dame, sehr geehrter Herr,

Ich habe die Ehre, Sie davon in Kenntnis zu setzen, dass ich Sie gemäß Artikel L4125-5 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung zur Ausübung des Amtes des Beisitzers / Ersatzbeisitzers des ... Zählbürovorstands für die Gemeindewahlen benannt habe, die am Sonntag dem 8. Oktober 2006 stattfinden werden.

Demnach möchte ich Sie bitten, am besagten Tag um 14 Uhr 00 in dem Lokal vorstellig zu werden, in dem Ihr Vorstand sitzt, nl. an folgender Anschrift:

Nr. des Büros: .....

Haben Sie bitte Ihre Kontonummer zur Hand, damit Ihnen nach den Wahlen Ihre Anwesenheitsvergütung ausgezahlt werden kann.

Ich möchte Sie bitten, mir die beigefügte, ordnungsgemäß unterzeichnete Empfangsbestätigung zurückzusenden oder mir innerhalb von zweiundsiebzig Stunden Ihre Entschuldigungsgründe zur Kenntnis zu bringen.

Zu ....., den ..... 2006

Der Vorsitzende des Gemeindevorstands,

#### Auszüge aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung

**Artikel L4125-5** - § 1 - Spätestens am 15. September benennt der Vorsitzende des Gemeindevorstands die Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände sowie die Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Gemeindeauszählung unter den jüngsten Wählern der Gemeinde, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, in der in Artikel L4125-3 § 2 bestimmten Reihenfolge.

§ 2 - Am selben Datum bezeichnet er die Beisitzer der Wahlbürovorstände unter den jüngsten Wählern der Gemeinde, die am Wahltag mindestens achtzehn Jahre alt sind, in die die in Artikel L4125-3 § 2 vorgesehenen Bedingungen erfüllen. Hinzukommen die Personen, die Inhaber eines Amtes der Stufe C, das der Wallonischen Region untersteht, oder eines entsprechenden Amtes in den im Punkt 6° desselben Paragraphen vorgesehenen Verwaltungen oder Einrichtungen sind oder anderswo ein entsprechendes Amt ausüben.

§ 3 - Die Vorsitzenden, Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Wahl- und Zählbürovorstände werden unter den Wählern bezeichnet, die in den in Artikel L4122-7 § 1 1° und 2° vorgesehenen Verzeichnissen aufgeführt sind.

§ 4 - Sofort nach diesen Bezeichnungen übermittelt der Vorsitzende des Gemeindevorstandes dem Vorsitzenden des Kantonsvorstandes die vorerwähnten Verzeichnisse nach der Streichung des Namens der gemäß §§ 1 und 2 bezeichneten Personen.

§ 5 - Innerhalb von achtundvierzig Stunden teilt der Vorsitzende des Gemeindevorstandes den Betreffenden die Bezeichnungen per Einschreibebrief mit und fordert sie auf, ihr Amt an den festgelegten Daten und Orten auszuüben.

Bei dieser Gelegenheit teilt er den Vorsitzenden der Wahlbürovorstände mit, an welchem Ort der Zählbürovorstand, der die Stimmzettel ihres Wahlbüros entgegennehmen muss, tagen wird. Der Vorsitzende des Gemeindevorstandes setzt ebenfalls die Vorsitzenden der Zählbürovorstände von der Auswahl der Wahlbürovorstände, deren Auszählung sie vornehmen müssen, in Kenntnis.

Nach den in Artikel L4125-3, § 2 und in § 1 des vorliegenden Artikels vorgesehenen Modalitäten ersetzt er in kürzester Frist diejenigen, die ihm binnen drei Tagen nach Erhalt der Mitteilung ihrer Bezeichnung einen triftigen Verhinderungsgrund mitgeteilt haben.

§ 6 - Wer sich der in §§ 1 und 2 vorgesehenen Benennung ohne triftigen Grund entzieht oder durch sein Verschulden, seine Unvorsichtigkeit oder seine Nachlässigkeit die ihm anvertraute Aufgabe in irgendeiner Weise gefährdet, wird mit einer Geldstrafe von fünfzig bis zweihundert Euro belegt.

(...)

**Artikel L4135-1** - Die Mitglieder der Wahlvorstände erhalten Anwesenheitsgeld, dessen Betrag durch die Regierung festgelegt wird. Der Betrag der Entschädigungen sowie irgendwelcher Vorteile, auf die sie Anspruch erheben könnten, wird ebenfalls durch die Regierung festgelegt.

Die Mitglieder der Wahlvorstände dürfen Anspruch auf die Vergütung ihrer Fahrtkosten erheben.

EMPFANGSBESTÄTIGUNG

An Herrn, Frau

Vorsitzende(n) des Gemeindevorstands von zurückzusenden

Anschrift:

N.B.: Der Briefwechsel der Vorsitzenden untereinander und mit dem Friedensrichter, den Beisitzern, den Ersatzbeisitzern und den Sekretären der Wahlvorstände kann gebührenfrei erfolgen. Der Vermerk "WAHLGESETZ" ist über der Anschrift anzubringen. Diese Post muss ebenfalls die Eigenschaft des Empfängers und des Absenders außen angeben und von letzterem gegengezeichnet werden.

Der/die Unterzeichnete,

benannt, um das Amt des Beisitzers/Ersatzbeisitzers des Zählbürovorstands der Gemeinde Nr. .... mit Sitz in auszuüben, erklärt hiermit, am das Schreiben des Vorsitzenden des Gemeindevorstands erhalten zu haben, in dem er/sie von seiner/ihrer Benennung in Kenntnis gesetzt wurde.

Zu ....., den ..... 2006

Unterschrift,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenaushaltungen und der Listenverbindungstabellen beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Provinz: Wahlkanton:

Gemeinde.

**Muster 16 - Benennung des Sekretärs des Zählbürovorstands der Gemeinde.**

Sehr geehrte Dame, sehr geehrter Herr,

Ich habe die Ehre, Sie davon in Kenntnis zu setzen, dass ich Sie gemäß Artikel L4125-15 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung zur Ausübung des Amtes des Sekretärs des ..... Wahlbürovorstands für die Gemeindevahlen benannt habe, die am Sonntag dem 8. Oktober 2006 stattfinden werden.

Demnach möchte ich Sie bitten, am besagten Tag um 14 Uhr 00 in dem Lokal vorstellig zu werden, in dem der Vorstand sitzt, nl. an folgender Anschrift:

Nr. des Büros: .....

Haben Sie bitte Ihre Kontonummer zur Hand, damit Ihnen nach den Wahlen Ihre Anwesenheitsvergütung ausgezahlt werden kann.

Ich möchte Sie bitten, mir die beigefügte, ordnungsgemäß unterzeichnete Empfangsbestätigung zurückzusenden oder mir innerhalb von zweiundsiebzig Stunden Ihre Entschuldigungsgründe zur Kenntnis zu bringen.

Zu ....., den ..... 2006

Der Vorsitzende des Zählbürovorstands,

Auszüge aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung

**Artikel L4125-1 - § 1** - Ein Wahlvorstand setzt sich aus einem Vorsitzenden, einem Sekretär ohne beschließende Stimme, aus Beisitzern und Ersatzbeisitzern zusammen.

(...)

**Art. L4125-15** - Der Vorsitzende des Zählbürovorstands bezeichnet unter den Wählern der Gemeinde seinen Sekretär unter Beachtung der Vorschriften von Artikel L4125-5 § 1.

Der Vorsitzende des Zählbürovorstands der Provinz bezeichnet seinen Sekretär unter den Wählern des Distrikts nach denselben Modalitäten.

**Artikel L4135-1** - Die Mitglieder der Wahlvorstände erhalten Anwesenheitsgeld, dessen Betrag durch die Regierung festgelegt wird. Der Betrag der Entschädigungen sowie irgendwelcher Vorteile, auf die sie Anspruch erheben könnten, wird ebenfalls durch die Regierung festgelegt.

Die Mitglieder der Wahlvorstände dürfen Anspruch auf die Vergütung ihrer Fahrtkosten erheben.

EMPFANGSBESTÄTIGUNG

An Herrn, Frau .....

Vorsitzende(r) des Gemeindezählbürovorstands Nr. ....

Anschrift:

N.B.: Der Briefwechsel der Vorsitzenden untereinander und mit dem Friedensrichter, den Beisitzern, den Ersatzbeisitzern und den Sekretären der Wahlvorstände kann gebührenfrei erfolgen. Der Vermerk "WAHLGESETZ" ist über der Anschrift anzubringen. Diese Post muss ebenfalls die Eigenschaft des Empfängers und des Absenders außen angeben und von letzterem gegengezeichnet werden.

Der/die Unterzeichnete

benannt, um das Amt des Sekretärs des Zählbürovorstands der Gemeinde Nr. .... mit Sitz in auszuüben, erklärt hiermit, am das Schreiben des Vorsitzenden des Gemeindevorstands erhalten zu haben, in dem er/sie von seiner/ihrer Benennung in Kenntnis gesetzt wurde.

Zu ....., den ..... 2006

Unterschrift,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenaushaltungen und der Listenverbindungstabellen beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Provinz: Wahldistrikt:  
Wahlkanton: Gemeinde:

### Muster 17 - Benennung des Vorsitzenden des Zählbürovorstands der Provinz

Sehr geehrte Dame, sehr geehrter Herr,

Ich habe die Ehre, Sie davon in Kenntnis zu setzen, dass ich Sie gemäß Artikel L4125-8 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung zur Ausübung des Amtes des Vorsitzenden des Zählbürovorstands Nr. .... benannt habe, der mit der Auszählung der Stimmzettel für die Provinzialwahlen am Sonntag dem 8. Oktober 2006 beauftragt ist.

Demnach möchte ich Sie bitten, am besagten Tag um 14 Uhr in dem Lokal vorstellig zu werden, in dem Ihr Vorstand an folgender Anschrift sitzt:  
.....

Haben Sie bitte Ihre Kontonummer zur Hand, damit Ihnen nach den Wahlen Ihre Anwesenheitsvergütung ausgezahlt werden kann.

Der Zählbürovorstand setzt sich außer dem Vorsitzenden aus vier Beisitzern, vier Ersatzbeisitzern und einem Sekretär zusammen, der von Ihnen unter den Wählern des Distrikts benannt wird. Demnächst werden Ihnen die Namen der Beisitzer mitgeteilt, die zu dem Vorstand gehören werden, dessen Vorsitz Sie übernehmen.

Benennen Sie bitte Ihren Sekretär unter den Wählern der Gemeinde unter Beachtung der Vorschriften des Artikel L4125-5 § 1 des Kodex.

Der Zählbürovorstand muss spätestens um 14 Uhr gebildet sein. Ist einer der derart benannten Vorsitzenden zum Zeitpunkt der Verrichtungen verhindert oder abwesend, so sorgt der Vorstand für die nötige Ergänzung.

Die Aufgabe Ihres Vorstands ist die Auszählung der Stimmen der Provinzialwahlen folgender Wahlbürovorstände:

Wahlbüro-Vorstand Nr.	Vollständige Anschrift	Name und Vorname des Vorsitzenden

Außerdem möchte ich Sie ab sofort davon in Kenntnis setzen, dass Sie demnächst zu einer Ausbildungssitzung vorgeladen werden, bei der Sie alle Informationen erhalten werden, die zur Ausübung Ihrer Aufgabe erforderlich sind. Diese Ausbildung ist fakultativ, wird aber stark empfohlen. Später werden Sie ein Schreiben über die praktischen Modalitäten dieser Sitzung erhalten.

Ich möchte Sie bitten, mir die beigefügte, ordnungsgemäß unterzeichnete Empfangsbestätigung zurückzusenden oder mir innerhalb von zweiundsiebzig Stunden Ihre Entschuldigungsgründe zur Kenntnis zu bringen.

Zu ....., den ..... 2006

Der Vorsitzende des Kantonvorstands,

#### Auszüge aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung

**Artikel L4125-8** - Am 25. September nimmt der Vorsitzende des Kantonsvorstands die Bezeichnung der Vorsitzenden und der Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Zählbürovorstände der Provinz nach denselben Modalitäten wie denjenigen, die in Artikel L4125-5 für die gemeindliche Auszählung vorgesehen sind, unter den Wählern des Distrikts vor.

**Art. L4125-14** - § 1 - Sofort nach der Bezeichnung der Vorsitzenden der Zählvorstände übermittelt die Regierung oder ihr Bevollmächtigter ihnen die für die Ausführung ihrer Aufgabe notwendigen Anweisungen sowie die Formulare und Dokumente, die für die Ausführung ihrer Aufgabe notwendig sind, deren Liste durch die Regierung festgelegt wird.

§ 2 - Der Vorsitzende des Kantonsvorstandes lädt gleichzeitig alle Vorsitzenden der Zählvorstände seines Zuständigkeitsgebiets an einem von ihm bestimmten Tag, der nicht später als der sechste Tag vor der Wahl sein kann, vor, um ihnen eine Ausbildung zuteil werden zu lassen.

**Art. L4125-16** - Wird mit einer Geldstrafe von 50 bis 200 Euro belegt:

1° jede Person, die sich der Bezeichnung als Vorsitzender und als Beisitzer des Wahl- oder Zählbürovorstands ohne triftige Gründe entzieht;

2° der Vorsitzende, der Beisitzer oder der Ersatzbeisitzer, der seine Verhinderungsgründe nicht innerhalb der festgelegten Frist angibt;

3° der Vorsitzende, der Beisitzer oder der Ersatzbeisitzer, der, nachdem er dieses Amt angenommen hat, es ohne triftigen Grund unterläßt.

**Art. L4125-17** - Jede Person, die durch ihr Verschulden, ihre Unvorsichtigkeit oder ihre Nachlässigkeit die ihr anvertraute Aufgabe in irgendeiner Weise gefährdet, wird mit einer Geldstrafe von 50 bis 200 Euro belegt.

**Artikel L4135-1** - Die Mitglieder der Wahlvorstände erhalten Anwesenheitsgeld, dessen Betrag durch die Regierung festgelegt wird. Der Betrag der Entschädigungen sowie irgendwelcher Vorteile, auf die sie Anspruch erheben könnten, wird ebenfalls durch die Regierung festgelegt.

Die Mitglieder der Wahlvorstände dürfen Anspruch auf die Vergütung ihrer Fahrtkosten erheben.

#### EMPFANGSBESTÄTIGUNG

An Herrn, Frau .....

Vorsitzende(n) des Kantonvorstands von ..... zurückzusenden.

Anschrift: .....

N.B.: Der Briefwechsel der Vorsitzenden untereinander und mit dem Friedensrichter, den Beisitzern, den Ersatzbeisitzern und den Sekretären der Wahlvorstände kann gebührenfrei erfolgen. Der Vermerk "WAHLGESETZ" ist über der Anschrift anzubringen. Diese Post muss ebenfalls die Eigenschaft des Empfängers und des Absenders außen angeben und von letzterem gegengezeichnet werden.

Der/die Unterzeichnete, ....., benannt, um das Amt des Vorsitzenden des Zählbürovorstands der Provinz Nr. .... mit Sitz in ..... auszuüben, erklärt hiermit, das Schreiben des Vorsitzenden des Kantonvorstands am ..... erhalten zu haben, in dem er/sie von seiner/ihrer Benennung in Kenntnis gesetzt wurde.

Zu ....., den ..... 2006

Unterschrift,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmauszählungen und der Listenverbindungstabellen beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

Provinz: Wahldistrikt:  
Wahlkanton: Gemeinde:

### Muster 18 - Benennung der Beisitzer des Zählbürovorstands der Provinz

Sehr geehrte Dame, sehr geehrter Herr,

Ich habe die Ehre, Sie davon in Kenntnis zu setzen, dass ich Sie gemäß Artikel L4125-8 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung zur Ausübung des Amtes des Beisitzers / Ersatzbeisitzers des Zählbürovorstands für die Provinzialwahlen benannt habe, die am Sonntag dem 8. Oktober 2006 stattfinden werden.

Demnach möchte ich Sie bitten, am besagten Tag um 14 Uhr in dem Lokal vorstellig zu werden, in dem Ihr Vorstand an folgender Anschrift sitzt:

.....  
Haben Sie bitte Ihre Kontonummer zur Hand, damit Ihnen nach den Wahlen Ihre Anwesenheitsvergütung ausgezahlt werden kann.

Ich möchte Sie bitten, mir die beigefügte, ordnungsgemäß unterzeichnete Empfangsbestätigung zurückzusenden oder mir innerhalb von zweiundsiebzig Stunden Ihre Entschuldigungsgründe zur Kenntnis zu bringen.

Zu ....., den ..... 2006

Der Vorsitzende des Kantonvorstands,

#### Auszüge aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung

**Artikel L4125-8** - Am 25. September nimmt der Vorsitzende des Kantonsvorstands die Bezeichnung der Vorsitzenden und der Beisitzer und Ersatzbeisitzer der Zählbürovorstände der Provinz nach denselben Modalitäten wie denjenigen, die in Artikel L4125-5 für die gemeindliche Auszählung vorgesehen sind, unter den Wählern des Distrikts vor.

**Art. L4125-16** - Wird mit einer Geldstrafe von 50 bis 200 Euro belegt:

1° jede Person, die sich der Bezeichnung als Vorsitzender und als Beisitzer des Wahl- oder Zählbürovorstands ohne triftige Gründe entzieht;

2° der Vorsitzende, der Beisitzer oder der Ersatzbeisitzer, der seine Verhinderungsgründe nicht innerhalb der festgelegten Frist angibt;

3° der Vorsitzende, der Beisitzer oder der Ersatzbeisitzer, der, nachdem er dieses Amt angenommen hat, es ohne triftigen Grund unterläßt.

**Art. L4125-17** - Jede Person, die durch ihr Verschulden, ihre Unvorsichtigkeit oder ihre Nachlässigkeit die ihr anvertraute Aufgabe in irgendeiner Weise gefährdet, wird mit einer Geldstrafe von 50 bis 200 Euro belegt.

**Artikel L4135-1** - Die Mitglieder der Wahlvorstände erhalten Anwesenheitsgeld, dessen Betrag durch die Regierung festgelegt wird. Der Betrag der Entschädigungen sowie irgendwelcher Vorteile, auf die sie Anspruch erheben könnten, wird ebenfalls durch die Regierung festgelegt.

Die Mitglieder der Wahlvorstände dürfen Anspruch auf die Vergütung ihrer Fahrtkosten erheben.

#### EMPFANGSBESTÄTIGUNG

An Herrn, Frau .....

Vorsitzende(n) des Kantonvorstands von ..... zurückzusenden.

Anschrift: .....

*N.B.:* Der Briefwechsel der Vorsitzenden untereinander und mit dem Friedensrichter, den Beisitzern, den Ersatzbeisitzern und den Sekretären der Wahlvorstände kann gebührenfrei erfolgen. Der Vermerk "WAHLGESETZ" ist über der Anschrift anzubringen. Diese Post muss ebenfalls die Eigenschaft des Empfängers und des Absenders außen angeben und von letzterem gegengezeichnet werden.

Der/die Unterzeichnete, ....., benannt, um das Amt des Beisitzers/Ersatzbeisitzers des Zählbürovorstands der Provinz Nr. .... mit Sitz in ..... auszuüben, erklärt hiermit, das Schreiben des Vorsitzenden des Kantonvorstands am ..... erhalten zu haben, in dem er/sie von seiner/ihrer Benennung in Kenntnis gesetzt wurde.

Zu ....., den ..... 2006

Unterschrift,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenauszählungen und der Listenverbindungstabellen beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

Provinz: Wahldistrikt:  
Wahlkanton: Gemeinde.

**Muster 19 - Benennung des Sekretärs des Zählbürovorstands der Provinz.**

Sehr geehrte Dame, sehr geehrter Herr,

Ich habe die Ehre, Sie davon in Kenntnis zu setzen, dass ich Sie gemäß Artikel L412515 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung zur Ausübung des Amtes des Sekretärs des ..... Wahlbürovorstands für die Provinzialwahlen benannt habe, die am Sonntag dem 8. Oktober 2006 stattfinden werden.

Demnach möchte ich Sie bitten, am besagten Tag um 14 Uhr in dem Lokal vorstellig zu werden, in dem der Vorstand sitzt, nl. an folgender Anschrift: .....

Haben Sie bitte Ihre Kontonummer zur Hand, damit Ihnen nach den Wahlen Ihre Anwesenheitsvergütung ausgezahlt werden kann.

Ich möchte Sie bitten, mir die beigefügte, ordnungsgemäß unterzeichnete Empfangsbestätigung zurückzusenden oder mir innerhalb von zweiundsiebzig Stunden Ihre Entschuldigungsgründe zur Kenntnis zu bringen.

Zu ....., den ..... 2006

Der Vorsitzende des Zählbürovorstands,

\_\_\_\_\_

Auszüge aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung

**Artikel L4125-1 - § 1** - Ein Wahlvorstand setzt sich aus einem Vorsitzenden, einem Sekretär ohne beschließende Stimme, aus Beisitzern und Ersatzbeisitzern zusammen.

(...)

**Art. L4125-15** - Der Vorsitzende des Zählbürovorstands der Gemeinde bezeichnet unter den Wählern der Gemeinde seinen Sekretär unter Beachtung der Vorschriften von Artikel L4125-5 § 1.

Der Vorsitzende des Zählbürovorstands der Provinz bezeichnet seinen Sekretär unter den Wählern des Distrikts nach denselben Modalitäten.

**Artikel L4135-1** - Die Mitglieder der Wahlvorstände erhalten Anwesenheitsgeld, dessen Betrag durch die Regierung festgelegt wird. Der Betrag der Entschädigungen sowie irgendwelcher Vorteile, auf die sie Anspruch erheben könnten, wird ebenfalls durch die Regierung festgelegt.

Die Mitglieder der Wahlvorstände dürfen Anspruch auf die Vergütung ihrer Fahrtkosten erheben.

**EMPFANGSBESTÄTIGUNG**

An Herrn, Frau .....

Vorsitzende(r) des Zählbürovorstands der Provinz in .....

Anschrift: .....

*N.B.:* Der Briefwechsel der Vorsitzenden untereinander und mit dem Friedensrichter, den Beisitzern, den Ersatzbeisitzern und den Sekretären der Wahlvorstände kann gebührenfrei erfolgen. Der Vermerk "WAHLGESETZ" ist über der Anschrift anzubringen. Diese Post muss ebenfalls die Eigenschaft des Empfängers und des Absenders außen angeben und von letzterem gegengezeichnet werden.

Der / die Unterzeichnete, ....., benannt, um das Amt des Sekretärs des Zählbürovorstands der Provinz Nr. .... mit Sitz in ..... auszuüben, erklärt hiermit, das Schreiben des Vorsitzenden des Zählbürovorstands am ..... erhalten zu haben, in dem er/sie von seiner/ihrer Benennung in Kenntnis gesetzt wurde.

Zu ....., den ..... 2006

Unterschrift,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenauszählungen und der Listenverbindungstabellen beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

Provinz: Wahldistrikt:  
Wahlkanton: Gemeinde.

### Muster 20 - Einberufung der Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände

Sehr geehrte Dame, sehr geehrter Herr,

Anschließend an Ihre Benennung zum Vorsitzenden des Wahlbürovorstands / Zählbürovorstands von ..... habe ich die Ehre, Sie am ..... 2006 an folgende Anschrift einzuladen: .....

Zu dieser Gelegenheit wird Ihnen eine für die Erfüllung Ihrer Aufgabe notwendige Ausbildung zuteil. Ihre Anwesenheit bei dieser Ausbildung ist nicht verpflichtet, wird aber im Interesse des guten Ablaufs der Wahlverrichtungen stark empfohlen.

Ich möchte Sie bitten, mir die beigefügte, ordnungsgemäß unterzeichnete Empfangsbestätigung zurückzusenden oder mir innerhalb von achtundvierzig Stunden Ihre Entschuldigungsgründe zur Kenntnis zu bringen.

Zu ....., den ..... 2006

Der Vorsitzende des Kantonvorstands

---

### Auszüge aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung

**Artikel L4125-10 - § 1** - Sofort nach der Bezeichnung der Vorsitzenden der Wahlvorstände übermittelt die Regierung oder ihr Bevollmächtigter ihnen die für die Ausführung ihrer Aufgabe notwendigen Anweisungen sowie die Formulare und Dokumente, die für die Ausführung ihrer Aufgabe notwendig sind, deren Liste durch die Regierung festgelegt wird.

§ 2. Der Vorsitzende des Kantonvorstandes lädt gleichzeitig alle Vorsitzenden der Wahlvorstände seines Zuständigkeitsgebiets an einem von ihm bestimmten Tag, der nicht später als der sechste Tag vor der Wahl sein kann, vor, um ihnen eine Ausbildung zuteil werden zu lassen.

**Art. L4125-14 - § 1** - Sofort nach der Bezeichnung der Vorsitzenden der Zählvorstände übermittelt die Regierung oder ihr Bevollmächtigter ihnen die für die Ausführung ihrer Aufgabe notwendigen Anweisungen sowie die Formulare und Dokumente, die für die Ausführung ihrer Aufgabe notwendig sind, deren Liste durch die Regierung festgelegt wird.

§ 2 - Der Vorsitzende des Kantonsvorstandes lädt gleichzeitig alle Vorsitzenden der Zählvorstände seines Zuständigkeitsgebiets an einem von ihm bestimmten Tag, der nicht später als der sechste Tag vor der Wahl sein kann, vor, um ihnen eine Ausbildung zuteil werden zu lassen.

#### EMPFANGSBESTÄTIGUNG

An Herrn, Frau .....

Vorsitzende(n) des Distriktvorstands von ..... zurückzusenden.

Anschrift: .....

*N.B.:* Der Briefwechsel der Vorsitzenden untereinander und mit dem Friedensrichter, den Beisitzern, den Ersatzbeisitzern und den Sekretären der Wahlvorstände kann gebührenfrei erfolgen. Der Vermerk "WAHLGESETZ" ist über der Anschrift anzubringen. Diese Post muss ebenfalls die Eigenschaft des Empfängers und des Absenders außen angeben und von letzterem gegengezeichnet werden.

Der (die) Unterzeichnete ..... Vorsitzende(r) des Wahlbürovorstands / Zählbürovorstands von ..... erklärt hiermit, am ..... das Schreiben des Vorsitzenden des Distriktvorstands mit dieser Einberufung erhalten zu haben.

Zu ....., den ..... 2006

Unterschrift,

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenaushaltungen und der Listenverbindungstabellen beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,  
E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

Provinz: Wahlkanton:

Gemeinde. Zählbürovorstand Nr.

### Muster 21 - Ergebnis der Auszählung der Stimmzettel

aus den Wahlbüros Nr. ...., ....., .....

Abrechnung der Stimmzettel				Gesamtzahl		In den Urnen vorgefundene Stimmzettel	
	Liste Nr. _____	Liste Nr. _____	Liste Nr. _____			Wahlbüro Nr.: ____	
Stimmen im Kopffeld (L)						Wahlbüro Nr.: ____	
Vorzugsstimmen (N)						Wahlbüro Nr.: ____	
Gesamt (V = L+N)						Wahlbüro Nr.: ____	
Weiße und ungültige Stimmzettel (I)							
Gesamtbetrag:					=	Erhaltene Stimmzettel (U)	

Abrechnung der Stimmen nach Kandidaten (Vorzugsstimmen) (S)					
Liste Nr. _____		Liste Nr. _____		Liste Nr. _____	
Herr/Frau:		Herr/Frau:		Herr/Frau:	
Herr/Frau:		Herr/Frau:		Herr/Frau:	
Herr/Frau:		Herr/Frau:		Herr/Frau:	
Herr/Frau:		Herr/Frau:		Herr/Frau:	
Herr/Frau:		Herr/Frau:		Herr/Frau:	
Herr/Frau:		Herr/Frau:		Herr/Frau:	
Herr/Frau:		Herr/Frau:		Herr/Frau:	
Herr/Frau:		Herr/Frau:		Herr/Frau:	
Herr/Frau:		Herr/Frau:		Herr/Frau:	
Herr/Frau:		Herr/Frau:		Herr/Frau:	
Herr/Frau:		Herr/Frau:		Herr/Frau:	
Herr/Frau:		Herr/Frau:		Herr/Frau:	
Herr/Frau:		Herr/Frau:		Herr/Frau:	

Das Wahlbüro stellt fest, dass die Gesamtanzahl der Stimmzettel mit Stimmen im Kopffeld (L)

zusammen mit der Gesamtanzahl der Stimmzettel mit Vorzugsstimmen (N)

die gleiche Anzahl (V) als die der gültigen Stimmzettel ergeben, die folgender Zahl entspricht:

die der Anzahl der in den Urnen und Umschlägen vorgefundenen Stimmzettel (U),

abzüglich der weißen oder ungültigen Stimmzettel entspricht (I).

Eine Abschrift wird an die Vorsitzenden aller betroffenen Kollegien gerichtet mit der Bitte, die Listen in allen Gemeinden ihres Wahlkreises aushängen zu lassen.

Über alles Vorstehende wurde das vorliegende Protokoll in Anwesenheit der Zeugen ausgefertigt.

Zu ....., den ..... 2006.

Der Sekretär Die Beisitzer Die Zeugen, Der Vorsitzende,

Auszüge aus dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung

Artikel L4125-5 - (...)

§ 7 - Er übermittelt unmittelbar den Vorsitzenden der Wahl- und Zählbürovorstände der Gemeinden, dem Vorsitzenden des Distrikt- und Kantonsvorstandes und dem Gemeindegremium, die Tabelle, die die Zusammensetzung des Gemeindevorstands, der Wahlvorstände sowie der Zählbürovorstände der Gemeinden enthält.

Diese Tabelle wird gemäß dem von der Regierung festgelegten Muster aufgestellt.



Das Gemeindegremium sorgt dafür, dass die Tabelle, die er erhalten hat, durch Anschlag von jedem eingesehen werden kann.

Er übermittelt unverzüglich der Regierung oder ihrem Beauftragten ein Exemplar davon.

**Art. L4144-3** - Der Zählbürovorstand beginnt mit der Stimmenauszählung, sobald er alle für ihn bestimmten Urnen erhalten hat.

**Art. L4144-4** - § 1 - In jedem Zähllokal und in Gegenwart der Vorstandsmitglieder und der Zeugen öffnet der Vorsitzende die Urnen und entnimmt die Stimmzettel.

§ 2 - Mit Hilfe eines der Mitglieder des Zählvorstandes zählt er die darin enthaltenen Stimmzettel, ohne sie auseinanderzufalten.

Er legt die Stimmzettel beiseite, die der Wahl, für die er zuständig ist, nicht entsprechen.

**Art. L4144-5** - Die Anzahl der in den einzelnen Urnen vorgefundenen Stimmzettel, die der Wahl, mit der der Zählvorstand beauftragt ist, entspricht, wird im Protokoll vermerkt.

Die in Artikel L4143-28 erwähnten Umschläge werden nicht geöffnet.

**Art. L4144-7** - § 1 - Der Vorsitzende und die Vorstandsmitglieder mischen alle vom Vorstand auszuzählenden Stimmzettel, falten sie auseinander und ordnen sie nach folgenden Kategorien:

1° Stimmzettel mit gültigen Stimmen für die erste Liste oder für Kandidaten dieser Liste,

2° ebenso für die zweite Liste und gegebenenfalls für alle weiteren Listen,

3° die im Sinne von Artikel L4112-18 § 3° ungültigen Stimmzettel;

4° die im Sinne von Artikel L4112-18 § 5 zweifelhaften Stimmzettel.

§ 2 - Nach dieser ersten Einteilung werden die Stimmzettel der einzelnen für die verschiedenen Listen gebildeten Kategorien in zwei Unterkategorien aufgeteilt:

1. Stimmzettel mit Stimmabgabe im Kopffeld;

2. die Stimmzettel mit Stimmabgabe für einen oder mehrere Kandidaten, auch wenn für diese ebenfalls eine Stimme im Kopffeld abgegeben ist.

**Artikel L4144-8** - (...)

§ 2 - Der Vorstand stellt dementsprechend Folgendes fest:

1° die Gesamtanzahl gültiger Stimmzettel;

2° die Gesamtanzahl ungültiger Stimmzettel;

3° für jede Liste die Gesamtanzahl der Stimmen im Kopffeld;

4° für jede Liste die Gesamtanzahl der Stimmzettel mit Stimmabgabe lediglich für einen oder mehrere Kandidaten der Liste;

5° für jeden Kandidat die Anzahl erzielten Stimmen.

All diese Zahlen werden in das Protokoll aufgenommen.

§ 3 - Alle auf diese Weise eingeteilten Stimmzettel werden pro Kategorie in getrennte und verschlossene Umschläge verschlossen.

**Art. L4144-9** - Das Protokoll der Verrichtungen wird während der Sitzung erstellt und von den Vorstandsmitgliedern und den Zeugen unterzeichnet.

Die Ergebnisse der Auszählung werden im Protokoll der Reihe nach und nach den in Artikel L4142-39 vorgesehenen Angaben der Mustertabelle vermerkt.

Der Vorstand ergänzt die Tabelle durch die Angabe des Datums der Wahl und des Vermerks "Ergebnis der Auszählung der Stimmzettel aus den Wahlbüros Nr. ...", gefolgt durch die Nummer der Wahlbüros.

Die Regierung kann beschließen, dass die Eingabe der Daten dieser Tabelle und deren Übermittlung auf die in Artikel L4141,1 §§ 1 und 2 bestimmte Weise erfolgen.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenauszählungen und der Listenverbindungstabellen beigelegt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Provinz: Wahldistrikt: Kanton:

Gemeinde Gemeinde- / Distrikt- / Kantonvorstand unter dem Vorsitz von Herrn/Frau

## Muster 22 - Ergebnis der Stimmenaushaltungen

## Zähltable

Liste Nr. _____ Listenkürzel _____											Gesamtzahl
Nr. des Zählbüros											
Nr. des Wahlbüros	.../.../...	.../.../...	.../.../...	.../.../...	.../.../...	.../.../...	.../.../...	.../.../...	.../.../...	.../.../...	
Gültige Stimmzettel (V)											
Stimmen im Kopffeld (L)											
Stimmzettel mit Vorzugsstimmen (N)											
<b>Vorzugsstimmen je Kandidaten</b>											
Herr/Frau:											
Herr/Frau:											
Herr/Frau:											
Herr/Frau:											
Herr/Frau:											
Herr/Frau:											
Herr/Frau:											
Herr/Frau:											
<b>Wahlziffer (L + N = C)</b>											

## Verteilung der Sitze unter die Listen

	Divisoren B	Liste ____		Liste ____		Liste ____		Liste ____		Liste ____	
		Wahlziffer (C)	Laufende Nr. der Quotienten (C / F)	Wahlziffer (C)	Laufende Nr. der Quotienten	Wahlziffer (C)	Laufende Nr. der Quotienten	Wahlziffer (C)	Laufende Nr. der Quotienten	Wahlziffer (C)	Laufende Nr. der Quotienten
Provinzialwahlen, Beginnen Sie hier mit der Division	1										
Gemeindewahlen, Beginnen Sie hier mit der Division	2										
	3										
	4										
	5										
	6										
	7										
	8										
	9										
	10										
	11										
	12										
Anzahl der jeder Liste zugeteilten Sitze (S)		_____ Sitze		_____ Sitze		_____ Sitze		_____ Sitze		_____ Sitze	
Wählbarkeitsziffer [E = (C × S) / (S + 1)]											
Übertragungseffekt (D = L × S / 2)											

Den Wahlquotienten erhält man durch die Teilung der Wahlziffer durch den ersten, anschließend den zweiten Divisor, und so weiter und so fort. Die Quotienten werden anschließend von 1 bis n in der Reihenfolge ihrer numerischen Größe ohne Unterscheidung zwischen den Listen bis zur Anzahl der zu vergebenden Sitze nummeriert. Die Anzahl der brauchbaren Quotienten entspricht demnach der Anzahl der zu vergebenden Sitze.

Die Wählbarkeitsziffer wird folgendermaßen berechnet: man multipliziert die Wahlziffer der Liste (C) mit der Anzahl der zu besetzenden Sitze und man dividiert dieses Ergebnis durch die Anzahl der Sitze (S) plus ein Sitz.

Der Übertragungseffekt wird berechnet, indem die Anzahl der Stimmen im Kopffeld (L) mit der Anzahl der zu vergebenden Sitze (S) multipliziert wird und dieses Ergebnis durch zwei geteilt wird.

Bestimmung der ordentlichen Kandidaten

Unterstreichen Sie bitte den Namen der Kandidaten, die als ordentliche Kandidaten benannt werden.

Liste						Liste					
Liste Nr. _____		Listenkürzel _____				Liste Nr. _____		Listenkürzel _____			
Wählbarkeitsziffer (E)						Wählbarkeitsziffer (E)					
Übertragungseffekt (D)						Übertragungseffekt (D)					
Kandidaten in der Vorschlagsreihenfolge						Kandidaten in der Vorschlagsreihenfolge					
A. Kandidaten	Anzahl der Vorzugsstimmen (N)	Anzahl der durch Übertragung zugeleitete Stimmen (A = E-N)	Gesamtzahl der Stimmen (R = N + A)	Rang der Gewählten	Rang der Stellvertreter	Kandidaten	Anzahl der Vorzugsstimmen (N)	Anzahl der durch Übertragung zugeleitete Stimmen (A = E-N)	Gesamtzahl der Stimmen (R = N + A)	Rang der Gewählten	Rang der Stellvertreter
Herr/Frau:						Herr/Frau:					
Herr/Frau:						Herr/Frau:					
Herr/Frau:						Herr/Frau:					
Herr/Frau:						Herr/Frau:					
Herr/Frau:						Herr/Frau:					
Herr/Frau:						Herr/Frau:					
Herr/Frau:						Herr/Frau:					
Herr/Frau:						Herr/Frau:					
Herr/Frau:						Herr/Frau:					
Herr/Frau:						Herr/Frau:					
Herr/Frau:						Herr/Frau:					
Herr/Frau:						Herr/Frau:					
Herr/Frau:						Herr/Frau:					
Herr/Frau:						Herr/Frau:					
Herr/Frau:						Herr/Frau:					
Herr/Frau:						Herr/Frau:					
Herr/Frau:						Herr/Frau:					
Herr/Frau:						Herr/Frau:					
Herr/Frau:						Herr/Frau:					

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenauszählungen und der Listenverbindungstabellen beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

Provinz: Wahldistrikt:

Kanton:

Gemeinde

Zentralwahlvorstand des Bezirks unter dem Vorsitz von Herrn/Frau

## Muster 23 - Listenverbindungstabelle

Tabelle 1. Ergebnisse nach Distrikt

BEZIRK .....					
Distrikt .....					
Zuzuteilende Sitze		.....		Wahldivisor	.....
Listen	Gruppen	Wahlziffern	Bereits erhaltene Sitze (A)	Überschüsse der nicht vertretenen Stimmen	
1.					
2.					
3.					
4.					
5.					
GESAMTBETRÄGE					
Zusätzliche Sitze (P - Gesamt A)					
Distrikt .....					
Zuzuteilende Sitze		.....		Wahldivisor	.....
Listen	Gruppen	Wahlziffern	Bereits erhaltene Sitze (A)	Überschüsse der nicht vertretenen Stimmen	
1.					
2.					
3.					
4.					
5.					
GESAMTBETRÄGE					
Anzahl zusätzlicher Sitze					

Tabelle 2. Zusammenfassung der Ergebnisse im Bezirk

Gruppen	Wahlziffer des Bezirks	Für den Bezirk erworbene Sitze	Überschüsse der Stimmen nach Distrikt		
			Distrikt X	Distrikt Y	Distrikt Z
Gruppe A					
Gruppe B					
Gruppe C					
Gruppe D					
Gruppe E					

Tabelle 3. Verteilung der zusätzlichen Sitze unter die Gruppen

	Gruppe A		Gruppe B		Gruppe C		Gruppe D		Gruppe E	
	Wahlziffer (C)		Wahlziffer (C)		Wahlziffer (C)		Wahlziffer (C)		Wahlziffer (C)	
Divisoren (Div)	Quotienten (C / Div)	Laufende Nr. der Quotienten	Quotienten	Laufende Nr. der Quotienten	Quotienten	Laufende Nr. der Quotienten	Quotienten	Laufende Nr. der Quotienten	Quotienten	Laufende Nr. der Quotienten
Für den Bezirk bereits erworbene Sitze (S)										
S + 1										
S + 2										
S + 3										
S + 4										
S + 5										
S + 6										
S + 7										
S + 8										
S + 9										
S + 10										
	_____ zusätzliche Sitze		_____ zusätzliche Sitze		_____ zusätzliche Sitze		_____ zusätzliche Sitze		_____ zusätzliche Sitze	

Tabelle 4. Zusammenfassung

Gruppen	Distrikt X				Distrikt Y			Gesamt Bezirk
	Liste	Bereits erhalten	Zuzuteilen	Zugeteilt	Liste	Zuzuteilen	Zugeteilt	
A	Liste ....				Liste ....			
B	Liste ....				Liste ....			
C	Liste ....				Liste ....			
D	Liste ....				Liste ....			
E	Liste ....				Liste ....			
	Insgesamt				Insgesamt			

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 über die Wahlvorschläge bei den Gemeinde- und Provinzialwahlen, die Benennung der Mitglieder der Wahlvorstände und zur Festlegung der Muster der Zähltabellen, der Tabellen mit den Ergebnissen der Stimmenaushaltungen und der Listenverbindungstabellen beigefügt zu werden.

Namur, den 22. Juni 2006

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,

Ph. COURARD

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 2624

[2006/202123]

**22 JUNI 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opnemings- en telling van de stemmen en de apparentering**

De Waalse Regering,

Gelet op het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, inzonderheid op de artikelen L4125-1, § 5, L4125-1 tot 15 en L4142-4, L4142-39 en L4145-17, § 2,

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 84, § 1, lid 1, 2° waarbij de dringende noodzakelijkheid als volgt gemotiveerd wordt :

« De dringende noodzakelijkheid is gemotiveerd door het tijdschema en door de noodzaak om de vlotte organisatie van de verkiezingen van oktober 2006 niet in gevaar te brengen en de operatoren bij de verkiezingen alle onderrichtingen te verstrekken vóór de zomervakantie.

De ontwerp-besluiten die voor advies voorgelegd zijn aan de afdeling wetgeving komen tegemoet aan de doelstelling die bij de opstelling van het decreet vooropstond, namelijk :

- de coördinatie verzorgen van de besluiten die de federale overheid her en der aangenomen heeft door ze per thema samen te brengen aan de hand van de leidraad gevormd door het verloop van de kiesverrichtingen en er de wijzigingen in aan te brengen die voortvloeien uit het ontwerp-decreet tot wijziging van Boek I van Deel IV van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie. Die coördinatie moet de doorzichtigheid van het geheel dienstig zijn en voorkomen dat degenen voor wie die verschillende maatregelen bestemd zijn, in verwarring worden gebracht;

- de aldus gecoördineerde teksten aanpassen aan de institutionele realiteit »;

Gelet op advies nr. 11/2006 van de "Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest) van 4 mei 2006;

Gelet op het advies nr. 40.638/4 van de Raad van State, gegeven op 13 juni 2006;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Het voordragen van de kandidaturen*

**Artikel 1.** Het voordragen door gemeenteraadskiezers van kandidaten voor de vernieuwing van de gemeenteraden.

Voor de toepassing van artikel L4142-3 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie worden de door gemeenteraadskiezers verrichte voordrachten van kandidaten voor de vernieuwing van de gemeenteraden alsmede de erbij te voegen overzichten uitgevoerd aan de hand van het bij dit besluit gevoegde model 1.

**Art. 2.** Het voordragen door aftredende gemeenteraadsleden van kandidaten voor de vernieuwing van de gemeenteraden.

Voor de toepassing van artikel L4142-3 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie worden de door aftredende gemeenteraadsleden verrichte voordrachten van kandidaten voor de vernieuwing van de gemeenteraden alsmede de erbij te voegen overzichten uitgevoerd aan de hand van het bij dit besluit gevoegde model 2.

**Art. 3.** Het voordragen door provincieraadskiezers van kandidaten voor de vernieuwing van de provincieraden.

Voor de toepassing van artikel L4142-3 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie worden de door provincieraadskiezers verrichte voordrachten van kandidaten voor de vernieuwing van de provincieraden alsmede de erbij te voegen overzichten uitgevoerd aan de hand van het bij dit besluit gevoegde model 3.

**Art. 4.** Het voordragen door aftredende provincieraadsleden van kandidaten voor de vernieuwing van de provincieraden.

Voor de toepassing van artikel L4142-3 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie worden de door aftredende provincieraadsleden verrichte voordrachten van kandidaten voor de vernieuwing van de provincieraden alsmede de erbij te voegen overzichten uitgevoerd aan de hand van het bij dit besluit gevoegde model 4.

HOOFDSTUK 2. — *Aanduiding van de kiesbureaus*

**Art. 5.** Aanwijzing van de secretaris en de bijzitters van het districtbureau.

Voor de kennisgeving van hun aanwijzing aan de secretaris, de bijzitters en de plaatsvervangende bijzitters gebruikt de voorzitter van het districtbureau het bij dit besluit gevoegde model 5.

**Art. 6.** Aanwijzing van rechtswege van de voorzitter van het kantonbureau.

Voor de kennisgeving van zijn kennisgeving van rechtswege aan de voorzitter van het kantonbureau gebruikt de voorzitter van het districtbureau het bij dit besluit gevoegde model 6.

**Art. 7.** Aanwijzing van de voorzitter van het kantonbureau.

Voor de kennisgeving van zijn aanwijzing aan de voorzitter van het kantonbureau gebruikt de voorzitter van het districtbureau het bij dit besluit gevoegde model 7.

**Art. 8.** Aanwijzing van de bijzitters van het kantonbureau.

Voor de kennisgeving van hun aanwijzing aan de bijzitters en aan de plaatsvervangende bijzitters gebruikt de voorzitter van het kantonbureau het bij dit besluit gevoegde model 8.

**Art. 9.** Aanwijzing van de voorzitter van het gemeentelijke bureau.

Voor de kennisgeving van zijn aanwijzing aan de voorzitter van het gemeentelijke bureau gebruikt de voorzitter van het districtbureau het bij dit besluit gevoegde model 9.

**Art. 10.** Aanwijzing van de bijzitters van het gemeentelijke bureau.

Voor de kennisgeving van hun aanwijzing aan de bijzitters en aan de plaatsvervangende bijzitters gebruikt de voorzitter van het gemeentelijke bureau het bij dit besluit gevoegde model 10.

**Art. 11.** Aanwijzing van de voorzitter van het stembureau.

Voor de kennisgeving van zijn aanwijzing aan de voorzitter van het stembureau gebruikt de voorzitter van het gemeentelijke bureau het bij dit besluit gevoegde model 11.

**Art. 12.** Aanduiding van de bijzitters van het stembureau.

Voor de kennisgeving van hun aanwijzing aan de bijzitters en aan de plaatsvervangende bijzitters gebruikt de voorzitter van het gemeentelijke bureau het bij dit besluit gevoegde model 12.

**Art. 13.** Aanwijzing van de secretaris van het stembureau.

Voor de kennisgeving van zijn aanwijzing aan de secretaris van het stembureau gebruikt de voorzitter van het stembureau het bij dit besluit gevoegde model 13.

**Art. 14.** Aanwijzing van de voorzitter van het gemeentelijke stemopnemingsbureau

Voor de kennisgeving van zijn aanwijzing aan de voorzitter van het gemeentelijke stemopnemingsbureau gebruikt de voorzitter van het gemeentelijk bureau het bij dit besluit gevoegde model 14.

**Art. 15.** Aanwijzing van de bijzitters van het gemeentelijke stemopnemingsbureau.

Voor de kennisgeving van hun aanwijzing aan de bijzitters en aan de plaatsvervangende bijzitters gebruikt de voorzitter van het gemeentelijke bureau het bij dit besluit gevoegde model 15.

**Art. 16.** Aanwijzing van de secretaris van het gemeentelijk stemopnemingsbureau.

Voor de kennisgeving van zijn aanwijzing aan de secretaris van het gemeentelijk stemopnemingsbureau gebruikt de voorzitter van het gemeentelijk bureau het bij dit besluit gevoegde model 16.

**Art. 17.** Aanwijzing van de voorzitter van het provinciale stemopnemingsbureau.

Voor de kennisgeving van zijn aanwijzing aan de voorzitter van het provinciale stemopnemingsbureau gebruikt de voorzitter van het kantonbureau het bij dit besluit gevoegde model 17.

**Art. 18.** Aanwijzing van de bijzitters van het provinciale stemopnemingsbureau.

Voor de kennisgeving van hun aanwijzing aan de bijzitters en aan de plaatsvervangende bijzitters gebruikt de voorzitter van het kantonbureau het bij dit besluit gevoegde model 18.

**Art. 19.** Aanwijzing van de secretaris van het provinciale stemopnemingsbureau.

Voor de kennisgeving van zijn aanwijzing aan de secretaris van het provinciale stemopnemingsbureau gebruikt de voorzitter van het provinciale bureau het bij dit besluit gevoegde model 19.

**Art. 20.** Bijeenroeping van de voorzitters van de stem- en stemopnemingsbureaus.

Voor de bijeenroeping voor de opleidingssessie bedoeld in de artikelen L4125-10 en 14 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie gebruikt de voorzitter van het kantonbureau het bij dit besluit gevoegde model 20.

### HOOFDSTUK 3. — *Stemopneming en telling van de stemmen*

**Art. 21.** Stemopnemingstabel.

Overeenkomstig artikel L4142-39 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie maakt de voorzitter van het kieskringbureau een met het bij dit besluit gevoegde model 21 overeenstemmende stemopnemingstabel op met het oog op de telling van de stemmen.

**Art. 22.** Tellingstabel.

Overeenkomstig artikel L4142-39 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie maakt de voorzitter van het kieskringbureau een met het bij dit besluit gevoegde model 22 overeenstemmende tellingstabel op met het oog op de telling van de stemmen.

### HOOFDSTUK 4. — *Lijstenverbinding*

**Art. 23.** Apparenteringstabel.

De tabel bedoeld in artikel L4145-17, § 2, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie stemt overeen met het bij dit besluit gevoegde model 23.

**Art. 24.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

**Art. 25.** De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD



Provincie : Kieskanton :

Gemeente :

Model 1 : Het voordragen van kandidaten door kiezers

Wij, ondergetekenden, gemeenteraadskiezers in de gemeente ....., dragen de hierna vermelde personen voor als kandidaten voor de gemeenteraadsverkiezing van 8 oktober 2006.

Het letterwoord of het logo ..... 1 moet geplaatst zijn bovenaan de kandidatenlijsten op het stembiljet. Dit letterwoord of logo betekent .....

A. KANDIDATEN.

Orde van voordracht van de kandidaten Volgnummer	Naam van de kandidaten (2)	Voornamen	Geboortedatum	Geslacht (3)	Beroep	Nr. van het Rijksregister	Hoofdverblijf en volledig adres
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							

Opmerking : het formaat van de formulieren dient aangepast te zijn aan de kenmerken van elke kieskring. Zo dient (dienen) de tabel (tabellen) aangepast te zijn aan het aantal te begeven zetels in een bepaalde kieskring. Zo ook dienen de formulieren voor de voordracht van kandidaten gebruikt te worden in evenveel exemplaren als het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie handtekeningen van voordragende kiezers vereist.

De pro-formaat formulieren voor elke kieskring kunnen gedownload worden op de website van de verkiezingen 2006 : <http://elections2006.wallonie.be>

Het letterwoord bestaat uit de initialen ofwel van alle woorden ofwel van een deel ervan die de benaming van de kandidatenlijst uitmaken. Het mag een acroniem zijn. Het mag een logogram bevatten. Het letterwoord bestaat uit ten hoogste twaalf letters en/of cijfers en uit ten hoogste dertien tekens.

De voordrachten van kandidaten die zich op een beschermd letterwoord en een gemeenschappelijk volgnummer beroepen, moeten vergezeld gaan van het in artikel L 4142-32 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie bedoelde attest om voor de toepassing van dit gebruik in aanmerking te kunnen komen.

(2) - De identiteit van de (vrouwelijke) kandidaat die gehuwd of weduwnaar (weduwe) is, mag worden voorafgegaan door de naam van de echtgenote (echtgenoot) of overleden echtgenote (echtgenoot).

De geboortevoor naam van de kandidaat kan gevolgd worden door de gebruikelijke voor naam voor zover hij met deze vermelding niet verwisseld wordt met een andere kandidaat of met een in de kieskring bekende persoonlijkheid.

Zo mag het kieskringbureau een kandidaat toelaten om op het aanplakbiljet en het stembiljet gebruik te maken van een andere voor naam, maar met toepassing van volgende regels :

1° de voor naam waaronder de kandidaat daadwerkelijk bekend is, is niet zijn eerste voor naam, maar een andere die vermeld is op zijn geboorteakte : in dat geval vermeldt hij de gehele voor naam op zijn voordrachtsakte en geeft hij aan dat hij wenst dat op het stembiljet in plaats daarvan gebruik wordt gemaakt van de gekozen voor naam;

2° de kandidaat wordt aangesproken met een verkorte vorm van één van de voornamen die op de geboorteakte voorkomt : bijvoorbeeld Danny voor Daniël; hij handelt zoals onder 1°;

3° de voor naam die hij op het stembiljet afgedrukt wenst te zien, maakt niet deel uit van de op zijn geboorteakte voorkomende voornamen : op grond van een door de vrederechter of een notaris afgeleverde akte van bekendheid wordt die voor naam door het kieskringbureau aanvaard; de geboortevoor naam van de kandidaat wordt op het stembiljet vermeld, gevolgd door diens gebruikelijke voor naam.

- Het aantal kandidaten mag niet hoger zijn dan dat van de in de gemeente te kiezen leden.
- Een kandidaat mag niet ingeschreven zijn op meer dan een lijst in de gemeente.
- Om tot gemeenteraadslid verkozen te kunnen worden, moet men :

Belg zijn of onderdaan zijn uit een andere lidstaat van de Europese Unie uiterlijk op de dag van de voordracht van de kandidaturen.

De wijze waarop de Belgische nationaliteit verworven is (geboorte, naturalisatie, huwelijk, optie) speelt hier geen rol;

de volle leeftijd van achtien jaar hebben bereikt uiterlijk op de dag van de verkiezing;

in het bevolkingsregister van de betrokken gemeente ingeschreven zijn uiterlijk op 1 augustus 2006.

Niet verkiesbaar zijn :

1° zij die door veroordeling ontzet zijn van het recht om gekozen te worden;

2° zij die krachtens de artikelen L4121-2 en 3 van het kiesrecht uitgesloten of geschorst zijn;

3° de onderdanen van de andere lidstaten van de Europese Unie die, ten gevolge van een individuele burgerrechtelijke of een strafrechtelijke beslissing in hun staat van herkomst ontheven zijn van het recht om gekozen te worden krachtens het recht van die staat;

4° zij die, onverminderd de toepassing van de bepalingen vermeld in 1° en 2°, veroordeeld zijn, zelfs met uitstel, wegens één van de in de artikelen 240, 241, 243 en 245 tot 248 van het Strafwetboek omschreven misdrijven, gepleegd in de uitoefening van een gemeentambt; deze onverkiesbaarheid eindigt twaalf jaar na de veroordeling;

5° zij die veroordeeld zijn voor overtredingen van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of op basis van de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, waarbij deze onverkiesbaarheid achtien jaar na de veroordeling eindigt;

6° zij die, onverminderd de toepassing van de bepalingen in 1° en 2°, bestuurder waren van een vereniging op de datum van de feiten naar aanleiding waarvan zij is veroordeeld, zelfs met uitstel, voor één van de overtredingen bepaald bij de wet van 30 juli 1981 en de wet van 23 maart 1995, waarbij deze onverkiesbaarheid achttien jaar na de veroordeling vervalt.

Het vorige lid wordt niet toegepast op de bestuurders die het bewijs leveren dat zij niet op de hoogte waren van de feiten waarop de veroordeling gegrond was of dat ze uit hun ambt binnen dito rechtspersoon zijn getreden zodra ze daarvan kennis genomen hebben;

7° zij die uit hun mandaat ontzet zijn overeenkomstig de artikelen L1122-7, § 2, of L1123-17, § 1, waarbij deze onverkiesbaarheid eindigt zes jaar na de kennisgeving van de beslissing van de Regering of van haar afgevaardigde waarbij de afzetting wordt vastgesteld;

8° overeenkomstig artikel 127 van de wet van 7 december 1988 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, zijn de politieambtenaren ook niet verkiesbaar. (3)

In deze kolom, gelieve "H" voor een heer en "V" voor een vrouw te schrijven.

Op elk van de lijsten mag het verschil tussen het aantal kandidaten van elk geslacht niet groter zijn dan één.

De twee eerste kandidaten zijn van hetzelfde geslacht.

#### B. VOORDRAGENDE KIEZERS.

##### Voorwaarden :

De kiezers die de voordracht doen, moeten de bij dit formulier gevoegde verklaring invullen en ondertekenen. Elke individuele verklaring wordt genummerd en moet gevoegd worden bij de indiening van dat formulier met de voordracht van kandidaten bij het gemeentelijk bureau.

De voordracht van de kandidaten moet verricht worden door minstens :

100 gemeenteraadskiezers in de gemeenten van 20 001 inwoners en meer;

50 gemeenteraadskiezers in de gemeenten van 10 001 tot 20 000 inwoners;

30 gemeenteraadskiezers in de gemeenten van 5 001 tot 10 000 inwoners;

20 gemeenteraadskiezers in de gemeenten van 2 001 tot 5000 inwoners;

10 gemeenteraadskiezers in de gemeenten van 500 tot 2 000 inwoners;

5 gemeenteraadskiezers in de gemeenten van minder dan 500 inwoners;

De kiezers die de voordracht doen, moeten vermeld staan in het register van de kiezers van de betrokken gemeente.

Een kiezer mag niet meer dan één voordracht ondertekenen voor dezelfde verkiezing.

Om **kiezer** te zijn, moeten vier voorwaarden vervuld worden :

1. Belg zijn uiterlijk de dag van de verkiezing.

De wijze waarop de Belgische nationaliteit verworven is (geboorte, naturalisatie, huwelijk, optie) speelt hier geen rol;

of onderdaan zijn uit een andere lidstaat van de Europese Unie en de andere kiesbevoegdheidsvoorwaarden vervullen en zijn wil hebben betoond om dit stemrecht uit te oefenen in België;

of vreemdeling zijn voor zover :

1° die vreemdeling bij de gemeente waar hij zijn hoofdverblijfplaats heeft een schriftelijke aanvraag indient met vermelding van :

zijn nationaliteit;

het adres van zijn hoofdverblijfplaats;

een verklaring waarin de indiener van de aanvraag zich ertoe verbindt de Grondwet, de wetten van het Belgische volk en het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden na te leven;

2° die vreemdeling op het ogenblik waarop hij zijn aanvraag indient, vijf ononderbroken jaren een door een wettelijk verblijf gedekte hoofdverblijfplaats in België heeft gehad;

2. de volle leeftijd van *achttien jaar* hebben bereikt uiterlijk de dag van de verkiezing;

3. in het bevolkingsregister van de betrokken gemeente ingeschreven zijn uiterlijk op 31 juli 2006;

4. uiterlijk op de dag van de verkiezing zich niet bevinden in één van de gevallen van uitsluiting of schorsing bepaald in de artikelen L4121-2 en 3 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie.

De tot een criminele straf veroordeelde personen (levenslang, dwangarbeid, gevangenschap en opsluiting) zijn voorgoed van het kiesrecht zijn uitgesloten.

In de uitoefening van het kiesrecht worden geschorst :

de gerechtelijk onbekwaamverklaarden en de personen onder statuut van verlengde minderjarigheid (art. 489-515 van het Burgerlijk wetboek);

zij die tot een gevangenisstraf van meer dan vier maanden zijn veroordeeld voor zover de straf zonder uitstel is uitgesproken en voorzover een beroep daartegen ingesteld kan worden;

degene die ter beschikking van de regering zijn gesteld in de vorm van een internering.

Provincie : Kieskanton

Gemeente :

### Bijlagen voor het voordragen van kandidaten door de kiezers

#### Bijlage 1. Verklaring van voordracht van kandidaten door de kiezers

Ik, ondergetekende,

NAAM (hoofdletter) : .....

Voornamen : .....

Geslacht : .....

Beroep : .....

Geboortedatum : ...../...../.....

Hoofdverblijf : .....

(straat), ..... (nummer), ..... (bus), ..... (gemeente) ..... (postcode)

Identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen :

ingeschreven in het kiezersregister van de gemeente ..... (een uittreksel uit het kiezersregister voegen) verklaar hierbij de voordracht van de kandidaten op volgende lijst (letterwoord) ..... te ondersteunen voor de gemeenteraadsverkiezing van 8 oktober 2006.

aanvaard/aanvaard niet een eventuele aanwijzing als partijgetuige of als plaatsvervangende getuige (schrappen wat niet past).

Gedaan te ....., op ..... 2006.

Volgnummer in de verklaring : .....

Handtekening : .....

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opneming en telling van de stemmen en de apparentering

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

## Bijlage 2. Verklaring van bewilling van kandidaatstellingen

Wij, ondergetekenden, kandidaten voorgedragen voor de gemeenteraad door de kiezers, ondertekenaars van de akte, op.....2006, (2), verklaren dat we de ons aangeboden kandidaturen aanvaarden.

Met het oog op de bepaling van het gemeenschappelijke volgnummer en van het beschermde letterwoord waarvan onze lijst moet worden voorzien, verklaren met het voorstel tot lijstenvereniging ingediend door ..... ("gewestelijk nummer") in te stemmen. Bij deze verklaring wordt het in artikel L4142-32 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie bedoelde attest gevoegd (1) (2).

Met het oog op de bepaling van het volgnummer waarvan onze lijst moet worden voorzien, verzoeken we erom hetzelfde nummer te verkrijgen als het nummer toegekend aan onze lijst ....., ingediend in de provinciehoofdplaats te ..... ("provincienummer"). Bij deze verklaring wordt het in artikel L4142-32 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie bedoelde attest gevoegd (1) (2).

We verklaren machtiging te geven aan :

1. ....
2. ....
3. ....

de ondertekenaars van de akte van voordracht van onze kandidaturen om deze akte voor te leggen.

We verklaren ook dat we de heer ....., kiezer (of kandidaat) als getuige en de heer ....., kiezer (of kandidaat) als plaatsvervangende getuige aanwijzen om de vergaderingen van het gemeentelijke bureau bij te wonen.

We verbinden ons ertoe de wetbepalingen inzake beperking en controle van de verkiezingsuitgaven na te leven en deze uitgaven schriftelijk aan te geven om deze verklaring binnen dertig dagen die volgen op de datum van de verkiezingen in te dienen bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg in het ambtsgebied waarvan het gemeentelijke bureau gevestigd is.

We verbinden ons ertoe bij de afgifte van het overzicht van onze uitgaven een aangifte betreffende de herkomst van de geldmiddelen te voegen en daarbij de identiteit van de natuurlijke personen die giften van 125 euro en meer hebben gedaan, te registreren.

De lijstaanvoerder moet bovendien binnen dertig dagen na de datum van de verkiezingen de uitgaven voor de verkiezingspropaganda van de lijst aangeven. Hij verbindt er zich tevens toe de herkomst van de geldmiddelen aan te geven en daarbij de identiteit van de natuurlijke personen die giften van 125 euro en meer hebben gedaan, te registreren.

We verbinden ons ertoe tijdens de verkiezingen en gedurende ons mandaat de beginselen van de democratie van een rechtsstaat alsmede de rechten en vrijheden ingeschreven in de Grondwet, in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden van 4 november 1950 en Internationaal Verdrag van 19 december 1966 inzake burgerrechten en politieke rechten na te leven.

Te ....., op ..... 2006.

Handtekening van de kandidaten :

Naam en voornamen (3)	Handtekening	Nationaliteit (4)	Hoofdverblijf (4)

We verklaren bovendien in een lokale basisoverheid van een andere lidstaat van de Europese Unie geen ambt of mandaat uit te oefenen dat gelijkwaardig is aan dat van gemeenteraadslid, schepen of burgemeester, in een andere lidstaat van de Europese Unie geen ambt uit te oefenen dat gelijkwaardig aan dat bedoeld in artikel L1125-1, lid 1, 1° tot 8°, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie noch ontheven of geschorst zijn van het verkiesbaarheidsrecht in onze staat van herkomst.

Te ....., op ..... 2006.

Handtekening van de kandidaten (4) :

(1) Schrappen wat niet van toepassing is.

(2) De naam en de voornaam worden voorafgegaan door de vermelding : Mevrouw (Mev.) of de Heer (dhr.)

(3) Een uittreksel uit het kiezersregister waarbij wordt bewezen dat de kandidaten kiezers zijn, bijvoegen.

(4) Moet enkel door niet-Belgische kandidaten van de Europese Unie ingevuld of ondertekend.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opneming en telling van de stemmen en de apparentering

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD



Provincie : Kieskanton

Gemeente : Model 2 : Het voordragen van kandidaten door aftredende leden

Wij, ondergetekenden, aftredende gemeenteraadskiezers van ....., dragen de hierna vermelde personen voor als kandidaten voor de gemeenteraadsverkiezing van 8 oktober 2006.

Het letterwoord of het logo ..... moet geplaatst zijn bovenaan de kandidatenlijsten op het stembiljet.(1).

Dit letterwoord betekent .....

Wij wijzen de kandidaten ..... en ..... aan om deze akte in te dienen.

#### A. KANDIDATEN

Orde van voordracht van de kandidaten Volgnummer	Naam van de kandidaten (2)	Voornamen	Geboortedatum	Geslacht (3)	Beroep	Nr. van het Rijksregister	Hoofdverblijf en volledig adres
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							

Opmerking : het formaat van de formulieren dient aangepast te zijn aan de kenmerken van elke kieskring. Zo dient (dienen) de tabel (tabellen) aangepast te zijn aan het aantal te begeven zetels in een bepaalde kieskring. Zo ook dienen de formulieren voor de voordracht van kandidaten gebruikt te worden in evenveel exemplaren als het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie handtekeningen van voordragende kiezers vereist.

De pro-formaat formulieren voor elke kieskring kunnen gedownload worden op de website van de verkiezingen 2006 : <http://elections2006.wallonie.be>

(1) Het letterwoord bestaat uit de initialen ofwel van alle woorden ofwel van een deel ervan die de benaming van de kandidatenlijst uitmaken. Het mag een acroniem zijn. Het mag een logogram bevatten. Het letterwoord bestaat uit ten hoogste twaalf letters en/of cijfers en uit ten hoogste dertien tekens. Het logo is de grafische afbeelding van de lijstnaam.

De voordrachten van kandidaten die zich op een beschermd letterwoord en een gemeenschappelijk volgnummer beroepen, moeten vergezeld gaan van het in artikel L4142-32 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie bedoelde attest om voor de toepassing van dit gebruik in aanmerking te kunnen komen.

(2) De identiteit van de (vrouwelijke) kandidaat die gehuwd of weduwnaar (weduwe) is, mag worden voorafgegaan door de naam van de echtgenote (echtgenoot) of overleden echtgenote (echtgenoot).

De geboortevoornaam van de kandidaat kan gevolgd worden door de gebruikelijke voornaam voor zover hij met deze vermelding niet verwisseld wordt met een andere kandidaat of met een in de kieskring bekende persoonlijkheid.

Zo mag het kieskringbureau een kandidaat toelaten om op het aanplakbiljet en het stembiljet gebruik te maken van een andere voornaam, maar met toepassing van volgende regels :

1° de voornaam waaronder de kandidaat daadwerkelijk bekend is, is niet zijn eerste voornaam, maar een andere die vermeld is op zijn geboorteakte : in dat geval vermeldt hij de gehele voornaam op zijn voordrachtsakte en geeft hij aan dat hij wenst dat op het stembiljet in plaats daarvan gebruik wordt gemaakt van de gekozen voornaam;

2° de kandidaat wordt aangesproken met een verkorte vorm van één van de voornamen die op de geboorteakte voorkomt : bijvoorbeeld Danny voor Daniël; hij handelt zoals onder 1°;

3° de voornaam die hij op het stembiljet afgedrukt wenst te zien, maakt niet deel uit van de op zijn geboorteakte voorkomende voornamen : op grond van een door de vrederechter of een notaris afgeleverde akte van bekendheid wordt die voornaam door het kieskringbureau aanvaard; de geboortevoornaam van de kandidaat wordt op het stembiljet vermeld, gevolgd door diens gebruikelijke voornaam.

Het aantal kandidaten mag niet hoger zijn dan dat van de in de gemeente te kiezen leden.

Een kandidaat mag niet ingeschreven zijn op meer dan een lijst in de gemeente.

Om tot gemeenteraadslid verkozen te kunnen worden, moet men :

Belg zijn of onderdaan zijn uit een andere lidstaat van de Europese Unie uiterlijk op de dag van de voordracht van de kandidaturen.

De wijze waarop de Belgische nationaliteit verworven is (geboorte, naturalisatie, huwelijk, optie) speelt hier geen rol;

de volle leeftijd van achttien jaar hebben bereikt uiterlijk op de dag van de verkiezing;

in het bevolkingsregister van de betrokken gemeente ingeschreven zijn uiterlijk op 1 augustus 2006.

Niet verkiesbaar zijn :

1° zij die door veroordeling ontzet zijn van het recht om gekozen te worden;

2° zij die krachtens de artikelen L4121-2 en 3 van het kiesrecht uitgesloten of geschorst zijn;

3° de onderdanen van de andere lidstaten van de Europese Unie die, ten gevolge van een individuele burgerrechtelijke of een strafrechtelijke beslissing in hun staat van herkomst ontheven zijn van het recht om gekozen te worden krachtens het recht van die staat;

4° zij die, onverminderd de toepassing van de bepalingen vermeld in 1° en 2°, veroordeeld zijn, zelfs met uitstel, wegens één van de in de artikelen 240, 241, 243 en 245 tot 248 van het Strafwetboek omschreven misdrijven, gepleegd in de uitoefening van een gemeentebestuur; deze onverkiesbaarheid eindigt twaalf jaar na de veroordeling;

5° zij die veroordeeld zijn voor overtredingen van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of op basis van de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, waarbij deze onverkiesbaarheid achttien jaar na de veroordeling eindigt;

6° zij die, onverminderd de toepassing van de bepalingen in 1° en 2°, bestuurder waren van een vereniging op de datum van de feiten naar aanleiding waarvan zij is veroordeeld, zelfs met uitstel, voor één van de overtredingen bepaald bij de wet van 30 juli 1981 en de wet van 23 maart 1995, waarbij deze onverkiesbaarheid achttien jaar na de veroordeling vervalt.

Het vorige lid wordt niet toegepast op de bestuurders die het bewijs leveren dat zij niet op de hoogte waren van de feiten waarop de veroordeling gegrond was of dat ze uit hun ambt binnen dito rechtspersoon zijn getreden zodra ze daarvan kennis genomen hebben;

7° zij die uit hun mandaat ontzet zijn overeenkomstig de artikelen L1122-7, § 2, of L1123-17, § 1, waarbij deze onverkiesbaarheid eindigt zes jaar na de kennisgeving van de beslissing van de Regering of van haar afgevaardigde waarbij de afzetting wordt vastgesteld;

8° overeenkomstig artikel 127 van de wet van 7 december 1988 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, zijn de politieambtenaren ook niet verkiesbaar.

(3) In deze kolom, gelieve "H" voor een heer en "V" voor een vrouw te schrijven.

Op elk van de lijsten mag het verschil tussen het aantal kandidaten van elk geslacht niet groter zijn dan één.

De twee eerste kandidaten zijn van hetzelfde geslacht.

#### B. Aftredende gemeenteraadsleden die de voordracht doen.

Nummers	Namen en voornamen van de provincieraadsleden die voordragen (1)	Geboortedatum	Geslacht (2)	Beroep	Hoofdverblijf en volledig adres	Handtekening
1						
2						

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opneming en telling van de stemmen en de apparentering

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

Provincie : Kieskanton :

Gemeente :

#### Bijlagen voor Het voordragen van kandidaten door aftredende gemeenteraadsleden

##### Bijlage 1 verklaring voor het voordragen van kandidaten door aftredende gemeenteraadsleden

Ik ondergetekende,

NAAM (in hoofdletters) : .....

Voornamen : .....

Geslacht : .....

Geboortedatum : .....

Hoofdverblijfplaats : ..... (straat), ..... (nummer), ..... (bus), ..... (gemeente), ..... (postcode)

Identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen : .....

Aftredend gemeenteraadslid, verklaar hierbij de voordracht van kandidaten op volgende lijst te steunen : ..... (letterwoord) voor de verkiezing van de gemeenteraad van 8 oktober 2006.

Aanvaard/aanvaard niet een eventuele aanwijzing als partijgetuige of plaatsvervangend partijgetuige (schrappen wat niet past).

Gedaan te ....., op ..... 2006

Volgnummer aangifte : .....

Handtekening,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opneming en telling van de stemmen en de apparentering

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

## Bijlage 2. Verklaring van bewilliging

Wij, ondergetekenden, kandidaten voorgedragen door de aftredende gemeenteraadsleden wier namen voorkomen op de akte van voordracht van de kandidaturen, verklaren dat we de ons aangeboden kandidaturen aanvaarden.

Met het oog op de bepaling van het gemeenschappelijke volgnummer en van het beschermd letterwoord waarvan onze lijst moet worden voorzien, verklaren we met het voorstel tot lijstenvereniging ingediend door ..... ("gewestelijk nummer") in te stemmen. Bij deze verklaring wordt het in artikel L4142-32 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie bedoelde attest gevoegd (1) (2).

Met het oog op de bepaling van het volgnummer waarvan onze lijst moet worden voorzien, verzoeken we erom hetzelfde nummer te verkrijgen als het nummer toegekend aan onze lijst ....., ingediend in de provinciehoofdplaats ..... ("provincienummer"). Bij deze verklaring wordt het in artikel L4142-32 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie bedoelde attest gevoegd (1) (2).

We verklaren ook dat we de heer ....., kiezer (of kandidaat) als getuige en de heer ....., kiezer (of kandidaat) als plaatsvervangende getuige aanwijzen om de vergaderingen van het gemeentelijke bureau bij te wonen.

We verbinden ons ertoe de wetsbepalingen inzake beperking en controle van de verkiezingsuitgaven na te leven en deze uitgaven schriftelijk aan te geven om deze verklaring binnen dertig dagen die volgen op de datum van de verkiezingen in te dienen bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg in het ambtsgebied waarvan het gemeentelijke bureau gevestigd is.

We verbinden ons ertoe bij de afgifte van het overzicht van onze uitgaven een aangifte betreffende de herkomst van de geldmiddelen te voegen en daarbij de identiteit van de natuurlijke personen die giften van 125 euro en meer hebben gedaan, te registreren.

De lijstaanvoerder moet bovendien binnen dertig dagen na de datum van de verkiezingen de uitgaven voor de verkiezingspropaganda van de lijst aangeven. Hij verbindt er zich tevens toe de herkomst van de geldmiddelen aan te geven en daarbij de identiteit van de natuurlijke personen die giften van 125 euro en meer hebben gedaan, te registreren.

We verbinden ons ertoe tijdens de verkiezingen en gedurende ons mandaat de beginselen van de democratie van een rechtsstaat alsmede de rechten en vrijheden ingeschreven in de Grondwet, in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden van 4 november 1950 en Internationaal Verdrag van 19 december 1966 inzake burgerrechten en politieke rechten na te leven.

Te ....., op ..... 2006.

Handtekening van de kandidaten :

Naam en voornamen (3)	Handtekening	Nationaliteit (4)	Hoofdverblijf (4)

We verklaren bovendien in een lokale basisoverheid van een andere lidstaat van de Europese Unie geen ambt of mandaat uit te oefenen dat gelijkwaardig is aan dat van gemeenteraadslid, schepen of burgemeester, in een andere lidstaat van de Europese Unie geen ambt uit te oefenen dat gelijkwaardig aan dat bedoeld in artikel L1125-1, lid 1, 1° tot 8°, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie noch ontheven of geschorst zijn van het verkiesbaarheidsrecht in onze staat van herkomst.

Te ....., op ..... 2006.

Handtekening van de kandidaten (4) :

(1) Schrappen wat niet van toepassing is.

(2) De naam en de voornaam worden voorafgegaan door de vermelding : Mevrouw (Mev.) of de Heer (dhr.)

(3) Een uittreksel uit het kiezersregister waarbij wordt bewezen dat de kandidaten kiezers zijn, voegen.

(4) Moet enkel door niet-Belgische kandidaten van de Europese Unie ingevuld of ondertekend.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opneming en telling van de stemmen en de apparentering

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD



**Bijlage 3. Ontvangbewijs**

De voorzitter van het gemeentelijke bureau erkent dat hij een akte van voordracht van kandidaatstellingen voor de gemeenteraad gekregen heeft op ..... 2006, ingediend door (1) ..... en consorten.

Deze kandidaten zijn : (1)

.....  
.....  
.....  
.....  
.....

In de akte van bewilliging behouden ze zich het recht voor om in te stemmen met de voorstellen tot lijstenvereniging bedoeld in artikel L4142-26 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie of met het voorstellen tot verkrijgen van hetzelfde volgnummer als het nummer toegekend aan een lijst ingediend in de provinciehoofdplaats overeenkomstig artikel L4142-31, § 1, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie.

Te ....., op ..... 2006.

De voorzitter,

\_\_\_\_\_

(1) De naam en de voornaam worden voorafgegaan door de vermelding : Mevrouw (Mev.) of de Heer (dhr.)

2. Schrappen wat niet past.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opneming en telling van de stemmen en de apparentering.

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

Provincie : Kiesdistrict :

Kieskanton : Gemeente :

### Model 3 : Het voordragen van kandidaten door provincieraadskiezers

Wij, ondergetekenden, provincieraadskiezers in de provincie van ....., dragen de hierna vermelde personen voor als kandidaten voor de provincieraadsverkiezing van 8 oktober 2006 in het kiesdistrict van .....

We machtigen deze kandidaten om een lijstenverbinding aan te gaan voor de zetelverdeling met de kandidaten van de lijsten die in de andere kiesdistricten worden voorgedragen (1).

Het letterwoord of het logo ..... moet geplaatst zijn boven de kandidatenlijsten op het stembiljet (2).

Dit letterwoord of logo betekent : .....

Wij wijzen de heer/Mevr. .... (naam en voornamen), verblijvende te ..... (hoofdverblijfplaats) om in elk district te bevestigen dat er een kandidatenlijst erkend is door ons en gemachtigd is om dat letterwoord te gebruiken. Wij wijzen eveneens als plaatsvervanger (-vervangster) de heer/Mevr. ...., verblijvende te ..... (3), aan.

#### A. KANDIDATEN.

Orde van voordracht van de kandidaten Volgnummer	Naam van de kandidaten (4)	Voornamen	Geboortedatum	Geslacht (5)	Beroep	Nr. van het Rijksregister	Hoofdverblijf en volledig adres
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							

Opmerking : het formaat van de formulieren dient aangepast te zijn aan de kenmerken van elke kieskring. Zo dient (dienen) de tabel (tabellen) aangepast te zijn aan het aantal te begeven zetels in een bepaalde kieskring. Zo ook dienen de de formulieren voor de voordracht van kandidaten gebruikt te worden in evenveel exemplaren als het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie handtekeningen van voordragende kiezers vereist.

De pro-formaat formulieren voor elke kieskring kunnen gedownload worden op de website van de verkiezingen 2006 : <http://elections2006.wallonie.be>

(1) Te schrappen vermelding wanneer de kandidaten hun recht om een lijstenverbinding met andere lijsten aan te gaan, niet gebruiken.

(2) Het letterwoord bestaat uit de initialen ofwel van alle woorden ofwel van een deel ervan die de benaming van de kandidatenlijst uitmaken. Het mag een acroniem zijn. Het mag een logogram bevatten. Het letterwoord bestaat uit ten hoogste twaalf letters en/of cijfers en uit ten hoogste dertien tekens. Het logo is de grafische afbeelding van de lijstnaam.

(3) Moet enkel vermeld worden als de voordracht van de kandidaat gebeurt voor de voorzitter van het provinciale hoofdbureau.

(4)

De identiteit van de (vrouwelijke) kandidaat die gehuwd of weduwnaar (weduwe) is, mag worden voorafgegaan door de naam van de echtgenote (echtgenoot) of overleden echtgenote (echtgenoot).

De geboortevoor naam van de kandidaat kan gevolgd worden door de gebruikelijke voor naam voor zover hij met deze vermelding niet verwisseld wordt met een andere kandidaat of met een in de kieskring bekende persoonlijkheid.

Zo mag het kieskringbureau een kandidaat toelaten om op het aanplakbiljet en het stembiljet gebruik te maken van een andere voor naam, maar met toepassing van volgende regels :

1° de voor naam waaronder de kandidaat daadwerkelijk bekend is, is niet zijn eerste voor naam, maar een andere die vermeld is op zijn geboortakte : in dat geval vermeldt hij de gehele voor naam op zijn voordrachtsakte en geeft hij aan dat hij wenst dat op het stembiljet in plaats daarvan gebruik wordt gemaakt van de gekozen voor naam;

2° de kandidaat wordt aangesproken met een verkorte vorm van één van de voornamen die op de geboortakte voorkomt : bijvoorbeeld Danny voor Daniël; hij handelt zoals onder 1°;

3° de voornaam die hij op het stembiljet afgedrukt wenst te zien, maakt niet deel uit van de op zijn geboorteakte voorkomende voornamen : op grond van een door de vrederechter of een notaris afgeleverde akte van bekendheid wordt die voornaam door het kieskringbureau aanvaard; de geboortevoor naam van de kandidaat wordt op het stembiljet vermeld, gevolgd door diens gebruikelijke voornaam.

Het aantal kandidaten mag niet hoger zijn dan dat van de in het kiesdistrict te kiezen leden.

Een kandidaat mag niet opkomen op meer dan een lijst in de provincie

Om tot provincieraadslid verkozen te worden, moet men :

Belg zijn of onderdaan zijn uit een andere lidstaat van de Europese Unie uiterlijk op de dag van de voordracht van de kandidaturen.

De wijze waarop de Belgische nationaliteit verworven is (geboorte, naturalisatie, huwelijk, optie) speelt hier geen rol;

de volle leeftijd van achttien jaar hebben bereikt uiterlijk op de dag van de verkiezing;

in het bevolkingsregister van de betrokken gemeente ingeschreven zijn uiterlijk op 1 augustus 2006.

Niet verkiesbaar zijn :

1° zij die door veroordeling ontzet zijn van het recht om gekozen te worden;

2° zij die krachtens de artikelen L4121-2 en 3 van het kiesrecht uitgesloten of geschorst zijn;

3° zij die, onverminderd de toepassing van de bepalingen vermeld in 1° en 2°, veroordeeld zijn, zelfs met uitstel, wegens één van de in de artikelen 240, 241, 243 en 245 tot 248 van het Strafwetboek omschreven misdrijven, gepleegd in de uitoefening van een gemeenteambt; deze onverkiesbaarheid eindigt twaalf jaar na de veroordeling;

4° zij die veroordeeld zijn voor overtredingen van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of op basis van de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, waarbij deze onverkiesbaarheid achttien jaar na de veroordeling eindigt;

5° zij die, onverminderd de toepassing van de bepalingen in 1° en 2°, bestuurder waren van een vereniging op de datum van de feiten naar aanleiding waarvan zij is veroordeeld, zelfs met uitstel, voor één van de overtredingen bepaald bij de wet van 30 juli 1981 en de wet van 23 maart 1995, waarbij deze onverkiesbaarheid achttien jaar na de veroordeling vervalt.

Het vorige lid wordt niet toegepast op de bestuurders die het bewijs leveren dat zij niet op de hoogte waren van de feiten waarop de veroordeling gegrond was of dat ze uit hun ambt binnen dito rechtspersoon zijn getreden zodra ze daarvan kennis genomen hebben;

6° zij die uit hun mandaat ontzet zijn overeenkomstig de artikelen L1122-7, § 2, of L2212-45-17, § 3, waarbij deze onverkiesbaarheid eindigt zes jaar na de kennisgeving van de beslissing van de Regering of van haar afgevaardigde waarbij de afzetting wordt vastgesteld;

7° overeenkomstig artikel 127 van de wet van 7 december 1988 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, zijn de politieambtenaren ook niet verkiesbaar;

8° de leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de Senaat, het Europees Parlement, een gewestelijk of Gemeenschapsparlement;

9° de federale ministers of staatssecretarissen;

10° de leden van een Gewest- of Gemeenschapsregering;

11° de Europese commissarissen.

(5)

In deze kolom, M aanduiden voor een man, V voor een vrouw.

Op elke lijst mag het verschil tussen kandidaten van beide geslachten niet hoger zijn dan één. De eerste twee kandidaten mogen niet van hetzelfde geslacht zijn.

B. Voordragende kiezers.

Voorwaarden :

De voordragende kiezers moeten de bij dit formulier gevoegde verklaring invullen en ondertekenen. Elke individuele verklaring wordt genummerd en moet gevoegd worden bij de indiening van dat formulier met de voordracht van kandidaten bij het districtbureau.

De voordracht moet ondertekend worden door minstens 50 kiezers van de gemeente.

Om **kiezer** te zijn, moeten vier voorwaarden vervuld worden :

Belg zijn uiterlijk de dag van de verkiezing;

De volle leeftijd van achttien jaar hebben bereikt uiterlijk de dag van de verkiezing;

In het bevolkingsregister van een gemeente van het district ingeschreven zijn.

Uiterlijk op de dag van de verkiezing zich niet bevinden in één van de gevallen van uitsluiting of schorsing bepaald in de artikelen L4121-2 en 3 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie.

De tot een criminele straf veroordeelde personen (levenslang, dwangarbeid, gevangenschap en opsluiting) zijn voorgoed van het kiesrecht zijn uitgesloten.

In de uitoefening van het kiesrecht worden geschorst :

De gerechtelijk onbekwaamverklaarden en de personen onder statuut van verlengde minderjarigheid (art. 489-515 van het Burgerlijk Wetboek);

Zij die tot een gevangenisstraf van meer dan vier maanden zijn veroordeeld voor zover de straf zonder uitstel is uitgesproken en voorzover een beroep daartegen ingesteld kan worden;

degenen die ter beschikking van de regering zijn gesteld in de vorm van een internering.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opnemings- en telling van de stemmen en de apparentering

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

Provincie : Kiesdistrict :

Kieskanton : Gemeente :

**Bijlagen voor het voordragen van kandidaten door provincieraadskiezers**

**Bijlage 1 Verklaring van voordracht van kandidaten door de kiezer**

Ik, Ondergetekende,

NAAM (hoofdletters) : .....

Voornamen : .....

Geslacht : .....

Beroep : .....

Geboortedatum : ...../...../.....

Hoofdverblijf : ..... (straat), ..... (nummer), ..... (bus), ..... (gemeente) ..... (postcode)

Identificatienummer in het Rijksregister der natuurlijke personen : ...

ingeschreven in het kiezersregister van de gemeente ..... (een uittreksel uit het kiezersregister voegen) verklaar hierbij de voordracht van de kandidaten op volgende lijst (letterwoord) ..... te ondersteunen voor de gemeenteraadsverkiezing van 8 oktober 2006.

Aanvaard/aanvaard niet een eventuele aanwijzing als partijgetuige of als plaatsvervangende getuige (schrappen wat niet past) aanvaard.

Gedaan te ....., op ..... 2006.

Volgnummer in de verklaring : .....

Handtekening,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opneming en telling van de stemmen en de apparentering

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

**Bijlage 2. Verklaring van bewilling van kandidaatstellingen**

Wij, ondergetekenden, kandidaten voorgedragen voor de provincieraad door de kiezers, ondertekenaars van de akte, op.....2006, verklaren dat we de ons aangeboden kandidaturen aanvaarden.

Met het oog op de bepaling van het gemeenschappelijke volgnummer en van het beschermde letterwoord waarvan onze lijst moet worden voorzien, verklaren we met het voorstel tot lijstenvereniging ingediend door ..... ("gewestelijk nummer") in te stemmen. Bij deze verklaring wordt het in artikel L4142-29 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie bedoelde attest gevoegd (1) (3).

Met het oog op de bepaling van het volgnummer waarvan onze lijst moet worden voorzien, verzoeken we erom hetzelfde nummer te verkrijgen als het nummer toegekend aan onze lijst ....., ingediend bij de provinciehoofdplaats te ..... ("provincienummer"). Bij deze verklaring wordt het in artikel L4142-31 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie bedoelde attest gevoegd (1) (3).

We behouden ons het recht voor om een lijstenverbinding aan te gaan voor de zetelverdeling met de kandidaten van de lijsten die in de andere kiesdistricten van het arrondissement worden voorgedragen (2).

We verklaren machtiging te geven aan :

1. ....

2. ....

3. ...., onezers, ondertekenaars van de akte van voordracht van onze kandidaturen om deze akte voor te leggen.

We verklaren dat we de heer : ....., kiezer (of kandidaat) als getuige en de heer ....., kiezer (of kandidaat) als plaatsvervangende getuige aanwijzen om de vergaderingen van het districtbureau bij te wonen alsmede om mee te werken aan de verrichtingen die uitgevoerd moeten worden door elk kantonbureau (3).

Kantons	Getuigen	Plaatsvervangende getuigen

We verbinden ons ertoe de wetsbepalingen inzake beperking en controle van de verkiezingsuitgaven na te leven en deze uitgaven schriftelijk aan te geven om deze verklaring binnen dertig dagen die volgen op de datum van de verkiezingen in te dienen bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg in het ambtsgebied waarvan het districtbureau gevestigd is.

We verbinden ons ertoe bij de afgifte van het overzicht van onze uitgaven een aangifte betreffende de herkomst van de geldmiddelen te voegen en daarbij de identiteit van de natuurlijke personen die giften van 125 euro en meer hebben gedaan, te registreren.

De lijstaanvoerder moet bovendien binnen dertig dagen na de datum van de verkiezingen de uitgaven voor de verkiezingspropaganda van de lijst aangeven. Hij verbindt er zich tevens toe de herkomst van de geldmiddelen aan te geven en daarbij de identiteit van de natuurlijke personen die giften van 125 euro en meer hebben gedaan, te registreren.

We verbinden ons ertoe tijdens de verkiezingen en gedurende ons mandaat de beginselen van de democratie van een rechtsstaat alsmede de rechten en vrijheden ingeschreven in de Grondwet, in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden van 4 november 1950 en Internationaal Verdrag van 19 december 1966 inzake burgerrechten en politieke rechten na te leven.

Te ....., op ..... 2006.

Handtekening van de kandidaten :

Naam en voornamen (4)	Handtekening	Naam en voornamen (4)	Handtekening,

(1) Schrappen wat niet van toepassing is.

(2) Te schrappen vermelding wanneer de kandidaten hun recht om een lijstenverbinding met andere lijsten aan te gaan, niet gebruiken.

(3) De naam en de voornaam worden voorafgegaan door de vermelding : Mevrouw (Mev.) of de Heer (dhr.)

(4) Een uittreksel uit het kiezersregister waarbij wordt bewezen dat de kandidaten kiezers zijn, voegen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opneming en telling van de stemmen en de apparentering

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

## Bijlage 3. Ontvangbewijs

De voorzitter van het districtbureau erkent dat hij op ..... 2006 een akte van voordracht van kandidaturen voor de provincieraad ingediend door (1) .....

..... gekregen heeft.

Deze kandidaten zijn : (1)

.....  
 .....  
 .....  
 .....  
 .....

In de akte behouden de kandidaten zich het recht voor om een lijstenverbinding aan te gaan met een lijst die in de andere kiesdistricten van het arrondissement wordt voorgedragen (2).

In de akte van bewilliging behouden ze zich het recht voor om in te stemmen met de voorstellen tot lijstenvereniging bedoeld in artikel L4142-26 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie of met het voorstellen tot verkrijgen van hetzelfde volgnummer als het nummer toegekend aan een lijst ingediend in de provinciehoofdplaats overeenkomstig artikel L4142-31, § 1, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie.

Te ....., op ..... 2006.

De voorzitter,

.....  
 (1) De naam en de voornaam worden voorafgegaan door de vermelding : Mevrouw (Mev.) of de heer (dhr.).

(2) Schrappen wat niet past.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opneming en telling van de stemmen en de apparentering

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

## Bijlage 4. Overzicht van de ondertekenende kiezers

Naam en voornaam	Identificatienummer in het Rijksregister	Aanvaarding van de functie van getuige (ja/nee)

Provincie : Kiesdistrict :

Kieskanton : Gemeente :

Model 4 : Het voordragen van kandidaten door aftredende raadsleden Wij, ondergetekenden, aftredende provincieraadsleden dragen de hierna vermelde personen voor als kandidaten voor de provincieraadsverkiezing van 8 oktober 2006 in het kiesdistrict van .....

We machtigen deze kandidaten om een lijstenverbinding aan te gaan voor de zetelverdeling met de kandidaten van de lijsten die in de andere kiesdistricten worden voorgedragen<sup>1</sup>.

Het letterwoord of het logo ..... (2) moet geplaatst zijn boven de kandidatenlijsten op het stembiljet.

Dit letterwoord of logo betekent .....

Wij wijzen M./Mevr. .... (naam en voornamen), verblijvende te ..... (hoofdverblijfplaats) aan, om in elk district te bevestigen dat er een kandidatenlijst is erkend door ons en dat die bedoeld letterwoord mag gebruiken. Wij wijzen eveneens M./Mevr. .... als plaatvervanger (-vervangster) aan (3).

Wij wijzen de kandidaten M. ... en M. ... aan om die akte in te dienen.

A. KANDIDATEN.

Orde van voordracht van de kandidaten Volgnummer	Naam van de kandidaten (4)	Voornamen	Geboortedatum	Geslacht (4)	Beroep	Nr. van het Rijksregister	Hoofdverblijf en volledig adres
1							
2							
3							
4							
5							
6							
7							
8							
9							
10							

Opmerking : het formaat van de formulieren dient aangepast te zijn aan de kenmerken van elke kieskring. Zo dient (dienen) de tabel (tabellen) aangepast te zijn aan het aantal te begeven zetels in een bepaalde kieskring. Zo ook dienen de formulieren voor de voordracht van kandidaten gebruikt te worden in evenveel exemplaren als het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie handtekeningen van voordragende kiezers vereist.

De pro-formaat formulieren voor elke kieskring kunnen gedownload worden op de website van de verkiezingen 2006 : <http://elections2006.wallonie.be>

(1) Te schrappen vermelding wanneer de kandidaten hun recht om een lijstenverbinding met andere lijsten aan te gaan, niet gebruiken.

(2) Het letterwoord bestaat uit de initialen ofwel van alle woorden ofwel van een deel ervan die de benaming van de kandidatenlijst uitmaken. Het mag een acroniem zijn. Het mag een logogram bevatten. Het letterwoord bestaat uit ten hoogste twaalf letters en/of cijfers en uit ten hoogste dertien tekens. Het logo is de grafische afbeelding van de lijstnaam.

(3) Moet enkel vermeld worden als de voordracht van de kandidaat gebeurt voor de voorzitter van het provinciale hoofdbureau.

(4)

De identiteit van de (vrouwelijke) kandidaat die gehuwd of weduwnaar (weduwe) is, mag worden voorafgegaan door de naam van de echtgenote (echtgenoot) of overleden echtgenote (echtgenoot).

De geboortevoor naam van de kandidaat kan gevolgd worden door de gebruikelijke voornaam voor zover hij met deze vermelding niet verwisseld wordt met een andere kandidaat of met een in de kieskring bekende persoonlijkheid.

Zo mag het kieskringbureau een kandidaat toelaten om op het aanplakbiljet en het stembiljet gebruik te maken van een andere voornaam, maar met toepassing van volgende regels :

1° de voornaam waaronder de kandidaat daadwerkelijk bekend is, is niet zijn eerste voornaam, maar een andere die vermeld is op zijn geboorteakte : in dat geval vermeldt hij de gehele voornaam op zijn voordrachtsakte en geeft hij aan dat hij wenst dat op het stembiljet in plaats daarvan gebruik wordt gemaakt van de gekozen voornaam;

2° de kandidaat wordt aangesproken met een verkorte vorm van één van de voornamen die op de geboorteakte voorkomt : bijvoorbeeld Danny voor Daniël; hij handelt zoals onder 1°;

3° de voornaam die hij op het stembiljet afgedrukt wenst te zien, maakt niet deel uit van de op zijn geboorteakte voorkomende voornamen : op grond van een door de vrederechter of een notaris afgeleverde akte van bekendheid wordt die voornaam door het kieskringbureau aanvaard; de geboortevoor naam van de kandidaat wordt op het stembiljet vermeld, gevolgd door diens gebruikelijke voornaam.

Het aantal kandidaten mag niet hoger zijn dan dat van de in het kiesdistrict te kiezen leden.

Een kandidaat mag niet opkomen op meer dan een lijst in de provincie

Om tot provincieraadslid verkozen te worden, moet men :

Belg zijn of onderdaan zijn uit een andere lidstaat van de Europese Unie uiterlijk op de dag van de voordracht van de kandidaturen.

De wijze waarop de Belgische nationaliteit verworven is (geboorte, naturalisatie, huwelijk, optie) speelt hier geen rol;

de volle leeftijd van achttien jaar hebben bereikt uiterlijk op de dag van de verkiezing;

in het bevolkingsregister van de betrokken gemeente ingeschreven zijn uiterlijk op 1 augustus 2006.

Niet verkiesbaar zijn :

1° zij die door veroordeling ontzet zijn van het recht om gekozen te worden;

2° zij die krachtens de artikelen L4121-2 en 3 van het kiesrecht uitgesloten of geschorst zijn;

3° zij die, onverminderd de toepassing van de bepalingen vermeld in 1° en 2°, veroordeeld zijn, zelfs met uitstel, wegens één van de in de artikelen 240, 241, 243 en 245 tot 248 van het Strafwetboek omschreven misdrijven, gepleegd in de uitoefening van een gemeenteambt; deze onverkiesbaarheid eindigt twaalf jaar na de veroordeling;

4° zij die veroordeeld zijn voor overtredingen van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden of op basis van de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd, waarbij deze onverkiesbaarheid achttien jaar na de veroordeling eindigt;

5° zij die, onverminderd de toepassing van de bepalingen in 1° en 2°, bestuurder waren van een vereniging op de datum van de feiten naar aanleiding waarvan zij is veroordeeld, zelfs met uitstel, voor één van de overtredingen bepaald bij de wet van 30 juli 1981 en de wet van 23 maart 1995, waarbij deze onverkiesbaarheid achttien jaar na de veroordeling vervalt.

Het vorige lid wordt niet toegepast op de bestuurders die het bewijs leveren dat zij niet op de hoogte waren van de feiten waarop de veroordeling gegrond was of dat ze uit hun ambt binnen dito rechtspersoon zijn getreden zodra ze daarvan kennis genomen hebben;

6° zij die uit hun mandaat ontzet zijn overeenkomstig de artikelen L1122-7, § 2, of L2212-45-17, § 3, waarbij deze onverkiesbaarheid eindigt zes jaar na de kennisgeving van de beslissing van de Regering of van haar afgevaardigde waarbij de afzetting wordt vastgesteld;

7° overeenkomstig artikel 127 van de wet van 7 december 1988 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, zijn de politieambtenaren ook niet verkiesbaar;

8° de leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers, de Senaat, het Europees Parlement, een gewestelijk of Gemeenschapsparlement;

9° de federale ministers of staatssecretarissen;

10° de leden van een Gewest- of Gemeenschapsregering;

11° de Europese commissarissen.

(5) In deze kolom, M aanduiden voor een man, V voor een vrouw.

Op elke lijst mag het verschil tussen kandidaten van beide geslachten niet hoger zijn dan één. De eerste twee kandidaten mogen niet van hetzelfde geslacht zijn.

#### B. Voordragende aftredende provincieraadsleden (4).

Nummers	Namen en voornamen van de voordragende provincieraadsleden	Geboortedatum	Geslacht	Beroep	Hoofdverblijfplaats en volledig adres
1					
2					
3					

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opneming en telling van de stemmen en de apparentering

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD



Provincie : Kiesdistrict :  
Kieskantons : Gemeente :

### Bijlagen voor Het voordragen van kandidaten door aftredende raadsleden

#### Bijlage 1. Verklaring van voordracht van kandidaten door aftredende provincieraadsleden

Ik, ondergetekende,

NAAM (in hoofdletters) : .....

Voornamen : .....

Geslacht : .....

Geboortedatum : ...

Hoofdverblijfplaats : ..... (straat), ..... (nummer), ..... (bus), ..... (gemeente), ..... (postcode)

Identificatienummer in het Rijksregister van de natuurlijke personen : ...

Aftredend provincieraadslid, verklaar hierbij de voordracht van kandidaten te ondersteunen op de volgende lijst : ..... (letterwoord) voor de verkiezing van het provincieraadslid van 8 oktober 2006.

Aanvaard/aanvaard niet een eventuele aanwijzing als partijgetuige of als plaatsvervangend partijgetuige (schrappen wat niet past).

Gedaan te ....., op ..... 2006.

Volgnummer van de verklaring : .....

Handtekening,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opneming en telling van de stemmen en de apparentering

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

#### Bijlage 2. Verklaring van bewilliging

Wij, ondergetekenden, kandidaten voorgedragen door de aftredende provincieraadsleden wier namen voorkomen op de akte van voordracht van de kandidaturen, verklaren dat we de ons aangeboden kandidaturen aanvaarden.

Met het oog op de bepaling van het gemeenschappelijke volgnummer en van het beschermde letterwoord waarvan onze lijst moet worden voorzien, verklaren met het voorstel tot lijstenvereniging ingediend door ..... ("gewestelijk nummer") in te stemmen. Bij deze verklaring wordt het in artikel L4142-29 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie bedoelde attest gevoegd (1).

Met het oog op de bepaling van het volgnummer waarvan onze lijst moet worden voorzien, verzoeken we erom hetzelfde nummer te verkrijgen als het nummer toegekend aan onze lijst ....., ingediend bij de provinciehoofdplaats te ..... ("provincienummer").

De aanvraag in tweevoud bedoeld in artikel L4142-31 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wordt bij deze verklaring gevoegd (1).

We behouden ons het recht voor om een lijstenverbinding aan te gaan voor de zetelverdeling met de kandidaten van de lijsten die in de andere kiesdistricten van het arrondissement worden voorgedragen (2).

We verklaren de heer ....., kiezer (of kandidaat) als getuige en de heer ....., kiezer (of kandidaat) als plaatsvervangende getuige aan te wijzen om de vergaderingen van het districtbureau bij te wonen alsmede om mee te werken aan de verrichtingen die uitgevoerd moeten worden door elk kantonbureau (3).

KANTONS	Getuigen	Plaatsvervangende getuigen

We verbinden ons ertoe de wetbepalingen inzake beperking en controle van de verkiezingsuitgaven na te leven en deze uitgaven schriftelijk aan te geven om deze verklaring binnen dertig dagen die volgen op de datum van de verkiezingen in te dienen bij de griffie van de rechtbank van eerste aanleg in het ambtsgebied waarvan het hoofdbureau gevestigd is.

We verbinden ons ertoe bij de afgifte van het overzicht van onze uitgaven een aangifte betreffende de herkomst van de geldmiddelen te voegen en daarbij de identiteit van de natuurlijke personen die giften van 125 euro en meer hebben gedaan, te registreren.

De lijstaanvoerder moet bovendien binnen dertig dagen na de datum van de verkiezingen de uitgaven voor de verkiezingspropaganda van de lijst aangeven. Hij verbindt er zich tevens toe de herkomst van de geldmiddelen aan te geven en daarbij de identiteit van de natuurlijke personen die giften van 125 euro en meer hebben gedaan, te registreren.

We verbinden ons ertoe tijdens de verkiezingen en gedurende ons mandaat de beginselen van de democratie van een rechtsstaat alsmede de rechten en vrijheden ingeschreven in de Grondwet, in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden van 4 november 1950 en Internationaal Verdrag van 19 december 1966 inzake burgerrechten en politieke rechten na te leven.

Te ....., op ..... 2006.

Handtekening van de kandidaten :



**Bijlage 3. Ontvangbewijs**

De voorzitter van het districtbureau erkent dat hij op ..... 2006 een akte van voordracht voor de provincieraad gekregen heeft, die ingediend door (1) .....

Deze kandidaten zijn : (1)

.....  
 .....  
 .....  
 .....

In de akte behouden de kandidaten zich het recht voor om een lijstenverbinding aan te gaan met een lijst die in de andere kiesdistricten van het arrondissement wordt voorgedragen (2).

In de akte van bewilliging behouden ze zich het recht voor om in te stemmen met de voorstellen tot lijstenvereniging bedoeld in artikel L4142-26 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie of met het voorstellen tot verkrijgen van hetzelfde volgnummer als het nummer toegekend aan een lijst ingediend in de provinciehoofdplaats overeenkomstig artikel L4142-31, § 1, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie.

Te ....., op ..... 2006.

De voorzitter,

(1) De naam en de voornaam worden voorafgegaan door de vermelding : Mevrouw (Mev.) of de heer (dhr.)

(2) Schrappen wat niet past

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opneming en telling van de stemmen en de apparentering

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

Provincie : Kiesdistrict :

**Model 5 : Aanwijzing van de secretaris en de bijzitters van het districtbureau**

Geachte mevrouw, geachte heer,

Ik heb de eer u mee te delen dat ik u heb aangewezen om de functies te vervullen van secretaris/gewone bijzitter/plaatsvervangend bijzitter (schrappen wat niet past) in het districtbureau met zetel te .....

U wordt erom verzocht om op maandag 11 september 2007, zevenentwintigste dag vóór de stemming, om 16 uur precies de vergadering voor de voorlopige vaststelling van de kandidatenlijsten bij te wonen.

Daarna wordt u verzocht om de vergadering voor de definitieve vaststelling van de lijsten op woensdag 13 september 2006, vijftwintigste dag vóór de stemming, bij te wonen en, op een later tijdstip, de vergaderingen waarvan dag en uur u te gepasten tijde medegedeeld zullen worden.

Gelieve uw rekeningnummer mee te delen voor de betaling van uw presentiegeld na de verkiezingen.

Wilt u zo vriendelijk zijn me het behoorlijk getekende bijgevoegde ontvangbewijs terug te zenden of me uw excuusredenen binnen achtenveertig uur mee te delen.

Te ....., op ..... 2006.

De voorzitter,

## Uittreksels van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie

HOOFDSTUK V. — *Aanwijzing van de kiesbureaus**Afdeling 1. — De kiesbureaus*

Art. L4125-1. § 1. Een kiesbureau bestaat uit een voorzitter, een secretaris die niet stemgerechtigd is, bijzitters en plaatsvervangende bijzitters.  
(...)

§ 3. Men onderscheidt kieskringbureaus, kantonbureaus, stembureaus en stemopnemingsbureaus.

Voor elke categorie bureaus wordt het aantal bijzitters en plaatsvervangende bijzitters vastgesteld als volgt :

1° het kieskringbureau, het kantonbureau, het stembureau en het provinciale stemopnemingsbureau tellen vier bijzitters en vier plaatsvervangende bijzitters;

(...)

De kieskringbureaus stellen de lijsten van kandidaten vast en behandelen de daarmee verband houdende betwistingen, stellen de stembiljetten op en laten ze drukken.

De dag van de verkiezingen zijn ze belast met de eindtotalisatie, de zetelverdeling en de aanwijzing van de gekozenen voor hun kieskring.

§ 4. Geen enkele kandidaat mag van een kiesbureau deel uitmaken. De kandidaten en de lijsten van kandidaten kunnen getuigen aanwijzen om de verrichtingen van de bureaus te overzien volgens de nadere regels bedoeld in artikel L4134-1.

De functie van provinciegriffier, provincieontvanger, gemeentesecretaris en gemeenteontvanger is onverenigbaar met het ambt van voorzitter, bijzitter of plaatsvervangend bijzitter van een kiesbureau of de rol van lid van een kieskringbureau.

Hetzelfde geldt voor het bezit van een politiek mandaat of de opdracht van getuige.

*Afdeling 2. — De kieskringbureaus*

## Onderafdeling 1. — De districtbureaus

Art. L4125-2. § 1. Met het oog op de provincieraadsverkiezing wordt in de hoofdplaats van elk kiesdistrict een kieskringbureau opgericht, districtbureau genaamd.

§ 2. Het districtbureau wordt voorgezeten door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg of door de magistraat die hem vervangt in de districthoofdplaats die samenvalt met de hoofdplaats van het gerechtelijk arrondissement. In de andere gevallen wordt het voorgezeten door de vrederechter of diens plaatsvervanger.

De voorzitter van het districtbureau wijst de leden van zijn bureau aan onder kiezers van het district en stelt zijn bureau samen op de datum bepaald in artikel L4142-11, § 1.

Het districtbureau zetelt op de plaats aangewezen door diens voorzitter, die dat bekendmaakt.

(...)

*Afdeling 2. — De kieskringbureaus*

## Onderafdeling 1. — De districtbureaus

Art. L4125-2. § 1. Met het oog op de provincieraadsverkiezing wordt in de hoofdplaats van elk kiesdistrict een kieskringbureau opgericht, districtbureau genaamd.

§ 2. Het districtbureau wordt voorgezeten door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg of door de magistraat die hem vervangt in de districthoofdplaats die samenvalt met de hoofdplaats van het gerechtelijk arrondissement. In de andere gevallen wordt het voorgezeten door de vrederechter of diens plaatsvervanger.

De voorzitter van het districtbureau wijst de leden van zijn bureau aan onder kiezers van het district en stelt zijn bureau samen op de datum bepaald in artikel L4142-11, § 1.

Het districtbureau zetelt op de plaats aangewezen door diens voorzitter, die dat bekendmaakt.

(...)

§ 6. Het districtbureau houdt zich bezig met de aan de provincieraadsverkiezing en de aan de algemene telling van de stemmen voorafgaande verrichtingen op districtniveau.

De voorzitter van het districtbureau houdt toezicht over de gezamenlijke verrichtingen in het kiesdistrict en schrijft zo nodig de spoedmaatregelen voor die de omstandigheden mochten vereisen. Hij wijst de voorzitters van de gemeentelijke bureaus aan.

§ 7. Het districtbureau dat in de arrondissementshoofdplaats zetelt wordt aangewezen als centraal arrondissementsbureau en is naast zijn opdrachten van kieskringbureau belast met de aanvullende taken bepaald in de artikelen L4142-34 tot en met 36 betreffende de verklaring van lijstenverbinding en de apparentering.

Het districtbureau dat in de provinciehoofdplaats zetelt wordt aangewezen als provinciaal hoofdbureau en is naast zijn opdrachten van kieskringbureau en/of zijn opdrachten van centraal arrondissementsbureau belast met de aanvullende taken bepaald in de artikelen L4142-26 tot en met 28 betreffende lijstenvereniging en de loting.

#### HOOFDSTUK VI. — Kosten van de verkiezingen

Art. L4136-1. — De leden van de stembureaus ontvangen presentiegeld waarvan het bedrag door de Regering wordt vastgesteld. Het bedrag van de vergoedingen en van de voordelen van enigerlei aard waarop ze aanspraak zouden kunnen maken wordt eveneens door de Regering bepaald. De leden van de kiesbureaus kunnen aanspraak maken op de terugbetaling van hun reiskosten.

##### ONTVANGSTBEWIJS

Terug te zenden aan Mevrouw, de heer, .....

voorzitter van het districtbureau van .....

Adres : .....

*N.B.* De briefwisseling ofwel tussen de voorzitters, ofwel met de vrederechter ofwel met de gewone bijzitters, de plaatsvervangende bijzitters en de secretarissen van de kiesbureaus is postvrij. De vermelding "gemeentekieswet" moet boven het adres ingeschreven zijn. Deze briefwisseling moet bovendien de hoedanigheid van de ontvanger en van de afzender alsmede de medeondertekening van deze laatste vermelden.

Ik, ondergetekende, ....., aangewezen om de functies van secretaris/gewone bijzitter/plaatsvervangende bijzitter in het kantonbureau van..... te vervullen, verklaar de brief van de heer de voorzitter van dit bureau op ....., te hebben ontvangen, waarin hij me in kennis stelt van mijn benoeming.

Te ....., op ..... 2006.

Handtekening,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opneming en telling van de stemmen en de apparentering

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

Provincie : Kiesdistrict :

Kieskanton :

### Model 6 : Aanwijzing van rechtswege van de voorzitter van het kantonbureau

Geachte Mevrouw, geachte heer,

Luidens artikel L4125-7 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie bent u opgeroepen om het kantonbureau van ..... voor te zitten.

U zult ter uitvoering van artikel L4125-7, § 1, van dat Wetboek de bijzitters, plaatsvervangende bijzitters en de secretaris die in uw bureau zullen zetelen zo vroeg mogelijk moeten aanwijzen.

Eveneens zult u tegen uiterlijk 25 september 2006 en overeenkomstig artikel L4125-8 van het Wetboek dienen aan te wijzen :

1° de voorzitters van de stemopnemingsbureaus belast met het opnemen van de stembiljetten voor de provincieraadsverkiezingen;

3° de bijzitters van die stemopnemingsbureaus.

Zodra de bureaus samengesteld zullen zijn, moet de lijst met hun samenstelling door u worden opgesteld.

Een afschrift van die lijst wordt door u onmiddellijk aan mezelf doorgezonden en aan de burgemeester van de gemeente met het oog op de inzage ervan door het publiek op de gemeentesecretarie. Daarnaast zult u afschriften van die lijsten dienen af te geven, die maximum 2,48 euro zullen moeten kosten voor elke persoon die er één aanvraagt minstens vijftien dagen voor de verkiezing.

Gelieve u te wenden tot de voorzitters van de gemeentelijke bureaus van de gemeenten van uw kanton om de overzichten te krijgen in verband met de kiezers die mogelijk de functie van voorzitter van een stemopnemingsbureau kunnen bekleden, en van die die als bijzitter of plaatsvervangende bijzitter van een stemopnemingsbureau aangewezen kunnen worden.

Overeenkomstig de artikelen L4125-10 en 14 van het Wetboek zult u op een door u vastgestelde dag die niet later mag vallen dan 02 oktober 2006 in een opleiding moeten voorzien voor de voorzitters van de stem- en de stemopnemingsbureaus.

Gelieve mij het ontvangstbewijs als bijlage behoorlijk ondertekend terug te zenden.

Opgemaakt te ....., op ..... 2006.

De voorzitter van het districtbureau,

Uittreksels van het wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie

Art. L4125-1. § 1. Een kiesbureau bestaat uit een voorzitter, een secretaris die niet stemgerechtigd is, bijzitters en plaatsvervangende bijzitters.

(...)

§ 3. Men onderscheidt kieskringbureaus, kantonbureaus, stembureaus en stemopnemingsbureaus.

Voor elke categorie bureaus wordt het aantal bijzitters en plaatsvervangende bijzitters vastgesteld als volgt :

1° het kieskringbureau, het kantonbureau, het stembureau en het provinciale stemopnemingsbureau tellen vier bijzitters en vier plaatsvervangende bijzitters;

(...)

Art. L4125-5. § 1. Uiterlijk 15 september wijst de voorzitter van het gemeentelijk bureau de voorzitters van de stem- en de gemeentelijke stemopnemingsbureaus, alsmede de bijzitters en de plaatsvervangende bijzitters van de gemeentelijke stemopnemingsbureaus aan onder de jongste kiezers van de gemeente die de dag van de verkiezing minstens achttien jaar oud zijn, in de volgorde bepaald bij artikel L4125-3, § 2.

§ 2. Op dezelfde datum wijst hij de bijzitters van de stembureaus aan onder de jongste kiezers van de gemeente die de dag van de verkiezing minstens achttien jaar oud zijn en de voorwaarden vervullen bedoeld in artikel L4125-3, § 2, waarbij de personen gevoegd dienen te worden die houder zijn van een ambt van niveau C dat onder het Waalse Gewest ressorteert of dat daarmee overeenstemt in de besturen en instellingen bepaald onder 6° van dezelfde paragraaf of die elders een overeenstemmende functie uitoefenen.

§ 3. De voorzitters, bijzitters en plaatsvervangende bijzitters van de stem- en de stemopnemingsbureaus worden aangewezen onder de kiezers opgenomen op de lijsten bepaald in artikel L4122-7, § 1, 1° en 2°.

§ 4. Als die aanwijzingen eenmaal plaatsgevonden hebben, zendt de voorzitter van het gemeentelijk bureau onverwijld genoemde lijsten door naar de voorzitter van het kantonbureau na schrapping van de naam van de kiezers aangewezen overeenkomstig §§ 1 en 2.

§ 5. Binnen de achtenveertig uur brengt de voorzitter van het gemeentelijk bureau de aanwijzingen ter kennis van belanghebbenden, bij aangetekend schrijven, en verzoekt ze hun ambt te komen vervullen op vastgestelde dag en uur.

Daarbij licht hij de voorzitters van de stembureaus in van de plaats waar het stemopnemingsbureau vergadert dat de stembiljetten van hun bureau in ontvangst moet nemen. De voorzitter van het gemeentelijk bureau licht de voorzitters van de stemopnemingsbureaus eveneens in over de keuze van de stembureaus waarvan ze in de stemopnemingsbureaus zullen moeten voorzien.

Hij vervangt onverwijld hen die hem drie dagen na ontvangst van het bericht van hun aanwijzing een wettige reden van verhindering hebben doen kennen, volgens de nadere regels bedoeld in artikel L4125-3, § 2 en in § 1 van dit artikel.

§ 6. Elke persoon die zich zonder geldige reden onttrokken heeft aan de aanwijzing bedoeld in §§ 1 en 2 of die door zijn fout, onvoorzichtigheid of nalatigheid op enigerlei wijze de hem toevertrouwde opdracht in gevaar brengt, wordt gestraft met een geldboete van vijftig tot tweehonderd euro.

§ 7. Hij zendt onmiddellijk de tabel met de samenstelling van het gemeentelijk bureau, de stembureaus en de gemeentelijke stemoproepingsbureaus door naar de voorzitters van de gemeentelijke stem- en stemopnemingsbureaus, de voorzitter van het district- en kantonbureau en het gemeentecollege.

Die tabel wordt opgesteld overeenkomstig het door de Regering vastgestelde model.

Het gemeentecollege voorziet bij aanplakking in de raadpleging van het publiek over de tabel die het gekregen heeft.

Daarvan wordt onverwijld een exemplaar aan de Regering of aan diens afgevaardigde gericht.

§ 8. De voorzitter van het gemeentelijk bureau verstrekt afschriften van de tabel van de leden van de bureaus van de gemeente aan elke persoon die daarom verzocht zal hebben, minstens vijftien dagen vóór de verkiezing; de prijs van één exemplaar van die tabel wordt bij regeringsbesluit bepaald. Hij mag niet meer bedragen dan 2,48 euro.

Art. L4125-7. § 1. Het kantonbureau is gevestigd in de hoofdplaats van het kanton en bestaat uit een voorzitter, vier bijzitters, vier plaatsvervangende bijzitters gekozen door diens voorzitter uit de kiezers van de gemeente die hoofdplaats van het kanton is en uit een secretaris benoemd overeenkomstig de bepalingen van artikel L4125-15.

§ 2. Het wordt voorgezeten :

1° door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg of diens plaatsvervanger in de hoofdplaats van het kieskanton die samenvalt met de hoofdplaats van het gerechtelijk arrondissement;

2° door de vrederechter in de hoofdplaats van het kieskanton die samenvalt met de hoofdplaats van een gerechtelijk kanton;

3° door de vrederechter of diens plaatsvervanger van het gerechtelijk kanton waarin de hoofdplaats van het kieskanton gelegen is in alle andere gevallen.

In het geval waarin het voorzitterschap van het kantonbureau niet waargenomen kan worden door een magistraat, wijst de voorzitter van het districtbureau de voorzitter van dat bureau aan onder de kiezers van het district met inachtneming van de volgorde bepaald in artikel L4125-3, § 2.

Art. L4125-8. Op 25 september wijst de voorzitter van het kantonbureau onder de kiezers van het district de voorzitters en bijzitters en plaatsvervangende bijzitters van de provinciale stemopnemingsbureaus aan volgens dezelfde nadere regels als die bepaald in artikel L4125-2 voor de gemeentelijke stemopneming.

Art. L4125-10. (...)

§ 2. De voorzitter van het kantonbureau roept tegelijkertijd alle stembureauvoorzitters van zijn ambtsgebied samen op een door hem bepaalde dag die niet later mag zijn dan de zesde dag vóór de verkiezing om in hun opleiding te voorzien.

Art. L4125-14. (...)

§ 2. De voorzitter van het kantonbureau roept tegelijkertijd alle voorzitters van de stemopnemingsbureaus van zijn ambtsgebied samen op een door hem bepaalde dag die niet later mag zijn dan de zesde dag vóór de verkiezing om in hun opleiding te voorzien.

#### ONTVANGSTBEWIJS

Terug te zenden aan Mevrouw, de heer, .....

voorzitter van het districtbureau van .....

Adres : .....

*N.B.* De briefwisseling ofwel tussen de voorzitters, ofwel met de vrederechter ofwel met de gewone bijzitters, de plaatsvervangende bijzitters en de secretarissen van de kiesbureaus is postvrij. De vermelding "gemeentekieswet" moet boven het adres ingeschreven zijn. Deze briefwisseling moet bovendien de hoedanigheid van de ontvanger en van de afzender alsmede de medeondertekening van deze laatste vermelden.

Ik, ondergetekende, ....., aangewezen om de functies van gewone bijzitter (of plaatsvervangende bijzitter) in het kantonbureau van ..... te vervullen, verklaar de brief van de heer de voorzitter van dit bureau op ....., te hebben ontvangen, waarin hij me in kennis stelt van mijn benoeming.

Te ....., op ..... 2006.

De voorzitter van het kantonbureau,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opneming en telling van de stemmen en de apparentering

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

Provincie : Kiesdistrict :

Kieskanton :

Model 7 : Aanwijzing van de voorzitter van kantonbureau

Geachte Mevrouw, geachte heer,

Krachtens artikel L4125-7, § 2, in fine, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie, wordt u aangewezen om het kantonbureau van ..... voor te zitten daar dat ambt niet door een magistraat waargenomen mag worden.

Overeenkomstig artikel 4125-7, § 1, van het Wetboek, moet u zo spoedig mogelijk de bijzitters en de plaatsvervangende bijzitters en de secretaris die in uw bureau zitting zullen hebben, aanwijzen.

Uiterlijk op 25 september 2006 en overeenkomstig artikel L4125-8 van het Wetboek wordt u ook belast met de aanwijzing van :

1° de voorzitters van de stemopnemingsbureaus belast met het opnemen van de stembiljetten voor de provincieraadsverkiezingen.

2° de bijzitters van deze stemopnemingsbureaus.

Zodra de bureaus gevormd zijn, moet u de lijst waarin hun samenstelling wordt aangegeven, opmaken.

Een afschrift van deze lijst zal onmiddellijk door u aan mezelf en aan de burgemeester van de gemeente overgemaakt worden om er voor ieder ter inzage te worden gelegd op de gemeentesecretarie. Bovendien moet u afschriften van deze lijsten verstrekken aan ieder die ten minste vijftien dagen vóór de verkiezing erom verzocht heeft; de prijs van een exemplaar mag niet hoger zijn dan 2,48 euro.

Wilt u zo vriendelijk zijn om u te wenden aan de voorzitters van de gemeentelijke bureaus van de gemeenten van uw kanton om de overzichten te krijgen betreffende de kiezers, die kunnen worden bekleed met de functie van voorzitter van het stemopnemingsbureau en betreffende de kiezers die kunnen worden aangewezen als bijzitter of plaatsvervangende bijzitter van een stemopnemingsbureau.

Overeenkomstig de artikelen L4125-10 en 14 van het Wetboek zult u op een door u vastgestelde dag die niet later mag vallen dan 2 oktober 2006 in een opleiding moeten voorzien voor de voorzitters van de stem- en de stemopnemingsbureaus.

Gelieve mij het ontvangstbewijs als bijlage behoorlijk ondertekend terug te zenden.

Gedaan te ....., op ..... 2006.

De voorzitter van het districtbureau,

Uittreksels van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie

Art. L4125-1. § 1. Een kiesbureau bestaat uit een voorzitter, een secretaris die niet stemgerechtigd is, bijzitters en plaatsvervangende bijzitters.

(...)

§ 3. Men onderscheidt kieskringbureaus, kantonbureaus, stembureaus en stemopnemingsbureaus.

Voor elke categorie bureaus wordt het aantal bijzitters en plaatsvervangende bijzitters vastgesteld als volgt :

1° het kieskringbureau, het kantonbureau, het stembureau en het provinciale stemopnemingsbureau tellen vier bijzitters en vier plaatsvervangende bijzitters;

(...)

Art. L4125-5. § 1. Uiterlijk 15 september wijst de voorzitter van het gemeentelijk bureau de voorzitters van de stem- en de gemeentelijke stemopnemingsbureaus, alsmeê de bijzitters en de plaatsvervangende bijzitters van de gemeentelijke stemopneming aan onder de jongste kiezers van de gemeente die de dag van de verkiezing minstens achttien jaar oud zijn, in de volgorde bepaald bij artikel L4125-3, § 2.

§ 2. Op dezelfde datum wijst hij de bijzitters van de stembureaus aan onder de jongste kiezers van de gemeente die de dag van de verkiezing minstens achttien jaar oud zijn en de voorwaarden vervullen bedoeld in artikel L4125-3, § 2, waarbij de personen gevoegd dienen te worden die houder zijn van een ambt van niveau C dat onder het Waalse Gewest ressorteert of dat daarmee overeenstemt in de besturen en instellingen bepaald onder 6° van dezelfde paragraaf of die elders een overeenstemmende functie uitoefenen.

§ 3. De voorzitters, bijzitters en plaatsvervangende bijzitters van de stem- en de stemopnemingsbureaus worden aangewezen onder de kiezers opgenomen op de lijsten bepaald in artikel L4122-7, § 1, 1° en 2°.

§ 4. Als die aanwijzingen eenmaal plaatsgevonden hebben, zendt de voorzitter van het gemeentelijk bureau onverwijld genoemde lijsten door naar de voorzitter van het kantonbureau na schrapping van de naam van de kiezers aangewezen overeenkomstig §§ 1 en 2.

§ 5. Binnen de achtenveertig uur brengt de voorzitter van het gemeentelijk bureau de aanwijzingen ter kennis van belanghebbenden, bij aangetekend schrijven, en verzoekt ze hun ambt te komen vervullen op vastgestelde dag en uur.

Daarbij licht hij de voorzitters van de stembureaus in van de plaats waar het stemopnemingsbureau vergadert dat de stembiljetten van hun bureau in ontvangst moet nemen. De voorzitter van het gemeentelijk bureau licht de voorzitters van de stemopnemingsbureaus eveneens in over de keuze van de stembureaus waarvan ze in de stemopneming zullen moeten voorzien.

Hij vervangt onverwijld hen die hem drie dagen na ontvangst van het bericht van hun aanwijzing een wettige reden van verhindering hebben doen kennen, volgens de nadere regels bedoeld in artikel L4125-3, § 2 en in § 1 van dit artikel.



§ 6. Elke persoon die zich zonder geldige reden onttrokken heeft aan de aanwijzing bedoeld in §§ 1 en 2 of die door zijn fout, onvoorzichtigheid of nalatigheid op enigerlei wijze de hem toevertrouwde opdracht in gevaar brengt, wordt gestraft met een geldboete van vijftig tot tweehonderd euro.

§ 7. Hij zendt onmiddellijk de tabel met de samenstelling van het gemeentelijk bureau, de stembureaus en de gemeentelijke stemoproepingsbureaus door naar de voorzitters van de gemeentelijke stem- en stemopnemingsbureaus, de voorzitter van het district- en kantonbureau en het gemeentecollege.

Die tabel wordt opgesteld overeenkomstig het door de Regering vastgestelde model.

Het gemeentecollege voorziet bij aanplakking in de raadpleging van het publiek over de tabel die het gekregen heeft.

Daarvan wordt onverwijld een exemplaar aan de Regering of aan diens afgevaardigde gericht.

§ 8. De voorzitter van het gemeentelijk bureau verstrekt afschriften van de tabel van de leden van de bureaus van de gemeente aan elke persoon die daarom verzocht zal hebben, minstens vijftien dagen vóór de verkiezing; de prijs van één exemplaar van die tabel wordt bij regeringsbesluit bepaald. Hij mag niet meer bedragen dan 2,48 euro.

Art. L4125-7. § 1. Het kantonbureau is gevestigd in de hoofdplaats van het kanton en bestaat uit een voorzitter, vier bijzitters, vier plaatsvervangende bijzitters gekozen door diens voorzitter uit de kiezers van de gemeente die hoofdplaats van het kanton is en uit een secretaris benoemd overeenkomstig de bepalingen van artikel L4125-15.

§ 2. Het wordt voorgezeten :

1° door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg of diens plaatsvervanger in de hoofdplaats van het kieskanton die samenvalt met de hoofdplaats van het gerechtelijk arrondissement;

2° door de vrederechter in de hoofdplaats van het kieskanton die samenvalt met de hoofdplaats van een gerechtelijk kanton;

3° door de vrederechter of diens plaatsvervanger van het gerechtelijk kanton waarin de hoofdplaats van het kieskanton gelegen is in alle andere gevallen.

In het geval waarin het voorzitterschap van het kantonbureau niet waargenomen kan worden door een magistraat, wijst de voorzitter van het districtbureau de voorzitter van dat bureau aan onder de kiezers van het district met inachtneming van de volgorde bepaald in artikel L4125-3, § 2.

Art. L4125-8. Op 25 september wijst de voorzitter van het kantonbureau onder de kiezers van het district de voorzitters en bijzitters en plaatsvervangende bijzitters van de provinciale stemopnemingsbureaus aan volgens dezelfde nadere regels als die bepaald in artikel L4125-2 voor de gemeentelijke stemopneming.

Art. L4125-10. (...)

§ 2. De voorzitter van het kantonbureau roept tegelijkertijd alle stembureauvoorzitters van zijn ambtsgebied samen op een door hem bepaalde dag die niet later mag zijn dan de zesde dag vóór de verkiezing om in hun opleiding te voorzien.

Art. L4125-14. (...)

§ 2. De voorzitter van het kantonbureau roept tegelijkertijd alle voorzitters van de stemopnemingsbureaus van zijn ambtsgebied samen op een door hem bepaalde dag die niet later mag zijn dan de zesde dag vóór de verkiezing om in hun opleiding te voorzien.

#### ONTVANGSTBEWIJS

Terug te zenden aan Mevrouw, de heer, .....

voorzitter van het districtbureau van .....

Adres : .....

*N.B.* De briefwisseling ofwel tussen de voorzitters, ofwel met de vrederechter ofwel met de gewone bijzitters, de plaatsvervangende bijzitters en de secretarissen van de kiesbureaus is postvrij. De vermelding "gemeentekieswet" moet boven het adres ingeschreven zijn. Deze briefwisseling moet bovendien de hoedanigheid van de ontvanger en van de afzender alsmede de medeondertekening van deze laatste vermelden.

Ik, ondergetekende, ....., aangewezen om de functies van gewone bijzitter (of plaatsvervangende bijzitter) in het kantonbureau van ..... te vervullen, verklaar de brief van de heer de voorzitter van dit bureau op ....., te hebben ontvangen, waarin hij me in kennis stelt van mijn benoeming tot voorzitter van het kantonbureau.

Te ....., op ..... 2006.

De Voorzitter van het Kantonbureau,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opneming en telling van de stemmen en de apparentering

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

Provincie : Kiesdistrict :

Kieskanton :

**Model 8 : Aanwijzing van de secretaris en van de bijzitters van het kantonbureau**

Geachte Mevrouw, geachte heer,

Ik heb de eer u mee te delen dat ik u heb aangewezen om de functies te vervullen van secretaris/ gewone bijzitter/plaatsvervangend bijzitter in het kantonbureau met zetel te .....

U wordt verzocht om op zondag 8 oktober 2006 om 14 uur precies de zitting voor de tussentelling van de stemmen voor de provincieraadsverkiezingen bij te wonen.

Gelieve uw rekeningnummer mee te delen voor de betaling van uw presentiegeld na de verkiezingen.

Wilt u zo vriendelijk zijn me het behoorlijk ondertekende bijgevoegd ontvangstbewijs terug te zenden of me uw excuusredenen binnen 48 uur mede te delen.

Te ....., op ..... 2006.

De voorzitter van het kantonbureau,

Uittreksels van het wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie

Art. L4125-1. § 1. Een kiesbureau bestaat uit een voorzitter, een secretaris die niet stemgerechtigd is, bijzitters en plaatsvervangende bijzitters.

Art. L4125-7. § 1. Het kantonbureau is gevestigd in de hoofdplaats van het kanton en bestaat uit een voorzitter, vier bijzitters, vier plaatsvervangende bijzitters gekozen door diens voorzitter uit de kiezers van de gemeente die hoofdplaats van het kanton is en uit een secretaris benoemd overeenkomstig de bepalingen van artikel L4125-15.

§ 2. Het wordt voorgezeten :

1° door de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg of diens plaatsvervanger in de hoofdplaats van het kieskanton die samenvalt met de hoofdplaats van het gerechtelijk arrondissement;

2° door de vrederechter in de hoofdplaats van het kieskanton die samenvalt met de hoofdplaats van een gerechtelijk kanton;

3° door de vrederechter of diens plaatsvervanger van het gerechtelijk kanton waarin de hoofdplaats van het kieskanton gelegen is in alle andere gevallen.

In het geval waarin het voorzitterschap van het kantonbureau niet waargenomen kan worden door een magistraat, wijst de voorzitter van het districtbureau de voorzitter van dat bureau aan onder de kiezers van het district met inachtneming van de volgorde bepaald in artikel L4125-3, § 2.

Art. L4135-1. De leden van de stembureaus ontvangen presentiegeld waarvan het bedrag door de Regering wordt vastgesteld. Het bedrag van de vergoedingen en van de voordelen van enigerlei aard waarop ze aanspraak zouden kunnen maken wordt eveneens door de Regering bepaald. De leden van de kiesbureaus kunnen aanspraak maken op de terugbetaling van hun reiskosten.

Art. L4145-1. De voorzitters van het gemeentelijk bureau en van het kantonbureau krijgen de stemopnemingsstabellen die voor hen bestemd zijn in aanwezigheid van het bureau en van de getuigen. Ze geven er een ontvangstbewijs van aan de voorzitters van de stemopnemingsbureaus.

Art. L4145-2. § 1. Het gemeentelijk bureau en het kantonbureau, elk voor de verkiezing die hen betreft, schrijven per stemopnemingsbureau, op de stemopnemingstabel voorzien in artikel L4142-39, de volgende gegevens :

1° het aantal stembiljetten die in elke stembus worden neergelegd;

2° het aantal geldige stemmen;

3° voor elke lijst, het aantal stemmen uitgebracht bovenaan de lijst;

4° voor elke lijst, het aantal naamstemmen;

5° voor elke kandidaat het aantal behaalde naamstemmen.

§ 2. De regering kan beslissen dat het invoeren van deze tabel via een software moet gebeuren overeenkomstig artikel L4141-1, § 1.

§ 3. Elk betrokken bureau begint onmiddellijk met deze opdracht zodra het bureau de tabel van het eerste stemopnemingsbureau krijgt.

Art. L4145-3. § 1. Het gemeentelijke bureau totaliseert voor geheel de gemeente en het kantonbureau voor geheel het kanton al de rubrieken opgenomen in de stemopnemingstabel.

Het stemcijfer van iedere lijst wordt ook door het bureau aangeduid. Dit cijfer wordt bepaald door de optelling van de geldige stembiljetten op een lijst, zoals bepaald overeenkomstig artikel L4144-8, § 2.

(...)

**ONTVANGSTBEWIJS**

Terug te zenden aan Mevrouw, de heer, .....

voorzitter van het kantonbureau van .....

Adres : .....

N.B. De briefwisseling ofwel tussen de voorzitters, ofwel met de vrederechter ofwel met de gewone bijzitters, de plaatsvervangende bijzitters en de secretarissen van de kiesbureaus is postvrij. De vermelding "gemeentekieswet" moet boven het adres ingeschreven zijn. Deze briefwisseling moet bovendien de hoedanigheid van de ontvanger en van de afzender alsmede de medeondertekening van deze laatste vermelden.

Ik, ondergetekende, ....., aangewezen om de functies van secretaris/gewone bijzitter/plaatsvervangende bijzitter in het kantonbureau van ..... te vervullen, verklaar de brief van de heer de voorzitter van dit bureau op ....., te hebben ontvangen, waarin hij me in kennis stelt van mijn benoeming.

Te ....., op ..... 2006.

Handtekening,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opneming en telling van de stemmen en de apparentering

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

Provincie : Kiesdistrict :  
Kieskantons : Gemeente :

**Model 9 : Aanwijzing van de voorzitter van het gemeentelijk bureau**

Geachte Mevrouw, geachte heer,

Ik heb de eer u mee te delen dat ik u overeenkomstig artikel L4125-3, § 2 van het Wetboek van de plaatselijke democratie heb aangewezen om het gemeentelijk bureau van ..... voor te zitten.

Wilt u zo vriendelijk zijn om onmiddellijk contact op te nemen met het gemeentebestuur met het oog op de voorbereidende verrichtingen van de verkiezing.

Overeenkomstig artikel L4125-3, § 3 van het Wetboek van de plaatselijke democratie, moet u zo spoedig mogelijk de bijzitters, de plaatsvervangende bijzitters en de secretaris die in uw bureau zullen zitting hebben, aanwijzen.

Overeenkomstig artikel L4125-5 moet u uiterlijk 15 september de voorzitters, de bijzitters en de plaatsvervangende bijzitters van de stembureaus alsmede de voorzitters, bijzitters en plaatsvervangende bijzitters van de bureaus belast met de gemeentelijke stemopneming aanwijzen.

We wijzen u erop dat u op 7 en 8 september 2006 krachtens artikel L4142-3 van het Wetboek de kandidaturen zult ontvangen en de ontvankelijkheid ervan zult onderzoeken.

Krachtens artikel L4142-11 van het Wetboek moet uw bureau dat de functies van een kieskringbureau vervult, zijn eerste vergadering op dinsdag 12 september 2006 om 16 uur houden om over te gaan tot de voorlopige vaststelling van de kandidatenlijst en op donderdag 14 september om 16 uur voor de definitieve vaststelling. Uw bureau moet dus noodzakelijk voor deze data samengesteld zijn.

Zodra de bureaus gevormd zijn, moet u de lijst waarin hun samenstelling wordt aangegeven, opmaken.

Een afschrift van deze lijst zal onmiddellijk door u aan mezelf en aan de burgemeester van de gemeente overgemaakt worden om er voor ieder ter inzage te worden gelegd aan de gemeentesecretarie. Bovendien moet u afschriften van deze lijsten verstrekken aan ieder die ten minste vijftien dagen vóór de verkiezing erom verzocht heeft; de prijs van een exemplaar mag niet hoger zijn dan 2,48 euro.

Wilt u zo vriendelijk zijn om u te wenden aan het gemeentebestuur om de overzichten betreffende de kiezers, die kunnen worden bekleed met de functie van voorzitter van het stem- of stemopnemingsbureau en betreffende de kiezers die kunnen worden aangewezen als bijzitter of plaatsvervangende bijzitter van een stem- of stemopnemingsbureau en documenten te krijgen die nodig zijn voor het verloop van de kiesverrichtingen.

Gelieve me het behoorlijk getekende bijgevoegde ontvangstbewijs terug te zenden of me uw excuusredenen binnen achtenveertig uur mee te delen.

Gedaan te ....., op ..... 2006.

De voorzitter van het districtbureau,

Uittreksels van het wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie

Art. L4125-3. § 1. Met het oog op de gemeenteraadsverkiezing wordt er in elke gemeente een kieskringbureau samengesteld, gemeentelijk bureau genaamd.

§ 2. Om het gemeentelijk bureau voor te zitten, wijst de voorzitter van het districtbureau in de hierna opgegeven volgorde aan :

1° de rechters of plaatsvervangende rechters, naar dienstouderdom, in de rechtbank van eerste aanleg, in de arbeidsrechtbank en in de rechtbank van koophandel;

2° de vrederechters of plaatsvervangende vrederechters naar dienstouderdom;

3° de rechters in de politierechtbanken of hun plaatsvervaarders naar dienstouderdom;

4° de advocaten en de advocaten-stagiairs naar de orde van hun inschrijving op het tableau of de lijst van stagiairs;

5° de notarissen;

6° de bekleeders van een ambt van niveau A of B die onder het Waalse Gewest ressorteren en de bekleeders van een gelijkwaardige graad die ressorteren onder de federale Staat, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap, de provincies, de gemeenten, de openbare centra van maatschappelijk welzijn of onder enige instelling van openbaar nut al dan niet bedoeld bij de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut of de zelfstandige openbare ondernemingen bedoeld bij de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

7° het onderwijzend personeel;

8° de stagiairs van het parket;

9° zo nodig de personen aangewezen uit de kiezers van de gemeente die elders functies bekleeden die overeenstemmen met de functies bedoeld onder punt 6°.

Behalve de rechters, die aangewezen kunnen worden om het gemeentelijk bureau van hun zetel voor te zitten, los van de gemeente waar ze kiezers zijn, zijn de personen bedoeld in deze paragraaf kiezers van de gemeente waar ze het ambt van voorzitter van het gemeentelijk bureau uitoefenen.

Indien de voorzitter van het gemeentelijk bureau ertoe gehouden is zich naar een andere gemeente te begeven om te stemmen, wijst hij een plaatsvervanger aan om hem de dag van de stemming te vervangen tijdens de duur die noodzakelijk is om zijn kiesplicht na te komen.

De overheden die personen bedoeld in vorig lid onder 6° en 7° tewerkstellen delen de naam, voornamen, adres en beroep mee van die personen aan de gemeentebesturen waar ze hun hoofdverblijfplaats hebben.

§ 3. De voorzitter van het gemeentelijk bureau wijst de leden van zijn bureau aan onder de kiezers van de gemeente waar hij dat ambt waarneemt en stelt dat bureau samen op de datum bepaald in artikel L4142-11, § 2.

Bij de samenstelling van het gemeentelijk bureau leggen de voorzitters en bijzitters de eed af bedoeld in artikel L4125-2, § 3, volgens dezelfde nadere regels.

Het gemeentelijk bureau zetelt in het stad- of het gemeentehuis.

Art. L4125-5. § 1. Uiterlijk 15 september wijst de voorzitter van het gemeentelijk bureau de voorzitters van de stem- en de gemeentelijke stemopnemingsbureaus, alsmede de bijzitters en de plaatsvervangende bijzitters van de gemeentelijke stemopneming aan onder de jongste kiezers van de gemeente die de dag van de verkiezing minstens achttien jaar oud zijn, in de volgorde bepaald bij artikel L4125-3, § 2.

§ 2. Op dezelfde datum wijst hij de bijzitters van de stembureaus aan onder de jongste kiezers van de gemeente die de dag van de verkiezing minstens achttien jaar oud zijn en de voorwaarden vervullen bedoeld in artikel L4125-3, § 2, waarbij de personen gevoegd dienen te worden die houder zijn van een ambt van niveau C dat onder het Waalse Gewest ressorteert of dat daarmee overeenstemt in de besturen en instellingen bepaald onder 6° van dezelfde paragraaf of die elders een overeenstemmende functie uitoefenen.

(...)

## ONTVANGSTBEWIJS

Terug te zenden aan Mevrouw, de heer, .....

voorzitter van het districtbureau van .....

Adres : .....

*N.B.* De briefwisseling ofwel tussen de voorzitters, ofwel met de vrederechter ofwel met de gewone bijzitters, de plaatsvervangende bijzitters en de secretarissen van de kiesbureaus is postvrij. De melding "gemeentekieswet" moet boven het adres ingeschreven zijn. Deze briefwisseling moet bovendien de hoedanigheid van de ontvanger en van de afzender alsmede de medeondertekening van deze laatste vermelden.

Ik, ondergetekende,

aangewezen om de functies van voorzitter van het gemeentelijke bureau van ..... te vervullen,

verklaar de brief van de heer de voorzitter van dit bureau op ....., te hebben ontvangen, waarin hij me in kennis stelt van mijn benoeming.

Te ....., op ..... 2006.

Handtekening, .....

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opneming en telling van de stemmen en de apparentering

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

Provincie : Kieskanton :

Gemeente :

**Model 10 : Aanwijzing van de secretaris en de bijzitters van het gemeentelijke bureau**

Geachte Mevrouw, geachte heer,

Ik heb de eer u mee te delen dat ik u heb aangewezen om de functies te vervullen van secretaris/gewone bijzitter/plaatsvervangende bijzitter in het gemeentelijke bureau met zetel te .....

We verzoeken u om op dinsdag 12 september 2006 (26de dag vóór de stemming) om 16 uur aanwezig te zijn op de zetel van dat bureau om deel te nemen aan de vergadering i.v.m. de voorlopige vaststelling van de kandidatenlijst.

U zult daarna erom verzocht worden om op donderdag 14 september 2006 (24de dag vóór de stemming) om 16 uur deel te nemen aan de vergadering i.v.m. de definitieve vaststelling van de lijsten.

Wilt u bovendien zo vriendelijk zijn om op zondag 8 oktober 2006 om 14 uur precies de vergadering i.v.m. de stemopneming (in geval van enig bureau) en de telling van de stemmen bij te wonen.

Gelieve uw rekeningnummer mee te delen voor de betaling van uw presentiegeld na de verkiezingen.

Wilt u zo vriendelijk zijn me het behoorlijk getekende bijgevoegde ontvangstbewijs terug te zenden of me uw excuusredenen binnen achteventertig uur mee te delen.

Te ....., op ..... 2006.

De voorzitter van het gemeentelijke bureau,

Uittreksels van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie

HOOFDSTUK V. — *Désignation des bureaux électoraux*

*Afdeling 1. — De kiesbureaus*

Art. L4125-1. § 1. Een kiesbureau bestaat uit een voorzitter, een secretaris die niet stemgerechtigd is, bijzitters en plaatsvervangende bijzitters.

(...)

§ 3. Men onderscheidt kieskringbureaus, kantonbureaus, stembureaus en stemopnemingsbureaus.

Voor elke categorie bureaus wordt het aantal bijzitters en plaatsvervangende bijzitters vastgesteld als volgt :

1° het kieskringbureau, het kantonbureau, het stembureau en het provinciale stemopnemingsbureau tellen vier bijzitters en vier plaatsvervangende bijzitters;

(...)

De kieskringbureaus stellen de lijsten van kandidaten vast en behandelen de daarmee verband houdende betwistingen, stellen de stembiljetten op en laten ze drukken.

De dag van de verkiezingen zijn ze belast met de eindtotalisatie, de zetelverdeling en de aanwijzing van de gekozenen voor hun kieskring.

(...)

§ 4. Geen enkele kandidaat mag van een kiesbureau deel uitmaken. De kandidaten en de lijsten van kandidaten kunnen getuigen aanwijzen om de verrichtingen van de bureaus te overzien volgens de nadere regels bedoeld in artikel L4134-1.

De functie van provinciegriffier, provincieontvanger, gemeentesecretaris en gemeenteontvanger is onverenigbaar met het ambt van voorzitter, bijzitter of plaatsvervangend bijzitter van een kiesbureau of de rol van lid van een kieskringbureau.

(...)

*Afdeling 2. — De kieskringbureaus*

Onderafdeling 1. — De districtbureaus

Art. L4125-3. § 1. Met het oog op de gemeenteraadsverkiezing wordt er in elke gemeente een kieskringbureau samengesteld, gemeentelijk bureau genaamd.

(...)

§ 3. De voorzitter van het gemeentelijk bureau wijst de leden van zijn bureau aan onder de kiezers van de gemeente waar hij dat ambt waarneemt en stelt dat bureau samen op de datum bepaald in artikel L4142-11, § 2.

Bij de samenstelling van het gemeentelijk bureau leggen de voorzitters en bijzitters de eed af bedoeld in artikel L4125-2, § 3, volgens dezelfde nadere regels.

Het gemeentelijk bureau zetelt in het stad- of het gemeentehuis.

HOOFDSTUK VI. — *Kosten van de verkiezingen*

Art. L4136-1. De leden van de stembureaus ontvangen presentiegeld waarvan het bedrag door de Regering wordt vastgesteld. Het bedrag van de vergoedingen en van de voordelen van enigerlei aard waarop ze aanspraak zouden kunnen maken wordt eveneens door de Regering bepaald. De leden van de kiesbureaus kunnen aanspraak maken op de terugbetaling van hun reiskosten.

ONTVANGBEWIJS

Terug te zenden aan Mevrouw, de heer, .....

voorzitter van het gemeentelijke bureau,

Adres : .....

*N.B.* De briefwisseling ofwel tussen de voorzitters, ofwel met de vrederechter ofwel met de gewone bijzitters, de plaatsvervangende bijzitters en de secretarissen van de kiesbureaus is postvrij. De vermelding "gemeentekieswet" moet boven het adres ingeschreven zijn. Deze briefwisseling moet bovendien de hoedanigheid van de ontvanger en van de afzender alsmede de medeondertekening van deze laatste vermelden.

Ik, ondergetekende,

aangewezen om de functies van secretaris/gewone bijzitter/plaatsvervangende bijzitter van het gemeentelijke bureau van ..... te vervullen, verklaar de brief van de heer de voorzitter van dit bureau op ....., te hebben ontvangen,

waarin hij me in kennis stelt van mijn benoeming.

Te ....., op ..... 2006.

Handtekening .....

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opneming en telling van de stemmen en de appparentering

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

Provincie : Kiesdistrict

Kieskanton : Gemeente :

**Model 11 : Aanwijzing van de voorzitter van het stembureau**

Geachte Mevrouw, geachte heer,

Ik heb de eer u mee te delen dat ik u overeenkomstig artikel L4125-5 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie heb aangewezen om de functies van voorzitter van het stembureau van ..... te vervullen voor de gemeenteraadsverkiezingen van zondag 8 oktober 2006.

U wordt bijgevolg erom verzocht die dag om 7 u. 30 m., aanwezig te zijn in het lokaal waar uw bureau gevestigd zal zijn, "rue .....", nr. ...

Het stembureau moet ten laatste om 7 u. 45 m., samengesteld zijn.

Gelieve uw rekeningnummer mee te delen voor de betaling van uw presentiegeld na de verkiezingen.

Behalve de voorzitter bestaat het stembureau uit vier bijzitters, vier plaatsvervangende bijzitters en een secretaris. U zal binnenkort op de hoogte zijn van de naam van de bijzitters die deel uitmaken van het bureau dat u voorziet.

We verzoeken u erom om zo spoedig mogelijk de secretaris van uw bureau aan te wijzen volgens de regels bedoeld in artikel L4125-11 van het Wetboek.

U zult hierbij twee exemplaren van het register van de stemmers van uw bureau vinden/u zult zeer spoedig twee exemplaren van het register van de stemmers van uw bureau van het College van Burgemeesters en Schepenen ontvangen<sup>5</sup>. Als het niet het geval is, verzoek ik u om u daarvoor te richten aan het College van Burgemeester en Schepenen.

De stembiljetten voor de gemeenteraadsverkiezingen van uw bureau zullen opgenomen worden door het gemeentelijk stemopnemingsbureau nr. ..., dat gevestigd is op volgend adres : .....

De stembiljetten voor de provincieraadsverkiezingen van uw bureau zullen opgenomen worden door het provinciaal stemopnemingsbureau nr. ..., dat gevestigd is op volgend adres :

.....

Bovendien deel ik u vanaf nu mede dat u binnenkort zult worden opgeroepen voor een opleidingssessie waarin alle inlichtingen nodig voor de uitoefening van uw opdracht zult ontvangen. Die opleiding wordt u ten stelligste aangeraden hoewel ze facultatief is. In een brief van de voorzitter van het kantonbureau zult u daarna in kennis worden gesteld van de praktische modaliteiten van deze vergadering.

Wilt u zo vriendelijk zijn me het behoorlijk getekende bijgevoegde ontvangstbewijs terug te zenden of me uw excuusredenen binnen tweeënzeventig uur mee te delen.

Te ....., op ..... 2006.

De voorzitter van het gemeentelijke bureau,

Uittreksels van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie

Art. L4125-5. § 1. Uiterlijk 15 september wijst de voorzitter van het gemeentelijk bureau de voorzitters van de stem- en de gemeentelijke stemopnemingsbureaus, alsmede de bijzitters en de plaatsvervangende bijzitters van de gemeentelijke stemopneming aan onder de jongste kiezers van de gemeente die de dag van de verkiezing minstens achttien jaar oud zijn, in de volgorde bepaald bij artikel L4125-3, § 2.

§ 2. Op dezelfde datum wijst hij de bijzitters van de stembureaus aan onder de jongste kiezers van de gemeente die de dag van de verkiezing minstens achttien jaar oud zijn en de voorwaarden vervullen bedoeld in artikel L4125-3, § 2, waarbij de personen gevoegd dienen te worden die houder zijn van een ambt van niveau C dat onder het Waalse Gewest ressorteert of dat daarmee overeenstemt in de besturen en instellingen bepaald onder 6° van dezelfde paragraaf of die elders een overeenstemmende functie uitoefenen.

§ 3. De voorzitters, bijzitters en plaatsvervangende bijzitters van de stem- en de stemopnemingsbureaus worden aangewezen onder de kiezers opgenomen op de lijsten bepaald in artikel L4122-7, § 1, 1° en 2°.

§ 4. Als die aanwijzingen eenmaal plaatsgevonden hebben, zendt de voorzitter van het gemeentelijk bureau onverwijld genoemde lijsten door naar de voorzitter van het kantonbureau na schrapping van de naam van de kiezers aangewezen overeenkomstig §§ 1 en 2.

§ 5. Binnen de achtenveertig uur brengt de voorzitter van het gemeentelijk bureau de aanwijzingen ter kennis van belanghebbenden, bij aangetekend schrijven, en verzoekt ze hun ambt te komen vervullen op vastgestelde dag en uur.

Daarbij licht hij de voorzitters van de stembureaus in van de plaats waar het stemopnemingsbureau vergadert dat de stembiljetten van hun bureau in ontvangst moet nemen. De voorzitter van het gemeentelijk bureau licht de voorzitters van de stemopnemingsbureaus eveneens in over de keuze van de stembureaus waarvan ze in de stemopneming zullen moeten voorzien.

Hij vervangt onverwijld hen die hem drie dagen na ontvangst van het bericht van hun aanwijzing een wettige reden van verhindering hebben doen kennen, volgens de nadere regels bedoeld in artikel L4125-3, § 2 en in § 1 van dit artikel.

§ 6. Elke persoon die zich zonder geldige reden onttrokken heeft aan de aanwijzing bedoeld in §§ 1 en 2 of die door zijn fout, onvoorzichtigheid of nalatigheid op enigerlei wijze de hem toevertrouwde opdracht in gevaar brengt, wordt gestraft met een geldboete van vijftig tot tweehonderd euro.

§ 7. Hij zendt onmiddellijk de tabel met de samenstelling van het gemeentelijk bureau, de stembureaus en de gemeentelijke stemoproepingsbureaus door naar de voorzitters van de gemeentelijke stem- en stemopnemingsbureaus, de voorzitter van het district- en kantonbureau en het gemeentecollege.

Die tabel wordt opgesteld overeenkomstig het door de Regering vastgestelde model.

Het gemeentecollege voorziet bij aanplakking in de raadpleging van het publiek over de tabel die het gekregen heeft.

Daarvan wordt onverwijld een exemplaar aan de Regering of aan diens afgevaardigde gericht.

§ 8. De voorzitter van het gemeentelijk bureau verstrekt afschriften van de tabel van de leden van de bureaus van de gemeente aan elke persoon die daarom verzocht zal hebben, minstens vijftien dagen vóór de verkiezing; de prijs van één exemplaar van die tabel wordt bij regeringsbesluit bepaald. Hij mag niet meer bedragen dan 2,48 euro.

Art. L4125-10. § 1. Zodra ze aangewezen zijn, zendt de Regering, of zijn afgevaardigde, enerzijds de instructies voor de uitvoering van hun taken en anderzijds de voor de uitvoering van hun opdracht noodzakelijke formulieren en documenten waarvan de lijst door de Regering wordt vastgesteld, aan de stembureauvoorzitters door.

§ 2. De voorzitter van het kantonbureau roept tegelijkertijd alle stembureauvoorzitters van zijn ambtsgebied samen op een door hem bepaalde dag die niet later mag zijn dan de zesde dag vóór de verkiezing om in hun opleiding te voorzien.

Art. L4125-16. Gestraft wordt met een geldboete van 50 tot 200 euro :

1° elke persoon die zich zonder geldige reden onttrokken heeft aan de aanwijzing tot voorzitter of bijzitter van een stem- of een stemopnemingsbureau;

2° de voorzitter, de bijzitter of de plaatsvervangende bijzitter die zijn redenen van verhindering niet kenbaar heeft gemaakt binnen de vastgestelde termijn;

3° de voorzitter, de bijzitter of de plaatsvervangende bijzitter die, na het ambt te hebben aanvaard, zich ervan onthoudt het uit te oefenen zonder wettige reden.

Art. L4125-17. Elke persoon die door zijn fout, onvoorzichtigheid of nalatigheid op enigerlei wijze de hem toevertrouwde opdracht in gevaar heeft gebracht, wordt gestraft met een geldboete van 50 tot 200 euro.

Art. L4135-1. De leden van de stembureaus ontvangen presentiegeld waarvan het bedrag door de Regering wordt vastgesteld. Het bedrag van de vergoedingen en van de voordelen van enigerlei aard waarop ze aanspraak zouden kunnen maken wordt eveneens door de Regering bepaald.

De leden van de kiesbureaus kunnen aanspraak maken op de terugbetaling van hun reiskosten.

#### ONTVANGBEWIJS

Terug te zenden aan Mevrouw, de heer, .....

voorzitter van het gemeentelijke bureau,

Adres : .....

*N.B.* De briefwisseling ofwel tussen de voorzitters, ofwel met de vrederechter ofwel met de gewone bijzitters, de plaatsvervangende bijzitters en de secretarissen van de kiesbureaus is postvrij. De vermelding "gemeentekieswet" moet boven het adres ingeschreven zijn. Deze briefwisseling moet bovendien de hoedanigheid van de ontvanger en van de afzender alsmede de medeondertekening van deze laatste vermelden.

Ik, ondergetekende, ....., aangewezen om de functies van voorzitter van het stembureau nr. ... gevestigd te ..... te vervullen, verklaar de brief van de heer de voorzitter van het gemeentelijke bureau op ....., te hebben ontvangen, waarin hij me in kennis stelt van mijn benoeming.

Te ....., op ..... 2006.

Handtekening .....

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opneming en telling van de stemmen en de apparentering

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

Provincie : Kiesdistrict  
Kieskantons : Gemeente :

**Model 12 : Aanwijzing van de bijzitters van het stembureau**

Geachte Mevrouw, geachte heer,

Ik heb de eer u mee te delen dat ik u overeenkomstig artikel L4125-5 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie heb aangewezen om de functies van voorzitter van het stembureau van..... te vervullen voor de gemeenteraadsverkiezingen van zondag 8 oktober 2006.

U wordt bijgevolg erom verzocht deze dag om 7uur30 aanwezig te zijn in het lokaal waar uw bureau gevestigd zal zijn, straat....., nr.....

Het stembureau moet ten laatste om 7 uur 45 samengesteld zijn.

Gelieve uw rekeningnummer mee te delen voor de betaling van uw presentiegeld na de verkiezingen.

Wilt u zo vriendelijk zijn me het behoorlijk getekende bijgevoegde ontvangstbewijs terug te zenden of me uw excuusredenen binnen tweeënzeventig uur mee te delen.

Te ....., op ..... 2006.

De voorzitter van het gemeentelijke bureau,

Uittreksels van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie

Art. L4125-5. § 1. Uiterlijk 15 september wijst de voorzitter van het gemeentelijk bureau de voorzitters van de stem- en de gemeentelijke stemopnemingsbureaus, alsmede de bijzitters en de plaatsvervangende bijzitters van de gemeentelijke stemopneming aan onder de jongste kiezers van de gemeente die de dag van de verkiezing minstens achttien jaar oud zijn, in de volgorde bepaald bij artikel L4125-3, § 2.

§ 2. Op dezelfde datum wijst hij de bijzitters van de stembureaus aan onder de jongste kiezers van de gemeente die de dag van de verkiezing minstens achttien jaar oud zijn en de voorwaarden vervullen bedoeld in artikel L4125-3, § 2, waarbij de personen gevoegd dienen te worden die houder zijn van een ambt van niveau C dat onder het Waalse Gewest ressorteert of dat daarmee overeenstemt in de besturen en instellingen bepaald onder 6° van dezelfde paragraaf of die elders een overeenstemmende functie uitoefenen.

§ 3. De voorzitters, bijzitters en plaatsvervangende bijzitters van de stem- en de stemopnemingsbureaus worden aangewezen onder de kiezers opgenomen op de lijsten bepaald in artikel L4122-7, § 1, 1° en 2°.

§ 4. Als die aanwijzingen eenmaal plaatsgevonden hebben, zendt de voorzitter van het gemeentelijk bureau onverwijld genoemde lijsten door naar de voorzitter van het kantonbureau na schrapping van de naam van de kiezers aangewezen overeenkomstig §§ 1 en 2.

§ 5. Binnen de achtenveertig uur brengt de voorzitter van het gemeentelijk bureau de aanwijzingen ter kennis van belanghebbenden, bij aangetekend schrijven, en verzoekt ze hun ambt te komen vervullen op vastgestelde dag en uur.

Daarbij licht hij de voorzitters van de stembureaus in van de plaats waar het stemopnemingsbureau vergadert dat de stembiljetten van hun bureau in ontvangst moet nemen. De voorzitter van het gemeentelijk bureau licht de voorzitters van de stemopnemingsbureaus eveneens in over de keuze van de stembureaus waarvan ze in de stemopneming zullen moeten voorzien.

Hij vervangt onverwijld hen die hem drie dagen na ontvangst van het bericht van hun aanwijzing een wettige reden van verhindering hebben doen kennen, volgens de nadere regels bedoeld in artikel L4125-3, § 2 en in § 1 van dit artikel.

§ 6. Elke persoon die zich zonder geldige reden onttrokken heeft aan de aanwijzing bedoeld in §§ 1 en 2 of die door zijn fout, onvoorzichtigheid of nalatigheid op enigerlei wijze de hem toevertrouwde opdracht in gevaar brengt, wordt gestraft met een geldboete van vijftig tot tweehonderd euro.

(...)

Art. L4135-1. De leden van de stembureaus ontvangen presentiegeld waarvan het bedrag door de Regering wordt vastgesteld. Het bedrag van de vergoedingen en van de voordelen van enigerlei aard waarop ze aanspraak zouden kunnen maken wordt eveneens door de Regering bepaald.

De leden van de kiesbureaus kunnen aanspraak maken op de terugbetaling van hun reiskosten.

**ONTVANGBEWIJS**

Terug te zenden aan Mevrouw, de heer, .....

voorzitter van het gemeentelijke bureau,

Adres : .....

N.B. De briefwisseling ofwel tussen de voorzitters, ofwel met de vrederechter ofwel met de gewone bijzitters, de plaatsvervangende bijzitters en de secretarissen van de kiesbureaus is postvrij. De vermelding "gemeentekieswet" moet boven het adres ingeschreven zijn. Deze briefwisseling moet bovendien de hoedanigheid van de ontvanger en van de afzender alsmede de medeondertekening van deze laatste vermelden.

Ik, ondergetekende, ....., aangewezen om de functies van voorzitter van het stembureau nr. ... gevestigd te ..... te vervullen, verklaar de brief van de heer de voorzitter van het gemeentelijke bureau op ....., te hebben ontvangen, waarin hij me in kennis stelt van mijn benoeming.

Te ....., op ..... 2006.

Handtekening .....

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opneming en telling van de stemmen en de apparentering

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

Provincie : Kiesdistrict  
Kieskanton : Gemeente :

**Model 13 : Aanwijzing van de secretaris van het stembureau**

Geachte Mevrouw, geachte heer,

Ik heb de eer u mee te delen dat ik u overeenkomstig artikel L4125-11 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie heb aangewezen om de functies van bijzitter/plaatsvervangende bijzitter van het stembureau van ..... te vervullen voor de gemeenteraadsverkiezingen van zondag 8 oktober 2006.

U wordt bijgevolg erom verzocht deze dag om 7 u. 30 m., aanwezig te zijn in het lokaal waar uw bureau gevestigd zal zijn, straat ....., nr. .... Het stembureau moet ten laatste om 7 u. 45 m., samengesteld zijn.

Gelieve uw rekeningnummer mee te delen voor de betaling van uw presentiegeld na de verkiezingen.

Wilt u zo vriendelijk zijn me het behoorlijk getekende bijgevoegde ontvangstbewijs terug te zenden of me uw excuusredenen binnen tweeëntwintig uur mee te delen.

Te ....., op ..... 2006.

De voorzitter van het gemeentelijke bureau,

\_\_\_\_\_

Uittreksels van het wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie

Art. L4125-1. § 1. Een kiesbureau bestaat uit een voorzitter, een secretaris die niet stemgerechtigd is, bijzitters en plaatsvervangende bijzitters. (...)

Art. L4125-11. De voorzitter van het stembureau wijst zijn secretaris aan onder de kiezers van de gemeente, met inachtneming van het bepaalde van artikel L4125-5, § 1.

Art. L4135-1. De leden van de stembureaus ontvangen presentiegeld waarvan het bedrag door de Regering wordt vastgesteld. Het bedrag van de vergoedingen en van de voordelen van enigerlei aard waarop ze aanspraak zouden kunnen maken wordt eveneens door de Regering bepaald. De leden van de kiesbureaus kunnen aanspraak maken op de terugbetaling van hun reiskosten.

**ONTVANGBEWIJS**

Terug te zenden aan Mevrouw, de heer, .....

voorzitter van het gemeentelijke bureau,

Adres : .....

*N.B.* De briefwisseling ofwel tussen de voorzitters, ofwel met de vrederechter ofwel met de gewone bijzitters, de plaatsvervangende bijzitters en de secretarissen van de kiesbureaus is postvrij. De vermelding "gemeentekieswet" moet boven het adres ingeschreven zijn. Deze briefwisseling moet bovendien de hoedanigheid van de ontvanger en van de afzender alsmede de medeondertekening van deze laatste vermelden.

Ik, ondergetekende, ....., aangewezen om de functies van bijzitter/plaatsvervangende bijzitter van het stembureau nr. ...gevestigd te ..... te vervullen, verklaar de brief van de heer de voorzitter van het gemeentelijke bureau op ....., te hebben ontvangen, waarin hij me in kennis stelt van mijn benoeming.

Te ....., op ..... 2006.

Handtekening .....

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opneming en telling van de stemmen en de apparentering

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD



Provincie : Kieskanton :

Gemeente :

**Model 14 : Aanwijzingsbrief van de voorzitter van het gemeentelijke stemopnemingsbureau**

Geachte Mevrouw, geachte heer,

Ik heb de eer u mee te delen dat ik u overeenkomstig artikel L4125-5 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie heb aangewezen om de functies van voorzitter van het stemopnemingsbureau nr. .... te vervullen, dat belast is met het opnemen van de stembiljetten voor de gemeenteraadsverkiezingen van zondag 8 oktober 2006.

U wordt bijgevolg erom verzocht deze dag om 14 uur, aanwezig te zijn in het lokaal waar uw bureau gevestigd zal zijn, "rue .....", nr. ....

Gelieve uw rekeningnummer mee te delen voor de betaling van uw presentiegeld na de verkiezingen.

Het stemopnemingsbureau bestaat, buiten de voorzitter, uit ... bijzitters en een secretaris die door u onder de kiezers van het district wordt benoemd. U zal binnenkort op de hoogte zijn van de naam van de bijzitters die deel uitmaken van het bureau dat u voorzit.

Wilt u zo vriendelijk zijn om uw secretaris onder de kiezers van de gemeente aan te wijzen met inachtneming van de bepalingen van artikel L4125-5, § 1 van het Wetboek.

Het stemopnemingsbureau moet ten laatste om 14 uur samengesteld zijn. Bij verhindering of ontstentenis tijdens de verrichtingen van één van de op deze manier aangewezen voorzitters, zorgt het bureau voor de nodige aanvulling.

Uw bureau zal belast worden met het opnemen van de stemmen van de volgende stembureaus :

Stembureau	Volledig adres	Naam en voornaam van de voorzitter

Bovendien deel ik u vanaf nu mede dat u binnenkort zult worden opgeroepen voor een opleidings sessie waarin u alle documenten en inlichtingen nodig voor de uitoefening van uw opdracht zult ontvangen. In een brief van de voorzitter van het kantonbureau zult u daarna in kennis worden gesteld van de praktische modaliteiten van deze vergadering.

Wilt u zo vriendelijk zijn me het behoorlijk getekende bijgevoegde ontvangstbewijs terug te zenden of me uw excuusredenen binnen tweeënzeventig uur mee te delen.

Te ....., op ..... 2006.

De voorzitter van het gemeentelijke bureau,

Uittreksels van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie

Art. L4125-5. § 1. Uiterlijk 15 september wijst de voorzitter van het gemeentelijk bureau de voorzitters van de stem- en de gemeentelijke stemopnemingsbureaus, alsmede de bijzitters en de plaatsvervangende bijzitters van de gemeentelijke stemopneming aan onder de jongste kiezers van de gemeente die de dag van de verkiezing minstens achttien jaar oud zijn, in de volgorde bepaald bij artikel L4125-3, § 2.

§ 2. Op dezelfde datum wijst hij de bijzitters van de stembureaus aan onder de jongste kiezers van de gemeente die de dag van de verkiezing minstens achttien jaar oud zijn en de voorwaarden vervullen bedoeld in artikel L4125-3, § 2, waarbij de personen gevoegd dienen te worden die houder zijn van een ambt van niveau C dat onder het Waalse Gewest ressorteert of dat daarmee overeenstemt in de besturen en instellingen bepaald onder 6° van dezelfde paragraaf of die elders een overeenstemmende functie uitoefenen.

§ 3. De voorzitters, bijzitters en plaatsvervangende bijzitters van de stem- en de stemopnemingsbureaus worden aangewezen onder de kiezers opgenomen op de lijsten bepaald in artikel L4122-7, § 1, 1° en 2°.

§ 4. Als die aanwijzingen eenmaal plaatsgevonden hebben, zendt de voorzitter van het gemeentelijk bureau onverwijld genoemde lijsten door naar de voorzitter van het kantonbureau na schrapping van de naam van de kiezers aangewezen overeenkomstig §§ 1 en 2.

§ 5. Binnen de achtenveertig uur brengt de voorzitter van het gemeentelijk bureau de aanwijzingen ter kennis van belanghebbenden, bij aangetekend schrijven, en verzoekt ze hun ambt te komen vervullen op vastgestelde dag en uur.

Daarbij licht hij de voorzitters van de stembureaus in van de plaats waar het stemopnemingsbureau vergadert dat de stembiljetten van hun bureau in ontvangst moet nemen. De voorzitter van het gemeentelijk bureau licht de voorzitters van de stemopnemingsbureaus eveneens in over de keuze van de stembureaus waarvan ze in de stemopneming zullen moeten voorzien.

Hij vervangt onverwijld hen die hem drie dagen na ontvangst van het bericht van hun aanwijzing een wettige reden van verhindering hebben doen kennen, volgens de nadere regels bedoeld in artikel L4125-3, § 2 en in § 1 van dit artikel.

§ 6. Elke persoon die zich zonder geldige reden onttrokken heeft aan de aanwijzing bedoeld in §§ 1 en 2 of die door zijn fout, onvoorzichtigheid of nalatigheid op enigerlei wijze de hem toevertrouwde opdracht in gevaar brengt, wordt gestraft met een geldboete van vijftig tot tweehonderd euro.

(...)

Art. L4125-10. § 1. Zodra ze aangewezen zijn, zendt de Regering, of zijn afgevaardigde, enerzijds de instructies voor de uitvoering van hun taken en anderzijds de voor de uitvoering van hun opdracht noodzakelijke formulieren en documenten waarvan de lijst door de Regering wordt vastgesteld, aan de stembureauvoorzitters door.

Art. L4125-16. Gestraft wordt met een geldboete van 50 tot 200 euro :

1° elke persoon die zich zonder geldige reden onttrokken heeft aan de aanwijzing tot voorzitter of bijzitter van een stem- of een stemopnemingsbureau;

2° de voorzitter, de bijzitter of de plaatsvervangende bijzitter die zijn redenen van verhindering niet kenbaar heeft gemaakt binnen de vastgestelde termijn;

3° de voorzitter, de bijzitter of de plaatsvervangende bijzitter die, na het ambt te hebben aanvaard, zich ervan onthoudt het uit te oefenen zonder wettige reden.

Art. L4125-17. Elke persoon die door zijn fout, onvoorzichtigheid of nalatigheid op enigerlei wijze de hem toevertrouwde opdracht in gevaar heeft gebracht, wordt gestraft met een geldboete van 50 tot 200 euro.

Art. L4135-1. De leden van de stembureaus ontvangen presentiegeld waarvan het bedrag door de Regering wordt vastgesteld. Het bedrag van de vergoedingen en van de voordelen van enigerlei aard waarop ze aanspraak zouden kunnen maken wordt eveneens door de Regering bepaald.

De leden van de kiesbureaus kunnen aanspraak maken op de terugbetaling van hun reiskosten.

## ONTVANGBEWIJS

Terug te zenden aan Mevrouw, de heer, .....

voorzitter van het gemeentelijke bureau,

Adres : .....

*N.B.* De briefwisseling ofwel tussen de voorzitters, ofwel met de vrederechter ofwel met de gewone bijzitters, de plaatsvervangende bijzitters en de secretarissen van de kiesbureaus is postvrij. De vermelding "gemeentekieswet" moet boven het adres ingeschreven zijn. Deze briefwisseling moet bovendien de hoedanigheid van de ontvanger en van de afzender alsmede de medeondertekening van deze laatste vermelden.

Ik, ondergetekende, ....., aangewezen om de functies van voorzitter van het gemeentelijk stemopnemingsbureau nr. ... gevestigd te ..... te vervullen, verklaar de brief van de heer de voorzitter van het gemeentelijke bureau op ....., te hebben ontvangen, waarin hij me in kennis stelt van mijn benoeming.

Te ....., op ..... 2006.

Handtekening .....

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opneming en telling van de stemmen en de apparentering

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

Provincie : Kieskantón :

Gemeente :

**Model 15 : Aanwijzing van de bijzitters van het gemeentelijke stemopnemingsbureau**

Geachte Mevrouw, geachte heer,

Ik heb de eer u mee te delen dat ik u overeenkomstig artikel L4125-5 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie heb aangewezen om de functies van bijzitter/plaatsvervangende bijzitter van het stemopnemingsbureau van..... te vervullen voor de gemeenteraadsverkiezingen van zondag 8 oktober 2006.

U wordt bijgevolg erom verzocht deze dag om 14 uur aanwezig te zijn in het lokaal waar uw bureau gevestigd zal zijn, op volgend adres :

Bureaunummer : .....

Gelieve uw rekeningnummer mee te delen voor de betaling van uw presentiegeld na de verkiezingen.

Wilt u zo vriendelijk zijn me het behoorlijk getekende bijgevoegde ontvangstbewijs terug te zenden of me uw excuusredenen binnen tweeëntwintig uur mee te delen.

Te ....., op ..... 2006.

De voorzitter van het gemeentelijke bureau,

Uittreksels van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie

Art. L4125-5. § 1. Uiterlijk 15 september wijst de voorzitter van het gemeentelijk bureau de voorzitters van de stem- en de gemeentelijke stemopnemingsbureaus, alsmede de bijzitters en de plaatsvervangende bijzitters van de gemeentelijke stemopneming aan onder de jongste kiezers van de gemeente die de dag van de verkiezing minstens achttien jaar oud zijn, in de volgorde bepaald bij artikel L4125-3, § 2.

§ 2. Op dezelfde datum wijst hij de bijzitters van de stembureaus aan onder de jongste kiezers van de gemeente die de dag van de verkiezing minstens achttien jaar oud zijn en de voorwaarden vervullen bedoeld in artikel L4125-3, § 2, waarbij de personen gevoegd dienen te worden die houder zijn van een ambt van niveau C dat onder het Waalse Gewest ressorteert of dat daarmee overeenstemt in de besturen en instellingen bepaald onder 6° van dezelfde paragraaf of die elders een overeenstemmende functie uitoefenen.

§ 3. De voorzitters, bijzitters en plaatsvervangende bijzitters van de stem- en de stemopnemingsbureaus worden aangewezen onder de kiezers opgenomen op de lijsten bepaald in artikel L4122-7, § 1, 1° en 2°.

§ 4. Als die aanwijzingen eenmaal plaatsgevonden hebben, zendt de voorzitter van het gemeentelijk bureau onverwijld genoemde lijsten door naar de voorzitter van het kantonbureau na schrapping van de naam van de kiezers aangewezen overeenkomstig §§ 1 en 2.

§ 5. Binnen de achtenveertig uur brengt de voorzitter van het gemeentelijk bureau de aanwijzingen ter kennis van belanghebbenden, bij aangetekend schrijven, en verzoekt ze hun ambt te komen vervullen op vastgestelde dag en uur.

Daarbij licht hij de voorzitters van de stembureaus in van de plaats waar het stemopnemingsbureau vergadert dat de stembiljetten van hun bureau in ontvangst moet nemen. De voorzitter van het gemeentelijk bureau licht de voorzitters van de stemopnemingsbureaus eveneens in over de keuze van de stembureaus waarvan ze in de stemopneming zullen moeten voorzien.

Hij vervangt onverwijld hen die hem drie dagen na ontvangst van het bericht van hun aanwijzing een wettige reden van verhindering hebben doen kennen, volgens de nadere regels bedoeld in artikel L4125-3, § 2 en in § 1 van dit artikel.

§ 6. Elke persoon die zich zonder geldige reden onttrokken heeft aan de aanwijzing bedoeld in §§ 1 en 2 of die door zijn fout, onvoorzichtigheid of nalatigheid op enigerlei wijze de hem toevertrouwde opdracht in gevaar brengt, wordt gestraft met een geldboete van vijftig tot tweehonderd euro.

Art. L4135-1. De leden van de stembureaus ontvangen presentiegeld waarvan het bedrag door de Regering wordt vastgesteld. Het bedrag van de vergoedingen en van de voordelen van enigerlei aard waarop ze aanspraak zouden kunnen maken wordt eveneens door de Regering bepaald.

De leden van de kiesbureaus kunnen aanspraak maken op de terugbetaling van hun reiskosten.

## ONTVANGBEWIJS

Terug te zenden aan Mevrouw, de heer, .....  
voorzitter van het gemeentelijke bureau,

Adres : .....

*N.B.* De briefwisseling ofwel tussen de voorzitters, ofwel met de vrederechter ofwel met de gewone bijzitters, de plaatsvervangende bijzitters en de secretarissen van de kiesbureaus is postvrij. De vermelding "gemeentekieswet" moet boven het adres ingeschreven zijn. Deze briefwisseling moet bovendien de hoedanigheid van de ontvanger en van de afzender alsmede de medeondertekening van deze laatste vermelden.

Ik, ondergetekende,

aangewezen om de functies van bijzitter/plaatsvervangende bijzitter van het gemeentelijk stemopnemingsbureau van..... te vervullen, verklaar de brief van de heer de voorzitter van het gemeentelijke bureau op ....., te hebben ontvangen, waarin hij me in kennis stelt van mijn benoeming.

Te ....., op ..... 2006.

Handtekening .....

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opneming en telling van de stemmen en de apparentering

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

Provincie : Kiesdistrict

Kieskanton : Gemeente :

**Model 16 : Aanwijzingsbrief van de secretaris van het gemeentelijk stemopnemingsbureau**

Geachte Mevrouw, geachte heer,

Ik heb de eer u mee te delen dat ik u overeenkomstig artikel L4125-15 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie heb aangewezen om de functies van secretaris van het stemopnemingsbureau nr. .... te vervullen, dat belast is met het opnemen van de stembiljetten voor de gemeenteraadsverkiezingen van zondag 8 oktober 2006...

U wordt bijgevolg erom verzocht deze dag om 14 uur aanwezig te zijn in het lokaal waar uw bureau gevestigd zal zijn, op volgend adres : .....

Bureau nr. ...

Gelieve uw rekeningnummer mee te delen voor de betaling van uw presentiegeld na de verkiezingen.

Wilt u zo vriendelijk zijn me het behoorlijk getekende bijgevoegde ontvangstbewijs terug te zenden of me uw excuusredenen binnen tweeënveertig uur mee te delen.

Te ..., (datum) ..... 2006.

De voorzitter van het stemopnemingsbureau,

Uittreksels uit het wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie

Art. L4125-1. § 1. Een kiesbureau bestaat uit een voorzitter, een secretaris die niet stemgerechtigd is, bijzitters en plaatsvervangende bijzitters. (...)

Art. L4125-15. De voorzitter van het gemeentelijk stemopnemingsbureau wijst zijn secretaris aan onder de kiezers van de gemeente, met inachtneming van het bepaalde van artikel L4125-5, § 1.

De voorzitter van het provinciale stemopnemingsbureau wijst zijn secretaris aan onder de kiezers van het district, volgens dezelfde nadere regels.

Art. L4135-1. De leden van de stembureaus ontvangen presentiegeld waarvan het bedrag door de Regering wordt vastgesteld. Het bedrag van de vergoedingen en van de voordelen van enigerlei aard waarop ze aanspraak zouden kunnen maken wordt eveneens door de Regering bepaald.

De leden van de kiesbureaus kunnen aanspraak maken op de terugbetaling van hun reiskosten.

ONTVANGSTBEWIJS

Terug te zenden aan Mevrouw, de heer, .....  
voorzitter van het gemeentelijke bureau,

Adres : .....

*N.B.* De briefwisseling ofwel tussen de voorzitters, ofwel met de vrederechter ofwel met de gewone bijzitters, de plaatsvervangende bijzitters en de secretarissen van de kiesbureaus is postvrij. De vermelding "gemeentekieswet" moet boven het adres ingeschreven zijn. Deze briefwisseling moet bovendien de hoedanigheid van de ontvanger en van de afzender alsmede de medeondertekening van deze laatste vermelden.

Ik, ondergetekende,

Aangewezen om het ambt van secretaris van het gemeentelijk stemopnemingsbureau nr. .... te vervullen met zetel te .....

Verklaar de brief van de voorzitter van het stemopnemingsbureau d.d. .... gekregen te hebben waarbij ik over mijn aanwijzing ingelicht word.

Te ....., op ... 2006.

Handtekening,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opneming en telling van de stemmen en de apparentering

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

Provincie : Kiesdistrict  
Kieskantons : Gemeente :

**Model 17 : Aanwijzing van de voorzitter van het provinciale stemopnemingsbureau**

Geachte Mevrouw, geachte heer,

Ik heb de eer u mee te delen dat ik u overeenkomstig artikel L4125-8 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie heb aangewezen om de functies van voorzitter van het stemopnemingsbureau nr. .... te vervullen, dat belast is met het opnemen van de stembiljetten voor de provincieraadsverkiezingen van zondag 8 oktober 2006.

U wordt bijgevolg erom verzocht deze dag om 14 uur aanwezig te zijn in het lokaal waar uw bureau gevestigd zal zijn, op volgend adres :

.....  
Gelieve uw rekeningnummer mee te delen voor de betaling van uw presentiegeld na de verkiezingen.

Het stemopnemingsbureau bestaat, buiten de voorzitter, uit vier bijzitters, vier plaatsvervangende bijzitters en een secretaris die door u onder de kiezers van het district wordt benoemd. U zal binnenkort op de hoogte zijn van de naam van de bijzitters die deel uitmaken van het bureau dat u voorziet.

Wilt u zo vriendelijk zijn om uw secretaris onder de kiezers van de gemeente aan te wijzen met inachtneming van de bepalingen van artikel L4125-5, § 1 van het Wetboek.

Het stemopnemingsbureau moet ten laatste om 14 uur samengesteld zijn. Bij verhindering of ontstentenis tijdens de verrichtingen van één van de op deze manier aangewezen voorzitters, zorgt het bureau voor de nodige aanvulling.

Uw bureau zal belast worden met het opnemen van de provinciale stemmen van de volgende stembureaus :

Stembureau	volledig adres	Naam en voornaam van de voorzitter

Bovendien deel ik u vanaf nu mede dat u binnenkort zult worden opgeroepen voor een opleidingssessie waarin u alle inlichtingen nodig voor de uitoefening van uw opdracht zult ontvangen. In een brief van de voorzitter van het districtbureau zult u daarna in kennis worden gesteld van de praktische modaliteiten van deze vergadering.

Wilt u zo vriendelijk zijn me het behoorlijk getekende bijgevoegde ontvangstbewijs terug te zenden of me uw excuusredenen binnen tweeëntwintig uur mee te delen.

Te ....., op ..... 2006.

De voorzitter van het kantonbureau,

Uittreksels van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie

Art. L4125-8. Op 25 september wijst de voorzitter van het kantonbureau onder de kiezers van het district de voorzitters en bijzitters en plaatsvervangende bijzitters van de provinciale stemopnemingsbureaus aan volgens dezelfde nadere regels als die bepaald in artikel L4125-2 voor de gemeentelijke stemopneming.

Art. L4125-14. § 1. Zodra ze aangewezen zijn, zendt de Regering, of zijn afgevaardigde, enerzijds de instructies voor de uitvoering van hun taken en anderzijds de voor de uitvoering van hun opdracht noodzakelijke formulieren en documenten waarvan de lijst door de Regering wordt vastgesteld, aan de voorzitters van de stemopnemingsbureaus door.

§ 2. De voorzitter van het kantonbureau roept tegelijkertijd alle voorzitters van de stemopnemingsbureaus van zijn ambtsgebied samen op een door hem bepaalde dag die niet later mag zijn dan de zesde dag vóór de verkiezing om in hun opleiding te voorzien.

Art. L4125-16. Gestraft wordt met een geldboete van 50 tot 200 euro :

1° elke persoon die zich zonder geldige reden onttrokken heeft aan de aanwijzing tot voorzitter of bijzitter van een stem- of een stemopnemingsbureau;

2° de voorzitter, de bijzitter of de plaatsvervangende bijzitter die zijn redenen van verhindering niet kenbaar heeft gemaakt binnen de vastgestelde termijn;

3° de voorzitter, de bijzitter of de plaatsvervangende bijzitter die, na het ambt te hebben aanvaard, zich ervan onthoudt het uit te oefenen zonder wettige reden.

Art. L4125-17. Elke persoon die door zijn fout, onvoorzichtigheid of nalatigheid op enigerlei wijze de hem toevertrouwde opdracht in gevaar heeft gebracht, wordt gestraft met een geldboete van 50 tot 200 euro.

Art. L4135-1. De leden van de stembureaus ontvangen presentiegeld waarvan het bedrag door de Regering wordt vastgesteld. Het bedrag van de vergoedingen en van de voordelen van enigerlei aard waarop ze aanspraak zouden kunnen maken wordt eveneens door de Regering bepaald. De leden van de kiesbureaus kunnen aanspraak maken op de terugbetaling van hun reiskosten.

**ONTVANGBEWIJS**

Terug te zenden aan Mevrouw, de heer, .....

voorzitter van het kantonbureau van .....

Adres : .....

N.B. De briefwisseling ofwel tussen de voorzitters, ofwel met de vrederechter ofwel met de gewone bijzitters, de plaatsvervangende bijzitters en de secretarissen van de kiesbureaus is postvrij. De vermelding "gemeentekieswet" moet boven het adres ingeschreven zijn. Deze briefwisseling moet bovendien de hoedanigheid van de ontvanger en van de afzender alsmede de medeondertekening van deze laatste vermelden.

Ik, ondergetekende, ....., aangewezen om de functies van voorzitter van het gemeentelijke stemopnemingsbureau nr. ... gevestigd te ..... te vervullen, verklaar de brief van de heer de voorzitter van het kantonbureau op ....., te hebben ontvangen, waarin hij me in kennis stelt van mijn benoeming.

Te ....., op ..... 2006.

Handtekening .....

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opneming en telling van de stemmen en de apparentering

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

Provincie : Kiesdistrict  
Kieskanton : Gemeente :

**Model 18 : Aanwijzing van de bijzitters van het provinciale stemopnemingsbureau**

Geachte Mevrouw, geachte heer,

Ik heb de eer u mee te delen dat ik u overeenkomstig artikel L4125-8 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie heb aangewezen om de functies van bijzitter/plaatsvervangende bijzitter van het stemopnemingsbureau van ..... te vervullen voor de provincieraadsverkiezingen van zondag 8 oktober 2006.

U wordt bijgevolg erom verzocht deze dag om 14 uur aanwezig te zijn in het lokaal waar uw bureau gevestigd zal zijn, op volgend adres :

.....  
Gelieve uw rekeningnummer mee te delen voor de betaling van uw presentiegeld na de verkiezingen.

Wilt u zo vriendelijk zijn me het behoorlijk getekende bijgevoegde ontvangstbewijs terug te zenden of me uw excuusredenen binnen tweeëntwintig uur mee te delen.

Te ....., op ..... 2006.

De voorzitter van het kantonbureau,

Uittreksels van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie

Art. L4125-8. Op 25 september wijst de voorzitter van het kantonbureau onder de kiezers van het district de voorzitters en bijzitters en plaatsvervangende bijzitters van de provinciale stemopnemingsbureaus aan volgens dezelfde nadere regels als die bepaald in artikel L4125-2 voor de gemeentelijke stemopneming.

Art. L4125-16. Gestraft wordt met een geldboete van 50 tot 200 euro :

1° elke persoon die zich zonder geldige reden onttrokken heeft aan de aanwijzing tot voorzitter of bijzitter van een stem- of een stemopnemingsbureau;

2° de voorzitter, de bijzitter of de plaatsvervangende bijzitter die zijn redenen van verhindering niet kenbaar heeft gemaakt binnen de vastgestelde termijn;

3° de voorzitter, de bijzitter of de plaatsvervangende bijzitter die, na het ambt te hebben aanvaard, zich ervan onthoudt het uit te oefenen zonder wettige redenen.

Art. L4125-17. Elke persoon die door zijn fout, onvoorzichtigheid of nalatigheid op enigerlei wijze de hem toevertrouwde opdracht in gevaar heeft gebracht, wordt gestraft met een geldboete van 50 tot 200 euro.

Art. L4135-1. De leden van de stembureaus ontvangen presentiegeld waarvan het bedrag door de Regering wordt vastgesteld. Het bedrag van de vergoedingen en van de voordelen van enigerlei aard waarop ze aanspraak zouden kunnen maken wordt eveneens door de Regering bepaald.

De leden van de kiesbureaus kunnen aanspraak maken op de terugbetaling van hun reiskosten.

**ONTVANGBEWIJS**

Terug te zenden aan Mevrouw, de heer, .....

voorzitter van het kantonbureau van .....

Adres : .....

*N.B.* De briefwisseling ofwel tussen de voorzitters, ofwel met de vrederechter ofwel met de gewone bijzitters, de plaatsvervangende bijzitters en de secretarissen van de kiesbureaus is postvrij. De vermelding "gemeentekieswet" moet boven het adres ingeschreven zijn. Deze briefwisseling moet bovendien de hoedanigheid van de ontvanger en van de afzender alsmede de medeondertekening van deze laatste vermelden.

Ik, ondergetekende, ....., aangewezen om de functies van bijzitter/plaatsvervangende bijzitter van het provinciale stemopnemingsbureau nr. ... gevestigd te ..... te vervullen, verklaar de brief van de heer de voorzitter van het kantonbureau op ....., te hebben ontvangen, waarin hij me in kennis stelt van mijn benoeming.

Te ....., op ..... 2006.

Handtekening .....

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opneming en telling van de stemmen en de apparentering

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

Provincie : Kiesdistrict :

Kieskantons : Gemeente :

**Model 19 : Aanwijzing van de secretaris van het provinciale stemopnemingsbureau**

Geachte Mevrouw, geachte heer,

Ik heb de eer u mee te delen dat ik u overeenkomstig artikel L4125-15 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie heb aangewezen om de functies van secretaris van het stemopnemingsbureau van ..... te vervullen voor de provincieraadsverkiezingen van zondag 8 oktober 2006.

U wordt bijgevolg erom verzocht deze dag om 14 uur aanwezig te zijn in het lokaal waar uw bureau gevestigd zal zijn, op volgend adres :

.....  
 Gelieve uw rekeningnummer mee te delen voor de betaling van uw presentiegeld na de verkiezingen.

Wilt u zo vriendelijk zijn me het behoorlijk getekende bijgevoegde ontvangstbewijs terug te zenden of me uw excuusredenen binnen tweeëntwintig uur mee te delen.

Te ....., op ..... 2006.

De voorzitter van het stemopnemingsbureau,

Uittreksels uit het wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie

Art. L4125-1. § 1. Een kiesbureau bestaat uit een voorzitter, een secretaris die niet stemgerechtigd is, bijzitters en plaatsvervangende bijzitters.  
 (...)

Art. L4125-15. De voorzitter van het gemeentelijk stemopnemingsbureau wijst zijn secretaris aan onder de kiezers van de gemeente, met inachtneming van het bepaalde van artikel L4125-5, § 1.

De voorzitter van het provinciale stemopnemingsbureau wijst zijn secretaris aan onder de kiezers van het district, volgens dezelfde nadere regels.

Art. L4135-1. De leden van de stembureaus ontvangen presentiegeld waarvan het bedrag door de Regering wordt vastgesteld. Het bedrag van de vergoedingen en van de voordelen van enigerlei aard waarop ze aanspraak zouden kunnen maken wordt eveneens door de Regering bepaald.

De leden van de kiesbureaus kunnen aanspraak maken op de terugbetaling van hun reiskosten.

**ONTVANGSTBEWIJS**

Terug te zenden aan Mevrouw, de heer, .....

voorzitter van het kantonsbureau van .....

Adres : .....

*N.B.* De briefwisseling ofwel tussen de voorzitters, ofwel met de vrederechter ofwel met de gewone bijzitters, de plaatsvervangende bijzitters en de secretarissen van de kiesbureaus is postvrij. De vermelding "gemeentekieswet" moet boven het adres ingeschreven zijn. Deze briefwisseling moet bovendien de hoedanigheid van de ontvanger en van de afzender alsmede de medeondertekening van deze laatste vermelden.

Ik, ondergetekende, ....., aangewezen om de functies van bijzitter/plaatsvervangende bijzitter van het provinciale stemopnemingsbureau nr. ... gevestigd te ..... te vervullen, verklaar de brief van de heer de voorzitter van het kantonsbureau op ....., te hebben ontvangen, waarin hij me in kennis stelt van mijn benoeming.

Te ....., op ..... 2006.

Handtekening .....

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opneming en telling van de stemmen en de apparentering.

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

Provincie : Kiesdistrict :  
Kieskanton : Gemeente :

**Model 20 : Samenroeping van de voorzitters van de stem- en de stemopnemingsbureaus**

Geachte Mevrouw, geachte heer,

Ten gevolge van uw benoeming tot voorzitter van het stembureau/stemopnemingsbureau van ... Heb ik de eer u op ... 2006 op volgend adres uit te nodigen.

Bij die gelegenheid wordt er een opleiding voor de vervulling van uw taak verstrekt. Hoewel u niet verplicht bent die opleiding te volgen, is het u ten stelligste aangeraden aanwezig te zijn in het belang van het vlotte verloop van de kiesverrichtingen.

Wilt u zo vriendelijk zijn me het behoorlijk getekende bijgevoegde ontvangstbewijs terug te zenden of me uw excuusredenen binnen achtenveertig uur mee te delen.

Te ....., op ..... 2006.

De voorzitter van het kantonbureau,

Uittreksels uit het wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie

Art. L4125-10. § 1. Zodra ze aangewezen zijn, zendt de Regering, of zijn afgevaardigde, enerzijds de instructies voor de uitvoering van hun taken en anderzijds de voor de uitvoering van hun opdracht noodzakelijke formulieren en documenten waarvan de lijst door de Regering wordt vastgesteld, aan de stembureauvoorzitters door.

§ 2. De voorzitter van het kantonbureau roept tegelijkertijd alle stembureauvoorzitters van zijn ambtsgebied samen op een door hem bepaalde dag die niet later mag zijn dan de zesde dag vóór de verkiezing om in hun opleiding te voorzien.

Art. L4125-14. § 1. Zodra ze aangewezen zijn, zendt de Regering, of zijn afgevaardigde, enerzijds de instructies voor de uitvoering van hun taken en anderzijds de voor de uitvoering van hun opdracht noodzakelijke formulieren en documenten waarvan de lijst door de Regering wordt vastgesteld, aan de voorzitters van de stemopnemingsbureaus door.

§ 2. De voorzitter van het kantonbureau roept tegelijkertijd alle voorzitters van de stemopnemingsbureaus van zijn ambtsgebied samen op een door hem bepaalde dag die niet later mag zijn dan de zesde dag vóór de verkiezing om in hun opleiding te voorzien.

**ONTVANGSTBEWIJS**

Terug te zenden aan Mevrouw, de heer, .....

voorzitter van het kantonbureau van .....

Adres : .....

*N.B.* De briefwisseling ofwel tussen de voorzitters, ofwel met de vrederechter ofwel met de gewone bijzitters, de plaatsvervangende bijzitters en de secretarissen van de kiesbureaus is postvrij. De vermelding "gemeentekieswet" moet boven het adres ingeschreven zijn. Deze briefwisseling moet bovendien de hoedanigheid van de ontvanger en van de afzender alsmede de medeondertekening van deze laatste vermelden.

Ik, ondergetekende, ....., aangewezen om de functies van bijzitter/plaatsvervangende bijzitter van het provinciale stemopnemingsbureau nr. ... gevestigd te ..... te vervullen, verklaar de brief van de heer de voorzitter van het kantonbureau op ....., te hebben ontvangen, waarin hij me in kennis stelt van mijn benoeming.

Te ....., op ..... 2006.

Handtekening .....

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opneming en telling van de stemmen en de apparentering.

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ph. COURARD

Provincie : Kieskantón :

Gemeente : Stemopnemingsbureau nr.

**Model 21 : Resultaat van de opneming van de stembiljetten ontvangen in de bureaus nrs. ....,....**

Stemmen uitgebracht bovenaan de lijst (L) Telling van de stembiljetten die alleen lijststemmen bevatten)					Algemeen totaal	
Lijst Nr.		Lijst Nr.		Lijst Nr.		
<b>Naamstemmen (N)</b> (Telling van de stembiljetten met een naamstem voor één of meer kandidaten zelfs als er ook een stem bovenaan delijst wordt uitgebracht)						
De heer/Mevrouw.....		De heer/Mevrouw.....		De heer/Mevrouw.....		
De heer/Mevrouw.....		De heer/Mevrouw.....		De heer/Mevrouw.....		
De heer/Mevrouw.....		De heer/Mevrouw.....		De heer/Mevrouw.....		
De heer/Mevrouw.....		De heer/Mevrouw.....		De heer/Mevrouw.....		
De heer/Mevrouw.....		De heer/Mevrouw.....		De heer/Mevrouw.....		
De heer/Mevrouw.....		De heer/Mevrouw.....		De heer/Mevrouw.....		
De heer/Mevrouw.....		De heer/Mevrouw.....		De heer/Mevrouw.....		
De heer/Mevrouw.....		De heer/Mevrouw.....		De heer/Mevrouw.....		
<b>Totaal van de naamstemmen (totaal N)</b>		<b>Totaal van de naamstemmen (totaal N)</b>		<b>Totaal van de naamstemmen (totaal N)</b>		
<b>Lijst nr. verkrijgt (L + totaal N = C)</b>		<b>Lijst nr. verkrijgt (L + totaal N = C)</b>		<b>Lijst nr. verkrijgt (L + totaal N = C)</b>		
					<b>Totaal van de uitgebrachte stemmen (T)</b>	
<b>In de stembussen gevonden stembiljetten</b>					Consolidatie	
Bureau Nr.		Geldige stembiljetten (V)			U = B	Ja/Nee
Bureau Nr.		Blanco stembiljetten of ongeldige stembiljetten (I)			V = U - I	Ja/Nee
Bureau Nr.		<b>Totaal</b>			D = V	Ja/Nee
<b>Totaal (U)</b>						

Het bureau stelt vast dat het algemeen totaal van de stembiljetten met lijststemmen (L), vermeerderd met het algemeen totaal van de stembiljetten met naamstemmen (N), gelijk is aan het aantal geldige stembiljetten (V) met een bedrag gelijkwaardig aan het aantal stembiljetten die in de stembussen en omslagen (U) gevonden zijn, min het aantal blanco en ongeldige stembiljetten (I).

Een afschrift zal worden gericht aan de voorzitters van alle betrokken colleges met bevel tot het aanplakken van de lijsten in alle gemeenten van hun kieskring.

Het proces-verbaal daarvan is in aanwezigheid van de getuigen opgemaakt.

Gedaan te ....., op ..... 2006.

De secretaris,

De bijzitters,

De getuigen,

De voorzitter,



## Uittreksels van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie

Art. L4125-5. (...)

§ 7. Hij zendt onmiddellijk de tabel met de samenstelling van het gemeentelijk bureau, de stembureaus en de gemeentelijke stemoproepingsbureaus door naar de voorzitters van de gemeentelijke stem- en stemopnemingsbureaus, de voorzitter van het district- en kantonbureau en het gemeentecollege.

Die tabel wordt opgesteld overeenkomstig het door de Regering vastgestelde model.

Het gemeentecollege voorziet bij aanplakking in de raadpleging van het publiek over de tabel die het gekregen heeft.

Daarvan wordt onverwijld een exemplaar aan de Regering of aan diens afgevaardigde gericht.

Art. L4144-3. Het stemopnemingsbureau begint met de stemopneming zodra het alle voor hem bestemde stembussen ontvangen heeft.

Art. L4144-4. § 1. In de bureaus die met de stemopneming belast zijn, opent de voorzitter, in aanwezigheid van de leden van het bureau en van de getuigen, de stembussen en haalt er de stembiljetten uit die zij bevatten.

§ 2. Met behulp van een bureaulid telt hij de stembiljetten die zij bevatten, zonder ze open te vouwen.

Hij wijst de stembiljetten af die niet overeenstemmen met de verkiezing waarmee hij belast is.

Art. L4144-5. Het aantal uit elke stembus gehaalde stembiljetten dat overeenstemt met de verkiezing waarmee het bureau belast is, wordt opgenomen in het proces-verbaal.

De in artikel L4143-28 niet vermelde omslagen worden niet geopend.

Art. L4144-7. § 1. De voorzitter en de bureauleden mengen alle door het bureau te onderzoeken stembiljetten dooreen, vouwen ze open en delen ze in de volgende categorieën in :

1° stembiljetten met geldige stemmen voor de eerste lijst of voor de kandidaten van deze lijst;

2° hetzelfde voor de tweede lijst en in voorkomend geval voor de volgende lijsten;

3° de ongeldige biljetten in de zin van artikel L4112-18, § 3;

4° de betwiste biljetten in de zin van artikel L4112-18, § 5.

§ 2. Na deze eerste indeling worden de stembiljetten van elk van de categorieën voor de verschillende lijsten verder verdeeld in twee categorieën :

1. stembiljetten waarop bovenaan op een lijst is gestemd;

2. stembiljetten waarop naast de naam van één of meerdere kandidaat-opvolgers is gestemd, zelfs als eveneens bovenaan op een lijst is gestemd.

Art. L4144-8. § 2. Het bureau stelt bijgevolg vast :

1° hoeveel biljetten geldig zijn;

2° hoeveel biljetten ongeldig zijn;

3° voor elke lijst het totaalaantal biljetten met een lijststem,

4° voor elke lijst, het totaalaantal biljetten waarop gestemd is voor één of meer kandidaten van de lijst;

5° voor elke kandidaat, het aantal behaalde stemmen.

Al die getallen worden in het proces-verbaal opgenomen.

§ 3. Alle stembiljetten, per categorie ingedeeld, worden in afzonderlijke omslagen gesloten

Art. L4144-9. Het proces-verbaal van de verrichtingen wordt staande de vergadering opgemaakt en door de leden van het bureau en de getuigen ondertekend.

De uitslagen van de stemopneming worden in het proces-verbaal vermeld in de volgorde en volgens de aanwijzingen van een modeltabel voorzien in artikel L4142-39.

Het bureau vult de tabel in met de datum van de verkiezing en de volgende melding : "Uitslag van de opneming der stembiljetten, ontvangen in de bureaus nrs. ...", gevolgd door de aanduiding van de nummers van de stembureaus.

De Regering kan beslissen dat het invoeren van de gegevens en overmaken van die tabel op de in artikel L4141-1, §§ 1 en 2, bedoelde wijze geschiedt.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opneming en telling van de stemmen en de apparentering.

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD





Provincie : Kiesdistrict : Kanton :

Gemeente Centraal bureau van het arrondissement voorgezeten door de heer/Mevrouw

**Model 23 : apparenteringstabel Tabel 1. Resultaten per district**

ARRONDISSEMENT					
District ...					
Te begeven zetels Kiesdeler					
Lijsten		Groepen	Kiescijfers	Reeds bekomen zetels	Niet vertegenwoordigde stemoverschotten
1					
2					
3					
4					
5					
TOTALEN					
Bijkomende zetels (P- reeds bekomen zetels)					
District ...					
Te begeven zetels Kiesdeler					
Lijsten		Groepen	Kiescijfers	Reeds bekomen zetels	Niet vertegenwoordigde stemoverschotten
1					
2					
3					
4					
5					
TOTALEN					
Bijkomende zetels (P- reeds bekomen zetels)					

Tabel 2. Samenvatting van de resultaten op arrondissementsniveau.

Groepen	Arrondissements- kiescijfer	Zetels verworven voor arrondissement	Stemoverschotten per district		
			District X	District Y	District Z
Groep A					
Groep B					
Groep C					
Groep D					
Groep E					

Tabel 3. Verdeling van de bijkomende zetels per groep

Delaers	Groep A		Groep B		Groep C		Groep D		Groep E	
	Kiescijfer	Volgorde Quotiënten	Quotiënten	Volgorde Quotiënten	Quotiënten	Volgorde Quotiënten	Quotiënten	Volgorde Quotiënten	Quotiënten	Volgorde Quotiënten
Reeds bekomen zetels voor arrondissement										
Z + 1										
Z + 2										
Z + 3										
Z + 4										
Z + 5										
Z + 6										
Z + 7										
Z + 8										
Z + 9										
Z + 10										
	Aantal bijkomende zetels		Aantal bijkomende zetels		Aantal bijkomende zetels		Aantal bijkomende zetels		Aantal bijkomende zetels	

Tabel 4. Overzicht.

Groepen	District X Lijst Reeds gekreg. Toe te wijzen Toegewezen				District Y Lijst toe te wijzen toegewezen				Totaal arr.
	Lijst...								
A	List ...								
B	Lijst...								
C	Lijst...								
D	Lijst...								
E	Lijst...								
	Totaal								

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot het voordragen van de kandidaturen voor de gemeenteraads- en provincieraadsverkiezingen, tot de aanwijzing van de leden van de kiesbureaus en tot vaststelling van de modellen van de tabellen voor de opneming en telling van de stemmen en de apparentering.

Namen, 22 juni 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD